

Formes et fonctions de l'action communautaire dans la société moderne

(Essai sur la participation aux associations volontaires)

THÈSE

présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales
de l'Université de Genève
pour obtenir le grade de docteur en sociologie
par

Jean-Marie KELLERHALS
de Hägendorf (Soleure)

Thèse N° 225

LAUSANNE
ÉDITIONS PAYOT

1974



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Formes et fonctions de l'action communautaire dans la société moderne

(Essai sur la participation aux associations volontaires)

THÈSE

présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales
de l'Université de Genève
pour obtenir le grade de docteur en sociologie
par

Jean-Marie KELLERHALS
de Hägendorf (Soleure)

Thèse N° 225

LAUSANNE
ÉDITIONS PAYOT
1974

*La Faculté des sciences économiques et sociales, sur le
préavis d'une commission composée des professeurs Roger
Girod, directeur de thèse, Dusan Sidjanski, président du
jury, Jean-Pierre Schellhorn, et de M. Albert Meister, auto-
rise l'impression de la présente thèse, sans entendre émettre
par là aucune opinion sur les propositions qui s'y trouvent
énoncées.*

Genève, le 1^{er} février 1973.

Le doyen : L. Solari.

Thèse N° 225.



« Parmi les lois qui régissent les sociétés humaines, il y en a une qui semble plus précise et plus claire que toutes les autres. Pour que les hommes restent civilisés ou le deviennent, il faut que parmi eux l'art de s'associer se développe et se perfectionne dans le même rapport que l'égalité des conditions s'accroît. »

A. de Tocqueville.

« Les sociétés, les syndicats, la paroisse, c'est tout des coins où les gros mangent les petits. »

(Extrait de l'interview
d'un manœuvre fribourgeois.)

REMERCIEMENTS

C'est sous l'impulsion du professeur Girod que j'ai commencé à m'intéresser aux questions de sociologie politique ainsi qu'au thème de l'intégration sociale. Cette réflexion put être poursuivie grâce au Conseil des Arts du Canada et à l'accueil chaleureux que le professeur Brazeau me réserva à Montréal. J'y rencontrai les professeurs Meynaud et Dumazedier, au contact desquels je précisai l'objet de mon étude.

En 1968, le Fonds national suisse de la recherche scientifique m'attribua un crédit pour mener à bien une partie des observations sur le terrain.

Par la suite, des rencontres régulières avec les professeurs Girod, Schellhorn et Sidjanski contribuèrent largement à l'avancement de mon travail.

L'Institut pour l'automation et la recherche opérationnelle de l'Université de Fribourg (Professeur Billeter) m'accorda son aide pour le traitement des données par ordinateur. Je dois beaucoup, de ce point de vue, à M. Oneini, alors chef de travaux à cet Institut.

Tout au long de mes recherches, ma femme collabora directement à mon activité en contribuant à résoudre les problèmes administratifs, en participant à la codification des données, en organisant la lecture de multiples tableaux statistiques.

Que toutes ces personnes trouvent ici l'expression de ma gratitude.

J. Kellerhals.

INTRODUCTION

Cette étude traite de la participation aux associations.

En Suisse, les sociétés, groupements, clubs, mouvements, unions, se comptent par dizaines de mille. Il en existe plusieurs millions aux Etats-Unis. Chaque pays industrialisé connaît, à des degrés divers, cette floraison de groupes organisés. Chacun de nous participe à l'un ou plusieurs d'entre eux. La satisfaction de quantité de nos besoins (politiques, professionnels, religieux, de loisir, culturels, etc.) implique souvent une action collective organisée.

La littérature scientifique désigne habituellement ces groupes par le terme d'associations volontaires. Nous en verrons plus bas la définition explicite. Le phénomène d'apparition et de développement de ces groupements est connu sous le nom d'associationnisme.

Paradoxalement, malgré les dimensions impressionnantes de cet associationnisme, les sociologues européens n'y ont, jusqu'ici, guère accordé d'attention: le nombre restreint de recherches sur ce thème est sans commune mesure avec le phénomène lui-même. Aux Etats-Unis, au contraire, ce champ d'investigation a intéressé de nombreux chercheurs.

Certes, quelques secteurs de l'associationnisme ont été explorés avec constance dans l'histoire récente de la sociologie et de la science politique européennes.

La sociologie du syndicalisme et des mouvements sociaux s'est fortement développée, en contact étroit avec la sociologie du travail et celle des classes sociales.

L'étude des partis politiques, de leurs orientations, de leur influence, de leur recrutement, etc., constitue, sans doute, un thème important et considérablement développé de la sociologie politique.

Enfin, plus récemment, la science politique s'est beaucoup occupée de groupes de pression.

Ces trois domaines de recherche ont donc été et continuent d'être explorés. Mais le phénomène de l'associationnisme en soi et celui de la participation aux associations restent assez mal défrichés. Plusieurs raisons rendent compte de ce fait, indépendamment même des conjonctures historiques conduisant telle école de sociologie à préférer un thème plutôt qu'un autre.

Une des principales est sans doute que les premières théories relatives aux associations ont été bâties implicitement sur la notion de consensus. Aussi bien Tocqueville que Durkheim voyaient dans les associations un puissant mécanisme d'intégration sociale. L'idée que de multiples besoins et intérêts individuels s'expriment dans des groupes organisés, qui s'allient pour mieux atteindre leur objectif et constituent finalement l'action politique au sens large, fait plus référence aux notions de collaboration et de communauté qu'à celle de conflit.

Très marquée, jusqu'à une époque récente, par l'optique du fonctionnement social et du consensus démocratique, la sociologie américaine a trouvé un matériel de choix dans cette sorte d'élan communautaire que sont les associations. Plus consciente des dimensions du conflit social, plus soucieuse de mettre en lumière les contradictions que le fonctionnement, la sociologie européenne a préféré choisir d'autres angles de vues.

Une deuxième raison importante est d'ordre méthodologique. Son exposé nous permettra également de mieux préciser le thème de notre travail.

Le premier rôle du sociologue est de construire l'objet sociologique. La réalité sociale nous propose des ensembles, des phénomènes, des conduites que le langage courant, peu inquiet de sociologie, unit souvent alors qu'il faudrait les séparer ou sépare quand il conviendrait de les assembler. Tout concept sociologique est un regard particulier sur les faits sociaux qui rompt dans plusieurs cas les barrières du lexique courant.

Dans le cas des associations, le sociologue est placé devant une alternative dont il doit choisir un des termes :

- Le premier est que le concept d'association est précisément une notion du langage courant qui recouvre en fait des objets sociologiques très divers. Les associations de service social ne sauraient être traitées dans le même mouvement que les groupes sportifs ou les partis politiques. Il s'agit là d'acteurs historiques très différents dans leurs objectifs, leurs fonctions, leur composition. Parler d'associations sans préciser leur nature et sans différencier en conséquence les domaines d'investigation, est une faute épistémologique révélatrice de l'incapacité du chercheur de se dégager des prénotions. A la limite, parler des partis en général, ou des groupes sportifs dans leur ensemble, relève de la même erreur. Malgré des similitudes apparentes, la position des divers groupements dans le champ de l'action sociale est très différente.
- Le deuxième terme de l'alternative consiste à penser que malgré l'amplitude considérable de leurs objectifs, la diversité de leurs dimensions et de leur genre de recrutement, l'éventail de leurs idéologies, etc., les associations

représentent un mode d'action spécifique, qui consiste en la collaboration de personnes très différentes, dans un but précis, à l'aide d'une organisation codifiée de l'action. Le concept d'associationnisme se justifie alors parce qu'il met l'accent sur un genre particulier de relation à autrui caractérisé par la notion de contrat. Au lieu que la relation à autrui soit basée sur une profonde affinité des personnes, au lieu que l'objet de la relation porte sur nombre de domaines de l'existence et que la sociabilité soit basée sur des normes assez fluides, la relation contractuelle vécue dans l'associationnisme porte sur un objet particulier, s'agence selon des modèles formalisés de distribution du travail et des pouvoirs, réunit des individus assez étrangers les uns aux autres. En cela, et nous aurons l'occasion d'y revenir, elle est une forme d'action qu'il est possible de mettre en rapport, en tant que telle, avec la croissance des sociétés industrielles et urbaines.

La sociologie européenne contemporaine, plus intéressée que l'américaine par l'interdépendance de l'histoire et de la sociologie, a implicitement tendu à préférer le premier terme de l'alternative, c'est-à-dire à considérer des individus historiques plutôt que des modalités formelles d'interaction. La sociologie d'outre-Atlantique a plus fréquemment choisi la seconde solution.

Quant à nous, il nous a paru possible d'aborder l'associationnisme comme mode d'action et d'examiner les rapports qu'il entretient avec la société industrielle. Il nous a semblé nécessaire de montrer en quoi ce mode d'action, du point de vue des individus, dépend des structures sociales et en quoi il les reflète.

Cela ne veut pas dire que nous suivions, dans notre étude, les principes d'une sociologie fonctionnaliste ou ceux d'une ethnologie appliquée aux sociétés industrielles. Nous tenterons, au contraire, tout en relevant clairement les fonctions d'intégration de l'associationnisme, de lire dans les déterminismes de l'accès à l'action collective et dans ceux des modes de participation, les structures de la société globale et les contradictions qu'elle recèle. En d'autres termes, nous ne croyons pas que traiter de l'associationnisme en tant que mode d'action soit nécessairement synonyme d'une méthode qui dissimulerait les conflits. De même que l'associationnisme peut tout à la fois contribuer à la conservation des structures sociales ou à leur transformation radicale, les théories esquissées à son propos peuvent souligner l'un ou l'autre pôle.

Mais avant de continuer, il nous faut définir ce que nous entendons par associations volontaires.

Nous savons déjà qu'il ne s'agit pas de groupes ayant tel ou tel genre d'objectifs. Autrement dit, les buts poursuivis par ce genre de groupements n'entrent pas dans notre définition.

Les associations volontaires se distinguent des groupes de fait en ce sens que l'appartenance n'est pas automatique, comme ce serait le cas pour la nation, la classe sociale, l'ethnie ou la famille de naissance.

Elles sont différentes des groupes imposés (comme l'armée, par exemple) parce que l'affiliation procède d'une décision plus ou moins autonome de l'individu et qu'en plus, le retrait est, en général, libre (il n'est pas assorti de sanctions légales ni soumis à des formalités complexes). Elles diffèrent des groupes informels à cause de l'existence de statuts définissant les organes législatifs et exécutifs ainsi que les processus de prise de décision. En cela, elles ne sont pas semblables aux bandes, cliques ou coteries. Elles ne sont pas, en général, multifonctionnelles : elles poursuivent, en principe, un ou deux buts officiels, même si, par ailleurs, elles remplissent de multiples fonctions pour l'individu. Elles sont caractérisées par une distribution des rôles qui, dans la forme tout au moins, est démocratique, ce qui les distingue des entreprises économiques et plus largement des administrations ou de l'ensemble des groupes à buts lucratifs. Elles supposent des interactions entre leurs membres, interactions qui constituent la production culturelle du groupe : idéologie, sport, stratégie de lutte, etc., par opposition à l'acte d'achat, où le produit n'est pas créé par le consommateur.

Il ne s'agit pas de groupes à distance (dont les membres ne se rassembleraient jamais) ni de groupes réunis en permanence (comme tend à l'être la famille ou l'entreprise), mais de groupes à réunion épisodique.

Nous définirons donc l'association volontaire comme un groupe à but non lucratif, d'accès, du point de vue légal, libre et volontaire, possédant des buts, une division du travail et des procédures de décision codifiés dans des statuts et poursuivant ses objectifs principalement à l'aide d'interactions entre les membres.

En Suisse, c'est vers le milieu du XIX^e siècle que l'associationnisme a commencé à se développer très rapidement pour atteindre aujourd'hui une ampleur considérable : il y a au minimum dix associations locales pour mille habitants, sans tenir compte des groupements faïtiers destinés à coordonner les actions de ces multiples organismes.

Ce phénomène, dont la diffusion est donc assez récente, a des racines historiques très anciennes. Rome regroupait ses citoyens dans des corporations très vigoureuses. Durkheim en a rappelé certains caractères que nous passerons en revue lorsque nous parlerons de cet auteur. Dans la cité féodale, selon M. Weber, l'identité sociale et morale de l'individu est donnée par son appartenance à une corporation. Le citoyen n'existe réellement qu'en tant que membre d'un groupe corporatif. Les communes suisses seront marquées jusqu'au XX^e siècle par les bourgeoisies, au même titre que par les corporations. Cependant, ces moules historiques diffèrent de l'associationnisme par plusieurs traits :

- Les corporations sont plutôt des groupes de fait que des organisations volontaires : l'appartenance à telle profession implique le plus souvent la participation à la corporation.
- Il en va de même pour les bourgeoisies qui se basent sur les généalogies familiales pour définir l'appartenance.
- Ces groupes, bien qu'à des degrés divers, sont très souvent multifonctionnels : ils codifient la profession, servent de mutuelles, assument certaines fonctions religieuses, contrôlent le comportement extraprofessionnel de leurs membres, permettent certaines relations sociales, etc.
- Les règles de division du travail et de répartition de l'autorité suivent le plus souvent un modèle autoritaire copiant la hiérarchie professionnelle ou celle des clans familiaux.

L'associationnisme diffère ainsi nettement de ce modèle des corporations ou des bourgeoisies. La définition que nous en avons donnée, qui reflète assez convenablement l'allure de la majorité des associations volontaires actuelles, le montre bien.

Nous verrons pourtant que les traits de l'associationnisme d'aujourd'hui se sont progressivement dégagés de l'ancienne formule des groupes multifonctionnels émanant directement d'un groupe-porteur, tel que la corporation, l'Eglise ou la communauté locale. Nous esquisserons cette identification progressive à l'aide de deux types idéaux : l'associationnisme d'allégeance et l'associationnisme de méditation.

L'associationnisme lui-même ne forme pourtant que le cadre de notre travail.

Nous tenterons de dégager pourquoi ce mode d'action sociale a connu un tel développement. Nous verrons, en suivant en cela des auteurs classiques et contemporains, quelles fonctions les associations assurent dans l'intégration des sociétés industrielles. Nous examinerons enfin, à titre d'exemple, quels sont les caractères les plus évidents de ce phénomène dans les localités de Suisse romande.

Mais notre problème central est celui de la participation aux associations. Il se subdivise en trois thèmes principaux :

- les conditions de l'entrée dans l'action collective ;
- les modes de participation ;
- les incidences ou effets de la participation pour l'individu.

Nous savons déjà que le développement des sociétés industrielles rend l'action collective indispensable, quel que soit par ailleurs le régime politique et économique qui définit ces sociétés. Il nous appartiendra de montrer que

l'associationnisme en tant que mode d'action entre en relation dialectique avec la participation. Précisons notre idée. Le développement des sociétés industrielles s'est accompagné d'une réduction des possibilités d'action individuelle tout en permettant un changement social volontaire (dans le domaine politique, culturel, économique, etc.) ou planifié de plus en plus prononcé. Le paradoxe est alors le suivant : au moment précis où, par l'innovation technologique et l'industrialisation, la société entre en possession d'elle-même et accroît sa liberté¹, les individus, à cause des mêmes phénomènes, sont dépossédés de leur possibilité d'action et de transformation du social. L'associationnisme instaure une médiation dans l'apparente contradiction qui précède. Ce mode d'action se propose précisément de permettre un rapport actif entre l'individu et le changement social. Une question d'importance surgit alors : quels sont les déterminismes qui affectent l'entrée dans l'action collective et qui, à cause de ce que nous venons de dire, conditionnent en partie l'épanouissement et la liberté humaine ?

Cette question de la participation prend racine dans deux des plus importants domaines de l'investigation sociologique :

- celui de la répartition sociale, économique et culturelle du pouvoir ;
- celui de l'intégration des individus à la société.

L'accès à l'action collective, bien que juridiquement libre de toute contrainte, dépend fortement de la position des individus dans les structures de production et plus largement de leur degré de pouvoir dans la société. Il y a des chances inégales d'accès à l'action collective. Cela n'est pas seulement vrai pour telle ou telle catégorie d'associations, mais pour toutes. Nommons ces inégalités d'entrée dans l'action collective l'axe vertical de la participation.

L'axe horizontal est constitué par le degré de parenté qu'il y a entre l'individu et la société. L'industrialisation et l'urbanisation ont conduit à un accroissement prononcé de diverses formes de mobilité : géographique, sociale, et idéologique aussi. Cette mobilité aux visages multiples contribue à définir le degré d'intégration fonctionnelle, relationnelle, culturelle et affective des individus dans la société. Nous montrerons que moins cette intégration est forte, moins l'entrée dans l'action collective est probable.

La dialectique dont nous parlions plus haut se laisse alors aisément décrire : la société industrielle suscite l'associationnisme en même temps que, par le biais du système des classes et strates sociales et par celui des modalités de l'intégration, elle tend à empêcher, en partie, la participation. Nous développerons cette idée tout au long de notre étude.

¹ Cf. Georges Gurvitch, *Déterminismes sociaux et liberté humaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 1965.

La plupart des travaux que nous connaissons se sont limités à la question de l'entrée dans l'action collective.

Nous aimerions dépasser ce stade en poursuivant notre recherche dans deux directions :

a) Notre première direction de recherche concernera les facteurs qui peuvent contribuer à expliquer pourquoi, sur l'axe vertical mentionné plus haut, il y a des probabilités différentes de participation selon les niveaux sociaux. Une des thèses défendues ici sera que l'action collective implique :

- que l'individu puisse se percevoir lui-même comme collaborateur potentiel de l'action,
- qu'il puisse concevoir l'organisation (c'est-à-dire l'association en tant que mode d'action) comme une stratégie adéquate et non comme une situation supplémentaire d'aliénation,
- qu'il définisse la nature du social, celui-ci pouvant lui apparaître soit comme un donné sur lequel l'action n'a pas de prise ou, au contraire, comme un acte résultant d'actions humaines; cette définition est nécessaire à l'orientation de son action.

Nous montrerons que ces trois genres de perception (de soi, de l'organisation comme médiation et de la société comme donné ou comme acte) dépendent largement du degré de pouvoir de l'individu dans la société, et qu'ils sont étroitement associés à la nature et au montant de la participation.

b) Notre seconde direction de recherche touchera aux modalités de la participation. Le seul examen de l'entrée dans l'action collective ne permet de définir que de manière imprécise dans quelle mesure l'associationnisme contribue à l'intégration sociale, et quelles sont les fonctions de la participation pour les individus. L'appréciation de ces deux genres d'influence implique que nous cernions de plus près trois éléments :

- le degré d'activité ou de passivité des individus dans les associations, ainsi que leur éventuel rôle de leadership ;
- l'orientation de l'action des individus, c'est-à-dire aussi bien les domaines dans lesquels ils sont actifs que les significations qu'ils accordent à leur action ;
- le degré d'attachement affectif qui marque leur participation aux associations.

En même temps que de tels éléments nous donnent l'occasion de mieux décrire les styles de vie dans la société industrielle, ils sont les seuls à nous offrir certains critères pour mesurer l'impact de l'associationnisme dans la société contemporaine.

Nous examinerons, enfin, quels sont les changements que la participation aux associations entraîne tant dans la position des individus au sein des structures sociales que dans les attitudes et perceptions des participants. Nos données étant très limitées sur ce point, nous ferons spécialement référence aux travaux d'autres chercheurs.

En résumé, le plan de ce travail se présente ainsi. En un premier temps, nous verrons quelle est l'importance que les sociologues classiques accordent à l'associationnisme, les fonctions qu'ils lui assignent. Nous présenterons brièvement certaines données brutes sur ce phénomène en Suisse romande (chapitre I).

Nous examinerons ensuite quels sont les facteurs de la participation. Nous nous fonderons tant sur les résultats des recherches effectuées par de nombreux chercheurs que sur nos propres données relatives à deux milieux assez différents l'un de l'autre: Fribourg et Genève. Cette analyse sera menée sur les deux axes principaux que constituent l'inégale distribution du pouvoir social et les différentes modalités de l'intégration de l'individu à la société. Elle sera complétée par une analyse statistique d'ensemble du poids des divers facteurs sociaux sur le processus d'entrée dans l'action collective. En un troisième temps, les différentes modalités de la participation à l'action collective seront analysées, dans le but de mieux cerner l'impact de cette participation sur l'équilibre et la dynamique de la société industrielle.

Un quatrième volet fera la synthèse des différents travaux qui se sont préoccupés des conséquences de la participation sur les attitudes et le comportement des individus. Il sera alors possible, dans la conclusion, de réexaminer dans quelle mesure les thèses des grands auteurs classiques correspondent à la réalité contemporaine.

* * *

Nos matériaux principaux sont constitués par :

- les travaux antérieurs à celui-ci, études principalement d'origine anglo-saxonne ;
- une enquête effectuée à Fribourg (Suisse) auprès d'un échantillon représentatif de la population masculine active de nationalité suisse (402 personnes) ;
- certaines données élaborées à partir d'une enquête menée à Genève auprès d'un échantillon représentatif des hommes et des femmes de nationalité suisse et âgés de 24 ans et plus ; cette étude a été menée par le professeur Girod, qui nous a très aimablement autorisé à en analyser les aspects relatifs à la participation aux associations ;
- certains recensements que nous avons élaborés à propos des associations locales en Suisse romande et quelques données brèves relatives aux buts et

aux types de composition, d'activité, etc., d'un échantillon de 352 groupements locaux de cette même région du pays.

L'analyse statistique emprunte trois procédures qui se complètent mutuellement :

- les tests statistiques simples (par exemple le chi carré),
- un dérivé de l'analyse de variance (analyse critique de F. Tofigh) permettant d'envisager 3 ou 4 variables à la fois,
- une analyse complexe (méthode de J. P. Schellhorn) permettant de découvrir les relations réelles (et non seulement apparentes) entre une dizaine de variables (dans notre cas).

* * *

Cette étude est limitée. Bien plus qu'à l'influence réelle des associations sur les processus sociaux, elle s'intéresse à la liaison des individus aux groupements. De plus, les données et comparaisons dont elle s'inspire proviennent presque exclusivement de pays fortement industrialisés. A chaque moment de son travail, le chercheur est tenté d'introduire des dimensions supplémentaires de recherche, de formuler de nouvelles hypothèses, de collecter d'autres informations. Puisse la frustration qu'il ressent à ne pas toujours pouvoir céder à ces appels être compensée par la possibilité d'émettre, dans un domaine précis, quelques propositions relativement vérifiables.

Chapitre I

LES ASSOCIATIONS DANS LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Pourquoi un tel développement des associations dans la société industrielle ? Quelles fonctions remplissent-elles dans le processus d'intégration de la société ? Voilà les deux questions que nous envisagerons dans ce chapitre.

Nous effectuerons ce travail à l'aide de certaines théories sociologiques classiques et contemporaines : des auteurs tels que Tocqueville, Durkheim, Warner ou Wirth n'ont pas manqué de s'interroger sur le foisonnement explosif des groupes secondaires. Ils ont construit à leur propos de nombreuses hypothèses qui — aujourd'hui encore — alimentent la problématique des associations.

Quelles sont les conditions sociales qui ont favorisé la croissance de l'associationnisme ? Trois facteurs d'interprétation importants se dégagent de l'analyse :

- 1° le changement dans le rapport à autrui qui accompagne la croissance de la société industrielle,
- 2° le rétrécissement des fonctions des groupes primaires,
- 3° l'accélération du changement social.

1° Avec le développement du capitalisme industriel, les liens entre les hommes changent. Ils se dégagent des frontières juridiques liées à la féodalité. L'accentuation de la mobilité géographique ruine d'anciennes solidarités claniques ou régionales. Le caractère plus prononcé des divisions technique et sociale du travail accentue les échanges fonctionnels tout en diminuant le sentiment de parenté de chacun avec autrui. L'importance croissante du salariat accoutume bon gré mal gré les hommes à se percevoir mutuellement d'abord comme des fonctions (et en ce sens, des objets) plutôt que comme des personnalités dont le sens naît de la totalité en acte qu'elles sont. Ce changement aux visages divers peut se résumer en un mot : c'est la croissance du *contrat* comme type de relation entre les hommes par opposition à la *parenté*, entendue non pas dans son sens généalogique, mais dans celui d'une communauté de références et d'un caractère multifonctionnel des échanges interindividuels¹. Or, cette notion de contrat constitue

¹ Il est évident qu'il y a une parenté assez étroite entre la typologie de Tönnies — qui fait le départ entre relations sociétaires et relations communautaires — et la nôtre.

précisément l'invention culturelle qui permet à des associations, très sectorielles dans leurs objectifs, instaurant des rapports limités entre les personnes, de naître à tout moment et de se développer. Certes, avant que les rapports contractuels ne forment la majorité des relations interpersonnelles, avant que le capitalisme industriel ne se développe, de multiples formes d'associations aient vu le jour. Nous avons cité plus haut certains de leurs types les plus importants. Mais c'est partiellement grâce à l'invention culturelle du contrat que le foisonnement que l'on observe aujourd'hui a pu se produire. Cela est d'autant plus vrai que les anciennes jurandes ou corporations sanctionnaient seulement un état de faits: il n'y avait pas création *ex nihilo* d'une association dans un but précis; on observait plutôt la mise sur pied d'une organisation formelle se superposant à des groupes préexistants. C'est d'ailleurs là toute une ligne d'évolution de l'associationnisme: il fut, en un premier temps, une pure formalisation juridique de groupes de travail ou de localité; en un deuxième temps, des institutions telles que les églises, les partis, etc., fondèrent des groupes divers; en un troisième temps, ces associations naquirent sans l'aide de groupements préexistants. L'associationnisme est une sorte de modèle qui précise ses traits au fur et à mesure qu'il grandit.

- 2° Le rétrécissement des fonctions des groupes primaires va, lui aussi, jouer un rôle important. Nous appelons « primaire » un groupe avec lequel l'individu est en contact constant et qui contribue fortement, par sa dimension, sa richesse culturelle ou le nombre de ses fonctions pour la personne, à une socialisation permanente de cette dernière. Ainsi en va-t-il de la famille et de la commune. Or, avec l'industrialisation et la mobilité géographique, la famille tend à perdre à la fois sa fonction de production économique, son intérêt d'ordre économique envers les enfants, sa dimension clanique ainsi qu'une partie de sa fonction de socialisation. La commune est soumise à des attaques assez semblables: sa stabilité cède le pas au flux et au reflux des migrations, le quartier perd souvent ses fonctions économiques et de loisir, la sous-culture régionale est battue en brèche par la fréquence des communications.

A cause de ce rétrécissement, toute une série de besoins de l'individu ou du corps social ne sont plus pris en charge: besoins économiques, culturels, de loisir, etc...

Or l'Etat n'est pas à même de prendre le relais, soit que la philosophie politique du moment ne le permette pas, soit plus simplement, que son infrastructure ne le place pas à la hauteur de la tâche.

Nous ne voulons pas dire par là que les associations ont remplacé les groupes primaires sur le plan des échanges affectifs ou sur celui de leur potentiel

de socialisation. Nous entendons seulement qu'elles se sont constituées en partie pour répondre aux carences fonctionnelles des groupes primaires.

3° Quant à l'accélération du changement social, elle a posé à la société industrielle naissante un nombre important de problèmes nouveaux. La croissance urbaine, les conditions de travail désastreuses, les multiples pathologies physiques, psychologiques et sociales liées à l'expansion capitaliste donneront naissance à toutes sortes d'associations caritatives, idéologiques, de jeunesse, etc. Les impératifs de la lutte de classes née de cette période conduiront à l'éclosion de multiples groupements professionnels. Les problèmes liés à la « déchristianisation des mœurs » entraîneront la constitution de tout un arsenal d'associations confessionnelles.

On pourrait multiplier les exemples. Mais il suffit de se rendre compte qu'aucune institution, aucun groupe primaire, aucun courant idéologique, n'était à même de prendre en charge, en tant que tel, d'aussi grandes difficultés ou de s'adapter sans autre à l'accélération du changement social.

Au confluent des trois courants que l'on vient de mentionner se trouvent les associations.

Il est possible maintenant de se poser la question du rôle des associations dans l'intégration de la société industrielle.

Voyons comment quelques sociologues classiques et contemporains ont envisagé ce problème.

A. Tocqueville : L'observation d'un nouveau type de sociabilité

Le voyage d'étude qu'A. de Tocqueville entreprit aux Etats-Unis dans les années 1830 l'amena, entre autres, à se poser deux questions ayant un rapport direct avec notre objet :

- quelle forme de sociabilité, ou si l'on préfère, quel mode de solidarité, unit les individus dans la société démocratique, par opposition aux allégeances multiples de la société féodale ?
- quels sont les rapports qui unissent l'Etat central et l'individu, quels intermédiaires, quels rouages y a-t-il entre les deux ?

Bien que Tocqueville ne s'exprime pas en ces termes, nous pouvons dire que le problème essentiel qu'il soulève est le suivant. Pour qu'une société fonctionne, il faut que :

- les individus soient reliés les uns aux autres,
- les organes de l'Etat puissent coordonner les actions des individus,

— une idéologie se développe, fournissant à l'Etat des objectifs et des voies pour les atteindre tout en garantissant un certain consensus indispensable à la poursuite des objectifs.

Ces trois conditions sont-elles remplies dans la société démocratique ? Dans l'esprit de l'auteur, la société féodale ne semble pas poser de problèmes à ce niveau.

Ce qui marque cette société ce sont les liaisons très fortes qui enserrant les individus. Elles sont de plusieurs sortes.

Liaisons d'allégeance d'abord : les longues chaînes de suzeraineté-vassalité mettent les personnes en rapport les unes avec les autres, les poussent à se référer quotidiennement à quelque chose, à quelqu'un, qui se situe en dehors d'eux ou de leur seule volonté. L'individu est en quelque sorte conduit par un groupe de référence stable d'une part, englobant d'autre part, en ce sens qu'il oriente nombre de choix personnels et non seulement un secteur particulier de choix.

En plus de ce type de solidarité, le recoupant souvent, on trouve les liaisons territoriales et familiales. Ce double ensemble de liaisons fait que la mémoire collective est forte et structurée. Elle offre à l'individu de multiples points de comparaison, elle lui définit son identité actuelle et passée. Elle lui propose — ou lui impose — des modèles de comportement. Bref, il existe une tradition qui, si l'on peut traduire ainsi Tocqueville, sort l'individu de son moi, en même temps qu'elle lui offre un moi auxiliaire solide. L'individu n'est pas livré à lui-même : son projet de vie ne résulte pas de sa seule volonté, mais s'insère dans l'action historique de tout son groupe.

Nul doute à nos yeux que les inconvénients d'une telle situation soient nombreux. Mais ce n'est pas ce qui nous occupe pour le moment. Ce qu'il faut retenir ici, c'est que, dans la société féodale, le lien entre le groupe et l'individu est stable et visible, qu'il n'y a pas, en ce sens, anomie, que l'identité du sujet est assez clairement définie, que l'homme ne vit pas replié sur lui-même.

Par opposition, la société que Tocqueville observe aux Etats-Unis n'est pas seulement démocratique ; elle est aussi formée d'immigrants. C'est dire, pour l'auteur, que déjà nombre de liens sont rompus, quantité de solidarités dénouées.

Mais en plus de ce facteur spécifique, la société démocratique est marquée — par définition — par la suppression des allégeances en vigueur sous le régime féodal. L'individu n'est plus relié aux seigneurs par les liens juridiques ou quasi-juridiques que Tocqueville constate encore dans plusieurs pays européens. Il se développe alors ce que le sociologue appelle l'individualisme et qu'il distingue soigneusement de l'égoïsme. Ce dernier est un attribut constant, dans tous les types de sociétés. Il consiste à imposer ses désirs au mépris de la liberté de son prochain. Il est l'antithèse de la solidarité. Rien de tel dans

l'individualisme. Celui-ci est le résultat d'une absence de parenté, au sens figuré, entre la personne et la société. L'individu ne voit plus en quoi il est relié aux autres, en quoi il participe d'un destin commun à toute une nation, ou à tout autre groupe large. Dès lors, il règle son comportement selon ses propres perceptions, sans faire, outre mesure, référence à un groupe autre que sa famille ou son voisinage immédiat. Par ailleurs — et cela a une importance fondamentale pour Tocqueville — il ne tend pas à participer à la gestion de la communauté, puisque aussi bien cette dernière lui paraît en bonne partie étrangère. Or, pour l'auteur, ce retrait compromet l'équilibre de la société démocratique. « L'individualisme est un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis, de telle sorte que, après s'être créé ainsi une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même. » ¹

A l'intégration multiple que suppose la société féodale, à ses entrelacs compliqués mais efficaces, succède l'atomisation des personnes, leur dissémination sans ordre dans l'étendue du territoire. « Ainsi, non seulement la démocratie fait oublier à chaque homme ses aïeux, mais elle lui cache ses descendants et le sépare de ses contemporains ; elle le ramène sans cesse vers lui seul et menace de le renfermer tout entier dans la solitude de son propre cœur. » ²

Tocqueville voit là deux risques pour la société démocratique : celui de la perte d'identité pour l'individu, source d'une certaine forme d'anomie, et celui du despotisme.

Risque d'anomie parce qu'il n'y aura plus, d'une part, création collective de mémoire ou de conscience, et que, d'autre part, l'individu privé de ses racines, de ses attaches, de sa référence au groupe, ressentira un sentiment d'impuissance, de solitude.

Le danger de despotisme procède de ce dernier phénomène. Face à ces individus atomisés, il y a l'Etat, d'autant plus omniprésent que ses fonctions s'accroissent. Dans l'idée de Tocqueville, le pouvoir de l'Etat n'est limité par rien, si ne s'intercalent, entre l'individu et lui, des relais qui restent à définir. D'une part, l'Etat est despotique parce que ses décisions ne sont nullement le fruit d'une élaboration collective étendue (puisque à cause de l'individualisme il n'y a pas de participation des individus) mais sont le produit de la volonté des groupes parvenus au pouvoir. D'autre part, l'Etat, seul interlocuteur de l'individu, lui impose des règles uniformes qui perdent pour lui tout caractère

¹ A. de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Union générale d'éditions, 1963, p. 269.

² A. de Tocqueville, *op. cit.*, p. 271.

vivant, toute connotation morale, à cause de l'éloignement et de l'anonymat de ce Léviathan.

Il exerce ainsi un despotisme intime. La règle se perçoit comme contrainte plutôt que comme idéal de vie.

Il est aisé de percevoir la parenté entre les idées de Tocqueville à ce propos et celles de Montesquieu. Nous savons que pour ce dernier, la République, en tant que régime politique, a la « vertu » pour principe. Il y a, entre l'égalité des conditions et l'esprit civique (c'est-à-dire la vertu), une relation d'implication mutuelle. Avant Tocqueville, Montesquieu avait bien vu que le problème fonctionnel central des républiques est d'assurer une liaison telle, entre les individus et l'Etat, que l'action de ce dernier puisse continuellement être irriguée par le civisme des premiers, en même temps que ce rapport de l'individu à l'Etat persuade les citoyens de leur égalité.

La société démocratique court cependant un risque dans la mesure où, marquée par l'égalité de conditions, elle isole les individus et rétrécit la conscience collective. Pour remédier à ce risque, il faut que des corps secondaires s'intercalent entre l'individu et l'Etat. C'est dans les associations volontaires que Tocqueville voit un des moyens intégrateurs les plus puissants de la société démocratique. « Dans les pays où de telles associations n'existent point, dit-il, si les particuliers ne peuvent créer artificiellement et momentanément quelque chose qui leur ressemble, je n'aperçois plus de digue à aucune sorte de tyrannie, et un grand peuple peut être opprimé impunément par une poignée de factieux ou par un homme. »¹

Or dans les Etats-Unis de 1831, Tocqueville observe cette propension étonnante qu'ont les Américains à s'associer.

Il est frappé par la diversité des buts et des dimensions des associations. Pour lui, cet associationnisme a d'abord pour vertu de supprimer la faiblesse de l'individu. Il le relie à quelque chose, il préserve sa liberté.

La première fonction que Tocqueville impute à l'associationnisme est donc de limiter l'emprise de l'Etat. Celui-ci ne saurait, sans risques pour la créativité de la nation, suppléer à toutes les tâches que l'individu isolé ne peut accomplir.

La deuxième vertu des associations est, selon l'auteur, de favoriser la participation civique. En décrivant la morale civique américaine, le visiteur français reconnaît qu'elle se base avant tout sur l'intérêt bien compris de chacun. C'est parce que le citoyen perçoit que la société modifie ou dirige sa propre existence qu'il prend part à son gouvernement. En un premier temps, les individus s'associent pour servir un de leurs intérêts particuliers. Mais en se constituant ainsi en une sorte de « groupe de pression », ils se mettent en contact avec le reste de la société, avec ses rouages et ses contraintes. Ils en prennent conscience.

¹ A. de Tocqueville, *op. cit.*, p. 123.

Au fur et à mesure que ce contact dure et s'élargit, les liens qui unissent l'individu à la nation se précisent et se renforcent. Ils se chargent d'une signification affective. Dès lors, une transformation s'opère : ce pont étant jeté, l'individu s'intéresse à la chose publique, non seulement parce qu'il y voit son intérêt, mais également parce qu'il perçoit ce lien de parenté entre lui et elle. « On s'occupe d'abord de l'intérêt général par nécessité, et puis par choix ; ce qui était calcul devient instinct ; et à force de travailler pour le bien de ses concitoyens, on prend enfin l'habitude de les servir (et le goût). » ¹

Ce passage de la morale de l'intérêt exclusif à une morale à la fois civique et intéressée s'effectue à l'aide de deux canaux principaux : les associations de toutes sortes et les pouvoirs démocratiques locaux ou régionaux.

Une intégration concentrique est ainsi déclenchée. L'individu participe à l'association. L'association compose avec d'autres organismes semblables et forme une organisation faîtière. Les organisations faîtières se coordonnent, etc. Finalement une chaîne est recrée. Le rapport de l'un au tout est assuré.

La troisième fonction des groupements volontaires consiste en l'élaboration d'œuvres culturelles collectives. Si l'individu demeure isolé et faible, il ne peut entreprendre d'œuvre importante, dit Tocqueville. Les créations architecturales, artistiques, philosophiques, etc. se feront rares. L'Etat ne peut pas, quant à lui, assurer cette création. Elle ne peut surgir que d'un substrat de communications fréquentes, d'échanges de toutes sortes entre les individus et les groupes. L'Etat ne dispose pas de cette richesse d'interactions, d'imagination, de motivations, de connaissances même, qui favorise la création culturelle.

Ce sont les associations qui constituent le terrain le plus fertile pour l'innovation culturelle.

Ce sont elles qui en fait deviennent ce que l'on pourrait appeler les *acteurs historiques*. C'est de leur vie interne et de leurs rapports avec la collectivité large que naît la culture de la société démocratique, le mot « culture » étant entendu ici dans son sens large. « Un peuple chez lequel les particuliers perdraient le pouvoir de faire isolément de grandes choses, sans acquérir la faculté de les produire en commun retournerait bientôt vers la barbarie. » ²

Tocqueville est à ce point persuadé de l'efficacité de ce mécanisme qu'il écrit : « Parmi les lois qui régissent les sociétés humaines, il y en a une qui semble plus précise et plus claire que toutes les autres. Pour que les hommes restent civilisés ou le deviennent, il faut que parmi eux l'art de s'associer se développe et se perfectionne dans le même rapport que l'égalité des conditions s'accroît. » ³

¹ A. de Tocqueville, *op. cit.*, p. 275.

² A. de Tocqueville, *op. cit.*, p. 280.

³ A. de Tocqueville, *op. cit.*, p. 282.

Tocqueville ajoute cependant que l'associationnisme ne peut développer pleinement ses effets que s'il s'accompagne d'un fédéralisme prononcé. Un Etat trop centralisé oppose aux associations un mur à la fois trop éloigné et trop peu perméable. Inversement, le fédéralisme ne peut trouver sa signification que dans le contact qu'il établit avec les associations.

L'étonnement de Tocqueville face à la profusion des associations peut nous paraître quelque peu naïf.

Nous sommes, en effet, habitués à côtoyer nombre de ces groupes, à entendre parler par des multiples canaux, à en lire les communiqués à tout moment. C'est que, à notre avis, Tocqueville, au même titre que ses contemporains européens, n'est guère coutumier de ce que nous avons appelé un nouveau mode de sociabilité. Que des personnes que :

- a) rien ne lie par ailleurs, en viennent à s'entendre sur
- b) un objectif sélectionné, sectoriel, en conservant
- c) leur indépendance sur les autres plans, est réellement une innovation par rapport aux anciens types de sociabilité, marqués très souvent par leur caractère englobant. Ce qui frappe psychologiquement Tocqueville, plus encore que le mode d'intégration macro-sociale, c'est cette émergence du « contrat » comme type principal de sociabilité.

B. Durkheim : L'individu, l'Etat et la morale sociale

C'est à nouveau du rapport entre l'individu et l'Etat qu'il nous faut partir pour comprendre les thèses de Durkheim à propos des associations.

Dans son recueil posthume intitulé : « Leçons de sociologie »¹, Durkheim tente de définir la nature et le rôle de l'Etat dans la société industrielle. On ne saurait, dit-il, admettre la conception des Spencer, Kant, Rousseau, qui font de l'Etat le serviteur des libertés individuelles, le garant de certains droits moraux de la personne. Cette notion assez limitée de l'Etat ne rend pas compte du développement croissant des fonctions de cet organe, ni d'ailleurs du rôle positif qu'il est amené à jouer en s'immiscant dans la vie des groupes particuliers. Mais, par ailleurs, la thèse hegelienne de l'individu en adoration devant l'Etat est tout aussi contestable. Elle correspond à un stade inférieur du développement des sociétés, dans lesquelles l'individualité n'est pas encore développée, où la fusion entre l'individu et le groupe ne permet pas de saisir avec précision les frontières respectives de ces deux entités.

¹ E. Durkheim, *Leçons de sociologie*, Paris, PUF, 1969.

Pour Durkheim, les droits moraux de la personne, ses libertés, ne sont pas innés, mais se sont progressivement développés parce que, et seulement parce que, l'Etat les établissait et les garantissait tout à la fois. Ainsi disparaît l'opposition entre l'Etat et la personne. Celle-ci surgit en quelque sorte du premier.

Mais en même temps qu'il suscite la liberté individuelle, l'Etat, comme tout groupe doué d'autorité, tend à asservir la personne, à la rendre prisonnière de ses volontés, sans même que l'individu s'en rende compte. La force collective de l'Etat, pour être libératrice, doit être contenue par l'influence de groupes secondaires (ou intermédiaires) dont Durkheim précisera la nature.

Avant la naissance de la société politique — caractérisée pour Durkheim par la présence d'un Etat souverain, contraignant, unificateur des groupes particuliers — ces derniers (famille, église, commune, etc.) tendaient à étouffer la personne, à l'enserrer dans un réseau de coutumes et de normes dont l'individu ne pouvait que difficilement se dégager. Comme centre créateur de droits et d'obligations, l'Etat écarte les mailles de ces filets traditionnels, limite l'autarcie trop absolue et étouffante des groupes particuliers. Il instaure la liberté. Mais pour peu qu'on suppose cet Etat (organisé, doté de la contrainte physique) seul en face d'individus isolés, on se rend compte immédiatement qu'il jouera, à son tour, le rôle opprimant des anciens groupes particuliers. Il est donc indispensable qu'existe la trilogie: Etat, groupes intermédiaires, individus, pour que l'équilibre social de la société industrielle soit garanti. Les groupes intermédiaires ont ici une première fonction de tampon. Ce n'est pas la seule.

Pour comprendre le second rôle que Durkheim assigne aux groupements volontaires, il faut savoir comment cet auteur définit la démocratie.

En définissant les régimes politiques, Durkheim s'oppose à la typologie, trop superficielle à son goût, de Montesquieu. Le nombre de personnes au pouvoir ne saurait définir le régime politique. D'ailleurs, qu'est-ce que le pouvoir ? Et qui y participe réellement, tant dans le cas d'une dictature que dans celui de la démocratie ? Ce qui différencie les régimes politiques, c'est la mesure dans laquelle ils sont en contact avec la base, avec l'ensemble du corps social. Dans les sociétés monarchiques ou despotiques, cette communication est extrêmement faible. Dès lors, ce centre de volonté et de raison qu'est l'Etat ne peut guère fonctionner valablement. Il ne connaît ni les tendances, ni les conflits, ni l'évolution du corps social. De sorte que, d'une part, l'activité de l'Etat est réduite (elle se cantonne surtout dans les rapports internationaux) et que, d'autre part, elle tend à être inadéquate à son objet. Ce qui caractérise au contraire, la démocratie, c'est l'étendue de la communication entre le corps social et les représentations collectives spécifiques élaborées par l'Etat. Ce dernier est aux écoutes de différents secteurs de la population par les processus électoraux. Le corps social, lui, est mis au courant de la raison d'Etat par le

canal des journaux, des campagnes de propagande, des procès-verbaux d'assemblées, etc... Il y a ainsi action et réaction.

Mais cette communication est bien meilleure si, en plus des quelques canaux que l'on vient de mentionner, des corps intermédiaires servent de relais. Le mouvement d'aller-et-retour de l'information sera accentué. L'individu, par l'intermédiaire de groupes qu'il connaît, comprendra les décisions de l'Etat, apprendra à en saisir les motifs, à en apprécier les conséquences.

Définir la démocratie par la communication, c'est notamment mettre en évidence des relais de diffusion : c'est aux groupes intermédiaires que ce rôle est assigné. La règle sociale n'est plus pure contrainte. Elle se fait comprendre et est intériorisée.

Nous voyons bien ici les similitudes et les différences entre les théories de Comte et de Durkheim. Pour les deux auteurs, l'Etat a pour première fonction de dégager une rationalité supérieure à celle qui anime les individus. Les deux estiment encore qu'une communication entre les individus et l'Etat est nécessaire. Mais, pour Comte, la communication de la classe sacerdotale, incarnant le gouvernement, vers les individus est absolument primordiale. C'est par elle que la perception positive de la société sera diffusée à l'ensemble du corps social. Au contraire, la communication en sens inverse n'a en somme qu'une fonction secondaire d'adaptation de certains points particuliers aux désirs ou sentiments des individus. Durkheim, par contre, fonde la possibilité d'une meilleure rationalité engendrée par l'Etat sur la communication des individus (groupés) vers le gouvernement.

Le troisième point fondamental des thèses de Durkheim par rapport à l'Etat concerne les processus internes du régime démocratique. Deux façons de faire vont être opposées : la représentation directe, où les députés au Parlement sont élus directement par le corps électoral, et le suffrage à deux niveaux, où les députés sont élus par des associations groupant telle ou telle catégorie de la population. Durkheim, en précisant le rôle de l'Etat, s'oppose violemment à la première façon de faire. Dans la mesure où le député est l'élu direct de la population en général, il lui doit des comptes, son mandat est contrôlé. Il est de la sorte forcé, de manière diffuse ou contractuelle, d'adopter une ligne de conduite qui n'est pas l'expression d'une rationalité supérieure aux représentations du corps social, mais qui en est purement le décalque.

Or, l'Etat doit précisément — pour remplir sa fonction libératrice — mettre sur pied cette rationalité supérieure. Il ne peut en aucun cas, sans faillir à sa mission, être le condensé plus ou moins passionné des multiples aspirations qui se font jour dans la société. L'intérêt général n'est pas la somme des intérêts particuliers, ni un compromis entre tendances opposées. Il est d'une nature différente, c'est-à-dire une réflexion autonome, où les aspirations et intérêts de la base servent d'éléments d'information importants, mais n'entraînent pas la

décision. La synthèse est le propre de l'Etat. C'est ce travail d'élaboration que garantit le suffrage à deux niveaux. En faisant des associations le rouage principal des élections, Durkheim pense que deux inconvénients importants pourront être écartés. Le député ne dépendra plus étroitement de son public. Sa marge de manœuvre sera nettement plus grande. Il ne sera plus à la merci de décisions démagogiques. Par ailleurs, comme chaque citoyen ne peut connaître tous les problèmes, être compétent partout, il ne saurait, en conséquence, porter au Parlement la personne adéquate. Il ne peut guère que se tromper. Par contre, il sait fort bien qui est compétent dans son secteur professionnel, territorial, bref, dans tout secteur qui le touche de près et dont il a l'habitude. Il pourra, de la sorte, nommer valablement ses représentants au sein de l'association. Le deuxième but du suffrage à deux niveaux est donc d'assurer une meilleure qualité des décisions collectives.

En résumé, Durkheim dégage trois fonctions principales des associations dans la société politique :

- Elles forment tampon entre l'Etat et l'individu, diminuant ainsi la violence du premier.
- Elles sont un relais. Le régime démocratique se caractérise par la forte communication qui existe entre l'Etat et le corps social. Cette communication n'est garantie que si les associations servent d'intermédiaires.
- Elles sont un rouage indispensable aux élections: sans elles, les élections ne font que porter au pouvoir des personnes qui n'engendrent pas de représentations collectives, mais qui ne font que donner une force plus contraignante à des représentations sociales diffuses et traditionnelles, marquées par les préjugés et les superstitions.

Reste à savoir à quels organismes Durkheim fait spécialement allusion quand il parle de ces groupements secondaires. On peut, certes, penser qu'il a en tête l'ensemble des associations volontaires, et que chacune, dans une plus ou moins grande proportion, pourra remplir une ou plusieurs des fonctions mentionnées. Néanmoins, il donne surtout de l'importance à deux genres de groupements, à savoir : les groupements territoriaux et les associations professionnelles. La raison pour laquelle il valorise ces deux groupes est la suivante : pour que les groupes intermédiaires puissent jouer valablement les rôles qu'il leur assigne, il faut qu'ils soient relativement permanents d'une part, et que d'autre part l'individu y soit relié d'une manière assez durable.

Le groupe territorial (district, canton, ou tout autre groupe restreint géographiquement) semblait être doué de ces caractéristiques. Mais avec la mobilité géographique croissante, il perd, aux yeux de l'auteur, beaucoup de son importance. Les gens passent d'un endroit à l'autre et ne se définissent plus ni par leur attachement, ni par leur parenté avec une région particulière. Ils sont

en ce sens cosmopolites. Par contre, qu'ils soient dans le sud ou dans le nord du pays, et qu'ils se déplacent dans une autre région, ils se définissent par rapport à une profession.

C'est dans cette dernière qu'ils font leurs armes et c'est par elle qu'ils se caractérisent socialement. Les associations professionnelles sont ainsi tout à fait indiquées pour remplir au mieux les fonctions mentionnées plus haut. C'est par elles que doit passer le processus électoral.

Voilà ce qu'il en est, pour Durkheim, du rapport entre associations et pouvoir politique. Mais le rôle de l'associationnisme ne s'arrête pas du tout là. Il faut voir maintenant ce qu'il en est de la liaison entre conscience collective, consensus et associationnisme.

Au fur et à mesure que la société passe d'une solidarité mécanique à une solidarité organique, c'est-à-dire que la division du travail social s'accroît, les secteurs de la vie touchés par la conscience collective commune s'amenuisent, les règles morales s'affaiblissent. Si les groupes professionnels ne sont pas organisés, s'ils ne sont pas créateurs d'un ensemble de normes, alors il y aura anomie. L'individu sera livré à l'explosion sauvage de ses instincts, de ses appétits innombrables que rien ne viendra borner, qu'aucune autorité supérieure (il faut lire : aucun groupe) ne viendra limiter.

La première idée est donc celle d'un individu insatisfait, livré à ses passions parce que dégagé des forces modératrices et des allégeances que peut fournir le groupe secondaire. La deuxième idée est que l'individu isolé ne perçoit pas les intérêts sociaux : il ne perçoit que les siens propres. Il faut, dit Durkheim, qu'une organisation lui rappelle de façon continue ces intérêts de la collectivité ; il faut que ces derniers deviennent partie de son personnage. Sans cela — et à cause de la faiblesse de la conscience commune — l'individu en vient à agir de manière « antisociale ».

Le groupe secondaire a donc, dans cette perspective du consensus, deux fonctions. Il doit fournir un cadre moral aux individus et rappeler à ces derniers les intérêts de toute la communauté.

Mais quand notre auteur parle des associations professionnelles, il n'a pas seulement en vue des organisations étroitement syndicales. Il recherche plutôt des sortes de corporations dont il voit l'antécédent dans la société romaine. Les corporations romaines étaient nettement plurifonctionnelles. Elles étaient des assemblées religieuses, groupées autour d'un dieu. Elles étaient aussi l'endroit de la sociabilité : des fêtes s'y déroulaient, des banquets. Elles fonctionnaient encore comme œuvre de solidarité, de mutuelle en cas de décès, etc... Les rapports sociaux étaient intimes, proches certaines fois d'une sorte de communion.

Ce que vise ainsi Durkheim, c'est un groupe suffisamment englobant pour constituer une référence dans de multiples secteurs de la vie de l'individu.

« Toute activité morale, dit Durkheim, provient de l'attachement de l'individu à quelque chose qui le dépasse, c'est-à-dire un groupe. » ¹

Il faut citer ici les phrases très révélatrices de la multifonctionnalité attribuée aux groupes secondaires : « Voilà pourquoi, quand les individus qui se trouvent avoir des intérêts communs s'associent, ce n'est pas seulement pour protéger ces intérêts, c'est pour en assurer le développement contre les associations rivales, c'est aussi pour s'associer, pour le plaisir de ne faire qu'un avec plusieurs, de ne plus se sentir perdus au milieu d'adversaires, pour le plaisir de communier, c'est-à-dire, en définitive, pour pouvoir mener ensemble une même vie morale. » ²

Il ne s'agit donc pas, dans l'esprit de Durkheim, de syndicats étroitement unifonctionnels, mais de *tout groupe secondaire capable d'engendrer les formes de sociabilité qu'il vient de décrire*. C'est de la carence de centres intégrateurs que souffrent à la fois l'individu et la société : l'individu parce qu'il est livré à l'angoisse et à l'insatisfaction, la société parce que de multiples actions « antisociales » viennent compromettre sa stabilité. Par ailleurs, ces groupes secondaires, sièges de vie morale, ne peuvent être oppresseurs pour l'individu. Les normes qui s'y élaborent sont acceptées presque naturellement par l'individu, à cause de multiples liens, d'expériences communes, qui font que la règle est à la fois comprise et aimée. Au contraire, les normes étatiques, émanant d'un organe dont l'individu n'est guère parent, prennent facilement couleur de contrainte.

Reste à savoir pourquoi, aux yeux de Durkheim, les groupes primaires (famille, environnement local immédiat) ne peuvent jouer ces rôles que nous décrivons. C'est que la famille a perdu ses fonctions économiques, qu'elle est devenue trop restreinte. Quant à la communauté locale, nous avons déjà eu l'occasion de dire que la mobilité géographique en avait largement entamé l'influence.

Tout en attribuant une telle importance aux associations, Durkheim se préoccupe finalement fort peu du problème de la participation à ces dernières. Pour lui, c'est une question résolue par avance. En effet, une fois les corporations établies (ou plutôt rétablies), elles exerceront une telle force d'attraction, seront un centre intégrateur tellement puissant, que l'individu aura certainement envie de s'y rallier, s'y mêler, s'y dévouer.

Nous ne critiquerons pas ici les notions d'Etat et de démocratie que développe Durkheim. L'histoire de l'Entre-deux-Guerres s'en est abondamment chargée. Il nous appartient plutôt de souligner à quel point cet auteur semble

¹ E. Durkheim, *Leçons de sociologie*, *op. cit.*, p. 62.

² E. Durkheim, *op. cit.*, p. 63.

ignorer deux questions qui deviendront centrales dans la pensée sociologique ultérieure et qui le sont déjà dans l'esprit de son contemporain, M. Weber.

Il s'agit d'abord du problème de la bureaucratie. En faisant l'apologie des groupes intermédiaires, Durkheim ne montre guère que ceux-ci, comme l'Etat, peuvent être marqués par une bureaucratie omniprésente, qui ruine dans nombre de cas les tentatives de communication entre la base et le sommet, qui change radicalement le type de sociabilité à l'intérieur de l'association, qui concentre le pouvoir (et par conséquent la création de la règle morale) dans les mains de quelques fonctionnaires de l'association. Il faudra pour tempérer l'optimisme durkheimien, outre les thèses de Weber et celles de Pareto, les analyses concrètes d'un R. Michels et de beaucoup d'autres critiques des organisations modernes.

Deuxièmement, c'est la question de la participation. Contrairement à ce que pense Durkheim, l'adhésion aux groupements secondaires ne va pas de soi. Elle n'est le fait que d'une partie, et souvent d'une minorité, de la population en principe concernée : des forces sociales importantes s'opposent — nous le verrons tout au long de ce travail — à ce que la participation soit générale et à ce qu'elle prenne les dimensions, l'intensité et la qualité que lui suppose Durkheim. La mobilité géographique, la sous-qualification professionnelle, l'absence de normes de participation vont à l'encontre de l'affiliation et, plus encore, de la création morale au sens durkheimien.

C. Warner : L'intégration des individus

Tocqueville et Durkheim nous ont introduits au rôle fondamental des associations dans la société industrielle. Mais par quels processus les fonctions de l'associationnisme sont-elles assurées ? C'est ce point que nous examinerons maintenant à l'aide de l'étude de Warner sur *Yankee City*.¹

L'action de l'associationnisme dans le processus d'intégration prend cinq formes principales.

- 1) *L'intégration relationnelle* constitue la première de ces formes. Warner se pose la question de savoir si les associations sont des structures indépendantes des autres formes d'organisation sociale, ou si au contraire, elles ont avec elles des rapports étroits. Il fait, à ce propos, la distinction entre les associations autonomes et celles qui sont liées à ce que l'on peut appeler un

¹ W. C. Warner, *Yankee City*, Yale University Press, New Haven and London, 3^e éd. 1966.

« groupe porteur », c'est-à-dire une institution plus large (église, industrie, armée, etc.) dont l'association découle. A Yankee City, on trouve une nette majorité de groupes organisés suscités par un groupe porteur et reliés à lui de diverses manières. Les églises, les régiments, les diverses branches du commerce ou de l'industrie ont engendré un nombre considérable d'associations vouées, en fait, à des buts très divers, mais dont la fonction principale est de permettre une pénétration des institutions à étendue nationale ou régionale dans le groupe de localité. Pour l'anthropologue Warner, le groupe de localité se caractérise par une certaine résistance à la pénétration de l'extérieur. Le groupe est assez fermé sur lui-même. Les institutions ou croyances *exogènes* ne peuvent s'y implanter sans conflit que si elles sont médiatisées, que s'il existe des relais permettant une infiltration subtile et souterraine des normes et valeurs de l'extérieur dans le groupe. Par ailleurs, les associations volontaires dépendant d'un groupe porteur manifestent la présence des institutions et en garantissent l'influence. L'entrelac des associations et des groupes porteurs constitue ainsi un réseau de racines assurant partiellement la cohésion sociale.

- 2) On peut donner le non d'*intégration fonctionnelle* à la deuxième forme. Qu'elles soient autonomes ou dépendantes, les associations ne vivent pas en vase clos. Des liens formels se tissent, d'une part, puisque des organisations faitières surgissent dans le but de coordonner les activités de plusieurs associations ou de constituer un groupe de pression par rapport aux autorités communales. Des liens informels surgissent, d'autre part, parce que de nombreuses associations se réunissent à l'occasion de manifestations diverses, l'une se chargeant de telle tâche, l'autre de tel point d'organisation, etc. Des liens personnels enfin, puisque aussi bien les meneurs ou responsables d'une association se retrouvent souvent dans une autre, voire dans plusieurs. Ainsi l'individu qui s'affilie à une association se met en fait en contact avec un réseau d'information beaucoup plus large. Il y a extension verticale (l'individu est en relation avec le groupe porteur) et extension horizontale (rapport avec les autres associations).
- 3) L'*intégration des classes sociales* forme le troisième volet. Elle prend un double visage. Le premier aspect est que les associations permettent un contrôle social renforcé des classes élevées sur les classes basses. En effet, à Yankee City tout au moins mais probablement ailleurs aussi, les associations se basent sur une idéologie démocratique. « Tous les hommes sont égaux et libres », dit Warner, en paraphrasant certains des thèmes de discussion enregistrés. Chacun peut, en principe, donner son avis, contribuer à l'élection des responsables, orienter les décisions. Les associations

poussent souvent jusqu'à la caricature les processus formels de la démocratie. Cela prend d'autant plus d'importance qu'il est rare de rencontrer des associations composées de membres d'une seule classe sociale. Parmi les 357 associations recensées, les deux tiers sont composées de membres provenant de trois ou quatre classes sociales. Ces deux tiers forment trois cinquièmes des affiliations. Or, à cause de leur pouvoir en dehors des associations, de leur niveau d'instruction, de leur statut social ou de leurs accointances, les membres des classes supérieures peuvent en fait orienter à leur guise les décisions ou nominations à l'intérieur des associations. Par ailleurs, ils trouvent dans ces organismes une tribune idéale pour répandre leurs idées ou exprimer leurs intérêts.

Le deuxième aspect est que, précisément, la coexistence des milieux sociaux dans une même association contribue à convaincre, partiellement au moins, les membres des classes inférieures que le pays, la région, la commune, sont organisés démocratiquement, que les privilèges n'ont que peu d'importance et que, finalement, la position de chacun dépend de son mérite propre. Warner écrit à ce propos des pages critiques d'une ironie extraordinaire.

- 4) C'est encore une *cimentation* du groupe de localité au moyen de symboles culturels que les associations assurent. Sur une période de deux ans, Warner compte 5800 événements. Il entend par « événement » (activity) une activité quelconque des associations ayant une signification sociale donnée. Sur cet ensemble, un cinquième sont des activités symboliques, en ce sens qu'elles visent avant tout à exprimer le souvenir d'événements patriotiques, à magnifier tel aspect des institutions. Les associations fonctionnent ainsi comme haut-parleur des valeurs culturelles du groupe. Et nous pourrions ajouter qu'une bonne partie des valeurs du groupe ou des activités n'ayant pas le symbolisme comme but premier, l'ont néanmoins en tant que fonction latente.
- 5) En tant que réservoir de relations, les associations garantissent l'intégration affective des individus. Cela est spécialement vrai pour les associations d'émigrés récents. Thomas et Znaniecki notaient également cette influence prépondérante des associations dans le processus d'intégration des immigrants. Les groupes organisés permettaient aux arrivants de garder une certaine cohésion, de maintenir en partie les normes et valeurs de la région d'origine en même temps qu'elles assuraient (par les relations sociales) l'insertion progressive dans la nouvelle communauté.

Pour Warner, cette intégration affective est en quelque sorte le support sur lequel se construisent les autres types d'intégration.

La théorie warnerienne ouvre de larges horizons. En replaçant les associations et la participation à celles-ci dans le contexte des structures sociales locales, elle permet d'envisager clairement les modes d'action, le fonctionnement social des groupes volontaires. On peut se demander, néanmoins, si un tel modèle, certainement valable pour les villes de petite envergure, l'est encore pour les villes plus importantes (de 100 000 habitants, ou plus). Nous verrons que L. Wirth insiste beaucoup plus sur l'aspect instrumental des associations pour l'individu que sur ce que Warner appelle « structure de l'associationnisme ». Il est probable que dans les grandes villes, seules certaines associations assurent l'intégration définie par Warner, alors qu'une bonne partie des autres, repliées sur elles-mêmes, assez invisibles socialement, ne servent finalement que les besoins étroitement spécifiques des membres.

D. Une perspective plus limitative

Comparant les relations sociales propres au monde rural traditionnel aux modes d'intégration urbains, L. Wirth oppose à la manière d'un type idéal le caractère très englobant du groupe de localité rural à l'aspect extrêmement diversifié et segmenté des groupes d'appartenance urbaine. Aucun groupe, dit-il, n'affecte en ville l'entière personnalité d'un individu. Au contraire, ce dernier partage ses appartenances et références entre de nombreux groupements dont chacun n'exerce d'influence (ou n'a de fonctions) que par rapport à un aspect spécifique de la personne.

M. Komarovsky reprendra une idée semblable pour décrire les relations sociales des citadins¹.

Dans les groupes de localité ruraux traditionnels, chaque sous-groupe est en quelque sorte intégré dans l'ensemble plus vaste du village. Il y a *intégration concentrique*. En ville, au contraire, on trouve plutôt une *juxtaposition* des groupes d'appartenance, caractérisée par un cloisonnement assez fort.

Parmi ces multiples groupes d'appartenance, les associations constituent pour Wirth un domaine très important.

En effet, le citadin se caractérise par sa dépendance par rapport aux autres. La satisfaction de ses besoins (économiques, sociaux, culturels, politiques, etc.) dépend des autres. Certes, on trouve en milieu rural une forte dépendance par rapport à des individus particuliers: tel ou tel potentat du village, tel parent, telle connaissance. C'est ainsi que s'exerce le contrôle social. Mais alors que

¹ M. Komarovsky, *The voluntary associations of urban dwellers*, ASR, vol. 11, décembre 1946.

cette dépendance rurale est liée à des personnes et concerne toute la personnalité, elle est en ville à la fois limitée dans son objet et orientée vers des groupes plutôt que vers des individus.

Le caractère nucléaire de la famille urbaine réduit sa fonction de loisir et de relations sociales en général. Il faut que les membres du groupe familial aillent chercher à l'extérieur, dans le système commercial ou dans les groupements volontaires, les moyens de satisfaire leurs aspirations diverses. En contexte rural, il n'est guère besoin de passer par une organisation formelle pour y arriver. L'aspect assez « intime » (face à face) des relations sociales permet de se passer de l'organisation.

Au contraire, le citadin est relativement impuissant en ce sens qu'il ne connaît pas d'avance les gens qui partagent les mêmes préoccupations que lui. Il n'a de liens prononcés qu'avec une partie très restreinte des habitants de la ville.

L. Wirth résume sa pensée en un passage très significatif: « Réduit, en tant qu'individu, à un état d'impuissance virtuelle, le citadin est amené à se joindre à d'autres qui partagent les buts qu'il s'est fixés. Cela conduit à la naissance des organisations volontaires, dirigées vers autant d'objectifs qu'il y a d'intérêts et de besoins humains. Alors que, d'une part, les liens traditionnels sont affaiblis, le mode de vie urbain implique une plus grande interdépendance entre les hommes... » ¹

Il découle de cette optique que l'associationnisme rural et l'associationnisme urbain sont de nature différente. En contexte rural, les quelques associations qui surgissent ont une fonction essentiellement symbolique par rapport au village lui-même. Elles l'expriment d'une certaine façon.

Dans les grandes villes, ce rapport entre l'association volontaire et le groupe de localité n'existe pas en général. On trouve certaines exceptions représentées par des groupes ou clubs assez grands (groupes sportifs notamment) qui doivent défendre le prestige de la localité, ou encore certaines associations qui ont acquis par une compétence presque professionnelle dans leur domaine une notoriété qui finalement retombe sur leur cité. Mais, en général, l'associationnisme urbain ne se veut pas, et ne peut guère être, l'expression culturelle d'une localité dans son ensemble. Certes, des liens existent entre la ville et l'association : celle-ci demande des subsides, participe à certaines manifestations, forme une partie des jeunes ou des adultes. Mais là s'arrête la comparaison, le but des associations urbaines étant essentiellement de donner une réponse aux intérêts des membres.

¹ L. Wirth, *Urbanism as a way of life* — article datant de 1938, reproduit dans *Wirth, On cities and social life* — articles choisis, éd. A. J. Reiss Jr., Phoenix Books, University of Chicago Press, Chicago, 1964.

Nous ne voulons pas dire par là que la participation aux associations ne joue pas un rôle important dans la vie des hommes des villes. Il s'agit plutôt de définir deux « styles » d'associations et de participation qui, en partie, se sont succédé dans le temps et qui différencient encore aujourd'hui l'associationnisme en contexte rural et en situation urbaine. Venons-y.

Il est en effet possible de concilier les perspectives de Wirth et celles des autres auteurs en distinguant deux types idéaux d'action communautaire. On qualifiera le premier de *modèle d'allégeance*, et le second de *modèle de médiation*.

Dans le modèle d'allégeance, les associations se créent autour des groupements, institutions ou agrégats auxquels nous avons fait allusion. La commune s'exprime dans sa fanfare, les jeunes dans la société de gymnastique, les catholiques dans tel groupe d'éclaireurs, etc.

Paradoxalement, dans ce cas, les buts explicites que se propose le groupement sont relativement peu importants. L'association peut changer de secteur d'activités, en promouvoir de nouvelles, varier même d'idéologie, sans que pour autant la fidélité des membres soit fortement entamée. C'est d'abord à l'expression concrète et organisée de clivages profondément incrustés dans les mentalités et les structures sociales que les membres se rattachent, et ce n'est que secondairement qu'ils se préoccupent du contenu de l'action.

La communauté vécue dans les associations s'apparentant à ce modèle est préexistante à l'action. Le groupe volontaire ne vient que la consolider. Les modes de participation sont à la fois extrêmement actifs et passifs. Passifs, parce que les membres s'intéressent assez peu à l'orientation précise du groupe : l'action est l'alibi de l'expression symbolique. Actifs, parce que la majorité des affiliés investit beaucoup, en termes de temps consacré et de signification affective, dans ces groupes. La problématique centrale est celle de l'« in » et de l'« out », du dedans et du dehors. Les statuts précisent bien qui aura droit à la participation. La cooptation est de règle, le parrainage fleurit. La fonction de contrôle social au moyen du groupement est accentuée. Le groupe est partiellement englobant : même s'il ne possède pas la multiplicité des fonctions — économique, culturelle, affective, etc. — que supposerait un groupe primaire, il réclame néanmoins du membre une allégeance plus que sectorielle. En s'affiliant au groupe, le participant adhère en somme à un esprit.

Le modèle de médiation diffère radicalement du précédent. A aucun moment, il ne tente d'exprimer symboliquement, ou de figer dans une organisation, des allégeances préexistantes. Au contraire, il n'est rendu possible que parce que les diverses caractéristiques de la personne — profession, confession, appartenances politiques ou familiales — sont mises à l'écart ou plus simplement, inconnues.

La définition du membre n'a pour ainsi dire aucune importance. Appartient au groupe celui qui veut bien y appartenir et s'acquitter de ses obligations.

Les buts par contre prennent une importance décisive. L'organisation volontaire est avant tout une médiation dans la poursuite d'objectifs étroitement précisés. Ces derniers peuvent être expressifs ou interventionnistes : cela n'a, pour le moment, pas d'importance pour nous. Nous parlons de médiation en ce sens que, sauf exceptions, les membres ne pourraient atteindre les buts qu'ils se proposent sans l'intermédiaire de l'organisation. Ils ont besoin d'y recourir soit parce que l'action est par nature collective, soit parce que les infrastructures indispensables à son exercice pèseraient trop lourd dans un budget familial, soit enfin parce que la mise en commun des objectifs donne un intérêt supplémentaire à l'action.

Le groupe y perd, certes, en cohésion. L'attitude générale est assez utilitariste. La participation est sensible aux moindres concurrences nées du système commercial. Il n'y a pas, dans ce modèle, multifonctionnalité. Nous ne voulons pas dire par là que les groupes et que les contacts sociaux disparaissent, ni que l'attachement au groupe est nul. Nous disons seulement qu'un changement de buts amènerait nombre de défections.

Dans ce modèle de médiation, il n'y a plus guère de liaison entre une structure-mère et le leadership dans l'association. L'observateur rencontre plutôt une forme particulière de technocratie, entendue ici sans connotation péjorative. Les leaders du groupe sont ceux qui excellent dans l'activité principale de ce dernier. D'ailleurs, comme nous l'avons vu plus haut, la structure-mère est le plus souvent inexistante.

Dans ce modèle de médiation, le rapport entre participation et intégration (dans une commune, dans un quartier, etc.) est assez flou. Une certaine intégration fonctionnelle et relationnelle est nécessaire pour que les lieux soient connus et que quelques personnes soient identifiées. Mais cela s'arrête presque là. On ne retrouve pas nécessairement la condition d'une longue habitude des gens et des structures, qui était nécessaire pour participer au groupe dans le modèle d'allégeance.

La médiation succède-t-elle progressivement à l'allégeance, cette dernière conservant pourtant certains fiefs dans certains mouvements et dans certaines régions ? C'est ce que nous aimerions voir maintenant à l'aide de l'exemple de la Suisse romande. Nos données proviennent de deux genres d'observations : — Sur la base d'un échantillon de 82 communes de cette région, nous avons cherché à connaître quels étaient le nombre et les genres d'associations locales (à l'exception des syndicats et des partis politiques). Les groupements faïtiers (coordonnant plusieurs groupements) ont été exclus. L'échantillon, représentatif de la Suisse romande, a été stratifié selon la taille de la commune (cf. Annexe I).

— Dans l'ensemble des associations ainsi recensées, un échantillon de 352 groupes a été interrogé par le biais d'un questionnaire écrit dans le but de connaître les caractéristiques principales des membres, des activités, du groupe lui-même, etc. (cf. Annexe II).

Donnons tout d'abord certains renseignements quantitatifs sur l'associationnisme local avant de considérer la question de l'allégeance et de la médiation.

Il est possible d'évaluer — *grossièrement* — à 10 associations pour mille habitants la proportion d'associations locales en Suisse romande. Les limites de variation de cette proportion sont étroites, et ne permettent pas de dire que la fréquence *relative* des groupes *locaux* s'accroît proportionnellement à la taille de la localité¹. Par contre, la structure de l'associationnisme varie fortement selon ce critère. Dans les communes de moins de 1000 habitants, 85 % des associations appartiennent soit au domaine du sport, soit à la musique populaire (chœurs mixtes, fanfares, groupes folkloriques), soit encore au secteur des mouvements de jeunesse. Au contraire, le modèle urbain est très diversifié, chaque genre d'associations ne comptant que pour une partie minime du total.

Pour l'ensemble de la région considérée, la distribution des divers genres d'associations s'établit *approximativement* ainsi :

Amicales diverses (militaires, de contemporains, de collège, etc.)	18 %
Sport (sans Club alpin, Amis de la Nature, etc.)	32 %
Plein air (Amis de la Nature, etc.)	2 %
Musique populaire (avec chorales paroissiales)	17 %
Culture classique (sociétés théâtrales, ciné-clubs, sociétés littéraires)	3 %
Jeunesse (scouts, UCJG, etc.)	9 %
Groupes religieux (sans chorales)	3 %
Groupes de loisirs techniques (modélisme, photo, etc.)	4 %
Groupes d'intervention sociale, économique, culturelle (sans les partis ni les syndicats)	9 %
Inclassables	3 %

Ce cadre étant posé, reprenons la question de l'allégeance et de la médiation à l'aide de notre enquête auprès des 352 groupements mentionnés plus haut.

D'un point de vue chronologique, il est possible de voir que plus le groupe est récent, moins il est lié à un « groupe-porteur », c'est-à-dire à une institution (Eglise, Armée, etc.) qui le patronne. Il se dégage, en somme, des structures plus larges de la société.

¹ La prise en considération des groupes faitiers amènerait probablement des différences plus importantes.

TABLEAU 1

Evolution institutionnelle des groupements

<i>Date de fondation</i>	<i>N</i>	<i>Liaison du groupe avec :</i>			
		<i>une confession</i>	<i>l'armée</i>	<i>une entreprise</i>	<i>un syndicat ou parti</i>
Avant 1900	73	23,3 %	13,7 %	5,5 %	5,5 %
1900 - 1940	121	14,0 %	10,7 %	2,5 %	1,6 %
Après 1940	141	10,6 %	7,8 %	3,5 %	3,5 %

La tendance est manifeste. En faisant l'addition, on trouve 48 liaisons pour cent associations nées avant 1900. Ce rapport s'abaisse à 28,8 pour les groupes issus de la période 1900-1940. Il est de 25,4 pour les groupements d'après-guerre.

On observe également que les mouvements dont la croissance s'est le plus ralentie sont ceux qui entretiennent un lien explicite avec une religion ou avec toute la mémoire collective, les traditions, d'une sous-région (groupe I dans le tableau ci-dessous). Au contraire, les mouvements les plus récents (groupe II) ont un contenu culturel assez indépendant d'une institution ou d'une région particulière. Il en va de même pour les groupes sportifs (groupe III) qui s'affranchissent progressivement de leur allégeance (autre que financière) envers des institutions telles que l'armée ou les églises.

TABLEAU 2

Date de fondation des groupes actuels

<i>Date de fondation</i>	<i>Groupe I</i>		<i>Groupe II</i>			<i>Groupe III</i>	
	<i>Mus.</i>	<i>Rel.</i>	<i>Cult.</i>	<i>Hob.</i>	<i>Jeun.</i>	<i>Sport</i>	<i>Interv.</i>
Avant 1914	49 %	43 %	16 %	14 %	16 %	27 %	28 %
1914 - 1945	27 %	24 %	21 %	22 %	21 %	37 %	33 %
Après 1945	21 %	24 %	63 %	52 %	53 %	32 %	39 %
Inconnue	3 %	9 %	—	12 %	10 %	4 %	—

Enfin, on remarque que la liaison entre les groupements et les clivages sexuels s'amenuise :

TABLEAU 3

Associations masculines et féminines

<i>Date de fondation</i>	<i>Associations exclusivement masculines ou exclusivement féminines</i>
Avant 1900	69,8 %
1900 - 1940	52,1 %
Après 1940	51,1 %

L'époque contemporaine de l'associationnisme marque ainsi la progression de l'autonomie de principe des groupements par rapport aux institutions et aux traditions régionales. Mais le degré de cette évolution varie selon les genres de groupes d'une part, les contextes locaux d'autre part. Afin de montrer ces différences, concentrons notre attention sur deux genres de groupements : les groupes de musique populaire et ceux de sport. Les premiers sont caractéristiques de la première phase d'associationnisme. Les seconds sont au contraire marqués par leur aptitude à la modernité. Nous avons choisi ces deux genres d'associations à cause de leur grande importance numérique. Nous allons observer leur nature respective en les différenciant selon leur situation urbaine (localités de 10 000 habitants et plus) ou rurale (moins de 10 000 habitants) afin de ne pas attribuer au groupement ce qui est dû au contexte local.

Voyons d'abord la *raison d'être* ultime que leurs dirigeants assignent aux groupements. Il est possible de distinguer de ce point de vue trois « philosophies » : le *projet de détente* regroupe les mouvements pour qui le but final est simplement de permettre aux membres de passer du bon temps, de se relaxer, de discuter entre amis. Le *projet personnel* rassemble les groupements qui s'attribuent pour objectif fondamental le développement de certaines aptitudes de l'individu (qualités sportives, expression artistique, etc.) sans viser à jouer un rôle direct dans l'évolution de la société au sens large. Le *projet collectif* veut au contraire dire que l'association se justifie finalement par la volonté d'imprimer à toute une région un certain style de vie, d'améliorer la vie sociale, de promouvoir certaines valeurs patriotiques et civiques. C'est dans l'optique de ces catégories que nous avons dépouillé la question ouverte demandant aux dirigeants des groupements de dire : « Quelle est selon vous l'utilité ou la raison d'être d'une société telle que la vôtre ? A quelles nécessités humaines ou sociales répond-elle ? ». Les résultats se chiffrent ainsi :

TABLEAU 4

Raison d'être du groupe

	<i>Groupes sportifs</i>	<i>Groupes musicaux</i>
Projet culturel et interindividuel	27 %	57 %
Projet personnel	30 %	20 %
Projet de détente	23 %	7 %
Inclassables	20 %	16 %

(La fréquence relative des groupes musicaux et sportifs en contexte urbain est très semblable : 74 et 76 %.)

Si les deux genres de groupements sont assez semblables en ce qui concerne le projet personnel, ils diffèrent par contre fortement en matière de projet culturel et de projet de détente. Dans les groupes musicaux, la commune ou la

région forment l'arrière-fond, constituent la référence de l'action. C'est par rapport à la collectivité que le groupe prend tout son sens. Au contraire, dans les groupes sportifs, c'est la promotion de l'individu, ou tout simplement sa détente qui est visée. L'action se « désenchante », se rétrécit, se sectorialise.

On peut donc distinguer deux genres d'action du point de vue du projet. Mais il s'agit aussi de *deux types de sociabilité*, ou, en d'autres termes, de deux modes de participation.

Pour le voir, nous utiliserons cinq critères: la grandeur du groupe, l'assiduité des membres, les liens qu'ils tissent entre eux, la participation aux manifestations communales (fêtes, cérémonies scolaires, événements politiques, etc.), et le problème de fonctionnement principal du groupe.

TABLEAU 5

Type de sociabilité dans les groupements

	<i>Sport rur.</i>	<i>Sport urb.</i>	<i>Mus. rur.</i>	<i>Mus. urb.</i>
<i>1. Grandeur du groupe</i>				
Moins de 40 membres	36 %	29 %	65 %	58 %
Plus de 40 membres	64 %	71 %	35 %	42 %
<i>2. Assiduité des membres</i>				
Plus de 50 % de membres présents aux séances	49 %	26 %	90 %	78 %
Moins de 50 % de membres présents aux séances	50 %	70 %	10 %	20 %
Estimation difficile	1 %	4 %	—	2 %
<i>3. Liens entre les membres</i>				
Le lien dominant est l'amitié	13 %	18 %	27 %	32 %
Le lien dominant est une camaraderie assez forte	57 %	46 %	58 %	60 %
Le lien dominant est une camaraderie peu prononcée ou de simple connaissance	24 %	26 %	11 %	5 %
Inclassables	6 %	10 %	4 %	3 %
<i>4. Participation aux manifestations communales</i>				
Aucune fois dans l'année	58 %	88 %	34 %	21 %
Une fois dans l'année	26 %	6 %	24 %	47 %
Plusieurs fois dans l'année	16 %	6 %	42 %	32 %
<i>5. Problème principal de fonctionnement</i>				
Pas de problèmes majeurs	35 %	26 %	19 %	11 %
Difficultés sérieuses de recrutement	17 %	9 %	50 %	74 %
Problèmes d'équipement	30 %	12 %	16 %	10 %
Finances	10 %	29 %	10 %	5 %
Autres	8 %	24 %	5 %	—

La majorité des groupements musicaux sont petits (moins de 40 membres), contrairement aux groupes sportifs qui tendent plus volontiers à une certaine bureaucratisation liée au grand nombre de membres. Mais surtout, le taux d'assiduité n'est absolument pas comparable. Dans les groupements musicaux, la présence des membres est à son maximum. Elle tend vers le minimum dans les groupements sportifs urbains. Enfin, si le groupe musical tend à être un réservoir important pour ce qui est des liens affectifs, cela est nettement moins vrai pour le groupe sportif, où cet aspect de l'association s'estompe fortement.

Nous avons affaire ainsi à deux genres de participation. Dans le premier cas, celui des groupements musicaux, le groupe est une référence : on s'y fait des amis, on assiste à toutes les réunions et l'activité du groupe met les membres en contact permanent avec une histoire culturelle, avec un passé à la fois désuet et lourd de sens. Dans le deuxième, le groupe tend plutôt à être une sorte d'« endroit », assez mal défini peut-être, où l'on vient poursuivre un but très centré sur la personne, sans trop se préoccuper de relations affectives ou de la collectivité. Le groupe est une sorte d'occasion, parmi d'autres, d'agir.

Ces différences s'accroissent lorsque l'on considère les liens concrets que le groupe entretient avec la commune.

Indépendance par rapport à la vie communale dans le cas des groupes sportifs, liaison assez prononcée dans le cas des groupes musicaux : telle est la constatation qui ressort assez clairement de ce tableau. Les associations « modernistes » tendent à se replier sur elles-mêmes, à refuser, volontairement ou non, une insertion dans la société environnante. Elles sont sectorielles dans leur projet, étroitement contractuelles dans leur type de sociabilité, égocentriques (cela dit sans connotation péjorative) dans leurs activités.

Il n'est pas étonnant — au vu de ces différences — que les deux genres de groupements soient confrontés à des problèmes de fonctionnement assez éloignés les uns des autres. Pour les groupes sportifs, il s'agit de difficultés « techniques » : le groupe doit se procurer des finances, des équipements. Pour les groupes musicaux, c'est surtout le recrutement qui fait défaut. On les sent obsédés (dans les commentaires au questionnaire) par l'idée d'une lente décrépitude. Ils s'inquiètent de ne plus « être dans le vent », de ne plus attirer les jeunes.

Les modèles d'allégeance et de médiation, tout en marquant de leur empreinte deux époques différentes, peuvent ainsi être encore considérés comme deux styles contemporains d'associationnisme.

Il serait vain, en conséquence, d'approuver Wirth et de rejeter les autres auteurs, de même qu'il serait ridicule de nier la justesse des vues du premier. Il convient plutôt de distinguer les contextes, les genres de groupements et les caractéristiques sociales des participants dans le but de parvenir à une évaluation pluraliste des fonctions macro- et microsociales des associations

dans la société industrielle. C'est dans ce sens que nous poursuivrons notre travail.

Mais au-delà de l'allégeance et de la médiation, n'assiste-t-on pas aujourd'hui à un dépassement de ces types d'action ? Ce que l'on peut nommer l'action sauvage, en ceci qu'elle ne s'embarrasse pas d'organisation, mais qu'au contraire elle explose en dehors des cadres institutionnels, cette action sauvage se développe. On la rencontre dans les rues, dans les usines, dans les établissements éducatifs.

Inversement, on ne peut manquer de souligner une autre forme de dépassement. On voit de plus en plus les groupements volontaires évoluer vers une bureaucratisation prononcée, dans laquelle les membres de la base ne sont guère que des pions utiles, ne participant plus à l'orientation du groupe, ni à la constitution de ses activités. Le groupe volontaire devient une variante du modèle des administrations ou des entreprises commerciales du secteur tertiaire.

Mais avant d'être à même d'élaborer mieux cette dialectique, il nous faut examiner la nature de l'action dans les groupements volontaires actuels et les déterminismes qui affectent cette participation.

Chapitre II

L'ENTRÉE DANS LA VIE COLLECTIVE

Ce chapitre est consacré aux facteurs sociaux qui régissent la plus ou moins grande participation des individus aux associations. Il se cantonne toutefois dans l'exposé de certaines hypothèses que nous faisons à ce propos et dans une synthèse de la littérature scientifique. Les chapitres ultérieurs seront dévolus à la vérification de ces hypothèses et à la comparaison (sur certains points) de nos résultats avec ceux des autres chercheurs.

A. Première approche

Toute conduite humaine apparaît, à première vue, comme le résultat d'une foule de facteurs, présentés en ordre dispersé, variables au plus haut point dans leur force comme dans le moment où ils opèrent. La participation aux associations n'échappe pas à cette règle.

Le rôle du chercheur est alors de structurer cette sorte de chaos.

Au vu des recherches antérieures, la participation (dans sa quantité comme dans son orientation) paraît déterminée, du point de vue sociologique et psychosociologique, par trois ordres de facteurs :

- 1° La *position d'un individu dans les structures de production*, autour de laquelle gravitent un ensemble de facteurs culturels et éducatifs.
- 2° La *perception structurée qu'un individu a de son environnement social*, perception partiellement déterminée par sa socialisation et sa position actuelle dans les structures de production.
- 3° Le *mode d'intégration d'un individu dans son contexte régional ou local*.

Explicitons plus longuement ce point de vue.

Notre premier axe de réflexion est celui de la répartition sociale du pouvoir, à savoir : le statut socio-professionnel, le niveau d'instruction et le revenu des individus, facteurs qui nous paraissent conditionner la participation.

Il y a dans le terme « participer » une ambiguïté ; on participe de, et l'on participe à. Ces deux aspects sont, à notre avis, en forte corrélation. La participation volontaire est d'autant plus accusée que la gratification sociale reçue

par chacun est plus forte. Il faut alors rendre compte de ce fait. Qu'y a-t-il, dans la distribution des rôles sociaux, qui fasse que certains soient tenus à l'écart de l'action collective volontaire ? Sont-ce purement des raisons matérielles qui agissent, ou bien des éléments de perception (de soi, de la société globale, de l'organisation comme mode d'action) s'intercalent-ils entre les rôles structurels des individus et leur action en retour sur la société ou sur leur vie personnelle ? C'est là notre deuxième axe de réflexion.

La participation organisée, dans la mesure où elle est volontaire et non obligatoire, implique que le sujet détermine, implicitement ou explicitement, sa position sur trois dimensions: il doit définir son aptitude (bonne ou mauvaise) à être participant d'une action collective; il doit donc se définir comme acteur possible. Ensuite, sa participation dépend de la perception qu'il a du social. Ce dernier est-il vu comme un « acte », résultat de multiples forces sociales en collaboration et conflit, ou comme un « donné », dépendant d'une fatalité extra-humaine, d'un destin sur lequel l'homme n'a qu'une prise superficielle et qui fait que l'Histoire n'est, somme toute, que cette « mer éternellement recommencée ».

Dans ce dernier cas, le changement social volontaire, le projet politique est exclu, parce qu'inutile. L'homme est un jouet de forces qui le dépassent. Le repli sur les groupes primaires et la vie quotidienne l'emportent.

Or, cette conscience du social comme « acte » n'est pas, nous en faisons l'hypothèse, uniformément répandue dans l'éventail des rôles productifs. Elle dépend, au contraire, du pouvoir objectif détenu par la personne. Il y a entre le pouvoir détenu par la personne et la conscience d'une transformation possible de la société un rapport direct et non pas inverse.

Enfin, entre les rôles productifs des individus et la participation organisée, prend place la perception de l'organisation (ou de l'association) comme mode d'action. Entre le but visé et l'individu, la médiation de l'organisation constitue à la fois, inséparablement, un chemin et un écran. Un chemin, parce que, nous l'avons dit, l'organisation est condition de la réussite. Un écran, parce que l'organisation supprime l'accès direct aux objectifs poursuivis, introduit un terme aliénant qui, dans une mesure variable, trahit l'intention initiale de l'individu. En tant qu'agencement collectif, l'organisation ne peut, à aucun moment, satisfaire totalement les ambitions de chaque membre. En même temps que libération, elle est contrainte. Mais le degré de libération et le poids de la contrainte peuvent varier, pour chaque individu en particulier, selon qu'il a ou non un pouvoir d'orientation dans l'association. Plus son pouvoir est grand, plus l'élément de contrainte, sans disparaître, s'amenuise.

Placé en quelque sorte « devant » l'organisation comme mode d'action, l'individu peut la percevoir soit comme contrainte et embrigadement, soit comme possibilité de libération et de création. On postulera que cette

perception est d'autant plus positive que les rôles productifs de l'individu lui assignent un plus grand pouvoir dans l'entreprise.

C'est que cette dernière est aussi une organisation d'une nature parente de celle qui constitue l'association. Il est compréhensible, dès lors, que les expériences faites au niveau de l'entreprise contribuent à construire un faisceau d'attitudes relatives à l'organisation en général, en tant que mode d'action. Ce faisceau d'attitudes continuera à orienter les conduites en dehors du lieu même où elles ont pris naissance. D'autre part, dans l'association elle-même, les pouvoirs sont inégalement répartis. Et il se trouve que ceux qui les détiennent sont souvent les mêmes que ceux qui les possèdent en dehors de l'association. Ce fait modifie également la perception de l'organisation comme libération possible et, dans cette mesure, encourage ou inhibe le projet collectif des individus.

L'effet direct ou indirect de la position des sujets dans les structures sociales sur leur participation se double — c'est là notre troisième axe de raisonnement — de l'effet pour les individus de leur intégration ou de leur non-intégration dans la société environnante. Tout projet collectif volontaire suppose un « nous » auquel l'individu se sent lié, un rapport de parenté qu'il établit entre lui et d'autres groupes : la commune, la région, une paroisse, un groupe professionnel, etc.

Ce substrat est nécessaire pour deux raisons. La personne n'élaborera de projet interventionniste (c'est-à-dire d'action sur la société environnante) que dans la mesure où elle se sent parente, concernée par cette région. Toute action, au niveau local du moins, dépend de cette liaison du moi et du nous. Etre étranger en ce sens, hors du groupe, conduit à renoncer au projet. Si l'individu ne perçoit pas dans quelle mesure son devenir personnel est englobé dans les structures locales, régionales ou globales, il ne percevra guère ni la possibilité, ni l'utilité (ou l'efficacité) d'un projet interventionniste.

Par ailleurs, l'action collective suppose que les interactions propres au groupe de localité soient connues de l'individu : qu'il sache qui recherche quoi, où sont les moyens à disposition, quelles voies les actions empruntent, qu'il voie enfin en autrui un co-acteur possible, et non un étranger complètement différent de lui, ou encore une forme floue dont il ne saurait définir avec précision les contours.

La question est donc : Comment est-on étranger ? C'est le problème des dimensions de l'intégration.

Il faut, en un premier temps, voir que deux formes de mobilité agissent sur l'intégration. La mobilité sociale, qui tend à s'accroître, veut que les personnes changent de statut social, de classe sociale à la limite. Ce changement n'est pas seulement intergénérationnel (différence entre le milieu social du sujet et celui de ses parents), mais il est, de plus en plus souvent, intragénérationnel. Il n'est

pas rare de voir un individu changer plusieurs fois d'échelon social au cours de sa carrière professionnelle. A chaque changement prononcé correspond une déstructuration des normes et valeurs acquises et une restructuration dans un nouvel univers socio-psychologique. Ces phases de transformation, pendant lesquelles la personnalité du sujet mue, ne sont guère propices à l'action collective : l'individu se cherche, établit des contacts, tente de réévaluer ses références. Le « nous » dont nous parlions plus haut change de lieu et de nature. En raisonnant aux extrêmes, l'individu en mobilité permanente est marqué par le provisoire. Il sait qu'il n'appartient au groupe social dans lequel il est inséré que pour un temps donné ; il aspire déjà à un autre statut et modèle son comportement en conséquence. Le « nous », plutôt que lien de la parenté, est un instrument au service de la mobilité sociale. Il n'est plus le substrat nécessaire à l'entreprise de l'action collective. Conflit de valeurs entre le groupe quitté et le groupe atteint, ambiguïté des conduites extériorisées et des affinités sociales oscillant entre deux ou plusieurs allégeances : la personnalité « typique » du mobile, relativement conflictuelle, se prête mal à une action autre qu'utilitariste ou expressive.

Autant que la mobilité sociale, la mobilité géographique pèse sur l'action collective. Deux formes de cette mobilité peuvent jouer un rôle : la mobilité pendulaire, née de la séparation entre lieu de travail et lieu de résidence, diminue l'intensité du rapport de l'individu au groupe de résidence, c'est-à-dire, somme toute, au groupe sur lequel devrait s'exercer son action. D'une part, et précisément à cause de cette mobilité pendulaire, le groupe de résidence perd de sa consistance pour devenir dans certains cas un simple assemblage, et, d'autre part, le rapport de l'individu au groupe est plus ténu, plus fonctionnel, plus sectoriel. L'action collective expressive n'est, pour sa part, plus autant souhaitée ou actualisée.

Il en va de même de cette mobilité interrégionale que l'individu effectue, à des intervalles divers, au gré des changements de situation professionnelle ou familiale. Nous retrouvons ce phénomène de déstructuration et de restructuration que nous associons à la mobilité sociale. Nous retrouvons surtout ce sentiment du provisoire, cette anticipation du changement qui, dans ses effets sur la participation à l'action collective, est de même nature que le changement effectif. L'intégration au groupe de résidence tend ainsi à prendre un double caractère de fonctionnalité (ou sectorialité) par opposition à une globalité, et de limitation chronologique par opposition à une permanence.

Il y a là une impasse pour l'action collective. Nous pouvons lui définir un double visage. L'indifférence s'installe, et la communication se perturbe. Or, liaison effective et communication sont deux conditions de l'action collective organisée et volontaire.

Ces différentes modalités de la liaison de l'individu à la société modèlent le type d'action collective de l'individu. Plus encore que la quantité, elles en définissent la qualité, les couleurs pourrait-on dire. L'orientation de l'action — expressive ou interventionniste¹ — son intensité objective et subjective, sa sectorialité ou sa globalité, dépendent de ce rapport que la personne entretient avec le groupe de localité.

Résumons ce que nous avons dit jusqu'à présent. Nous nous trouvons en face de deux aspects réciproquement liés de l'action collective organisée et volontaire. Il y a, tout d'abord, ce phénomène résolument moderne — dans son ampleur, en tout cas — de l'associationnisme en tant qu'agencement de l'action.

Mais l'associationnisme émergent se heurte presque immédiatement au problème de la participation. Celle-ci, contrairement à ce que Tocqueville pensait implicitement, ne va pas de soi. Elle rencontre des obstacles, des déterminismes dont nous avons esquissé les axes.

Cette dialectique est, en somme, celle de l'autonomie et de la dépendance. En situation industrielle, l'homme est envahi par des produits culturels (matériels ou symboliques, ou les deux à la fois) qui lui sont étrangers parce qu'il n'a point pris part à leur élaboration. Les groupes qui créent des valeurs sociales ne sont pas forcément les mêmes que ceux qui les consomment. Il suffit de penser aux mass-média pour s'en convaincre. D'autre part, il devient progressivement impossible à l'individu de modifier ou d'orienter l'un quelconque des aspects de sa vie, sans s'en prendre à la collectivité, régionale ou globale. L'agriculteur autarcique, le chercheur en chambre, l'artiste isolé même, sont à de rares exceptions près du domaine de l'histoire.

Tels sont les caractères de la dépendance: interaction fonctionnelle et « aliénation » (au sens entendu dans le paragraphe précédent) culturelle. Face à cette dépendance, à la fois positive et négative, les chemins de l'autonomie sont ceux de l'action collective. Qu'il s'agisse de révolution, d'action syndicale ou tout aussi bien de création culturelle au plan des loisirs, l'action collective est le lieu d'émergence de l'autonomie.

Certes, il faudrait mettre des sourdines à ce raisonnement : la production culturelle industrielle commercialisée permet à l'individu des choix, des options, une liberté qu'il n'avait pas avant la civilisation industrielle; certains aspects limités de la vie quotidienne peuvent être orientés sans référence à une quelconque globalité. Mais il reste, si l'on veut bien accepter ces termes lyriques, que la prise en charge du destin, du devenir individuel, passe

¹ L'orientation « expressive » désigne le fait que l'individu cherche seulement à satisfaire un besoin donné ; l'orientation « interventionniste » s'applique à la personne qui cherche avant tout, par son action, à modifier tel ou tel aspect de la société au sens large.

nécessairement par l'action collective, que cette dernière soit interventionniste ou expressive.

Poser la question de l'accès à l'action collective, des facteurs sociaux qui le régissent, c'est en somme se poser la question des conditions de l'autonomie. C'est là un des enjeux de notre travail.

Nous n'oublions certes pas, en disant cela, que l'organisation est à la fois contrainte et libération. Mais le problème de la réduction de la contrainte au profit d'une plus grande libération se réfère aux aspects internes de l'association et notamment à la distribution du pouvoir et au processus de communication. On nous objectera peut-être aussi que, dans un système économique et culturel donné, le nôtre en l'occurrence, l'organisation, l'association volontaire, ne peuvent être qu'un reflet de l'« idéologie dominante », propre à asservir plutôt qu'à libérer. Dans cette hypothèse, le pôle de contrainte l'emporterait largement sur la libération. Un tel raisonnement nous paraît pécher par deux points. Il faut d'abord distinguer l'association en tant qu'agencement de l'action collective et la nature concrète de certaines associations. Ces dernières peuvent, dans certains cas, accentuer une intégration qui prête à discussion. Pensons, par exemple, à certains groupes folkloriques de certaines régions rurales, hauts lieux d'une fidélité tardive à un passé inapte à orienter les conduites actuelles. Mais en tant qu'agencement de l'action, l'association nous paraît être aujourd'hui la médiation la plus importante entre l'individu et l'évolution — conservatrice ou progressiste — de la société. Ensuite, l'histoire montre bien que, si elles peuvent accentuer l'intégration, les associations sont aussi les instruments — par la prise de conscience qu'elles permettent — d'une rénovation radicale ou progressive des structures sociales. Il n'y a pas de fatalité *a priori* pesant sur l'associationnisme.

Cela dit, il nous faut tenter d'étayer tous ces points à l'aide des différents travaux consacrés à la participation aux associations. Après une section consacrée au rapport entre le contexte écologique et la participation, nous procéderons selon un ordre semblable à celui des pages qui précèdent.

B. Bilan des travaux et problèmes nouveaux

1. Contexte écologique et participation aux organisations volontaires

Nous pouvons raisonnablement croire, d'après les données que nous possédons, que la participation aux organisations volontaires est une pratique répandue de préférence dans les villes de petite et moyenne envergures. Elle est moindre dans les contextes ruraux, spécialement ceux qui sont encore très caractérisés par l'agriculture. Elle tend également à s'estomper dans les

métropoles. Les raisons qui rendent compte de cette moindre tendance à la participation ne sont pas les mêmes dans les deux cas.

En contexte rural, la petitesse des agglomérations fait que l'hétérogénéité sociale n'est pas suffisamment marquée pour qu'un grand nombre d'associations se créent. D'autre part, le caractère primaire des relations sociales fait que l'on peut aisément se passer de l'organisation, que ce soit dans les loisirs ou dans l'action politique.

Différenciant quatre comtés du Kentucky, selon leur degré d'urbanisation, W. W. Bauder montre assez clairement que le nombre d'affiliés pour 1000 personnes croît très fortement avec cette urbanisation, tant que celle-ci ne dépasse pas un certain seuil. Il passe de 1318/1000 pour un comté avec 35 % de population urbaine à 317/1000 pour un comté non urbanisé¹.

Tout autre est le cas des métropoles. Là, les associations foisonnent. Leur diversité étonne. Mais les barrières à la participation sont nombreuses :

- 1° Les villes satellites sont laissées à l'écart de la participation (nous y reviendrons).
- 2° Une mobilité géographique plus forte qu'en contexte rural ou que dans les bourgades fait que de nombreuses personnes sont en fait de passage et ne s'intègrent pas au réseau d'action collective, soit qu'elles n'aient pas le temps d'en faire la connaissance, soit que leurs groupes de références ou leurs relations affectives se situent en dehors de la métropole.
- 3° Une plus grande diversité dans l'offre commerciale concurrence les groupes de loisir ou les groupes culturels.
- 4° Une certaine anomie politique, due au gigantisme, inhibe partiellement les tendances à l'action politique.

Aux Etats-Unis, on constate bien ces différences. C. R. Wright et H. H. Hyman montrent l'action de deux facteurs différents :

- 1° Les comtés urbanisés ont une plus forte proportion d'affiliés que les comtés ruraux.
- 2° A chaque niveau d'urbanisation des comtés, les villes et les zones rurales non agricoles ont une plus forte proportion d'affiliés que les zones rurales agricoles².

¹ Ward W. Bauder, *Objectives and activities of Special interest Organizations in Kentucky*, Kentucky Agr. Exp. Station, University of Kentucky, Lexington, Bull. 639, mars 1956.

² Charles R. Wright, *Voluntary Association Memberships of American Adults : Evidence from National Sample Surveys*, ASR, vol. 23, juin 1958, pp. 284-294.

De son côté, M. Hausknecht montre clairement une nette diminution de la participation (et non des associations) dans les villes de plus de 250 000 habitants, par opposition aux localités urbaines plus petites. Il trouve les taux les plus forts dans les localités de 2500 - 50 000 habitants. Dans les communes plus petites, le taux de participation décroît à nouveau¹. Ses observations sont tirées de deux échantillons nationaux américains dont les données se confirment.

En Suède, A. Rose constate également une croissance de la participation dans le passage du monde rural au monde urbain².

Il faut toutefois bien admettre que le critère du nombre d'habitants est très imparfait. Des villes de petite taille, mais ayant eu un développement explosif, sont susceptibles de très faibles taux de participation. D'autre part, dans les métropoles, il y a en fait au moins deux genres de population. Celle des anciens quartiers, relativement proches du centre, et celle des nouveaux ensembles, population à la fois récente par sa date d'arrivée et éloignée de la ville.

Il n'est pas sûr que la première population (celle du centre) participe nettement moins que les populations des petites villes. Mais nous manquons évidemment de données ayant à la fois une base nationale et permettant une analyse des divers quartiers de chaque ville. Par contre, plusieurs auteurs ont montré l'impact extrêmement fort du quartier sur les taux de participation. Au printemps de 1953, W. Bell et M. T. Force comparent quatre quartiers de San Francisco. Elles en font une typologie, sur la base du niveau économique, des caractéristiques familiales et de la répartition ethnique. D'abord, les quartiers « riches » présentent des taux de participation nettement plus élevés que les quartiers « pauvres ». Cela est compréhensible si l'on connaît la relation qui unit le statut social à la participation organisée. Il est plus intéressant de voir que les gens de même éducation, de même profession et de même revenu ont des comportements nettement différents selon qu'ils habitent Mission et Outer Mission (« pauvres ») ou Pacific Heights et St-Francis Wood (« riches »). Par exemple, 27 % de ceux qui ont été au « collège » et qui habitent les quartiers pauvres participent fréquemment à des réunions d'associations, contre 46 % des gens du même niveau d'instruction dans les quartiers riches³. Il est utile de voir que cette influence du quartier est également valable pour les relations sociales tissées en dehors des groupes organisés⁴.

¹ Murray Hausknecht, *The Joiners*, The Bedminster Press, New York, 1962, p. 18.

² Arnold Rose, *Voluntary Association in Sweden*, Archives internationales de Sociologie de la Coopération, 1966, 20, pp. 41-75.

³ Wendell Bell et Maryanne T. Force, *Urban Neighborhood Types and Participation in Formal Associations*, ASR, vol. 21, No. 1, février 1956, p. 31.

⁴ Wendell Bell et Marion D. Boat, *Urban Neighborhoods and Informal Social Relations*, AJS, vol. 62, No. 4, 1957, p. 391.

A Flint, dans le Michigan, B. G. Zimmer et A. H. Hawley comparent la participation des suburbains à celle des habitants du centre de la ville. Les différences sont assez frappantes. Alors que les habitants du centre participent à raison de 43 % (en excluant le syndicalisme, la paroisse et les associations de parents d'élèves), les suburbains ne comptent que 24 % d'affiliés. Cette relation n'est pas due au statut social ou à l'âge ¹. Il est vrai que la relation trouvée à Flint en 1957 n'est peut-être pas aussi forte dans l'ensemble des Etats-Unis. Les données nationales du Survey Research Center, examinées par Lazerwitz, montrent que la plupart du temps, les habitants des zones éloignées du centre de la ville pratiquent moins la participation que ceux du centre. Mais les différences sont relativement petites ².

Si, par ailleurs, on ne considère que le syndicalisme, plusieurs études condensées par W. Spinrad indiquent une corrélation assez étroite entre le fait d'habiter à la périphérie de la ville et une moindre participation ³.

La participation à l'action collective organisée est donc fortement reliée au contexte écologique. Quel que soit le niveau d'instruction ou d'intégration d'un individu, sa localisation géographique détermine partiellement son montant de participation.

On peut, en résumé, retenir trois variables contextuelles susceptibles de limiter sérieusement la participation aux organisations :

- a) Le caractère métropolitain d'une ville, indicateur indirect d'un type d'intégration sociale. Le seuil de grandeur à partir duquel la participation commence à baisser ne peut cependant être fixé avec précision.
- b) Le caractère explosif de la démographie d'une commune. Dans ce cas, bien que de nouveaux groupes se créent, la participation demeure proportionnellement très basse.
- c) Le caractère uniquement résidentiel et marginal d'un quartier ou d'une ville satellite. Dans ce cas, il y a, à la fois, une moindre proportion d'associations et une moindre participation.

2. Milieu social et participation à l'action collective

Le milieu social est probablement l'un des facteurs les plus déterminants et les plus stables de la participation à l'action collective volontaire. Toutes les

¹ Basil G. Zimmer et Amos H. Hawley, *The Significance of Membership in Associations*, AJS, vol. 65, No. 2, sept. 1959, p. 198.

² Bernard Lazerwitz, *National Data on Participation Rates Among Residential Belts in the United States*, ASR, vol. 27, No. 5, oct. 1962, pp. 691-696.

³ William Spinrad, *Correlates of Trade Union Participation : A Summary of the Literature*, ASR, vol. 25, No. 2, avril 1960, pp. 237-244.

études que nous connaissons le confirment. Aussi allons-nous en passer en revue quelques-unes, pour nous livrer ensuite à une tentative d'explication de cette relation.

Partons de cas particuliers :

a) Régions urbaines :

A Détroit, en 1950, Axelrod constate de très fortes relations entre le revenu, le niveau d'instruction, le statut socio-professionnel et la participation organisée. Alors que parmi ceux qui gagnent moins de 3000 dollars, le pourcentage d'affiliés est de 42 %, il s'élève régulièrement jusqu'à 81 % pour ceux qui gagnent plus de 7000 dollars¹. La relation est nette également avec l'éducation et la profession. Les proportions d'Axelrod permettent de dégager trois sous-groupes. Les marginaux, avec des revenus très bas et des professions fluctuantes ont une participation extrêmement faible. Vient ensuite un très large contingent composé des revenus stables, des professions qualifiées, d'éducation secondaire inférieure ou supérieure. On trouve là une assez forte participation, qui ne varie que peu d'un extrême à l'autre de la strate. Enfin, un dernier décrochement se fait, comprenant des personnes d'un statut social élevé ayant une participation très accentuée. Nous retrouverons un modèle assez semblable à Genève.

Nous avons déjà mentionné l'étude de Bell et Force sur quatre quartiers de San Francisco. A l'intérieur de chacun d'eux, on retrouve les mêmes clivages dus à l'éducation, au revenu et au statut socio-professionnel². Comme chez Axelrod, c'est le revenu et le niveau d'instruction qui séparent la population du point de vue de l'action collective, encore mieux que le statut socio-professionnel. Mais aucun des deux auteurs ne nous donne de tableaux croisant ces trois variables.

A St-Louis, S. Greer et P. Orleans mettent en évidence une proportion nettement plus forte de « community actors » (c'est-à-dire de gens affiliés, informés des affaires de la localité) parmi les strates sociales élevées que parmi les strates inférieures³.

Enfin, dans une zone semi-rurale résidentielle, entre Eugene et Springfield (Oregon), W. T. Martin trouve une liaison identique⁴.

¹ Morris Axelrod, *Urban Structure and Social Participation*, ASR, vol. 21, No. 1, fév. 1956, p. 15. (L'étude porte sur un échantillon représentatif de 749 personnes de Détroit.)

² Wendell Bell et Maryanne T. Force, *art. cit.*, p. 31.

³ Scott Greer et Peter Orleans, *The Mass Society and the parapolitical Structure*, ASR, vol. 27, No. 5, oct. 1962, p. 640. (Echantillon représentatif de 1604 personnes.)

⁴ Walter T. Martin, *A Consideration of Differences in the formal Associational Activities of rural-urban fringe Residents*, ASR, vol. 17, No. 6, déc. 1952, pp. 687-694. (Echantillon de 832 familles.)

b) Régions rurales :

L'étude déjà ancienne de H. F. Kaufman examine neuf localités du Kentucky. L'auteur trouve une relation nette entre le niveau d'instruction et le degré de participation. Au fur et à mesure de l'augmentation du niveau d'instruction, la diversité des orientations de l'action croît également ¹.

S'occupant uniquement des coopératives, G. Beal trouve une relation nette avec la situation économique, mais pas avec le niveau d'instruction. Le facteur socio-professionnel est contrôlé ².

En bref, les études de localités montrent toutes le poids du milieu social sur la participation organisée. Cette relation est-elle vraie pour l'ensemble des Etats-Unis ?

c) Ensemble des Etats-Unis :

Il suffira de citer les statistiques de M. Hausknecht — qui reprennent d'ailleurs celles de Wright et Hyman — pour se persuader que la relation entre milieu social et participation organisée est forte. Dans l'échantillon du National Opinion Research Center qu'analyse Hausknecht, 24 % des personnes à bas revenus sont affiliées à des organisations, contre 52 % des personnes à revenus élevés. Sur l'échelle de statut socio-professionnel, 21 % des travailleurs non qualifiés participent, contre 32 % des ouvriers qualifiés et 53 % des « professionnels » ³. Quant à l'éducation, 78 % des diplômés de l'université sont affiliés, contre 39 % de ceux qui n'ont qu'un niveau d'instruction élémentaire.

Les relations observées aux Etats-Unis sont confirmées dans d'autres pays.

d) Autres pays :

Almond et Verba donnent des chiffres intéressants pour le Royaume-Uni, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie et le Mexique. En voici l'essentiel :

TABLEAU 6

Participation organisée selon le niveau d'instruction (en % de participants)

	<i>Primaire</i>	<i>Secondaire</i>	<i>Universitaire</i>
Royaume-Uni	41 %	55 %	92 %
Allemagne	41 %	63 %	62 %
Italie	25 %	37 %	46 %
Mexique	21 %	39 %	68 %

(Source : G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1963, p. 304.)

¹ Harold F. Kaufman, *Participation in Organized Activities in Selected Kentucky Localities*, Kentucky Agr. Exp. Station, University of Kentucky, Lexington Bull. 528, fév. 1949.

² George M. Beal, *Additional Hypotheses in Participation Research*, Rural sociology, vol. 21, 1956, p. 251.

³ M. Hausknecht, *The Joiners*, *op. cit.*, p. 17.

Les informations que donne A. Rose pour la Suède confirment ce qui précède ¹ à la fois pour les régions urbaines et rurales.

Quelques études intéressantes précisent la relation que nous venons d'établir. H. Wilensky part de l'idée que « la participation à la vie de la communauté est une extension de la participation sur le marché du travail ; des expériences positives à ce niveau encourageant la participation » ². Wilensky insiste particulièrement sur la régularité du travail et la progression dans la carrière. Là où les liens avec l'entreprise sont brisés ou altérés, la participation diminue. Ses principaux résultats sont les suivants :

- a) A une « carrière ordonnée » correspond un grand attachement aux associations et une plus grande participation sociale en général. Si la carrière est trop mouvante, la participation diminue.
- b) A ce même facteur correspond une diversification de l'action collective organisée ³.

Wilensky pense qu'à la limite, le niveau d'instruction et l'allure régulière de l'histoire professionnelle du sujet sont de meilleurs prédicteurs de la participation que le revenu des individus.

A. Tannenbaum et R. Kahn, examinant la participation syndicale, montrent également que le lien à l'entreprise et à la profession, en général, a une influence assez profonde sur la nature de la participation. L'ancienneté dans le travail aussi bien que le statut social attaché au poste de travail, la qualification enfin, jouent un rôle important ⁴.

Dans le même domaine, W. Spinrad souligne l'importance de la dimension de l'entreprise et de l'intégration affective au groupe de travail dans la participation syndicale. Les entreprises *mammouths* ne sont pas — selon lui — favorables à la participation.

Enfin, Spinrad confirme les assertions de Tannenbaum et Kahn sur l'importance, à l'intérieur même de la classe ouvrière, des clivages de revenu et de qualification dans la participation syndicale: ceux qui possèdent de hauts statuts ont une activité nettement plus marquée que les autres ⁵.

¹ A. Rose, *Voluntary Associations in Sweden*, art. cit.

² Harold L. Wilensky, *Orderly Careers and Social participation : The Impact of Work History on Social Integration in the Middle Mass*, ASR, vol. 26, No. 4, Août 1961, p. 522.

³ H. L. Wilensky, *Orderly Careers...*, art. cit., pp. 531-533. (L'échantillon est composé de 678 sujets masculins des classes moyennes.)

⁴ Arnold S. Tannenbaum et Robert L. Kahn, *Participation in Union Locals*, Row, Peterson and Company, Evanston, Illinois, 1958, pp. 229-231.

⁵ W. Spinrad, *Correlates of Trade Union Participation*, art. cit.

On peut donc tenir pour acquise la relation que nous venons de spécifier : la participation sociale organisée (aussi bien que celle appelée « informelle ») croît avec le statut social. Les effets respectifs des composantes du statut, la profession, le revenu, le niveau d'instruction varient en importance selon les cas.

Comment expliquer une telle relation ?

3. *Les processus d'influence du milieu social*

- a) On a avancé jusqu'ici plusieurs explications, nullement incompatibles entre elles, pour tenter de rendre compte de la moindre participation des couches défavorisées de la population par rapport aux milieux plus élevés dans l'échelle sociale.

Dans son travail de synthèse, R. E. Lane ¹ énumère les principales. On peut les regrouper et surtout les compléter ainsi :

1° Disponibilités matérielles :

En principe, les couches ouvrières disposent peu des commodités pratiques qui permettent la participation ; les facilités de transport, de baby-sitting, sont moins grandes ; des budgets plus restreints obligent à surveiller plus strictement les dépenses liées à la participation ; la fatigue de fin de journée est plus pesante : on trouve plus d'horaires irréguliers, etc.

Il paraît probable que de telles raisons puissent intervenir dès qu'il s'agit d'une participation sociale demandant du temps, des déplacements, encore qu'il ne soit pas assuré du tout que les couches aisées disposent de plus de loisir. Mais comme la relation entre participation et milieu social est également valable pour des activités telles que le vote, ou encore plus simplement les discussions ou l'information, on ne peut guère se satisfaire, sans exclure son intervention partielle, d'une telle explication.

2° Différences des rôles sociaux :

Plusieurs chercheurs ont montré que les personnes de statut élevé tendent à s'attribuer une plus grande responsabilité dans la cité que les autres. Le fait d'avoir une position économique ou sociale prépondérante s'accompagne ordinairement (et surtout dans le cas d'une forte imprégnation religieuse) de normes de participation assez développées.

¹ R. E. Lane, *Political Life : Why and How People get involved in Politics*, The Free Press, New York, 1969, pp. 220-234.

La participation devient un devoir, une sorte d'obligation liée aux avantages de la situation sociale. Par ailleurs, les personnes d'un certain statut sont nettement plus sollicitées que les autres. Elles sont poussées dans la participation par leur entourage. Enfin, leur milieu d'origine les a en quelque sorte préparées à la participation, soit par influence diffuse, soit en les inscrivant durant l'enfance à divers groupements. Un contact prolongé avec la culture scolaire vient compléter une vision du rôle axée sur la responsabilité et l'intervention.

3° Formation :

Ce troisième ensemble d'explications est le corollaire du précédent. La participation sociale réclame un ensemble de qualifications, une technique à la limite. Il convient de pouvoir interpréter les événements, de savoir exprimer son avis, de trouver des tactiques, de recourir dans certains cas à une certaine démagogie. Ces aptitudes diverses se développent à la fois avec l'élévation du niveau d'instruction et avec leur mise en pratique dans la vie de tous les jours (spécialement dans le secteur professionnel).

4° Intérêt matériel :

Pour les personnes exerçant une profession libérale, ou plus généralement pour les indépendants du commerce et de l'industrie, la participation socio-politique peut être source d'avantages matériels non négligeables. Ces personnes essayent en conséquence d'orienter les décisions politiques (en tout cas au niveau communal ou régional) de manière à en bénéficier dans une certaine mesure. Par ailleurs, la participation à des groupements organisés est une tribune publicitaire non négligeable. Certes, les couches ouvrières, les employés subalternes peuvent également profiter d'une décision politique. Mais, le plus souvent, à titre collectif et non à titre individuel. La catégorie des employés peut bénéficier d'une décision, non pas tel employé en particulier. Il peut en aller différemment d'un architecte, d'un notaire, d'un entrepreneur ou d'un industriel.

5° Consensus :

La relation entre l'intensité de la participation et le consensus politique est peut-être moins claire. Un fort mécontentement vis-à-vis des choix politiques du gouvernement ou des élites communales peut entraîner certaines fois (si la conscience de classe est développée notamment) un regain de participation. Mais il est plus fréquent de voir le consensus et la participation positivement associés, et cela à statut social constant. Le

mécontentement accusé se trahit plutôt par un désintérêt marqué et exprimé par les phrases que chacun a entendues dans son expérience quotidienne : « Ils ne s'occupent pas de nous », « La politique, c'est tricherie et compagne. », etc.

b) Nous donnerons, pour notre part, dans cette explication du rapport entre statut social et participation, une importance très nette au milieu d'origine, à la vision de soi, à la perception de la société et à la perception de l'organisation.

1° L'importance du milieu d'origine pour notre propos vient de ce que l'entourage de l'enfant conditionne diachroniquement l'activité de l'adulte. Il y a une socialisation à la participation qui suit quatre voies principales :

- La valorisation, par les parents, de la responsabilité sociale et de l'intervention.
- L'intériorisation de normes de participation par l'enfant.
- La participation organisée des parents, qui accoutume l'enfant à un comportement futur de participation.
- La participation organisée de l'enfant, qui opère dans le même sens.

G. Almond et S. Verba, dans leur « Civic Culture », montrent clairement ¹ que pour chaque strate sociale, le fait que les parents du sujet aient été des participants se traduit par une plus grande participation du sujet. En 1940, W. A. Anderson avait déjà constaté l'homogénéité des conduites de participation à l'intérieur des familles. Les parents participants tendent à avoir des enfants qui s'affilient à des organisations. Les coefficients de corrélation (Pearson) qu'Anderson établit entre les scores de participation des membres de la famille (Chapin) sont souvent assez élevés (entre 0,76 et 0,55). Les plus élevés sont ceux qui relient les participations du mari et de la femme (0,76). Les filles sont surtout inspirées par leur mère, les garçons le sont par les deux parents de manière égale ².

Cette relation entre la participation des parents et celle des enfants (plus tard, des adultes) est illustrée par R. Centers: la participation des

¹ G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture*, *op. cit.*, p. 348.

² W. A. Anderson, *The Family and Individual Social Participation*, ASR, vol. 8, No. 4, août 1943, p. 421. (L'échantillon provient de 1176 familles — 2014 individus de plus de 10 ans — dans deux comtés de l'Etat de New York.)

parents entraîne pour l'enfant la constitution d'un ensemble d'attitudes positives envers la collectivité, par opposition à un projet individualiste, tourné vers soi (« collectivistic-individualistic »). Chez les cols blancs, la participation syndicale des parents est liée à une attitude plus communautaire des enfants (69 % contre 47 %). Cette relation est cependant inexistante dans les couches manuelles, qualifiées ou non ¹.

W. Spinrad, dans l'article que nous avons mentionné, aboutit à la conclusion que l'activité syndicale des parents est positivement associée à la participation syndicale ultérieure des enfants.

En contexte rural, L. A. Ploch tend à montrer que les modèles de participation acquis dans l'enfance ont tendance à exercer encore leur influence à l'âge adulte ². Son échantillon vraiment trop restreint nous contraint cependant à une certaine réserve.

Nous pouvons donc poser raisonnablement l'hypothèse d'une influence du milieu d'origine indépendante du statut au sens étroit. Cette influence viendrait plutôt du « style de vie » ou de l'« état d'esprit » de la famille, représenté, dans chaque couche sociale, par le plus ou moins grand engagement social des parents. Cette sorte d'héritage restreint ou accentué, selon les cas, l'effet du statut social actuel du sujet.

Quittons maintenant ces variables situées « en amont » du sujet et regardons ce qui se passe « en aval ». Il faut prendre ici ce terme d'« aval » dans ce sens que le statut actuel détermine partiellement les variables dont nous allons parler. Notre première préoccupation est relative à la vision de soi.

- 2° Le regard que les autres portent sur nous tend à constituer la définition que nous nous donnons de nous-même. Cette thèse de G. H. Mead nous servira de point de départ. Il y a, entre la position d'un individu dans les structures sociales, position marquée par le pouvoir ou l'impuissance, et la définition qu'il donne de lui-même, une relation étroite.

Les trois grands axes du statut social — profession, revenu, niveau d'instruction — accordent aux individus une plus ou moins grande marge de manœuvre, un plus ou moins grand pouvoir. Pouvoir de décision au niveau du travail, pouvoir de consommation par le revenu, pouvoir de participation culturelle par le niveau d'instruction.

¹ Richard Centers, *Children of the New Deal: Social stratification and Adolescent Attitude*, in R. Bendix et S. M. Lipset, « Class, Status and Power », New York, Free Press, 10^e éd., p. 368.

² Louis Albert Ploch, *Factors related to the Formal Social Participation of Twenty-six Selected Rural Persons — With Case Studies*, TNP, Cornell University, 1954.

Dans les cas où l'individu n'est favorisé sur aucune de ces échelles de puissance, une vision très pessimiste de soi peut se développer. La personne tend souvent à se rendre responsable de sa propre impuissance. En ce cas, elle saisit à la longue son impuissance non comme le résultat d'un ensemble de déterminismes sociaux, mais comme le produit d'une inaptitude personnelle. D'une analyse « sociologique », elle passe à une évaluation « psychologique ». Cela est surtout vrai quand il s'agit pour l'individu de se retourner vers la société, c'est-à-dire d'élaborer un projet social. Le sentiment de « ne compter pour rien », de n'être pas à même de circonscrire correctement les questions, de ne pas pouvoir intervenir valablement dans un groupe (surtout quand celui-ci est constitué de divers milieux sociaux) compose une vision de soi qui entraîne un certain repliement sur les secteurs les plus proches de l'individu : famille, groupe informel d'amis, etc. La première condition, disent G. Almond et S. Verba, pour qu'un style politique basé sur la formation de groupes volontaires se maintienne est la croyance des individus qu'une telle stratégie est efficace. On peut décomposer cette thèse en deux : il faut qu'il y ait, d'une part, croyance que le changement social est possible. Nous y reviendrons. Mais il faut, par ailleurs, que l'action de l'individu lui-même soit perçue par lui comme efficace. Nous faisons l'hypothèse que cette condition est d'autant mieux remplie que par sa profession, son instruction ou son revenu, l'individu jouit d'un statut social élevé.

On peut distinguer, dans cette vision de soi par rapport à la participation organisée, deux dimensions essentielles :

- Il y a tout d'abord une interprétation du rôle. Comme le dit E. J. Brown, les personnes acceptent leur rôle (de dominant ou de dominé) et se conduisent en fonction de cette interprétation. Les dominés laissent, en ce sens, l'action collective ou le projet social à d'autres¹. Les cadres dirigeants sont conscients du fait que l'on s'attend à les voir participer. Il n'en va pas de même pour les ouvriers ou les manœuvres. C'est l'idée transposée de W. A. Anderson qui pense que la participation est une expression, choisie par les participants, de leur sentiment personnel de supériorité dans la communauté locale. Cela n'est pas pure subjectivité ; dans les communes de petite et moyenne envergures, les attentes de

¹ Emory J. Brown, *The self as Related to Formal Participation in Three Pennsylvania Rural Communities*, *Rural Sociology*, vol. 18, 1953, pp. 313-320.

l'ensemble de la population relatives à l'un de ses membres existent bel et bien. C'est encore cette idée que défend H. Goldhammer, quand il dit qu'un fort niveau d'instruction entraîne un sentiment de responsabilité sociale ¹. Il est intéressant de noter ici que G. M. Beal observe, dans le cas des coopératives, une relation très marquée entre le degré de compréhension des sujets et leur participation à la coopérative, d'une part, le sentiment de « pouvoir dire quelque chose », d'autre part ².

- Mais par ailleurs, il y a cette dimension relativement indépendante du jeu de rôle qu'est la conscience (adéquante ou aliénée) de sa propre incapacité à atteindre un but éloigné. C'est ce que souligne H. H. Hyman quand il montre que les systèmes de valeurs des classes basses sont marquées par la conscience d'une inaptitude au succès : la distance est trop grande entre les armes dont dispose l'individu pour atteindre un but et les efforts que cette poursuite réclamerait ³. Si cela est valable pour les choix éducatifs et professionnels, cela l'est encore plus pour le domaine qui nous intéresse ici. Une des premières conséquences de la situation d'impuissance dans l'entreprise ou dans la consommation économique est qu'une forme particulière d'anomie se développe, que les Anglo-Saxons nomment volontiers « powerlessness ». Cette anomie est d'autant plus accentuée que l'individu est inséré dans des ensembles plus vastes. Elle consiste, pour l'individu, à refuser jusqu'à la simple réflexion sur des thèmes qui ne lui sont pas directement reliés, persuadé qu'il est du caractère assez vain de ses efforts. A partir de là, il y a réciprocity de perspectives entre la vision de soi et la vision de la société. Cette dernière apparaît comme un système indépendant de la volonté des hommes, comme une sorte de mécanique déterminée et invariable. L'une et l'autre vision se renforcent mutuellement. L'anomie consiste alors à ne plus pouvoir construire — ou intérioriser — une idéologie, c'est-à-dire une perception structurée de soi et de son milieu dans l'ensemble de la société. L'action est, en conséquence, souvent inhibée à son départ.

¹ Herbert Goldhammer, *Some Factors Affecting Participation in Voluntary Associations*, in E. W. Burgess et D. Y. Bogue, *Contributions to Urban Sociology*, The University of Chicago Press, Chicago, 1964, pp. 224-230.

² G. M. Beal, *Additionnal Hypotheses...*, art. cit.

³ Herbert H. Hyman, *The Value Systems of Different Classes*, in R. Bendix et S. M. Lipset, *Class, Status and Power*, *op. cit.*, pp. 426-442.

Nous ferons donc deux hypothèses :

- Plus la situation d'un individu dans les structures sociales sera précaire, plus sa perception de soi par rapport à l'action collective sera pessimiste ;
- Plus cette perception sera pessimiste, moins l'action collective sera développée.

Nous introduirons plus tard une troisième hypothèse concernant l'orientation de l'action: cette dernière sera d'autant plus instrumentale, c'est-à-dire dirigée vers l'individu et non vers la collectivité, que la vision de soi sera pessimiste.

- 3° Nous avons pu voir, par les lignes qui précèdent, que les chercheurs se sont assez peu préoccupés, à part quelques exceptions, de la vision de soi comme acteur possible. Cette constatation est encore plus vraie pour ce qui est de la perception de la société. Citons cependant deux exemples. En 1957, Freeman, Novak et Reeder avaient déjà trouvé une relation inverse entre la perception du social et la quantité d'action collective. Plus la perception du social (en l'occurrence, la communauté locale) était caractérisée par le fatalisme (« No one seems to care how the community looks »), moins l'action collective était développée. Plus l'idée d'une impuissance des sujets ou des groupes à modifier l'environnement social était intense, moins les sujets envisageaient un « projet social » personnel ¹. Spinrad reprendra cette idée en 1960 : pour lui, comme pour Almond et Verba, la participation requiert la croyance en de possibles résultats.

C'est encore cette hypothèse que testent A. Neal et M. Seeman quand ils montrent que la participation organisée (pour eux, il s'agissait surtout de la participation syndicale) est associée à une impression de contrôle sur les événements sociaux ² par opposition au fatalisme auquel nous faisons allusion.

Mais ces exemples une fois cités, nous ne connaissons guère d'études empiriques qui mettent en relation la perception subjective de la société globale et la participation à l'action collective. Aussi reprendrons-nous ce thème dans les chapitres consacrés à nos propres résultats. Exprimons brièvement nos hypothèses :

¹ Howard E. Freeman, Edwin Novak, Leo G. Reeder, *Correlates of Memberships in Voluntary Associations*, ASR, vol. 22, No. 5, oct. 1957, p. 529. (Les données proviennent de 299 familles de Washington.)

² Arthur G. Neal et Melvin Seeman, *Organisations and Powerlessness : A Test of the Mediation Hypothesis*, ASR, vol. 29, No. 2, avril 1964, pp. 216-225.

- Plus l'on s'élève sur l'échelle sociale — en terme de profession, d'instruction ou de revenu — plus la conscience du caractère manipulable de la société s'accroît ; on passe d'un certain fatalisme à une perception plus exacte des rapports de force entre groupes sociaux ; on opposera ces deux types de perception en les appelant « fataliste » et « volontariste ».
- Plus la perception fataliste du social est accentuée, moins l'action collective est forte ; il y a retrait de l'individu sur des domaines proches (subjectivement parlant) de la vie quotidienne.

4° En ce qui concerne la vision de l'organisation, en tant que mode d'action, nous partirons de l'hypothèse suivante. Toute organisation, en tant que médiation entre l'individu et la poursuite des valeurs, a un double caractère de contrainte et de libération. Seulement, au plan subjectif, l'individu peut percevoir un pôle plutôt que l'autre. Nous postulons que :

- Plus l'on s'élève sur l'échelle sociale, plus l'organisation est jugée positivement par le sujet.
- Plus l'organisation comme mode d'action est jugée de manière positive, plus l'insertion dans l'action collective est forte.

Comme les études empiriques que nous connaissons ne parlent guère de cet aspect, nous en réservons également le développement à la section suivante.

4. *Intégration et action collective*

Quels sont les rapports entre l'intégration des individus à leurs divers groupes d'appartenance et leur action collective ? Telle est la question qui va nous occuper maintenant. Rappelons brièvement le sens que nous avons donné plus haut au terme d'intégration.

En macrosociologie, l'intégration renvoie à la plus ou moins grande dépendance fonctionnelle des sous-ensembles dans un groupe plus large. Conjointement, elle suppose une cohésion relative des paliers morphologiques et symboliques de la réalité sociale.

En microsociologie, et c'est ce qui nous intéresse ici, l'intégration est le concept qui cerne la quantité et la nature des relations que le sujet entretient avec la collectivité. Nous distinguons principalement deux dimensions, deux axes, qui structurent ce concept :

- L'axe isolement - relation.
- L'axe identité - différence.

Sur l'axe « isolement-relation », nous pouvons encore distinguer entre l'*isolement fonctionnel* (les rôles sociaux de l'individu ne le placent en contact qu'avec un nombre restreint de groupes ou d'institutions) et l'*isolement relationnel* (la mobilité géographique du sujet, par exemple, fait que sa connaissance d'autrui et de la communauté locale est limitée).

Sur l'axe « identité-différence », nous faisons le départ entre l'*intégration ou la désintégration affective* (le sujet projette son identité ou sa différence dans son attachement ou son détachement des groupes sociaux auxquels il appartient actuellement) et l'*intégration ou la désintégration culturelle* (le sujet partage ou non les caractéristiques culturelles dominantes du groupe régional dans lequel il est inséré). On pourrait également parler, à ce propos, d'identité subjective et objective.

Certes, les recoupements et associations sont nombreux entre ces quatre modes de l'intégration. Ceux-ci ne sont pas indépendants. Mais il est utile ici de distinguer les différentes dimensions de ce concept de manière à mieux pouvoir définir l'influence de l'intégration sur la participation à l'action collective.

Notre hypothèse la plus générale est que la participation à l'action est proportionnelle au degré d'intégration. Qu'on nous entende bien : nous ne parlons pas ici de consensus, c'est-à-dire de la plus ou moins grande identité d'objectifs et d'intérêts entre la personne et ses groupes d'appartenance, mais des dimensions de l'intégration que nous venons de spécifier.

5. *Intégration fonctionnelle et participation à l'action collective*

Du retraité au responsable des services sociaux d'une localité, la distance en matière d'intégration fonctionnelle est grande ; elle est souvent importante entre la mère de famille s'occupant de plusieurs enfants et la jeune femme employée dans une entreprise. Dans les deux cas, l'intégration fonctionnelle de l'individu est soit petite, soit grande. Le rôle dans la production est très faible dans un cas, relativement important dans l'autre.

Cet isolement ou cette intégration fonctionnelle pèsent sur la participation de deux manières :

- En réduisant le nombre de secteurs de la localité avec lesquels la personne est en contact direct : la personne « isolée » dans son entourage direct perçoit moins les possibilités et les nécessités de l'action collective. Elle est, si l'on veut, peu poussée à l'action par son entourage. La diversité des orientations et comportements ne lui est pas proposée. Les occasions aussi bien que les idées lui font défaut.

— Les individus fonctionnellement isolés perçoivent moins leur identité de situation avec leurs semblables; ils tendent à raisonner sur leur propre cas, sans remarquer que le même sort est fait à beaucoup. Les aspirations individuelles ont plus de mal à se traduire en action collective (politique ou non).

On peut évaluer approximativement la force d'impact de l'isolement fonctionnel par trois indicateurs importants: l'âge, le sexe (encore que de sérieuses limites devront être posées à propos de cet indicateur) et l'état civil.

1° L'âge :

Toutes les recherches que nous connaissons montrent une diminution sensible de la participation avec le grand âge ¹.

Certes, on peut partiellement expliquer une telle diminution par la maladie, la difficulté de se déplacer, ou par des changements intervenus dans la psychologie des individus. Quelques études néanmoins, en plus de notre conviction, nous font penser que la retraite professionnelle joue un rôle certain. Cela ne va pas de soi. En effet, la retraite pourrait être l'occasion de s'adonner plus fréquemment aux activités collectives volontaires: le temps fait moins défaut, les diverses tâches familiales sont moins importantes, etc. Cette hypothèse, probablement valable pour certaines personnes, ne se vérifie en général pas. C'est le fait d'être retiré des activités professionnelles, disent Taietz et Larson, qui produit une grande chute de l'activité collective de l'individu. Comparant des retraités à des individus du même âge encore en activité, ces auteurs observent une différence de 20 % (dans l'opposition affiliés - non-affiliés) entre ces deux ensembles ².

¹ Citons par exemple :

W. A. Anderson, *Rural Social Participation and the Family Life Cycle* — Part. III, janvier 1953, Mémoire 318, Cornell University, Agr. Exp. Station, Ithaca, New York, p. 6.
N. Hausknecht, *The Joiners*, *op. cit.*, p. 32.

Harold F. Kaufman, *Participation in Organized Activities in selected Kentucky Localities*, Kentucky Agr. Exp. Station, University of Kentucky, Lexington, Bull. 528, février 1949.

Selz C. Mayo, *Ages profiles of social participation in Rural Areas of Wake County, North Carolina*, Rural Sociology, vol. 15, No. 3, sept. 1950, p. 245.

John C. Scott, *Membership and Participation in Voluntary Association*, ASR, vol. 22, No. 3, juin 1957, p. 321.

Philip Taietz et Olaf F. Larson, *Social Participation and Old Age*, Rural Sociology, vol. 21, 1956, p. 233.

Harold C. Wilensky, *Life Cycle, Work Situation and Participation in Formal Association*, in R. W. Kleemeier (ed), *Ageing and Leisure: A Research Perspective into the Meaningful Use of Time*, New York, Oxford University Press, 1961, p. 218.

² P. Taietz et O. Larson, *Social participation and Old Age*, art. cit., p. 236. (L'échantillon est composé de 1300 chefs de famille dans des communes rurales de l'Etat de New York.)

C'est une idée semblable que défend H. Wilensky quand il montre que le fait d'aller dans une sorte de communauté de retraités est accompagné d'une diminution considérable de la participation organisée (si l'on ne prend pas en considération les mouvements paroissiaux)¹. Nous avons déjà cité son hypothèse: la participation à la vie de la commune est un prolongement « naturel » de la participation sur le marché du travail. On sera encore mieux persuadé du rapport entre intégration fonctionnelle et participation en considérant maintenant le cas des jeunes adultes. A nouveau, on observe des taux de participation relativement bas dans cette phase de la vie qui va, grosso modo, de 20 à 30 ans.

Beaucoup de personnes de cet âge sont célibataires, un certain nombre sont encore en stage, ou en cours d'études ; de nombreux contingents sont en situation professionnelle instable ; par ailleurs, ils peuvent être arrivés récemment dans la localité ou, et cela provoque souvent des effets semblables, ils pensent peut-être la quitter dans peu de temps pour une raison ou pour une autre. Bref, leur intégration fonctionnelle (quand elle existe) est marquée du sceau du provisoire, des choix encore à faire. Leur rapport à la communauté locale, régionale ou nationale n'est pas stable. Cela explique à nos yeux leur moindre participation.

2° Le sexe :

Abordons maintenant la question de la différence de la participation à l'action collective selon les sexes.

Les recherches antérieures dont nous pouvons faire état, tendent, en général, à montrer que la participation des femmes est moins forte que celle des hommes. Toutefois, nous verrons qu'il faut introduire quelques correctifs à cette affirmation. Venons-en tout d'abord à l'enquête de G. Almond et S. Verba. Pour les cinq pays qu'ils prennent en considération, ils obtiennent les résultats suivants :

TABLEAU 7

Proportion de personnes appartenant à au moins une association, selon le sexe

	Hommes	Femmes
Etats-Unis	68 %	43 %
Royaume-Uni	66 %	30 %
Allemagne de l'Ouest	66 %	24 %
Italie	41 %	19 %
Mexique	43 %	15 %

(Source : G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture*, op. cit., p. 303.)

¹ H. C. Wilensky, *Life Cycle, Work Situation and Participation*, art. cit. p. 219.

Pour tous les pays considérés, la participation des femmes est nettement moindre que celle des hommes.

En Suède, cette différence existe aussi, et cela pour toutes les catégories d'âge ¹.

Une première ambiguïté provient de ce qu'une étude de M. Hausknecht sur les Etats-Unis ne fait ressortir aucune différence entre les hommes et les femmes à ce sujet. Le premier des échantillons nationaux auquel Hausknecht se réfère (1954) donne 36 % d'affiliations pour les hommes et 36 % pour les femmes (en excluant les associations professionnelles) et un second (1955) 54 % pour les hommes et 57 % pour les femmes ². Il faudrait pouvoir vérifier exactement les conditions d'échantillonnage et de rassemblement des données pour accepter un tel résultat, qui va assez manifestement à l'encontre des diverses études que nous connaissons. En plus des enquêtes nationales de Almond et Verba, Rose, etc., Warner et Lunt à Yankee City, les Lynd à Middle-Town, Goldhammer à Chicago, Komarovsky à New York, Scott à Bennington, Kaufman dans le Kentucky, parviennent tous à un score supérieur des hommes par rapport aux femmes. Enfin, citons une enquête nationale du S. R. C. de Michigan, de 1952, qui trouve également une différence, quoique plus faible que celle mentionnée par Almond et Verba.

Nous admettons donc qu'il y a une différence et qu'elle est partiellement causée par la différence d'intégration fonctionnelle. Nous aurons, en effet, l'occasion de voir que les femmes qui travaillent hors de la maison ont une participation plus marquée que les autres, sans pour autant atteindre les proportions trouvées chez les hommes.

Une deuxième ambiguïté provient des résultats de M. Komarovsky et de Scott. La différence de participation entre hommes et femmes n'existe pour ainsi dire pas dans les milieux dirigeants de la population. Il arrive même (Komarovsky) ³ que les femmes de ces catégories aient un taux supérieur d'affiliations à celui des hommes. A l'aide de l'I. S. C. de Warner, Scott arrive grosso modo au même résultat ⁴.

C'est dire que, dans les milieux dirigeants de la population, les femmes sont poussées à l'action par les différentes attentes de leur entourage local, ce qui n'est pas vrai pour d'autres milieux.

¹ A. Rose, *Voluntary Association in Sweden*, art. cit., p. 67.

² M. Hausknecht, *The Joiners*, op. cit., pp. 21-32.

³ Mirra Komarovsky, *The Voluntary Associations of Urban Dwellers*, ASR, vol. 11, déc. 1946, p. 688. (L'échantillon de M. Komarovsky est composé de 2223 adultes de la ville de New York, en 1934-1935.)

⁴ John C. Scott, *Membership and Participation in Voluntary Associations*, ASR, vol. 22, No. 3, juin 1957, p. 321.

Une troisième ambiguïté apparaît : J. Scott, tout en montrant la moindre participation des femmes, observe également que les affiliées ont une activité assez nettement supérieure aux hommes (elles participent, à nombre égal d'affiliations, à environ deux fois plus de réunions que les hommes¹). Par contre, elles ont, en général, moins de responsabilités élevées dans les associations que les hommes.

Il est donc possible, sur la base de ces résultats, de critiquer la validité du sexe comme indicateur de l'intégration fonctionnelle, sans pour autant lui enlever toute pertinence. Nous continuerons cette discussion, lorsque nous aborderons nos propres données.

3° L'état civil :

L'illustration de notre hypothèse relative à l'intégration fonctionnelle peut encore être faite à l'aide des rôles familiaux.

Certains de ceux-ci (la paternité, par exemple) placent les parents en contact avec nombre d'institutions locales ou régionales : écoles, institutions sanitaires, églises et paroisses, groupements de jeunes, etc. Nous postulons qu'en vertu des raisons avancées à propos de l'âge, ces interactions accroissent la participation organisée. Encore une fois, cela ne va pas de soi : la présence d'enfants complique les choses, rend les absences plus difficiles, accroît les tâches familiales, etc. Une diminution de la participation pourrait en découler. Les quelques données que nous possédons ne sont malheureusement pas croisées avec l'âge. Néanmoins, M. Hausknecht montre que s'il y a 57 % d'affiliés chez les personnes mariées, on n'en trouve que 44 % chez les célibataires². Les chiffres de Scott montrent que les personnes mariées ont en moyenne 2,3 affiliations par personne, alors que les célibataires n'ont que 1,6 affiliation par personne³. Enfin, Tannenbaum constate également une moindre participation des célibataires dans les activités syndicales⁴.

Mais il est possible d'objecter que l'influence du rôle ne prend pas les formes que nous avons dites : simplement, avec la naissance d'enfants, un certain sens de la responsabilité se développe, la stabilité est plus grande, etc. Nous ne nions pas qu'une telle hypothèse soit plausible, encore que nous soyons dans l'incapacité de la vérifier. Mais une étude de W. A. Anderson, à laquelle nous avons déjà fait allusion, tend à donner une certaine justification à notre idée d'intégration fonctionnelle. L'auteur observe

¹ J. C. Scott, *ibid.*, p. 319.

² M. Hausknecht, *The Joiners*, *op. cit.*, p. 35.

³ John C. Scott, *Membership and Participation...*, art. cit., p. 321.

⁴ A. S. Tannenbaum et R. L. Kahn, *Participation in Union Locals*, *op. cit.*, pp. 229-231.

qu'en termes de nombres d'activités (ou sortes d'activités), le maximum est atteint lorsque la famille compte des enfants jeunes et d'autres plus âgés. Quand tous les enfants sont d'âge préscolaire, cette diversité de la participation est moins grande. Quand tous les enfants sont « sortis du nid », elle baisse également, pour atteindre son minimum lorsqu'ils sont partis de la maison¹. Sans vouloir faire de ces observations une preuve décisive, nous pouvons néanmoins leur accorder une certaine valeur d'indice, puisque aussi bien les résultats auxquels nous nous sommes référés jusqu'ici vont dans la même direction.

6. *Intégration relationnelle et participation à l'action collective*

Répetons notre hypothèse de base relative à l'intégration et à la participation organisée. L'intégration fonctionnelle et l'intégration relationnelle :

- poussent objectivement les individus à l'action parce qu'elle leur offre des possibilités de contacts, qu'elle permet la pression des voisins, collègues, etc. sur le sujet pour qu'ils participent à des associations diverses ;
- attirent subjectivement les individus dans l'action parce que les personnes plus intégrées tissent, de ce fait, des liens affectifs avec la localité, en connaissent mieux les rouages et les groupes, et établissent, en conséquence, un « projet social » pour cette localité.

Concentrons-nous, maintenant, sur l'intégration relationnelle. A première vue, on peut penser que celle-ci sera d'autant moins forte que les personnes sont arrivées plus récemment dans la localité, qu'elles ont eu, par ailleurs, une mobilité résidentielle plus forte (à l'extérieur comme à l'intérieur de la localité), qu'elles ont moins de contacts sociaux (hors des groupes organisés) de divers types.

1° Le problème de la date d'arrivée :

Une hypothèse linéaire simple voudrait que plus l'individu est arrivé récemment dans une localité, moins il est intégré et, en conséquence, moins il participe aux associations. Toute séduisante qu'elle soit par sa simplicité, une telle hypothèse ne semble pas vérifiée par les faits, ou du moins, pas toujours.

Examinons certains résultats : Si nous prenons, à titre d'exemple, neuf études sur ce thème, nous observons que quatre d'entre elles ne trouvent pas

¹ W. A. Anderson, *Rural Social Participation and the Family Life Cycle*, art. cit., p. 6.

de relation entre date d'arrivée et participation, alors que cinq autres trouvent une forte liaison. Il faut donc croire que cette relation est troublée par d'autres variables, c'est-à-dire qu'elle n'est valable que dans certains cas. Nous allons donc diviser les recherches mentionnées en deux, selon qu'elles se sont faites dans de grandes villes (y compris les villes satellites) ou dans un contexte rural (y compris les bourgades de moins de 10 000 habitants). Nous obtenons alors les résultats suivants :

— Contexte « urbain » :

Dans le Michigan, B. G. Zimmer a mené deux études. La première révèle une bonne relation entre la durée de résidence et la participation ¹. La deuxième, faite à Flint en 1957, nous conduit à faire une distinction importante. Dans le centre de la ville, on ne trouve pas de différence de participation entre les natifs de l'endroit et les migrants (45 % contre 43 %). Par contre, en zone suburbaine, la différence est forte (37 % contre 23 %) ². Quant à la durée de résidence elle-même, il y a une différence de participation entre ceux qui ont plus de dix ans d'ancienneté et les autres, mais elle est faible.

A Washington, Freeman, Novak et Reeder trouvent une assez forte relation entre la mobilité résidentielle et la participation organisée ³. Par contre, à Denver, Wright et Hyman ne trouvent pas de corrélation entre les variables qui nous préoccupent ; dans une zone à croissance rapide et à forte mobilité géographique, Martin observe que la durée de séjour est extrêmement significative ⁴.

— Contexte « rural » :

A Bennington (7600 habitants) dans le Vermont, Scott n'observe aucune corrélation positive entre date d'arrivée et participation. Au contraire, pour les hommes, il y a un certain renversement de la tendance ⁵. Beal, dans son étude sur la participation aux coopératives

¹ Basil G. Zimmer, *Ajustment of Migrants in the Urban Area : A Study of Participation in the Urban Community in Relation to Migration Experience*, TNP, University of Michigan, 1954.

² Basil G. Zimmer et Amos H. Hawley, *The Significance of Membership in Associations*, *American Journal of Sociology*, vol. 65, No. 2, sept. 1959, p. 199.

³ Howard E. Freeman, Edwin Novak et Leo G. Reeder, *Correlates of Membership in Voluntary Associations*, *ASR*, vol. 22, No. 5, oct. 1957, p. 529.

⁴ Walter T. Martin, *A Consideration of Differences in the Extent and Localisation of the Formal Associational Activities of Rural - Urban Fringe Residents*, *ASR*, vol. 17, No. 6, déc. 1952, pp. 687-694.

⁵ John C. Scott, *Membership and Participation in Voluntary Associations*, *ASR*, vol. 22, No. 3, juin 1957, p. 251.

agricoles, ne trouve pas de relation ¹. Enfin, Anders, en Floride, n'en trouve pas non plus ².

Nous pouvons donc faire l'hypothèse que tout dépend du contexte: l'adaptation — du point de vue qui nous occupe — est plus rapide dans les bourgades et les villages par opposition aux zones métropolitaines. Les associations sont plus « visibles » socialement ; le fait que les lieux de travail, de résidence et de loisir soient compris dans une seule aire facilite également l'insertion de l'individu dans la commune.

Un éclairage complémentaire est donné par E. Litwak. Il pense, pour sa part, que la participation aux associations, en plus d'être déterminée par les relations sociales informelles, les provoque dans certains cas. Pour lui, il y a trois phases dans l'intégration de l'individu à une localité. Dans la première, plongé dans mille problèmes d'adaptation, l'individu ne fait guère attention au voisinage. Dans la deuxième, les problèmes immédiats sont résolus, mais la personne n'a pas encore de relations sociales : c'est alors qu'on se tourne vers les associations, pour s'en faire une sorte de réservoir de relations. Dans la troisième phase, un équilibre s'opère entre relations sociales et participation organisée. Litwak a testé son hypothèse dans un quartier de Buffalo. Si l'immigrant n'a pas de parents en ville et qu'il y réside depuis moins de neuf mois, la participation organisée est très faible. S'il a des parents en ville, elle est forte, de même qu'elle l'est pour ceux qui, sans avoir de parents, y résident depuis plus de neuf mois. Par contre, elle baisse quand l'immigrant possède à la fois des parents et plus de neuf mois de résidence ³. Cette micro-analyse est intéressante à trois points de vue: tout d'abord, elle permet de comprendre les chiffres de Scott. Ensuite, elle montre que, du point de vue de la participation aux associations, « le temps d'épreuve » est relativement court. Enfin, elle met l'accent sur un point que nous reprendrons plus loin, à savoir : la fonction de la participation en matière de sociabilité.

2° L'extension des relations sociales :

C'est le point de vue inverse que nous adoptons maintenant, à savoir que la participation aux associations dépend de l'étendue des relations sociales

¹ George M. Beal, *Additional Hypotheses in Participation Research*, Rural Sociology, vol. 21, No. 6, 1956, p. 251.

² Sarah Frances Anders, *The Social Participation of Married People*, TNP, The Florida State University, 1955.

³ Eugène Litwak, *Voluntary Associations and Neighborhood Cohesion*, ASR, vol. 26, No. 2, avril 1961, p. 267.

informelles. Celles-ci forment, en quelque sorte, le substrat sur lequel se construit la participation organisée.

C'est bien ce que trouve M. Axelrod à Détroit. Parmi ceux qui rapportent moins de quatre contacts sociaux « informels », dans les deux mois précédents, il y a 44 % de sujets affiliés. À l'inverse, ceux qui ont eu de nombreux contacts (plus de 20) sont affiliés à raison de 68 %¹. En contexte rural, il semble en aller de même. Hay rapporte que, dans les quatre localités qu'il a observées, il a trouvé une relation hautement significative entre un score de contacts sociaux et le score de participation de Chapin². En comparant sur la même base (échelle de Chapin) les sujets à nombreux contacts sociaux et ceux qui en ont moins, E. Brown parvient au même résultat³. Cette relation est encore confirmée par des auteurs tels que Riley et Flowerman⁴. En Israël, Eisenstadt montre également que les personnes ayant peu de communications sont en même temps peu susceptibles d'appartenir à des groupes volontaires⁵. Enfin, A. Fanelli parvient également à montrer une relation très étroite entre les termes qui nous occupent⁶. Ces différentes études nous permettent de différencier deux genres de relation entre contacts sociaux et participation :

- dans un premier temps, les contacts encouragent (ou rendent possible) la participation ; le contact est alors une variable indépendante ;
- dans un deuxième temps, la participation accroît les contacts sociaux ; il s'agit alors d'une fonction de la participation aux associations et les contacts sont une variable dépendante.

Mais on pourrait objecter qu'en fait la relation entre contacts sociaux et participation n'est qu'indirecte, le milieu social, l'âge, ou d'autres variables encore, agissant à la fois sur les contacts et la participation. Il est certain que de telles influences existent. Un milieu social élevé tend à être associé à une grande extension des contacts comme à une participation importante. Néanmoins, les contrôles qui ont été faits montrent qu'en général la relation précitée demeure dans les sous-catégories construites par l'introduction d'une troisième et quatrième variables.

¹ Morris Axelrod, *Urban Structure and Social Participation*, ASR, vol. 21, No. 1, février 1956, p. 18.

² Donald G. Hay, *The Social participation of Households in Selected Rural Communities of the Northeast*, RS, vol. 15, No. 2, juin 1950, p. 142.

³ Emory J. Brown, *Informal Participation of Active and Inactive Formal Participants*, RS, vol. 19, 1954, p. 367.

⁴ ⁵ Cité in Alexander Fanelli, *Extensiveness of Communication Contacts and Perception of the Community*, ASR, vol. 21, No. 4, août 1956, p. 441.

⁶ A. Fanelli, *ibid.*, p. 443.

7. *Intégration affective*

L'action collective volontaire d'un sujet dans son milieu n'est indépendante ni de la position structurelle de l'individu (c'est ce que nous avons montré jusqu'ici), ni de la perception qu'il a de ce milieu. Tout projet d'action — expressif ou interventionniste — est en partie le résultat d'un sentiment de parenté que le sujet crée entre lui et son environnement. Il n'y a donc pas ici place pour un déterminisme mécaniste. Au contraire, l'interprétation subjective de la situation environnante contribue à la régulation du montant et de l'orientation de la participation organisée.

Envisageons en un premier temps ce thème au niveau macro-social. Y a-t-il des différences de participation dans deux contextes marqués globalement par les mêmes caractères morphologiques mais différant quant à leur degré de conscience de groupe ? C'est à cette étude que se sont attelés S. Mayo et P. Marsh. Ils comparent deux villages du comté de Wake. L'un (Knightdale) est marqué par une forte conscience de groupe. L'autre (Leesville) ne possède guère ce trait (« we-feeling »). Les auteurs observent des différences frappantes. A Knightdale, la participation est élevée; elle se centre, par ailleurs, sur le village, ses intérêts et sa vie culturelle. Elle cimente par là, disent les auteurs, en reprenant les idées de Kolb et Brunner, le groupe de localité. A Leesville, le modèle de participation est différent. Celle-ci est dirigée vers l'extérieur, elle est plus dispersée, elle possède moins cette fonction de cimentation ¹.

Au plan individuel, les travaux sont assez peu nombreux.

Fanelli a observé une relation positive entre l'identification à la localité, l'extension de la communication et la participation aux associations ².

J. Young et S. Mayo partent de l'hypothèse que la participation à un programme de promotion rurale dépend notamment de la connaissance de la communauté locale. S'ils ne trouvent guère de relation, dans ce cas particulier, entre l'âge, le sexe et le degré de participation, ils relèvent par contre un très fort rapport entre leur score de connaissance de la communauté et l'intensité de la participation au programme d'action communale ³.

Du point de vue plus spécifiquement affectif, A. Mangus et H. Cottam décrivent une relation positive entre la satisfaction relative au village et le montant de la participation. Mais ils ne contrôlent aucunement cette relation par le statut économique et social ⁴.

¹ Selz C. Mayo et C. Paul Marsh, *Social Participation in the Rural Community*, AJS, vol. 57, No. 3, nov. 1951, p. 224.

² Alexander Fanelli, *Extensiveness of Communication Contacts and Perception of the Community*, ASR, vol. 21, No. 4, août 1956, pp. 439-445.

³ James N. Young et Selz C. Mayo, *Manifest and latent Participation in a Rural Community Action Programme*, Social Forces, vol. 38, No. 2, décembre 1959, p. 144.

⁴ A. R. Mangus et H. R. Cottam, *Level of Living, social Participation and Adjustment of Ohio - Farm People*, Ohio agr. Exp. Station, Bull. 624, septembre 1941, Wooster, Ohio.

W. Form et H. Danserau observent une relation nette entre l'intégration affective et l'orientation syndicale. Les sujets les plus intégrés à l'usine, au voisinage, ont une orientation syndicale à base de sociabilité: ils cherchent les contacts, la solidarité, etc. Ce sont, en même temps, les plus actifs dans la section ¹.

Nous partirons, pour notre part, de l'hypothèse que l'intégration affective est directement liée au montant de la participation. Nous verrons plus tard la liaison entre cette intégration et les orientations de l'action.

8. Quelques problèmes pour une étude empirique

Nous avons, dans les pages qui précèdent, rendu compte de dizaines d'études sur la participation et profité de cette revue pour construire nos propres hypothèses.

Les chapitres qui suivent ont pour but de confirmer ces hypothèses ou de les infirmer.

Nous nous attacherons plus spécialement aux points suivants :

- 1° Observons-nous, en Suisse, une relation entre statut social et participation aux associations du même type que celle que les chercheurs relèvent dans d'autres pays ?
- 2° Pouvons-nous prétendre que des statuts sociaux différents sont associés, statistiquement parlant, à des perceptions de soi, de l'organisation et de l'environnement social différentes ?
- 3° Avons-nous le droit de dire que ce système de perceptions explique partiellement la relation éventuelle entre statut social et participation ?
- 4° La participation aux associations dépend-elle réellement de l'intégration fonctionnelle, relationnelle, culturelle et affective des individus ? Si oui, peut-on établir une hiérarchie des influences de ces différentes dimensions de l'intégration ?
- 5° Les effets de l'intégration sur la participation sont-ils semblables selon les contextes, ou faut-il postuler une interaction entre le contexte et la relation intégration-participation ? De plus, n'y a-t-il pas une interaction entre le statut et la relation intégration-participation ?

¹ William H. Form et H. Kirk Danserau, *Union Members Orientations and Patterns of Social Integration*, ILRR, vol. 11, No. 1, octobre 1957, pp. 3-12.

- 6° Pouvons-nous parler d'une socialisation à la participation en ce sens que le milieu social d'origine permettrait à l'individu de construire des normes de participation et de faire certaines expériences dans ce domaine, ou devons-nous admettre, au contraire, que l'effet de ces expériences de l'enfance et de l'adolescence s'efface assez vite ? La participation serait-elle, alors, simplement déterminée par le milieu de vie actuel du sujet ?
- 7° Sommes-nous en droit d'affirmer que les facteurs auxquels nous attribuons de l'importance pour la quantité de participation des individus modèlent également la qualité de cette action, c'est-à-dire sa fréquence, son orientation et son intensité ?
- 8° Si cette hypothèse est valide, pouvons-nous décrire des « styles » de participation propre, en termes de tendances statistiques, à des statuts, des âges, des modes d'intégration donnés ?
- 9° Les interrelations mentionnées aux points 1 à 8 nous permettent-elles d'esquisser les incidences éventuelles de la participation aux associations sur la position et le comportement des individus ? Si oui, pouvons-nous vérifier l'existence de telles incidences ?

Il est clair que quantités d'autres questions, certaines fort importantes, d'autres fort secondaires, se grefferont au squelette que nous venons de bâtir. Les neuf problèmes énumérés ci-dessus ne sont en somme que des points d'accrochage pour une réflexion plus générale.

Chapitre III

MILIEU SOCIAL ET PARTICIPATION AUX ASSOCIATIONS

Avant de passer à l'exposé des résultats relatifs au rapport entre milieu social et participation, il convient de présenter brièvement les études empiriques dont nos données sont extraites et de donner quelques indications globales sur le montant de la participation ainsi que sur sa ventilation entre les divers secteurs d'action. C'est à ces deux objets que la première section de ce chapitre est consacrée.

A. Les enquêtes de Fribourg et Genève : techniques et résultats généraux

Les données qui constituent l'essentiel de cette section proviennent d'une enquête que nous avons menée à Fribourg (ville) durant l'hiver 1969-1970¹.

A cette époque, Fribourg comptait environ 40 000 habitants.

1. *Population visée*

Pour des raisons théoriques et pratiques, il nous était impossible d'envisager l'ensemble des sous-populations comprises dans la ville. En effet, ce problème de la participation à l'action collective diffère du tout au tout selon que l'on considère :

- les hommes ou les femmes,
- les personnes de nationalité suisse ou les étrangers,
- les adolescents ou les adultes,
- les personnes « actives » ou les autres (retraités, étudiants, ménagères, etc.).

Il s'agit là de variables fondamentales. L'effet des autres variables analysées ne peut être convenablement apprécié que si ces grands facteurs sont contrôlés.

¹ Cette étude a été encouragée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique, qui nous a accordé un crédit destiné à couvrir partiellement les frais de la campagne d'interviews et d'analyse quantitative. Pour le reste, nous avons fait appel à divers collaborateurs. Etudiants, amis, parents nous ont accordé leur soutien.

Cela signifie que l'échantillon étudié doit être subdivisé constamment selon ces critères de base. Si le nombre de cas n'est pas très grand, les effectifs des sous-groupes deviennent alors trop faibles pour que l'analyse soit valide.

Nous nous sommes donc limités à un groupe particulièrement important: les hommes actifs, de nationalité suisse, âgés de 20 à 65 ans. Les étudiants ont été exclus, beaucoup n'étant qu'en séjour provisoire à Fribourg, et gardant l'essentiel de leur activité extra-universitaire dans une autre localité.

Des enquêtes spéciales seraient à consacrer aux fractions de la population que nous n'avons pas couvertes: femmes, adolescents, étudiants, retraités, travailleurs étrangers.

2. *Echantillon final*

La population électorale fribourgeoise, en été 1969, s'élevait à environ 10 000 personnes. Nous nous sommes procuré les listes électorales mises à jour précisément à cette époque, en vue d'une votation proche.

Ces listes comportent les renseignements suivants :

- nom, prénom, prénom du père,
- profession (approximative),
- adresse.

Les individus sont classés par ordre alphabétique.

Nous avons rayé de ces documents les personnes qui n'entraient pas dans notre définition: étudiants et retraités. Nous avons constaté, lors des interviews, un nombre relativement faible d'erreurs. Certains interviewés venaient de prendre leur retraite un ou deux mois auparavant. Nous les avons maintenus dans l'échantillon, partant de l'idée que la rupture de l'activité professionnelle n'avait pas encore pu produire ses effets sur la participation.

Sur cette base, nous avons tiré, selon les techniques d'un échantillonnage probabiliste simple, non stratifié, un échantillon de 480 personnes. La fraction sondée correspondait, à très peu de choses près, au 20^e de l'univers. Nous avons pu effectuer finalement 402 interviews, représentant 84 % de l'échantillon. Les 73 personnes non interrogées se divisent en trois grandes catégories, sensiblement égales en importance: une quinzaine de personnes avaient quitté la ville entre la date d'établissement des listes et la campagne d'interviews; certaines n'ont pu être atteintes, notamment les malades. Les refus de répondre ont été assez rares: 20 personnes environ.

Notre échantillon final de 402 interrogés est donc, sans doute, représentatif de l'univers visé.

3. *L'interview*

La méthode d'observation employée a été celle de l'interview. Les personnes concernées ont d'abord été averties par lettre, puis interrogées à leur domicile par nos enquêteurs. Ces derniers, en général, ne prenaient pas rendez-vous. Un nombre assez important d'exceptions ont cependant été faites. Notamment certaines personnes ayant des horaires irréguliers ont d'abord été averties par téléphone. Les interviews ont été conduites par des étudiants (en majorité de l'Université, plus quelques étudiants du Technicum). Leur mise au courant s'est faite dans les bâtiments de l'Université. La durée de l'interview était extrêmement variable. Pour les personnes qui n'étaient affiliées à aucun organisme, l'administration du questionnaire était très rapide (environ 20-25 minutes). Par contre, pour les sujets engagés dans quatre groupements ou plus, l'interview pouvait dépasser assez largement une heure. Heureusement, cette population d'« engagés » est assez réceptive à un questionnaire sur les associations.

Les réactions à l'interview ont été, dans l'ensemble (à l'exception des refus de répondre) positives.

4. *Le questionnaire*

Venons-en à la structure du questionnaire. Il est composé logiquement de deux parties :

- 1° l'ensemble des variables indépendantes et intermédiaires destinées à expliquer le comportement de participation ;
- 2° l'ensemble des variables décrivant les types de participation des sujets.

Cette deuxième partie a posé des problèmes techniques assez épineux. D'abord, une personne peut participer à 0, 1, 2, ... associations. Mais surtout, le comportement du sujet peut très bien varier d'une affiliation à l'autre, et ceci sur toutes les dimensions d'analyse (temps passé, poste occupé, signification accordée, importance reconnue, etc.). Il était donc ridicule de poser des questions relatives à l'ensemble des affiliations. Nous avons procédé ainsi. Après avoir fait énumérer au sujet l'ensemble de ses affiliations (en insistant pour qu'il n'en oublie aucune), nous avons épuré la liste, en éliminant les groupements qui n'entrent pas dans nos catégories (par exemple: affiliation automatique à une société de tir pour accomplir les tirs militaires obligatoires; affiliation à des mutuelles d'assurance dans le cas où le sujet n'est pas membre du comité de section, etc.). Puis nous avons posé les questions relatives au comportement (par exemple : temps passé dans l'association) au moyen d'une grille différenciant chaque affiliation. Cette technique est certes assez précise, mais elle met l'interviewer et l'interviewé à rude épreuve dans le cas où les affi-

liations du sujet sont nombreuses (quelques rares sujets ont plus de 20 affiliations).

5. *L'enquête genevoise*

Le lecteur trouvera ci-dessous plusieurs éléments de comparaison provenant d'une enquête menée dans le canton de Genève par une équipe placée sous la direction du Professeur R. Girod¹. Ce dernier a bien voulu nous autoriser à construire sur la base de son échantillon les données qui pouvaient nous intéresser. L'enquête genevoise, dont le principal objet était l'abstentionnisme et le comportement politique en général, a porté à la fois sur les hommes (539 sujets) et les femmes (691 sujets), âgés de 24 ans et plus. Les interviews furent réalisées en 1969. Cette enquête incluait des questions relatives à la participation aux associations. Nous avons donc là un précieux instrument de comparaison.

6. *Quelques résultats généraux et éléments de comparaison*

1° Participation globale :

Dans notre échantillon de 402 individus, la distribution de la participation à des groupes organisés se présente ainsi :

TABLEAU 8

Taux général de participation (Fribourg)

Aucune affiliation	23 %
1 affiliation	28 %
2 - 3 affiliations	29 %
4 - 6 affiliations	17 %
7 affiliations ou plus	3 %
	100 % = 402 sujets

Plus des trois quarts (77 %) de notre échantillon sont membres d'au moins une association.

Notre première constatation est donc celle d'un niveau très élevé de participation aux organisations volontaires. Quelques comparaisons, extraites de recherches antérieures, peuvent être intéressantes.

En Suède, A. Rose constate une proportion semblable (75 %) de sujets affiliés². Son échantillon, tiré en 1955, comprend des sujets âgés de 15 ans et plus.

¹ Cf. Roger Girod, en collaboration avec Yves Fricker, *L'électeur genevois*, Département de Sociologie, Genève, 1971, 425 p.

² A. Rose, *Voluntary Associations in Sweden*, Archives Internationales de la Coopération, 1966, 20, pp. 41-75.

Almond et Verba établissent une comparaison intéressante. Ils montrent que le degré de participation est très sensible au niveau de développement économique et social d'un pays ¹. Ils obtiennent les proportions suivantes :

TABLEAU 9

Taux de participation dans divers pays

	<i>Hommes et femmes</i>	<i>Hommes seulement</i>
Etats-Unis	57 % (970)	68 % (455)
Royaume-Uni	47 % (963)	66 % (460)
Allemagne	44 % (955)	66 % (449)
Italie	29 % (955)	41 % (471)
Mexique	25 % (1007)	43 % (355)

Ces proportions comprennent la participation syndicale.

En France, sur la base d'une étude de marché faite en 1951, A. Rose mentionne que 41 % des adultes français participent à une association quelconque (on inclut les syndicats et les partis ²).

Nous possédons, par ailleurs, plusieurs indications partielles pour les Etats-Unis :

TABLEAU 10

Taux de participation dans diverses régions des Etats-Unis

<i>Date</i>	<i>Endroit</i>	<i>Proportion</i>	<i>Auteur</i>
1950	Ville de Détroit	63 %	M. Axelrod ³
1948	Elmira (New York)	50 % env.	B. Berelson ⁴
			P. Lazarsfeld
			W. Mc Phee
	Chicago	70 %	H. Goldhammer ⁵
1939-40	Comtés de Washington	77 %	A. Mangus ⁶
			H. Cottam
1947	Bennington (Vermont)	75 %	J. Scott ⁷

¹ G. A. Almond et S. Verba, *The Civic Culture*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1963, 562 p.

² A. Rose, *Theory and Method in the Social Sciences*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1954, pp. 74-75.

³ M. Axelrod, *Urban Structure and Social Participation*, ASR, vol. 21, No. 1, février 1956, pp. 13-18.

⁴ B. Berelson, P. Lazarsfeld, W. Mc Phee, *Voting*, The University of Chicago Press, Chicago, 1954.

⁵ H. Goldhammer, *Some Factors affecting Participation in Voluntary Associations*, in E. Burgess et D. Bogne, *Contributions to Urban Sociology*, The University of Chicago Press, Chicago, 1964, chap. 14, pp. 224-230.

⁶ A. Mangus et H. Cottam, *Level of Living, Social Participation and Adjustment of Ohio-Farm People*, Ohio Agricultural Experiment Station, Bull. 624, sept. 1941.

⁷ J. Scott, *Membership and Participation in Voluntary Associations*, ASR, vol. 22, No. 3, juin 1957, pp. 315-326.

Pour l'ensemble des Etats-Unis, les chiffres de M. Hausknecht confirment ceux d'Almond et Verba. On peut voir que la proportion d'affiliés est — grosso modo — comprise entre 50 % et 75 %. Tout dépend, en plus de la nature des questions, du degré d'urbanisation, du niveau économique d'une région et de sa marginalité ou de son intégration par rapport à l'environnement géographico-social. La proportion trouvée à Fribourg est parmi les plus élevées que l'on connaisse.

Il faut encore remarquer que la moitié de notre population (49 %) est affiliée au moins à deux associations. Cette proportion est très élevée par rapport aux autres pays. Almond et Verba parviennent aux proportions suivantes :

TABLEAU 11

Membres de deux associations ou plus dans divers pays

Etats-Unis	32 %
Royaume-Uni	16 %
Allemagne (Ouest)	12 %
Italie	6 %
Mexique	2 %

La proportion concernant les Etats-Unis est confirmée par les chiffres de M. Hausknecht.

2° Participation aux divers types d'association:

Il est toujours assez difficile de classer les associations d'après leur caractère extérieur (dénomination ou genre dominant d'activité). D'une part, l'activité « officielle » n'est souvent qu'une activité parmi d'autres, d'autre part, la diversité des genres d'associations selon les régions est très grande et compromet une classification systématique. Nous utiliserons, dans ce premier aperçu, deux typologies, l'une basée sur les buts apparents des groupements, l'autre établissant une dichotomie entre mouvements expressifs et mouvements interventionnistes. Les groupes expressifs sont ceux qui ne se fixent pas a priori pour but de modifier la société : ils sont là pour satisfaire un besoin (de sociabilité, de loisir, de recherche, etc.) des membres. Les groupes interventionnistes se proposent, au contraire, une action sur l'extérieur. Ce dernier genre de typologie, très pratique, a déjà été utilisée par plusieurs chercheurs : C. W. Gordon et N. Babchuk ¹, A. Rose ², K. Lang ³, R. Park ⁴, etc.

¹ C. W. Gordon et N. Babchuk, *A typology of Voluntary Associations*, ASR, vol. 24, No. 1, février 1959, pp. 22-29.

² A. Rose, *Theory and Method in the Social Sciences*, op. cit.

³ K. Lang et G. Lang, *Collective Dynamics*, New York, Thomas Crowell Co., 1963.

⁴ Cité in K. Lang, op. cit.

Notre première classification, basée sur le but officiel de l'association, se borne à huit catégories : associations professionnelles, politiques et parapolitiques ¹, de service social, religieuses, amicales, sociétés sportives, de loisirs techniques, de musique et folklore. Il est évident que pour arriver à classer l'ensemble des affiliations dans ces huit catégories, nous avons dû quelquefois faire des choix qui comportent des inconvénients.

Ainsi, nous avons classé sous la dénomination « associations politiques » non seulement les partis, mais encore les groupes idéologiques nettement orientés vers la politique (par exemple : associations pour le suffrage féminin, pour l'entrée de la Suisse à l'ONU, etc.). Nous avons englobé sous « sociétés de musique et de chant » les groupements de chant paroissial. Notre catégorie de « loisirs techniques » est certainement la plus hétérogène : elle regroupe l'ensemble des organismes de loisir, à l'exception du sport, de la musique et du chant, et des amicales. Par associations de service social, nous faisons allusion aux multiples groupes qui ont pour but soit la charité publique, les actions en matière sanitaire, la protection des sites, etc. Nous obtenons la distribution suivante :

TABLEAU 12

Participation aux divers genres de groupements (Fribourg)

<i>Type de groupement</i>	<i>Proportion de participants (membres actifs seulement ²)</i>
Associations professionnelles (syndicats et associations patronales)	44 %
Associations politiques et parapolitiques	14 %
Associations de service social	8 %
Associations religieuses (à l'exception du chant sacré)	4 %
Amicales diverses (militaires, scolaires, géographiques, de contemporains, etc.)	25 %
Associations sportives (à l'exclusion de la participation nominale à des sociétés de tir)	32 %
Associations de musique et de folklore (y compris le chant sacré)	12 %
Associations de loisirs techniques	12 %

¹ Y compris les sociétés d'intérêts de quartier.

² Par opposition à « membre passif » ou « membre honoraire » ; il ne s'agit donc pas du temps consacré aux activités.

Les proportions qui précèdent sont calculées sur la base des 402 sujets de notre échantillon.

Quelques remarques sont nécessaires :

- a) Les affiliations à des mutuelles diverses (caisse maladie, par exemple) sont exclues pour autant que le sujet n'y occupe pas un poste à responsabilités.
- b) Les affiliations du genre « membre passif », qui consistent uniquement à soutenir financièrement une société donnée, sont exclues.
- c) Dans le cas de sociétés de tir (où l'affiliation est souvent obligatoire pour des questions de service militaire), on a exclu toutes les affiliations qui ne se manifestent qu'une fois par an ; par ailleurs, l'intervieweur précisait à l'interrogé sous quelles conditions il fallait tenir compte de ce genre d'affiliations.

Nous pouvons tirer une comparaison intéressante, bien que limitée, avec l'échantillon probabiliste genevois :

TABLEAU 13

*Participation aux divers genres de groupements
Genève*

<i>Type de groupement</i>	<i>Proportion de participants¹</i>
Associations professionnelles (syndicats et associations patronales)	43 %
Associations politiques (partis)	15 %
Groupes idéologiques (parapolitiques)	3 %
Associations d'intérêts	14 %
Associations religieuses et paroissiales (y compris le chant sacré)	12 %
Associations sportives	25 %
Associations de culture et loisir	13 %
Sociétés scientifiques	6 %
Autres	11 %

Le fait que les catégories genevoises et fribourgeoises ne soient pas tout à fait semblables limite la possibilité de comparaison. Toutefois, nous pouvons remarquer la grande similitude de la participation professionnelle (43 et 44 %), de la participation politique et parapolitique (environ 17 %

¹ Les pourcentages sont établis pour les 539 interrogés de sexe masculin.

et 14 %)¹, de la participation sportive (25 % et 32 %). Les autres catégories sont trop différemment codifiées — à Genève et à Fribourg — pour qu'une comparaison serrée puisse être envisagée.

3° Participation syndicale et autres secteurs d'affiliations :

L'affiliation syndicale est-elle cause du fort taux de participation que nous avons constaté et cette sorte d'action — certaines fois semi-volontaire — gonfle-t-elle artificiellement les effectifs ? Il n'en est rien. Les sujets qui ne sont affiliés qu'à un seul organisme (professionnel) ne forment que 17 % des effectifs. Nous avons la distribution suivante : 23 % des 402 sujets ne sont membres d'aucune association, 17 % sont uniquement membres d'un syndicat ou d'une association professionnelle et 60 % sont membres d'un autre genre d'organisation (45 % de ces 60 %, soit 27 % au total, sont membres à la fois d'un syndicat et d'une ou plusieurs autres sociétés). Venons-en à notre deuxième classification, qui distingue entre groupements expressifs et groupements interventionnistes. Nous obtenons les résultats suivants :

TABLEAU 14
Genre d'activité organisée

Aucune	23 %
Expressive seulement	23 %
Interventionniste par le canal du seul syndicat	34 %
Interventionniste par le canal d'un organisme autre que le syndicat	10 %
Interventionniste par le canal d'un syndicat et d'un autre genre de groupement	10 %
	100 % (402 sujets)

On remarque que 54 % des sujets ont une activité interventionniste. Mais le plus souvent cette activité ne s'effectue que dans un syndicat. L'activité interventionniste hors de ce cadre n'est le fait que de 20 % des sujets.

¹ L'addition des catégories genevoises « associations politiques » et « groupes idéologiques » donnerait 18 %, mais il y a des sujets qui cumulent les deux genres de participation.

B. Le statut social actuel et la participation aux associations

1. Le statut socio-professionnel

Nous avons vu que la relation la mieux acquise en ce qui concerne la participation organisée est celle qui unit le statut socio-professionnel à un score global de participation, incluant à la fois le nombre d'affiliations, le temps consacré, les responsabilités prises, etc. Cette corrélation a été relevée aussi bien à l'aide de l'indicateur « profession », qu'au moyen de celui du revenu ou de l'éducation.

Notre échantillon confirme largement ces faits. La proportion de personnes affiliées à une association quelconque croît avec le statut professionnel. 62 % des manœuvres sont affiliés; 73 % des ouvriers qualifiés; 79 % des employés; 90 % des cadres moyens et 83 % des cadres supérieurs. Quant aux commerçants et artisans, leur score est de 88 %. Nous n'incluons pas les agriculteurs dans cette statistique à cause de leur quasi-inexistence dans notre échantillon (comme dans la population urbaine en général ¹).

Ces proportions deviennent encore plus frappantes lorsque l'on sépare les affiliations professionnelles ou syndicales des autres secteurs de participation, non liés à la profession ou à son exercice. On obtient alors le tableau suivant :

TABLEAU 15

Affiliations selon le statut socio-professionnel (Fribourg)

	<i>Manœuvres</i>	<i>Ouvriers qualifiés</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres moyens</i>	<i>Cadres supérieurs</i>
A. Proportion de sujets affiliés	62 %	73 %	79 %	90 %	83 %
B. Affiliés uniquement à un organisme professionnel	25 %	28 %	13 %	15 %	11 %
C. Autres genres d'affiliations	37 %	45 %	66 %	75 %	72 %
N =	73	69	121	55	36
X ² = 16,749 ** (pour la première ligne ¹)					

¹ La catégorie des *manœuvres* comprend les manœuvres proprement dits et les ouvriers spécialisés. La catégorie des *ouvriers qualifiés* se base sur le critère du certificat d'aptitude professionnelle. La catégorie des *employés* regroupe les personnes ayant une activité de type tertiaire, payées au mois, ne dirigeant en principe pas d'autres personnes. Les *cadres moyens* commandent, au contraire, d'autres personnes (par exemple : chef de bureau, instituteur, technicien, etc.). Les *cadres supérieurs* exercent une activité libérale (médecin, avocat, etc.) ou occupent une position de direction dans une entreprise. Nous assimilons les professeurs des degrés secondaires et universitaires à cette catégorie. Les *commerçants* et *artisans* ont, en général, un commerce (café, boucherie, cordonnerie, garage, etc.) de petite et moyenne envergure. Il est important de savoir, pour la suite, que l'enquête genevoise, au contraire de celle de Fribourg, réunit en une même catégorie les ouvriers qualifiés au sens étroit et les ouvriers spécialisés.

Ainsi, l'affiliation à des organismes autres que professionnels passe du simple au double selon que nous considérons les manœuvres ou les cadres. Il convient de relever ici que la plus grande césure se produit entre les ouvriers (et manœuvres) et les employés. Leurs scores diffèrent de plus de 20 %. Alors qu'à bien des points de vue, ces deux catégories socio-professionnelles tendent à se rapprocher (revenu, qualification, éducation, genre de vie, etc.), la différence reste ici très marquée.

Nous n'avons tenu compte jusqu'à présent que de la seule différence entre affiliés et non-affiliés. Pouvons-nous également affirmer que du point de vue du nombre des affiliations, nous retrouvons les mêmes césures ? En considérant le nombre moyen d'affiliations par sujet, nous obtenons les chiffres suivants :

TABLEAU 16

Nombre d'affiliations par sujet selon le statut socio-professionnel (Fribourg)

	<i>Nombre d'affiliations par sujet</i>	<i>Nombre d'affiliations par membre d'au moins une association</i>
Manœuvres	0,9	1,5
Ouvriers qualifiés	1,1	1,5
Employés	1,5	1,9
Cadres moyens	2,1	2,3
Cadres supérieurs	2,2	2,7
Artisans, commerçants	1,8	2,1

Nous retrouvons la même allure de la croissance, à cette différence que les cadres supérieurs, proportionnellement moins affiliés que les cadres moyens selon le premier indicateur (affilié - non-affilié) occupent dans les deux suivants une position supérieure aux cadres moyens. Cela veut dire qu'il y a plus de non-participants parmi les cadres supérieurs que parmi les cadres moyens, mais que les premiers, quand ils sont affiliés, participent à plus d'associations que les seconds. De telles inversions n'existent pas dans les autres cas.

Nous constatons ainsi une grande différence quantitative de participation selon le statut professionnel. Même si l'ensemble de notre échantillon montre un taux de participation extrêmement fort (77 %), les clivages sociaux jouent leur plein rôle. En général, 60 % des sujets sont affiliés à une organisation autre que syndicale ou professionnelle. Mais cela n'est vrai que pour 37 % des manœuvres alors que le taux atteint 75 % pour les cadres moyens.

¹ Le signe * indique que le chi carré est significatif au seuil de 0,05. Le signe ** apparaît lorsque le seuil est de 0,01. Ces indications sont valables pour les tableaux suivants.

Mais existe-t-il des différences qualitatives ? Participe-t-on aux mêmes associations selon que l'on est ouvrier, employé ou cadre ?

Le tableau suivant contient les éléments de réponse à cette question.

TABLEAU 17

Participation aux divers genres de groupements selon le statut socio-professionnel (Fribourg)

	<i>Manœuvres</i>	<i>Ouvriers</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres moyens</i>	<i>Cadres supérieurs</i>
Amicales	12 %	9 %	22 %	36 %	50 %
Hobbies	8 %	9 %	7 %	24 %	28 %
Sport	14 %	32 %	40 %	49 %	17 %
Ass. prof.	43 %	42 %	41 %	53 %	58 %
Politique	7 %	6 %	15 %	15 %	31 %
Service social	4 %	3 %	7 %	9 %	19 %
Religion	3 %	3 %	3 %	4 %	14 %
Chant, musique	3 %	6 %	17 %	24 %	6 %

Les proportions ci-dessus nous montrent que :

- Très généralement, la croissance du statut socio-professionnel correspond à une participation plus marquée dans tous les types de groupements. Seuls les cadres supérieurs font exception, sur deux points (sport et chant) à cette règle.
- L'importance relative de chaque domaine de participation pour une strate donnée varie peu. Si l'on excepte le chant (qui est nettement le fief des milieux de petite bourgeoisie, employés et cadres moyens), le profil de participation de chaque strate ne dessine pas des sous-cultures très hétérogènes les unes par rapport aux autres. Le seul clivage important est celui des cadres supérieurs, dont la participation est dans l'ensemble beaucoup plus orientée vers l'interventionnisme que celle des autres strates. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point plus longuement.

2. *Éléments de comparaison*

Les différences de participation selon le statut socio-professionnel sont-elles propres à Fribourg ou bien la situation genevoise confirme-t-elle ces données ? La comparaison de ces deux contextes montre une confirmation très nette des résultats obtenus jusqu'ici.

Tout d'abord, l'augmentation de la participation selon le statut professionnel suit le même ordre que dans notre étude. Ensuite, les taux de l'un et de l'autre cas sont extrêmement voisins. Jugeons-en :

TABLEAU 18

Nombre moyen d'affiliations selon le statut socio-professionnel

<i>Nombre moyen d'affiliations par personne</i>	<i>Manœuvres</i>	<i>Ouvriers ¹ qualifiés</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres moyens</i>	<i>Cadres supérieurs</i>
Fribourg	0,9	1,1	1,5	2,1	2,2
N =	73	69	121	55	36
Genève	1,0	1,4	1,5	1,8	2,1
N =	23	146	81	68	51

Le nombre moyen d'affiliations par strate professionnelle est donc tout à fait comparable dans les deux cas.

Il en va de même pour le nombre moyen d'affiliations. Ce rapport s'élève à 1,6 affiliation par personne à Genève et à 1,5 à Fribourg. La différence est mince.

La participation à des organismes professionnels ne montre guère de différences dans les deux cas. Pourtant, à Genève, les milieux ouvriers participent légèrement plus qu'à Fribourg, alors que l'inverse est vrai pour les cadres.

TABLEAU 19

Affiliations professionnelles selon le statut socio-professionnel

	<i>Manœuvres</i>	<i>Ouvriers</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres moyens</i>	<i>Cadres supérieurs</i>
Fribourg	43 %	42 %	41 %	53 %	58 %
Genève	48 %	51 %	43 %	53 %	53 %

Pour l'ensemble, on obtient 44 % à Fribourg et 49 % à Genève.

La participation à des groupes interventionnistes non professionnels (c'est-à-dire les partis, les associations d'intérêt, les groupes idéologiques, les mouvements de service social, etc.) est, dans les deux cas, croissante, dans l'ensemble, avec le statut professionnel. A Genève, il y a un seuil très net entre manœuvres et ouvriers qualifiés, et non pas entre ouvriers et employés. A Fribourg, nous n'observons pas de différence marquée entre manœuvres et ouvriers, mais un seuil entre ces catégories et celle des employés.

TABLEAU 20

Affiliations politiques et parapolitiques selon le statut socio-professionnel

	<i>Manœuvres</i>	<i>Ouvriers</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres moyens</i>	<i>Cadres supérieurs</i>
Fribourg	11 %	9 %	22 %	24 %	50 %
Genève	17 %	29 %	27 %	34 %	39 %

¹ Rappelons que dans l'étude genevoise, cette catégorie englobe également les ouvriers spécialisés, alors qu'ils sont assimilés aux manœuvres dans la recherche de Fribourg.

La situation fribourgeoise répond sans doute mieux au schéma de la première société industrielle, avec ses forts clivages entre manuels et non-manuels, la relative homogénéité des cols blancs gradés ou non, et le clivage avec les milieux bourgeois.

La situation genevoise reflète déjà davantage les clivages de la société post-industrielle, caractérisée notamment par la marginalité sociale des manœuvres, l'homogénéité du groupe formé par les cols bleus et cols blancs qualifiés et le net clivage entre cette dernière strate et celle des catégories sociales dirigeantes.

3. *Le niveau d'instruction et le revenu*

Dans tous les domaines d'action, les personnes ayant un niveau supérieur d'instruction participent beaucoup plus que celles qui sont, de ce point de vue, défavorisées.

TABEAU 21

Taux d'affiliation aux divers genres de groupements selon le niveau d'instruction (Fribourg)

	<i>Primaire ou secondaire inférieur</i>	<i>Rang</i>	<i>Secondaire supérieur ou université</i>	<i>Rang</i>
Amicales	19 %	3	38 %	3
Loisirs techniques	9 %	6	20 %	5
Sports	29 %	2	40 %	2
Profession	43 %	1	49 %	1
Politique	12 %	4	22 %	4
Service social	8 %	7	10 %	7
Religion	3 %	8	8 %	8
Chant, musique	10 %	5	18 %	6

Mais ces différences sont-elles dues au niveau d'éducation ou au statut professionnel ? C'est la seconde de ces possibilités qui tend à être vérifiée. Nous constatons en effet qu'en séparant les statuts en deux, avec d'un côté les ouvriers et manœuvres, de l'autre le reste de notre population, le pouvoir séparateur de l'éducation est très faible dans les deux cas. Ainsi, bien que le nombre moyen d'affiliations des ressortissants du primaire ou du secondaire inférieur soit de 1,3 alors que celui du deuxième groupe (secondaire supérieur ou université) est de 2,0, il semble qu'il faut attribuer cette différence à la corrélation entre niveau d'instruction et statut socio-professionnel.

Contrairement aux résultats qui précèdent, le revenu a une importance non négligeable, et indépendante de l'effet du statut professionnel. Voyons d'abord la relation « brute » entre revenu et participation.

TABLEAU 22

Nombre d'affiliations selon le revenu

<i>Affiliation</i>	<i>Moins de 1000 fr.</i>	<i>1000/1500</i>	<i>1500/2000</i>	<i>2000/2500</i>	<i>Plus de 2500 fr.</i>
Aucune	58 %	26 %	16 %	12 %	9 %
Une	37 %	34 %	23 %	29 %	15 %
Deux ou plus	5 %	40 %	61 %	59 %	76 %
N =	40	133	104	49	55
$X^2 = 68,38^{**}$					

Les marginaux du point de vue économique sont en majorité non affiliés. Mais le passage à des taux moyens ou élevés (on se rappelle que le taux général d'affiliation est de 77 %) se fait extrêmement vite, c'est-à-dire dès qu'un revenu de 1000/1500 francs est atteint. Au-delà de ce seuil, on observe encore une croissance nette, mais moins impressionnante que celle qui sépare les deux premières catégories de revenu.

Contrôlons maintenant le statut socio-professionnel pour dégager mieux l'influence éventuelle du revenu lui-même. Nous sommes contraints d'utiliser certains artifices. En effet, les revenus et les taux de participation étant très différents selon les strates sociales, nous devons faire varier les catégories de classement du revenu et de la participation dans chaque groupe social.

On obtient alors :

TABLEAU 23

Participation organisée selon le milieu social et le revenu (Fribourg)

<i>Ouvriers</i>			<i>Employés</i>			<i>Cadres</i>		
— 1000		+ 1000	— 1500		+ 1500	— 2500		+ 2500
0 aff.	55 %	25 %	0 - 1 aff.	55 %	33 %	0 - 1 aff.	37 %	14 %
1 + aff.	45 %	75 %	2 + aff.	45 %	67 %	2 + aff.	63 %	86 %
33		104	51		64	52		37
$X^2 = 10,04^{**}$			$X^2 = 5,66^{**}$			$X^2 = 5,81^*$		

Nous pouvons donc dire qu'il y a, au fur et à mesure que l'on s'élève sur les échelles, un renforcement mutuel de la profession et du revenu dans leurs effets sur la participation.

4. Certaines caractéristiques du milieu social d'origine

Nous examinerons brièvement ici dans quelle mesure il est possible de parler d'une socialisation précoce à la participation. Plus précisément, nous nous posons la question de savoir si la participation socio-politique des parents a, en

quelque sorte, habitué nos sujets à un style de participation donné ou si elle n'a pas eu d'influence. Certes, selon les milieux sociaux, cette propension à la participation socio-politique organisée est différente.

En milieu ouvrier, 42 % des sujets ont eu des parents affiliés à une ou plusieurs organisations. Cette proportion est de 57 % pour l'ensemble des employés et de 67 % pour les cadres.

Cela dit, nous pouvons quand même isoler l'influence de la participation des parents sur celle de leurs enfants (aujourd'hui adultes). Elle apparaît d'emblée comme très importante.

TABEAU 24
Participation des parents et participation des sujets selon le statut socio-professionnel (Fribourg)

<i>Affiliation du sujet</i>	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés</i>		<i>Cadres</i>	
	<i>Parents affiliés</i>	<i>Parents non aff.</i>	<i>Parents affiliés</i>	<i>Parents non aff.</i>	<i>Parents affiliés</i>	<i>Parents non aff.</i>
Aucune	23 %	40 %	14 %	31 %	5 %	27 %
Une	38 %	42 %	19 %	29 %	13 %	25 %
Deux ou plus	39 %	18 %	67 %	40 %	82 %	48 %
N =	60	82	69	52	61	30
	X ² = 8,28 *		X ² = 8,63 *		X ² = 13,55 **	

Introduisons ici un nouveau test statistique. Il s'agit d'une technique dérivée de l'analyse de variance de Yates et élaborée par F. Tofigh ¹. Elle s'applique aux variables dichotomiques et a pour but de comparer simultanément l'« effet » de plusieurs variables sur une variable dépendante.

Le premier pas de cette technique consiste à regrouper en deux catégories les diverses valeurs de chaque variable. Le deuxième pas est celui du calcul de l'effet d'une variable donnée. On teste ensuite, au moyen du test de Student, la signification statistique de cet effet.

Enfin, la technique de Tofigh permet le calcul d'éventuelles interactions entre les variables. La comparaison des effets de chaque variable permet de préciser la hiérarchie des forces influant sur la variable dépendante.

Regroupement de la variable socio-professionnelle :	1. manœuvres et ouvriers
	2. employés et cadres
Effet de la participation des parents :	0,6086
	erreur : 0,1188
	Test « T » : 5,1248
	signification : au seuil de 0,01

¹ F. Tofigh, *Du choix des professions*, Genève, Droz, 1964.

Effet du statut	0,6856
socio-professionnel :	erreur : 0,1225
	Test « T » : 5,5988
	signification : au seuil de 0,01
Effet d'interaction entre	0,1558
les deux facteurs :	erreur : 0,2459
	Test « T » : 0,6336
	signification : non significatif

Nous voyons aisément, d'après ces données, qu'il y a moins de parents non affiliés au fur et à mesure que l'on monte sur l'échelle sociale. C'est ce que nous relevons plus haut. Nous observons également que, dans chaque strate socio-professionnelle, l'affiliation des parents est liée à une quantité d'affiliations nettement plus grande des sujets. Nous pouvons en ce sens parler d'une socialisation à la participation.

Pouvons-nous maintenant entrevoir une corrélation entre les expériences de participation de l'adolescence et celles de l'âge adulte ? Ceux qui ont participé à des groupe de jeunes (scoutisme, groupes religieux, sportifs ou autres) auront-ils par la suite une participation plus affirmée — en termes quantitatifs tout au moins — que ceux qui se sont tenus à l'écart de ce genre d'activité ?

Il faut d'abord reconnaître que l'affiliation à des groupes organisés d'adolescents est assez différente selon les milieux sociaux. 54 % de ceux qui sont aujourd'hui ouvriers ont fait partie, à l'époque de leur adolescence, de groupes de jeunes. Pour les employés, cette proportion est de 66 %. Pour les cadres moyens et supérieurs, elle atteint 71 %.

Il faut donc contrôler ces différences dues au milieu pour se rendre compte de l'effet possible de cet aspect de la socialisation des jeunes. Nous obtenons alors le tableau suivant :

TABLEAU 25

Participation durant l'adolescence et participation à l'âge adulte selon le statut socio-professionnel (Fribourg)

Affiliation (actuellement)	Ouvriers		Employés		Cadres	
	+	—	+	—	+	— ¹
Aucune ou une seule	40 %	68 %	41 %	51 %	26 %	31 %
Deux ou plus	60 %	32 %	59 %	49 %	74 %	69 %
	77	65	80	41	65	26
	X ² = 10,79 **		X ² = 1,08		X ² = 0,19	

¹ Le signe + signifie que le sujet a participé à des groupes de jeunes. Le signe — signifie qu'il n'y participait pas.

La différence est sensible dans l'ensemble: si le sujet a été exercé dans son jeune âge à la participation organisée, il a une probabilité plus grande de s'affilier à plusieurs organismes volontaires dans l'âge adulte.

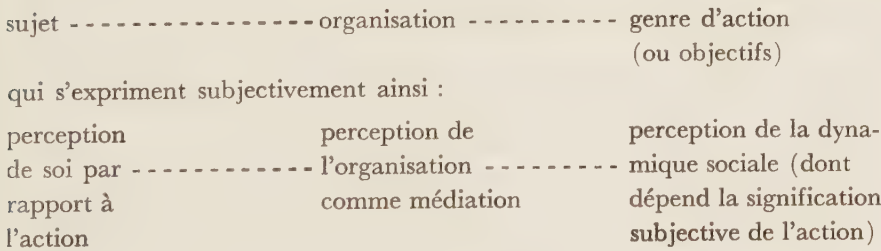
Nous remarquons, toutefois, que les différences attribuées à ce facteur, assez grandes en milieu ouvrier, tendent à s'estomper pour les employés et les cadres. Nous retrouvons cette idée, qu'indépendamment même de leurs perceptions ou de leurs expériences antérieures, les sujets de milieux aisés sont souvent contraints à l'action collective organisée, alors que la pression sociale irait plutôt en sens inverse en milieu ouvrier.

C. Interprétation du rapport entre milieu social et participation

La relation entre la participation des parents, celle du sujet durant l'adolescence et celle qu'il manifeste actuellement, rend partiellement compte de la liaison entre statut social et participation. En effet, le milieu social actuel du sujet et la participation de ses parents sont statistiquement associés. Il y a donc reproduction partielle.

Il nous faut maintenant compléter cette explication en faisant recours à l'interprétation subjective que l'individu donne de sa situation dans les structures sociales et aux conséquences de cette interprétation sur la participation.

Nous faisons allusion aux trois ensembles de perceptions que le sujet construit pour préciser son rapport à la société environnante. Ce sont les pôles de la relation suivante :



Nous développons ces points dans les pages qui suivent.

1. Milieu social et vision de soi

Parler de la vision de soi comme acteur possible, c'est faire allusion au fait que le sujet peut se saisir comme apte à l'action, comme doué de certaines caractéristiques (aptitudes au leadership, sens de l'initiative, talent de compréhension, etc.) qui permettront sa participation à l'action collective volontaire.

Au contraire, le sujet peut se saisir avant tout comme dénué de ces capacités, comme relativement inapte (par manque d'instruction, d'autorité, d'idées, etc.) à une action commune. Nous ferons l'hypothèse que cette vision positive ou négative de soi est conditionnée par l'héritage socio-culturel de la personne aussi bien que par sa situation dans le processus de production. Nous faisons allusion à un processus qui suit les chemins suivants: un faible héritage socio-culturel entraîne une vision assez pessimiste de soi qui se renforce au fur et à mesure que l'individu est plongé, par l'organisation sociale, dans des situations n'exigeant de lui ni initiative, ni décision, mais au contraire, passivité et soumission. Ainsi amorcé, le processus engendre sa propre continuation. Par ailleurs, et des livres entiers relatifs à la culture populaire y ont été consacrés, un niveau culturel médiocre contribue largement à un sentiment de non-compréhension du monde et de son évolution, sentiment qui engendre, d'une part, une certaine méfiance vis-à-vis de soi, et d'autre part, une méfiance tout aussi certaine vis-à-vis d'autrui: deux réactions amenant à un retrait, immédiat ou progressif, à un repliement sur les groupes primaires les plus proches (la famille notamment).

Nous reprenons ici cette hypothèse :

- Plus le statut social et le niveau culturel seront bas, plus la perception de soi comme acteur de l'action collective tend à être négative.
- Plus la vision de soi est négative, moins l'action collective entreprise est forte; les aspects de cette action les plus affectés sont ceux qui concernent l'interventionnisme social, ou, si l'on préfère, le projet social de l'individu.

Pour cerner la perception de soi, nous avons eu recours à trois indicateurs, touchant chacun à une des dimensions de cette représentation, à savoir :

- a) la perception de soi comme leader possible d'une action collective à l'intérieur d'une organisation volontaire,
- b) la perception de soi comme collaborateur (sans pour autant être responsable ou leader) d'une action collective à l'intérieur d'une organisation,
- c) la perception de soi relative à la compréhension ou à la non-compréhension des phénomènes sociaux contemporains (nous postulons ici que ce sentiment de compréhension est souvent un préalable important à l'action).

Nous n'avons pas — à cause de leur relative hétérogénéité — constitué de score global de ces trois indicateurs, mais nous les avons considérés l'un après l'autre.

Nos résultats montrent que les trois indicateurs vérifient la première partie de l'hypothèse, à savoir la relation entre le statut social et la perception de soi.

Commençons par le point c), (celui qui concerne le sentiment de compréhension ou de non-compréhension des phénomènes sociaux). La question

posée, relative à la compréhension de la vie économique et politique en Suisse, offrait quatre réponses possibles :

- le sujet dit ne pas arriver à la comprendre ;
- le sujet dit avoir du mal à comprendre, en règle générale, les problèmes économiques et politiques ;
- le sujet dit les comprendre assez souvent ;
- le sujet dit qu'en général il les comprend (cf. question 75).

Pour simplifier l'analyse, nous avons regroupé les réponses en deux catégories intitulées: compréhension aisée et compréhension difficile. Nous obtenons ce qui suit :

TABLEAU 26

Perception de soi selon le statut socio-professionnel (Fribourg)

(indicateur : compréhension des problèmes économiques et politiques)

	<i>N</i>	<i>Compréhension difficile</i>	<i>Compréhension aisée</i>
Manœuvres	73	67 %	33 %
Ouvriers qualifiés	69	57 %	43 %
Employés	119	35 %	65 %
Cadres moyens et supérieurs	90	38 %	62 %
	351		
$X^2 = 24,00 **$			

Nous pouvons observer une nette évolution de la vision positive de soi en fonction du statut professionnel.

Plus précisément, l'indicateur divise notre population en deux groupes. Les ouvriers et manœuvres d'une part : la majorité d'entre eux dit ne pas être en mesure de comprendre l'actualité sociale et politique. Les employés et cadres, d'autre part, dont la majorité affirme n'avoir pas trop de difficultés à comprendre les phénomènes.

Mentionnons en passant que le groupe des commerçants et artisans se classe de ce point de vue entre les employés et les cadres.

Remarquons la très faible différence entre les employés et les cadres. Cette similitude ne sera pas confirmée par les autres indicateurs.

Passant à la vision de soi comme collaborateur possible, nous voyons que les différences sont encore plus radicales. On se trouve en face d'un pessimisme assez généralisé dans les milieux ouvriers, pessimisme qui se reflète par ailleurs dans les nombreux commentaires à cette question. Beaucoup affirment ne pas être en mesure de se faire entendre, de faire valoir leur point de vue, de pouvoir apporter certaines idées.

Notre question demandait au sujet --- participant ou non à des associations --- s'il avait une chance de faire entendre son avis dans une organisation volontaire. Et nous proposons quatre genres d'associations, afin de rendre la question moins abstraite :

- une amicale,
- une association de loisir,
- un syndicat ou association professionnelle,
- un parti politique.

Les sujets pouvaient choisir --- à propos de chaque genre --- entre quatre réponses :

1. il est vraiment probable que je puisse faire entendre mon avis,
2. il est assez probable...
3. il est peu probable...
4. il est très peu probable...

Nous avons regroupé les quatre catégories en deux, donnant un point aux réponses affirmatives, zéro point aux négatives. Tous les points ont ensuite été additionnés pour chaque individu, ce qui donne un score que nous présentons comme suit: 4-3 points, 2 points, 1 ou 0 point. (Cf. Annexe V, indice 4.)

Les résultats sont les suivants :

TABLEAU 27

Perception de soi selon le statut socio-professionnel (Fribourg)

(indicateur : valeur de la collaboration)

<i>Statut socio-professionnel</i>	<i>N</i>	<i>positive (4-3 points)</i>	<i>moyenne (2 points)</i>	<i>négative (1-0 point)</i>
Manœuvres	72	36 %	25 %	39 %
Ouvriers qualifiés	68	44 %	37 %	19 %
Employés	115	54 %	27 %	19 %
Cadres moyens ou supérieurs	89	79 %	12 %	9 %
	344			
$X^2 = 43,68 **$				

Ainsi, la grande majorité des cadres (plus des trois quarts) s'estime apte à collaborer dans des situations extrêmement diverses. Très peu d'entre eux se jugent franchement incapables. Cela n'est pas vrai pour les manœuvres, dont plus du tiers se croient totalement inaptes à faire entendre leur avis. Il est important de préciser que la catégorie médiane comprend principalement des personnes qui estiment pouvoir se faire entendre dans une amicale ou une association de loisir, mais qui se refusent cette possibilité dans le cadre d'un parti

ou d'une organisation professionnelle. Les sujets se perçoivent plus négativement dans le cas des groupes interventionnistes que dans celui des organisations intimistes et expressives. Ce point nous paraît fondamental.

Alors que notre indicateur précédent montrait une nette proximité des cadres et des employés, nous avons ici, entre chaque catégorie socio-professionnelle, un clivage très net. Les cadres s'estiment mieux préparés que les employés, ceux-ci que les ouvriers, ces derniers que les manœuvres.

Le troisième indicateur (cf. question 51) — l'aptitude du sujet à prendre des responsabilités dans un groupe — confirme ces clivages. Les mêmes différences, avec des écarts voisins entre les extrêmes, se retrouvent.

TABLEAU 28

Perception de soi selon le statut socio-professionnel (Fribourg)

(indicateur : aptitude aux responsabilités)

<i>Statut socio-professionnel</i>	<i>N</i>	<i>S'estime doué</i>	<i>S'estime peu doué</i>
Manœuvres	70	47 %	53 %
Ouvriers qualifiés	68	67 %	33 %
Employés	112	72 %	28 %
Cadres moyens ou supérieurs	88	82 %	18 %
	338		

$$X^2 = 23,03 **$$

Alors que la moitié des manœuvres s'estiment peu doués pour prendre des responsabilités dans un groupe volontaire, la grande majorité des cadres se juge bien préparée à ce rôle. Certes, les pourcentages en eux-mêmes ont peu d'importance : les différences entre les groupes sont par contre importantes.

Elles permettent — vérifiées qu'elles sont par les trois indicateurs employés — de prendre la juste mesure de la tendance des couches professionnelles basses au manque d'assurance par opposition à la confiance en soi manifeste des cadres. Il nous importe peu, ici, de savoir si ces sortes de préjugés sont justifiés ou non. Contentons-nous de noter ces attitudes et de considérer que celles d'une grande partie des salariés manuels ne peuvent manquer de limiter leur action. Notre plan d'enquête ne nous a malheureusement pas permis de savoir si le pessimisme vis-à-vis de soi est lié à une analyse des processus sociaux qui l'engendrent, ou si ce pessimisme est finalement vécu par le sujet comme une carence personnelle dont il ne doit rendre personne d'autre que lui-même responsable. Il y aurait certainement là un point à creuser, tant il est vrai que les conclusions pour l'action que le sujet tire d'une telle auto-évaluation sont nettement différentes dans les deux cas. La deuxième interprétation (responsabilité personnelle) empêche totalement l'action alors que la première peut — dans certains cas — déboucher sur l'action.

Demandons-nous maintenant dans quelle mesure ces différences de perception de soi sont à leur tour liées à la participation aux associations volontaires.

L'examen des chiffres tend à montrer qu'une perception pessimiste de soi n'empêche pas complètement l'action au sein des organisations, mais en limite l'extension. Cela est assez compréhensible. Dans notre organisation sociale, la participation à une seule association — le plus souvent syndicale ou plus largement professionnelle — paraît relativement indépendante de la perception que l'on a de ses propres aptitudes. Beaucoup s'affilient à ce genre d'organismes soit pour des raisons de sécurité sociale ou d'avantages divers qu'ils peuvent recevoir, soit à cause d'une pression plus ou moins marquée du milieu. Par contre, l'affiliation à deux ou plusieurs groupements exprime clairement une propension du sujet à l'action collective. Il est de plus intéressant de voir que c'est qualitativement que le problème prend toute sa dimension. Pour cela, il faudra observer le comportement des sujets au sein même des associations dont ils font partie. Le tableau suivant montre que l'absence totale de participation organisée est faiblement reliée à la vision de soi. (Nous employons ici l'indicateur « aptitude aux responsabilités » décrit plus haut.)

TABLEAU 29

Perception de soi et nombre d'affiliations (Fribourg)

(indicateur : aptitudes aux responsabilités)		
<i>Nombre d'affiliations</i>	<i>S'estime doué</i>	<i>S'estime peu doué</i>
Aucune	21 %	26 %
Une seule	24 %	38 %
Deux ou plus	55 %	36 %
N =	230	106
$X^2 = 10,87 **$		

Il n'y a donc qu'une différence de 5 % entre les deux groupes pour ce qui est de l'abstention totale. Bien qu'orientée dans le sens de nos hypothèses, on peut la considérer comme négligeable et dire que la participation minimum n'est guère affectée par la vision de soi.

Par contre, répétons-le, l'extension de la participation révèle l'influence de cette perception de soi. 36 % de ceux qui s'estiment peu doués participent à plusieurs associations, contre 55 % de ceux qui s'estiment doués.

Reste à savoir si ces différences ne sont pas un effet indirect de la classe sociale.

Voyons donc quel est l'effet de la perception de soi dans chaque milieu social. Pour les ouvriers et employés, il apparaît nettement que vision de soi et participation sont reliées. Les ouvriers et employés ayant une vision négative d'eux-mêmes participent nettement moins que leurs collègues ayant une

perception positive. 42 % des employés « négatifs » sont affiliés à plusieurs associations contre 62 % des « positifs ». Les différences sont un peu moins nettes chez les ouvriers: 23 % contre 33 %. Par contre, chez les cadres, cette différence de perception n'a pas d'effets appréciables en soi. D'abord, comme nous l'avons vu, la perception positive constitue la règle de presque toute cette catégorie. Ensuite, les rares sujets à perception négative ne participent — en termes quantitatifs — pas moins que les autres. Nous retrouvons ici une dimension du jeu de rôle. Pour plusieurs auteurs, les cadres sont poussés à l'action collective de par leur rôle même. Ils sont concrètement sollicités, ils sont l'objet d'attentes, etc. Bref, leur statut, indépendamment même de ce qu'ils en pensent, les fait agir. Par contre, nous retrouverons des différences significatives quand il s'agira du comportement à l'intérieur des associations.

Ce rapport que nous venons d'esquisser et qui unit le milieu social, la perception de soi et l'action collective, affecte nettement les activités à but interventionniste. Certes, les sujets qui participent à des organismes politiques ou parapolitiques sont assez rares (13 % pour l'ensemble à l'exception des commerçants et artisans). Mais cette proportion est de 15 % pour ceux qui s'estiment doués, contre 8 % chez ceux qui ne se reconnaissent pas ce genre d'aptitudes. Cette différence se retrouve dans chaque groupe professionnel.

La participation syndicale ou professionnelle n'est pas, par contre, affectée par cette perception de soi. Les proportions d'affiliations sont extrêmement voisines (les différences sont d'environ 5 % par rapport à une proportion de 40-50 %).

Nous retiendrons donc les relations suivantes :

- a) il y a forte relation entre milieu social et vision de soi,
- b) une vision négative de soi est associée à une moindre participation (en termes de nombre d'affiliations) sauf dans le groupe des cadres,
- c) la participation politique et parapolitique des sujets ayant une perception négative d'eux-mêmes est moindre que celle des sujets doués d'une perception positive, et cela pour tous les groupes professionnels,
- d) la participation syndicale ou professionnelle n'est pas affectée par la perception de soi.

2. Milieu social et perception de l'organisation

L'organisation, en tant qu'agencement formel de l'action, n'est pas un modèle propre aux seules associations volontaires. Les entreprises, les administrations, les Eglises, agencent leur action selon les règles d'une division explicite du travail, d'une répartition définie de l'autorité, de processus réglementés de communication, etc.

C'est dire que ce modèle d'action est familier. Chacun en fait quotidiennement l'expérience.

Cette expérience quotidienne peut être vécue positivement ou négativement, selon le statut occupé dans l'organisation. Il nous paraît donc légitime de penser qu'à identité de buts, d'intentions ou d'aspirations, l'association volontaire — en tant que modèle organisé de poursuite d'un but — sera choisie ou rejetée selon les attitudes envers l'organisation qui s'élaborent dans le domaine du travail et dans les autres domaines évoqués plus haut. En ce sens, l'individu refuse l'affiliation aux associations non parce qu'il manque d'intentions d'action, mais parce que le moyen (c'est-à-dire l'organisation) de réalisation de l'action lui apparaît comme peu gratifiant.

Dans la société industrielle, une certaine méfiance se développe vis-à-vis de l'organisation. Cette réticence comporte deux dimensions essentielles :

- En conséquence de la croissance des vastes organisations, un sentiment d'embrigadement surgit. La personne ne se sent plus libre de son action. Elle a l'impression d'être le jouet de forces supérieures qui la réduisent à un état d'impuissance, d'anonymat. Les décisions se prennent en dehors d'elle. Ainsi, l'organisation fausse le rapport du sujet à ses propres buts en même temps qu'elle lui permet (et souvent comme condition nécessaire) de les atteindre partiellement. Une perception dialectique des organisations par rapport au sujet s'organise, dialectique dont les pôles — nous le verrons — peuvent être différemment valorisés. L'organisation comme condition de poursuite du but peut supplanter, dans l'esprit du sujet, l'aliénation nécessaire qu'elle introduit dans le rapport du sujet aux objectifs. Inversement, le sentiment d'aliénation peut l'emporter subjectivement sur la poursuite du but. Troisièmement, le sujet peut avoir une attitude globalement positive vis-à-vis de l'organisation, sans que les thèmes antagonistes soient perçus de manière différenciée.
- L'organisation, en tant que mode de division du travail, répartit inégalement le pouvoir de décision. Plusieurs modèles culturels peuvent exister : de l'omnipotence de l'exécutif à la gestion démocratique, divers degrés de concentration du pouvoir peuvent être envisagés. La plupart des associations volontaires fonctionnent selon une dichotomie entre comité et base, où le pouvoir appartient surtout au comité. Cela est d'autant plus vrai que l'association est vaste et que ses fonds sont plus importants. Ce modèle très généralisé peut être différemment perçu par les sujets. L'un peut y voir une possibilité supplémentaire de pouvoir, l'autre y trouver une occasion de plus d'être dominé et supplanté par d'autres. Par ailleurs, le jugement des sujets relatif à la division optimum des pouvoirs pour l'efficacité de l'organisation peut varier. La démocratie intégrale peut être considérée par

certains comme le meilleur mode de gestion de l'organisation. Pour d'autres, elle est, au contraire, génératrice de désordre et d'immobilisme. Ils préfèrent voir l'exécutif détenir les pouvoirs. Nous faisons l'hypothèse que l'acceptation d'un modèle de concentration des pouvoirs dans le comité sera d'autant plus grande que l'individu perçoit la possibilité de participer à un leadership de ce type ou qu'il a expérimenté, par ailleurs, dans des situations de travail par exemple, des modèles analogues dans lesquels il occupait une situation de commandement.

Pour nous résumer, disons que l'organisation introduit un terme intermédiaire entre l'acteur et son action. Dans les sociétés pré-industrielles, l'acteur ne doit pas forcément passer par l'organisation pour poursuivre ses valeurs. Au contraire, cette médiation devient presque nécessaire dans les sociétés industrielles. En même temps qu'elle est un outil, l'organisation est un écran. Dès lors, la vision — positive ou négative — de l'organisation en tant que mode d'action intervient dans les déterminants culturels de l'affiliation à l'action collective. Elle n'est pas un élément neutre, transparent: elle est au contraire une contrainte.

A partir de ce raisonnement, nous pouvons poser deux hypothèses :

- L'organisation en tant que mode d'action est différemment perçue selon les groupes sociaux. Cette perception est d'autant moins positive que les expériences quotidiennes du sujet le placent dans des rôles où la dépendance est fortement accentuée.
- A une perception négative de l'organisation correspondra une moindre tendance à l'affiliation.

Nous nous sommes servis de deux indicateurs pour évaluer le caractère positif ou négatif de la perception de l'organisation. Le premier consiste en un jugement sur l'aspect contraignant ou non de l'organisation par rapport aux buts que se propose le sujet. La question propose aux sujets de dire leur accord ou leur désaccord avec la proposition suivante : « Les associations, clubs, sociétés, etc., embrigadent les gens, en font un peu des moutons. » (Cf. question 52.)

Le deuxième indicateur fait référence à la distribution du pouvoir dans les associations. Le libellé de la question propose au sujet trois modèles de prise de décision, en lui demandant de choisir celui qui lui convient le moins mal ou encore d'en proposer un autre. Le premier modèle — nettement bureaucratique — laisse tout pouvoir au comité. La base n'a finalement qu'un rôle consultatif. Le troisième modèle laisse à la base le pouvoir de décision le plus entier. Le comité n'est là que pour certains détails pratiques. Le deuxième

modèle est intermédiaire entre ces deux types extrêmes. On peut résumer ces trois modèles dans les attributions suivantes :

- Modèle A : le comité prépare, commente et exécute les décisions,
 - Modèle B : la base prépare les décisions, le comité les exécute,
 - Modèle C : la base prépare et exécute les décisions.
- (Cf. question 55.)

Examinons tout d'abord si nous trouvons des différences d'opinion significatives selon les milieux sociaux.

TABLEAU 30

Distribution des opinions relatives au caractère contraignant de l'organisation selon le statut socio-professionnel

« Les groupes organisés embrigadent les gens, en font des moutons. »

	<i>Ouvriers *</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres **</i>
Vrai	49 %	27 %	39 %
Quelquefois vrai	21 %	23 %	29 %
Faux	30 %	50 %	32 %
	136	115	88

$$X^2 = 17,01 **$$

* y. c. manœuvres

** cadres moyens et supérieurs

D'emblée, nous remarquons que le rapport entre statut socio-professionnel et perception de l'organisation comme mode d'action n'est pas linéaire. Si les ouvriers marquent une méfiance assez nette vis-à-vis des organisations (43 % donnent leur accord complet à la proposition), il en va presque de même des cadres (39 % d'accord). Les distributions de ces deux milieux sont assez voisines. Les employés, au contraire, font preuve d'une confiance assez radicale, puisque la moitié d'entre eux déclarent que l'opinion proposée est fausse.

S'agit-il, dans le cas des ouvriers et des cadres, d'une méfiance de même nature ? Pouvons-nous supposer, par exemple, que les ouvriers se méfient des organisations surtout à cause de leur éloignement du pouvoir alors que les cadres s'en méfieraient à cause du caractère massif, peu nuancé, des organisations ?

Le tableau suivant, qui répond par ailleurs à notre hypothèse relative au rapport entre perception et affiliation, nous aide à donner une réponse. Nous avons, pour la commodité de l'analyse et de la lecture, regroupé dans ce tableau les réponses « Quelquefois vrai » et « Faux » pour les opposer à la réponse « Vrai ». Nous mettons ces jugements en rapport avec le nombre de secteurs d'action du sujet dans des associations volontaires, en contrôlant le tout par le statut socio-professionnel.

TABLEAU 31

Statut socio-professionnel, jugement sur l'organisation et nombre de secteurs d'affiliation

<i>Secteur d'action</i>	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés</i>		<i>Cadres</i>	
	<i>Vrai</i>	<i>Faux</i>	<i>Vrai</i>	<i>Faux</i>	<i>Vrai</i>	<i>Faux</i>
Aucun	40 %	22 %	26 %	17 %	15 %	7 %
Un seul	39 %	53 %	42 %	26 %	23 %	24 %
Deux et plus	21 %	25 %	32 %	57 %	62 %	69 %
N =	67	69	31	84	34	54

Pour les ouvriers et employés, l'association entre un jugement plutôt critique de l'organisation et une moindre participation est assez nette. Les ouvriers qui jugent que l'opinion proposée est correcte s'abstiennent à raison de 40 % de participer, alors que ceux qui la discutent s'abstiennent à raison de 22 %. Les employés qui trouvent cette opinion injustifiée ont, dans 57 % des cas, deux secteurs d'action et plus, alors que ceux qui acceptent cette opinion n'ont deux secteurs ou plus que dans 32 % des cas. Par contre, et ceci est intéressant, le jugement sur l'organisation ne semble pas être associé à la participation chez les cadres. La relation s'annule. Ce fait nous ramène à notre raisonnement de départ. Chez les cadres, nous postulons qu'il y a à la fois méfiance envers l'organisation (elle brime l'homme, l'embrigade, etc.) et conscience que l'organisation est nécessaire à l'action (sans elle, les buts fixés ne pourraient pas être atteints). Par ailleurs, même si les cadres se méfient de cette dernière, ils savent que finalement ils pourront y faire entendre leur avis et ne pas se laisser entraîner n'importe où par un appareil non maîtrisé. Rappelons à ce propos combien la vision de soi des cadres par rapport à l'action organisée est plus positive que celle des ouvriers. Pour ceux-ci justement, nous postulons que cette position de force n'existe pas, qu'au contraire (cf. la perception de soi), il y a conscience claire d'une infériorité en termes de pouvoir. La manipulation est crainte. Il s'ensuit un net retrait par rapport à l'action organisée.

Ce jugement négatif sur l'organisation est bien moins intense chez les employés. D'une part, ils croient en l'organisation comme mode d'action et, d'autre part, à cause d'une vision de soi assez positive, ils n'ont pas trop peur d'être manipulés. Il en découle que leur éventuelle méfiance réduit tout au plus leur nombre de secteurs d'action, mais ne les arrête pas au seuil de l'action organisée, comme c'est le cas pour les ouvriers.

Nous avons donc finalement trois situations différentes :

- pour les ouvriers, une perception négative de l'organisation est liée à un blocage de l'action ;
- pour les employés, une perception négative est liée à une limitation de l'action ;

— pour les cadres, une perception négative n'entraîne ni réduction ni blocage de l'action.

Il s'agit là, bien sûr, de tendances. Elles correspondent à trois évaluations différentes de l'organisation dans le rapport du sujet à l'action. Des deux pôles dialectiques de l'organisation (outil et écran), les employés perçoivent positivement l'outil et ne perçoivent guère l'écran. Les cadres perçoivent à la fois l'outil et l'écran. Les ouvriers tendent à nier le premier et à accentuer le second.

Venons-en maintenant aux choix en matière de répartition de l'autorité. Nous y trouverons des confirmations de ce qui précède. Rappelons que le modèle majoritaire dans les associations volontaires consiste à laisser un large rôle au comité, et cela bien que l'idéologie démocratique persiste largement, comme le soulignait déjà Warner, dans les organisations volontaires.

Nous appellerons bureaucratique le choix qui consiste à laisser au comité l'élaboration des décisions et le contrôle de leur exécution. On nommera démocratiques les choix qui laissent une plus grande marge d'action à la base. Il est évident que ces adjectifs très sommaires ne sont là que pour fixer les idées.

D'emblée, nous remarquons que le choix bureaucratique est majoritaire. 57 % de nos 402 sujets s'y rallient. Mais ce choix est-il également distribué dans tous les milieux ? Nous trouvons, au contraire, une très large variation selon le statut socio-professionnel.

TABLEAU 32

Statut socio-professionnel et type préféré de distribution du pouvoir

	<i>Ouvriers</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres</i>
Bureaucratique ¹	50 %	63 %	74 %
Démocratique ¹	50 %	37 %	26 %
	129	111	87
		$X^2 = 12,05$ **	

Plus l'on monte sur l'échelle socio-professionnelle, plus le choix bureaucratique a tendance à l'emporter. Les cadres font manifestement confiance à une petite équipe de travail qui, certes, consulte la base, mais fait l'essentiel du travail et donne l'orientation du mouvement. Chez les ouvriers, on tend à donner plus d'importance à la base. La méfiance envers l'exécutif est plus marquée que dans les autres strates. Il est important ici d'anticiper sur les

¹ Rappelons que nous qualifions de « bureaucratique » le choix qui consiste à laisser au comité l'élaboration et l'exécution des décisions, et de « démocratique » le choix accordant à la base la tâche d'élaborer, voire d'exécuter, les décisions.

questions de leadership dans les associations volontaires: dans ces groupements, les ressortissants des strates inférieures sont proportionnellement moins souvent au pouvoir que les autres. L'exécutif est donc un domaine un peu étranger pour les couches ouvrières. Or, la probabilité d'accession au pouvoir n'est pas sans déteindre sur le type préféré de distribution de l'autorité. Dans une organisation bureaucratique, les cadres voient à la fois la possibilité d'imposer leur volonté (puisqu'ils seront eux qui tiendront les rênes) et celle d'utiliser l'organisation pour atteindre les buts qu'ils se sont fixés. Ils peuvent ainsi réduire le pôle « Ecran » de l'organisation. Cette stratégie n'est pas ouverte (ou en tout cas, l'est moins) aux ouvriers, qui préfèrent que le pouvoir se concentre à la base pour réduire l'élément Ecran. Mais cette ambition n'est guère conforme au modèle généralement choisi par les associations. Il est possible ainsi qu'un retrait se manifeste, soit sous forme de blocage de l'action, soit sous forme de limitation. C'est ce que nous allons examiner.

TABLEAU 33
Statut socio-professionnel, type préféré de distribution du pouvoir et nombre de secteurs d'affiliation

<i>Secteur d'action</i>	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés</i>		<i>Cadres</i>	
	<i>B</i>	<i>D</i>	<i>B</i>	<i>D</i>	<i>B</i>	<i>D</i> ¹
Aucun	32 %	30 %	13 %	29 %	9 %	17 %
Un seul	37 %	53 %	26 %	34 %	22 %	26 %
Deux ou plus	31 %	17 %	61 %	37 %	69 %	57 %
N =	65	64	70	41	64	23

Analyse critique

Regroupement de la variable socio-professionnelle :	1. manœuvres et ouvriers
	2. employés et cadres
Regroupement de la variable dépendante :	1. 0 - 1 secteur d'action
	2. 2 + secteurs d'action
Effet du choix bureaucratique :	0,4153
	erreur : 0,1255
	Test « T » : 3,3100
	signification : au seuil de 0,01
Effet du statut socio-professionnel :	0,6934
	erreur : 0,1278
	Test « T » : 5,4239
	signification : au seuil de 0,01

¹ Les initiales B et D renvoient à « bureaucratique » et « démocratique ».

Effet d'interaction entre	0,0528
les deux facteurs :	erreur : 0,2638
	Test « T » : 0,2002
	signification : non significatif

Dans les trois milieux socio-professionnels, l'option démocratique est associée à une moindre participation. Autrement dit, une perception négative du pouvoir dans les associations s'accompagne d'une limitation de l'action. L'organisation en tant que mode d'action n'est donc pas, au vu de nos deux indicateurs, un élément neutre. Elle est l'objet, en tant que telle, de choix et de rejets, indépendamment des buts que le sujet poursuit ou voudrait poursuivre. Cela n'est pas sans conséquence sur la problématique générale de l'action volontaire organisée.

3. *Milieu social et perception de la société*

Tout un courant philosophique, théologique et sociologique moderne conçoit le monde comme se faisant, comme s'appropriant progressivement son identité, comme étant une longue théorie de paliers de conscience conduisant à une plus grande vérité ainsi d'ailleurs qu'à des possibilités d'intervention volontaire plus marquées. Aussi différents soient-ils, Marx, Theilhard de Chardin, et avant eux Kant, Hegel et Comte, participent de cette tradition.

La sociologie actuelle fournit de nombreux schémas d'interprétation qui mettent en relief, dans des éclairages divers, cette tendance. G. Gurvitch, notamment, insiste sur cette possibilité croissante qu'à la société de se saisir comme « acte », comme susceptible de créer de plus en plus de liberté, comme de plus en plus apte à rendre « l'utopie concrète ». Plus qu'à se définir par un passé, la société tend à s'orienter vers un projet.

Il est indubitable qu'un tel mouvement est décelable dans les sociétés techniques. Mais on peut se poser la question de savoir si, au plan des consciences individuelles et des idéologies des groupes, la perception de ce mouvement est uniformément répandue. Ne faut-il pas plutôt penser que de larges fractions de la population ont, pour des raisons que nous allons envisager, une perception assez radicalement différente, nettement plus fixiste, ou fataliste, et par là même pessimiste, de la réalité sociale ?

La division du travail social est marquée essentiellement par l'inégalité du pouvoir. La possibilité de décision — si minime soit-elle — n'est pas le fait, dans notre organisation sociale, des couches professionnelles ouvrières. Il y a, en ce qui concerne la production, un éloignement très net des couches basses du pouvoir. Cet éloignement se double d'un accès moins aisé à la consommation matérielle ou culturelle. Or, comme le souligne A. Touraine, l'orientation

de la production et le contrôle (personnel ou collectif) de la consommation ou de l'épargne sont les pôles de la participation sociale.

Nous pouvons alors faire l'hypothèse que plus la participation objective d'un individu ou d'un groupe est faible, c'est-à-dire moins cet individu ou ce groupe a accès au pouvoir d'orientation ou de contrôle, moins la société est perçue et vécue comme un acte. L'individu privé de pouvoir a tendance à la percevoir et à la vivre comme un donné plus ou moins fixe, plus ou moins indépendant des volontés individuelles ou collectives. En ce sens, l'idée que des forces sociales puissent arriver à changer le cours de l'histoire, à l'améliorer dans une direction ou dans une autre, est plus étrangère aux groupes ou individus dont la participation objective est faible qu'aux autres.

Cette différence dans la perception du devenir social se traduit, dans le cas où la société est vue comme un donné plutôt que comme un acte, par une limitation de l'action collective, par une tendance marquée à une sorte de défaitisme inquiet.

Certes, si cette hypothèse est bonne, nous pouvons croire qu'elle s'appliquera surtout à la participation interventionniste. Mais une perception fixiste modifie également la couleur de la participation aux groupements expressifs dans la mesure où cette dernière est confinée dans sa signification de loisir sans s'accompagner d'une philosophie sociale de l'action culturelle. En conséquence, une telle participation est nettement plus sensible aux concurrences et ersatz commerciaux de la participation expressive. Elle tendra à se limiter, voire à se dissoudre dans la consommation liée au secteur commercial.

Pour nous résumer, disons que notre hypothèse est la suivante: le manque de participation objective (à la création du produit comme à sa consommation) s'accompagne d'une perception plus fixiste de la société et de son évolution (en ce sens il s'agit d'une aliénation); ce type de perception inhibe partiellement l'action collective volontaire parce qu'il supprime en partie les motivations à l'action, c'est-à-dire la croyance en son efficacité sociale. Cette inhibition partielle pourra être remarquée à la fois dans la participation interventionniste et dans la participation expressive.

Il est tout à fait possible de remplacer les termes d'acte et de donné par endodéterminisme (la société est faite par ses membres) et exodéterminisme (la société est faite par des forces étrangères aux forces sociales).

Du point de vue méthodologique, il est difficile de saisir adéquatement les types de perception du social (comme acte ou comme donné) que nous avons dégagés. La distance entre la notion et son expression opératoire reste de toute façon très grande.

Nous avons tenté d'y parvenir au moyen d'un ensemble de sept propositions relatives au changement social, à la permanence des conflits sociaux, à la complexité aliénante du monde moderne, à l'existence de forces non humaines

rendant compte de l'organisation sociale, à la permanence d'une nature humaine a - temporelle et a - spatiale, etc. (cf. Annexe V, indice 6). L'accord complet avec une proposition donnée a été coté d'un point, le désaccord complet de 5 points, les positions intermédiaires recevant également des notes entre 1 et 5. Le score individuel résulte de l'addition des points obtenus à chaque proposition.

L'échelle ainsi constituée a des avantages et défauts semblables à celles de Likert. Les scores vont d'un minimum de 7 points (vision très exodéterministe du social ; sentiment de la répétition constante de l'histoire, impuissance humaine, etc.) à un maximum de 35 points (idéologie inverse). Nous avons, à cause de l'allure de la distribution, distingué deux catégories : moins de 14 points et 14 points et plus.

Concernant la relation entre classe sociale et perception du social, nos résultats sont relativement clairs. Une corrélation positive existe.

TABLEAU 34

Perception de l'organisation sociale selon le statut socio-professionnel

	<i>N</i>	<i>Exodéterminisme</i> (— de 14 points)	<i>Endodéterminisme</i> (14 points ou plus)
Manœuvres	71	73 %	27 %
Ouvriers qualifiés	68	66 %	34 %
Employés	119	54 %	46 %
Cadres moyens et supérieurs	90	41 %	59 %
	348	$X^2 = 19,86^{**}$	

Il y a ainsi une très nette croissance de la perception volontariste en fonction du statut social. La première partie de notre hypothèse se vérifie donc. La participation objective conditionne partiellement la vision du social. Moins cette participation est grande, plus le social apparaît comme finalement étranger à l'homme, indépendant de sa volonté. Il est probable que cette différence de perception va agir sur les affiliations et sur la signification que l'individu donne à son action.

Avant de considérer ce point, mentionnons que nous trouvons une relation semblable entre le degré d'instruction et la perception du social. 63 % des personnes ayant une éducation primaire ou secondaire inférieure partagent la vision d'un social exodéterminé, sur lequel l'homme a peu de prise. Cette proportion s'abaisse à 50 % chez les sujets ayant une instruction secondaire supérieure et à 37 % chez les universitaires. Nous obtenons des résultats voisins en utilisant le critère du revenu.

Le rapport entre une vision exodéterministe de la société et la participation aux associations volontaires apparaît clairement dans les chiffres qui suivent.

Parmi ceux qui totalisent des scores faibles (— de 14 points) et qui donc ont une perception plutôt exodéterministe du social, 61 % (138 sujets) participent au maximum à une seule organisation (le plus souvent professionnelle). Cette proportion n'est que de 36 % (62 sujets) de ceux qui ont des scores plus élevés, c'est-à-dire qui possèdent une perception plus volontariste du social. A l'inverse, 15 % des premiers participent à 4 associations ou plus contre 26 % des deuxièmes.

TABLEAU 35
Perception de l'organisation sociale et participation aux associations

<i>Participation aux associations</i>	<i>N</i>	<i>Exodéterminisme</i> (— de 14 points)		<i>Endodéterminisme</i> (14 points ou plus)	
Aucune affiliation	89	58	26 %	31	18 %
1 affiliation	111	80	35 %	31	18 %
2 - 3 affiliations	117	54	24 %	63	37 %
4 - 6 affiliations	67	26	12 %	41	24 %
7 affiliations et plus	12	8	3 %	4	3 %
	396	226		170	
$X^2 = 27,85 **$					

Si nous avons conservé trois catégories de scores — et non seulement deux — nous observerions une croissance encore plus nette de la participation avec la croissance des scores. Par exemple, 61 % des sujets de la première catégorie (— de 14 points) ne participent au maximum qu'à une association, 38 % des sujets de la deuxième (14 - 21 points) et 25 % des sujets de la troisième (22 points ou plus ; le nombre des sujets dans cette dernière se monte à 24 seulement).

Toutefois, pour que notre hypothèse soit vérifiée, il nous faut la distribution conjointe de trois variables : le milieu social, la perception de la société et le nombre des affiliations. C'est le but du tableau suivant, dans lequel nous opérons certains regroupements pour que les chiffres restent significatifs.

TABLEAU 36
Perception de la société et participation organisée, selon le statut socio-professionnel

	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés</i>		<i>Cadres</i>	
	<i>Exo.</i>	<i>Endo.</i>	<i>Exo.</i>	<i>Endo.</i>	<i>Exo.</i>	<i>Endo.</i>
Aucune affiliation ou une seule	80 %	55 %	56 %	29 %	32 %	25 %
Deux affiliations ou plus	20 %	45 %	44 %	71 %	68 %	75 %
	97	42	64	55	37	52
	$X^2 = 9,70 **$		$X^2 = 8,87 **$		$X^2 = 0,57$	

Analyse critique

Regroupement de la variable
socio-professionnelle :

1. manœuvres et ouvriers
2. employés et cadres

Effet de la perception
endodéterministe du social :

0,5031
erreur : 0,1189
Test « T » : 4,2310
signification : au seuil de 0,01

Effet du statut
socio-professionnel :

0,6857
erreur : 0,1232
Test « T » : 5,5677
signification : au seuil de 0,01

Effet d'interaction entre
les deux facteurs :

0,1654
erreur : 0,2493
Test « T » : 0,6637
signification : non significatif

La relation entre la perception du social et la participation organisée apparaît maintenant clairement. La position sociale du sujet étant contrôlée, une perception endodéterministe est associée à une grande participation. Notons, toutefois, l'atténuation de ce lien chez les cadres par opposition aux ouvriers et employés.

En résumé, l'absence de pouvoir agit sur la perception du social de la même manière que sur la perception de soi. L'individu privé de pouvoir projette son impuissance sur la société tout entière, concevant celle-ci comme une mécanique incontrôlable, réglée par un destin aveugle plutôt que par les hommes. L'action collective de contrôle et de transformation apparaît alors comme illusoire, privée d'efficacité en profondeur.

Pessimisme envers soi-même, méfiance inquiète envers l'organisation, fatalisme à l'égard des processus sociaux, telles sont finalement les conséquences de la privation partielle de sens au plan du travail. Ces éléments, nous l'avons vu, limitent beaucoup la prise en charge par les individus de leur propre vie collective.

Chapitre IV

INTÉGRATION ET PARTICIPATION

Rappelons que notre analyse des facteurs de la participation aux organisations est articulée autour de deux axes :

- celui du pouvoir (social, économique, culturel) et
- celui de l'intégration (fonctionnelle, relationnelle, culturelle et affective).

Nous allons approfondir maintenant cette analyse de l'intégration.

L'hypothèse sous-jacente au rapport que nous postulons entre intégration et participation est la suivante. Toute action entreprise dans un organisme volontaire suppose :

- la perception d'objectifs et de voies de réalisation possibles de ces buts ; l'intégration fonctionnelle, mettant le sujet en contact avec diverses sphères institutionnelles, avec de multiples problèmes ou intérêts, etc., permet à l'individu de définir des modes d'action éventuels et le motive à entreprendre ces actions ;
- la perception d'une certaine similitude avec autrui (intégration culturelle), qui permet à l'individu d'envisager ses voisins, ses collègues, etc., comme des partenaires éventuels dans une action à laquelle il prendrait part ;
- la définition précise des personnes qui peuvent entrer dans l'action ou à qui le sujet peut se joindre pour agir ; c'est ici que se révèle l'importance de l'intégration relationnelle ; cette dernière contribue également au renforcement des motivations ;
- la constitution d'un lien de parenté (au sens large) entre l'individu et sa communauté ; il ne sert à rien de définir des objectifs, ou de préciser quels seront les partenaires de l'action, si par ailleurs la personne se sent étrangère à sa communauté, si elle ne voit pas pourquoi elle y serait attachée. C'est de cette considération que découle le rôle de l'intégration affective.

A. Intégration fonctionnelle et participation

Nous emploierons trois indicateurs pour cerner l'importance de l'intégration fonctionnelle :

- l'âge, reflet (pour les jeunes) d'une certaine mobilité sociale, d'une recherche d'identité, d'une mobilité socio-géographique réelle et envisagée, et indice (pour les personnes âgées) d'une moindre liaison avec les institutions professionnelles, familiales, scolaires, etc.);
- l'état civil, qui permet de comparer le comportement des célibataires, éloignés de toute une série d'organismes et peu concernés par la nature et l'évolution de certaines structures socio-économiques (assistance sociale, instruction publique, allocations familiales, actions immobilières, etc.) à celui des personnes mariées ;
- le sexe, expression indirecte d'une plus ou moins grande insertion dans le monde du travail, d'un niveau d'éducation plus ou moins élevé, d'un contact plus ou moins direct avec les problèmes de l'économie, de l'organisation du travail, d'un rôle plus ou moins marqué par la dépendance, etc., et cela indépendamment des différences psychologiques éventuelles.

1. *Les femmes et la participation organisée*

Cet aspect de notre réflexion se base uniquement sur l'enquête genevoise, qui incluait les hommes et les femmes, alors que l'enquête fribourgeoise ne prend en considération que les sujets masculins.

Nous avons pu poser, à propos de l'intégration fonctionnelle, l'hypothèse qu'elle est en relation directe avec deux éléments :

- d'une part avec la participation organisée en général,
- d'autre part avec la participation interventionniste en particulier.

La justification de l'hypothèse de la croissance de l'interventionnisme avec l'intégration fonctionnelle est que cette dernière place constamment le sujet en face d'institutions et de processus sociaux, alors qu'à l'inverse le sujet dont

l'intégration fonctionnelle est faible est limité surtout à des relations interpersonnelles qui ne nécessitent pas l'organisation volontaire pour être transformées.

Or, c'est un fait d'observation courante que les femmes sont beaucoup plus coupées du monde extérieur que les hommes. Une faible proportion d'entre elles travaillent en dehors du foyer. Dans l'enquête genevoise, la moitié des femmes interrogées (49,8 %) n'exerçaient pas de profession. Nous les désignons par l'étiquette « femmes sans profession », auxquelles s'ajoutent 8,1 % de retraitées. D'autre part, l'irrégularité des horaires en ce qui concerne les soins aux enfants, la nécessité fréquente de garder les enfants le soir, ou, pour celles qui travaillent, l'obligation de tâches ménagères en dehors des heures passées au travail à l'extérieur, font que la femme est nettement marginale du point de vue que nous adoptons ici. Il faudrait, certes, ajouter à cette marginalité objective l'ensemble des normes et valeurs (qui, par ailleurs, sous-tendent les différences que nous venons d'évoquer) définissant les rôles respectifs de l'homme et de la femme en matière de participation sociale. Nous n'en avons pas la possibilité ici.

Pour vérifier notre hypothèse, nous utiliserons trois niveaux d'intégration fonctionnelle basés sur la différenciation sexuelle, à savoir les deux niveaux constitués par les deux sexes, le troisième étant acquis par une distinction supplémentaire entre les femmes professionnellement actives et les femmes sans profession (dites « ménagères » pour raccourcir).

Les différences sont, à première vue, saisissantes. Rappelons que le nombre moyen d'affiliations par sujet, à Genève, est de 1,44 pour les hommes. Il est de 0,59 pour les femmes, à savoir: 410 affiliations pour 691 sujets. Le rapport de ces deux taux nous indique que la participation des hommes est de 2,44 fois plus élevée que celle des femmes. En termes plus clairs, un homme participe 2-3 fois plus qu'une femme. Voilà pour notre première distinction. Si nous examinons la deuxième, celle qui sépare les femmes actives en dehors du foyer de celles qui restent à la maison, nous obtenons un taux de 0,48 affiliation par ménagère et de 0,76 affiliation par femme au travail (les retraitées sont exclues de ces taux). Le rapport de ces deux taux est de 1,58.

Il paraît clair, à première vue, qu'à une moindre intégration fonctionnelle correspond une moindre participation. Reste à savoir si cela est vrai pour chacun des secteurs d'action, ou si la moindre participation des femmes est finalement obtenue par une participation aussi forte que celle des hommes dans un certain domaine, mais nettement moins accusée dans un autre. Nous avons déjà dû introduire cette question à propos de l'action du facteur « profession » chez les hommes. Le tableau suivant montre que la première hypothèse est bonne.

TABLEAU 37

Genève

Secteurs de participation selon le sexe (en nombre d'affiliations pour 100 sujets)

	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
Associations professionnelles et syndicales	43,4 (234)	8,9 (61)
Associations sportives	24,6 (132)	8,5 (59)
Partis politiques	15,2 (82)	3,8 (26)
Associations d'intérêts	14,1 (76)	10,9 (75)
Associations culturelles et de loisir	13,0 (70)	4,8 (33)
Associations religieuses et paroissiales	12,4 (67)	15,0 (104)
Sociétés scientifiques	6,1 (33)	1,2 (8)
Groupements idéologiques	2,8 (15)	1,0 (7)
Autres groupes	10,8 (58)	5,4 (37)
	767 affiliations	410 affiliations
	539 sujets	691 sujets

En excluant les affiliations professionnelles, nous obtenons 1,01 affiliation par sujet pour les hommes et 0,51 pour les femmes.

Les femmes ont systématiquement, dans l'ensemble des secteurs d'action, une participation moins accentuée que les hommes. La seule exception est constituée par le domaine religieux où la différence s'inverse sans toutefois être très marquée.

Mais l'écart entre les sexes n'est pas constant selon qu'il s'agisse de groupes interventionnistes ou de groupes expressifs. L'écart est nettement plus grand pour les premiers que pour les deuxièmes.

TABLEAU 38

Genève

Secteurs de participation selon le sexe (en nombre d'affiliations pour 100 sujets)

	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
Groupes interventionnistes	77,0	24,6
Groupes expressifs	67,0	34,9
	144 : 100 = 1,44	59,5 : 100 = 0,59

Le rapport du taux d'interventionnisme des hommes à celui des femmes montre que la participation masculine dans ce domaine atteint 3,1 fois celle des femmes. Par contre, dans les groupements expressifs, la participation des hommes n'est que de 1,9 fois plus grande que celle des femmes. Ainsi se trouve vérifiée, à ce niveau, l'hypothèse qui voulait que l'absence d'intégration fonctionnelle, tout en limitant l'ensemble de la participation organisée, développe néanmoins toute son action dans le cas des groupes interventionnistes, c'est-à-dire, rappelons-le, ceux qui se proposent une action sur l'extérieur. Certes,

l'énorme différence de participation aux groupes professionnels et syndicaux est pour beaucoup dans ce résultat. Mais aucune argutie conceptuelle ne nous permet d'éliminer ce secteur d'action.

La question est maintenant de savoir s'il faut imputer cette grande différence de participation selon le sexe au fait qu'une bonne partie des femmes ne travaillent pas.

La question est extrêmement complexe. Nous venons de voir que le taux de participation des femmes sans profession est de 0,48 alors que celui des femmes professionnellement actives est de 0,76. Mais cette différence est en partie due au moindre engagement des ménagères dans l'action syndicale et professionnelle. Nous le verrons plus en détail dans un moment.

En dehors des affiliations professionnelles, la différence principale réside dans les affiliations aux groupes sportifs, nettement plus prisés par les femmes qui travaillent à l'extérieur que par celles qui restent à la maison.

Considérons les chiffres.

TABLEAU 39

Genève

Participation des femmes selon la profession¹ (en nombre d'affiliations pour 100 sujets)

	<i>Travail ménager</i>		<i>Travail à l'extérieur</i>	
Associations d'intérêts	37	10,8	31	11,0
Culture et loisir	10	2,9	21	7,4
Sport	21	6,1	38	13,4
Religion et paroisse	50	14,5	40	14,1
Groupes idéologiques	4	1,2	3	1,1
Sciences	4	1,2	4	1,4
Syndicat et profession	13	3,8	46	16,3
Parti politique	12	3,5	12	4,2
Autres groupes	13	3,8	19	6,7
	164	344 sujets	214	283 sujets

Dans chacun des secteurs, les femmes qui travaillent à l'extérieur ont une proportion d'affiliations supérieure ou égale à celle des femmes sans profession. En enlevant du calcul du taux moyen les affiliations de nature professionnelle, nous obtenons un taux de 0,44 pour les ménagères et de 0,59 pour les femmes actives professionnellement. Ces dernières gardent donc l'avantage.

Toutefois, nous pouvons nous demander s'il convient, en fonction de ce qui précède, d'exclure ce secteur d'action du calcul général. Il nous paraît que non. En effet, la moindre participation des ménagères dans ces domaines pourrait, en théorie, être compensée par un plus grand engagement à d'autres niveaux (associations d'intérêts centrées sur la famille, associations de parents

¹ A l'exclusion des « retraités » (56) et des « divers, inconnus » (8).

d'élèves, etc.). Les « ménagères » pourraient donc combler leur retard en un point par une avance en un autre. Tel n'est pas le cas.

Voyons maintenant si nous retrouvons chez les femmes les différences de participation selon le statut socio-professionnel que nous observions chez les hommes.

TABLEAU 40

Genève

Participation des femmes selon le statut socio-professionnel

(en nombre d'affiliations pour 100 personnes)

	Sujets	Affiliations	Rapport Affiliations/Sujets	
			(avec ass. prof.)	(sans ass. prof.)
Manœuvres et				
ouvrières qualifiées	89	54	0,61	0,45
Employées	119	83	0,70	0,56
Couches moyennes	35	24	0,69	0,57
Cadres moyens et supérieurs	40	53	1,32	1,10
Ménagères	344	164	0,48	0,44
Retraitées	56	30	0,54	0,50

Nous voyons qu'en tenant compte des affiliations liées à la profession, les manœuvres et ouvrières qualifiées ont encore un taux supérieur à celui des femmes sans profession (0,61 contre 0,48). Par contre, l'exclusion de ce champ d'activité fait apparaître des taux identiques (0,45 et 0,44).

Nous constatons, de plus, que la participation s'accroît nettement en fonction du statut socio-professionnel. Cette relation était semblable chez les hommes.

Complétons notre information par l'examen de la participation électorale à Genève. Les chiffres de « L'électeur genevois »¹ nous montrent que les femmes sans profession votent plus régulièrement que les manœuvres, ouvrières et employées subalternes, mais moins fréquemment que les cadres inférieurs et moyens. En moyenne, les femmes sans profession ne votent ni plus ni moins que les femmes actives.

Nous nous risquons donc à deux conclusions :

- l'insertion professionnelle des femmes est associée à une plus grande participation aux associations pour autant que cette profession ne soit pas trop aliénante, trop marquée par la répétitivité ou par un travail épuisant et dénué d'intérêt ;
- cette insertion professionnelle paraît avoir moins d'importance pour les modes de participation sociale (par exemple, le vote) qui ne réclament ni temps ni efforts spéciaux.

¹ R. Girod, en collaboration avec Y. Fricker, *L'électeur genevois*, Genève, Centre de sociologie, 1971, p. 153.

2. Les effets de l'âge et de l'état civil

a) Le cas de Fribourg

Comme nous l'avons vu, un certain nombre d'études se sont occupées de la relation entre âge et participation organisée. Généralement, ces recherches aboutissent à une courbe croissante jusque vers l'âge de 35-55 ans (les âges correspondant au maximum de participation varient fortement selon les études), puis une légère décroissance, accentuée brutalement lors de la retraite professionnelle.

C'est également ce que nous observons dans notre recherche fribourgeoise. Le taux général d'affiliation est de 76 % pour les personnes de 20-30 ans. Il monte assez nettement à 88 % pour les sujets de 30 à 40 ans. Il redescend à 77 % dans la tranche d'âge de 40-50 ans et atteint son minimum (72 %) pour les personnes de 50-65 ans. Rappelons que nous n'avons pas inclus les retraités dans notre échantillon.

Les différences s'accroissent pour ce qui est du nombre moyen d'affiliations par sujet et du nombre moyen d'affiliations par membre.

TABLEAU 41

Nombre moyen d'affiliations selon l'âge

	<i>par sujet</i>	<i>par membre d'au moins une association</i>
20 - 29 ans	1,2	1,6
30 - 39 ans	1,7	1,9
40 - 49 ans	1,6	2,1
50 - 65 ans	1,5	2,1

L'observation de ces chiffres montre que la courbe des moyennes d'affiliation par sujet suit la même allure que celle de la participation globale, alors que celle du nombre d'affiliations par membre indique que, tout en étant moins nombreuses à participer, les personnes de plus de 40 ans ont, quand elles sont affiliées, une activité plus grande que les individus moins âgés.

Le caractère mouvant du premier âge adulte ne crée donc pas, en principe, des conditions très favorables à la participation organisée. Epoque de changements, de choix, de modifications affectives aussi, elle tend à limiter les affiliations ¹.

¹ Certes, par rapport à l'adolescence, les premiers stades de la vie adulte paraissent peu agités. Néanmoins, ils le sont beaucoup plus (changements de localité, d'entreprise ou de profession, de responsabilités professionnelles, choix d'une épouse et donc concentration sur la vie affective plutôt que sur la participation sociale, etc.) que dans les étapes ultérieures de la carrière sociale d'un individu.

Cela est d'autant plus vrai si nous considérons non le nombre des affiliations, mais le nombre des secteurs d'action (sport, politique, etc.) des sujets. La corrélation entre les deux n'est, en effet, pas totale: beaucoup s'affilient à deux groupes de sport, à trois amicales, etc.

On obtient avec cet indicateur des secteurs, la distribution suivante :

TABLEAU 42

Secteurs d'activité selon l'âge

	20 - 29	30 - 39	40 - 49	50 - 65
0 secteur	24 %	12 %	23 %	28 %
1 seul secteur	43 %	43 %	25 %	30 %
2 secteurs ou plus	33 %	45 %	52 %	42 %
N =	90	73	94	144

La dernière ligne du tableau est très révélatrice à ce point de vue. Alors que les trois classes d'âge supérieures à 30 ans ont la majorité relative (ou même absolue pour les hommes de 40-50 ans) de leurs effectifs dans la catégorie « 2 secteurs d'action ou plus », leurs cadets se cantonnent plutôt dans la catégorie « 1 secteur d'action ». C'est là un point assez caractéristique.

Mais l'écart quantitatif qui sépare les catégories d'âge du point de vue du nombre d'affiliations n'est-il pas le produit d'un mélange de variables, notamment d'une distribution non indépendante des professions et du niveau d'instruction dans les classes d'âge ?

Le contrôle par le statut socio-professionnel nous montre que la relation entre âge et nombre d'affiliations demeure pour chaque strate sociale (ouvriers, employés, cadres). Mais le caractère non linéaire de la relation entre âge et affiliation montre bien que ce n'est pas l'âge en tant que tel qui importe, mais les processus d'intégration qui sont associés à chaque âge.

Venons-en maintenant aux genres d'activités et aux ordres préférentiels exprimés par chaque catégorie d'âge. Il y a, de ce point de vue, d'assez nettes différences. Les ordres préférentiels s'établissent ainsi :

TABLEAU 43

Ordre d'importance des secteurs d'affiliation selon l'âge

	20-30 ans	30-40 ans	40-50 ans	50-65 ans
Profession	2	1	1	1
Politique	5	4	4	4
Service social	7	7	5	7
Religion	8	8	8	8
Amicales	3	3	2	2
Chant	4	5	7	6
Loisirs techniques	6	6	6	5
Sport	1	2	3	3

Sur plusieurs points, les jeunes de 20-30 ans se différencient de leurs aînés. Résumons ces différences en disant que les jeunes ont plus tendance à accentuer la participation aux groupements expressifs (par opposition aux groupements interventionnistes) que les personnes de plus de 30 ans. Il y a, avec l'âge, croissance des aspects politiques de la participation. Cela se remarque en considérant, d'une part, les rangs obtenus par la profession et la politique, et d'autre part, le chant et les sports.

Les modèles des classes d'âge supérieur à 30 ans sont relativement voisins. Il y a stabilité des affiliations interventionnistes, avec un léger avantage pour les groupes de service social dans la catégorie des 40-50 ans. Par contre, la dispersion est plus grande dans les groupements expressifs.

La participation à chaque genre de groupements révèle d'importantes différences selon l'âge.

La participation syndicale — ou plus largement professionnelle — oppose les jeunes de 20-30 ans à l'ensemble des autres. 36 % d'affiliations pour les premiers, 47 % environ pour les deuxièmes. Dans l'éventail de 30-65 ans, il n'y a pas de différence.

La participation politique laisse entrevoir trois paliers. Les jeunes de 20-30 ans sont relativement peu engagés (7 %) dans ce genre d'action. Les personnes de 30-50 ans comprennent environ 14 % (15 et 13) d'affiliés et les aînés arrivent jusqu'à 19 %.

Les groupes de service social voient leur cote monter dans l'intervalle de 20-50 ans, mouvement parallèle aux deux précédents, mais redescendre assez nettement dans la dernière catégorie d'âge (au contraire de ce qui se passait avec la politique).

La courbe de participation aux groupements expressifs est plus perturbée. Presque naturellement, le sport oppose les deux premières tranches d'âge aux deux dernières (38 % et 45 %, contre 29 % et 24 %). Les activités vocales ou musicales ne varient nullement avec l'âge, alors que les activités de loisir technique croissent régulièrement.

Il y a donc une croissance absolue de la participation aux groupements interventionnistes avec l'âge. Elle est relative aussi en ce sens que sa part dans l'ensemble des affiliations croît régulièrement : 38 %, 41 %, 46 %, 47 %, ou, pour ne considérer que les groupes politiques et de service social : 9 %, 13 %, 16 %, 17 %.

Notre deuxième indicateur, celui de l'état civil, vient confirmer les points que nous avons soulignés jusqu'à présent. Il y a en effet une assez nette différence de participation entre les célibataires et les personnes mariées.

Si le pourcentage d'affiliés est relativement voisin entre les hommes célibataires et mariés (69 % et 80 %), le nombre d'affiliations par personne connaît une plus grande amplitude. En effet, 24 % des célibataires ont deux secteurs

d'action ou plus, alors que ce taux est de 46 % pour les hommes mariés. Le nombre moyen d'affiliations par sujet est de 1,0 pour les premiers et de 1,7 pour les seconds.

Les différences sont donc très nettes.

L'objection voulant que les célibataires, plus jeunes en général que les personnes mariées, aient un moindre statut social et donc participent moins, ne tient pas ici. En effet, le contrôle de la relation entre l'état civil et la participation par la strate socio-professionnelle nous montre que cette liaison demeure valable quel que soit le niveau social. Les ouvriers célibataires ont deux affiliations ou plus dans 13 % des cas, ceux qui sont mariés dans 31 % des cas ($N = 110$). Chez les employés, les différences sont du même ordre : 37 % ($N = 27$) pour les célibataires, 61 % ($N = 93$) pour les mariés. Nous avons trop peu de cadres célibataires pour pouvoir procéder au contrôle.

L'âge et l'état civil se combinent donc pour produire, dans le cas des jeunes célibataires, une participation relativement faible.

En résumant sommairement ce que nous avons vu dans ces paragraphes, nous constatons qu'une faible intégration fonctionnelle :

1. limite l'accès à un genre quelconque d'affiliation,
2. limite la diffusion de la participation, pour autant qu'il y ait accès à l'action collective,
3. limite plus la participation de type interventionniste que celle de type expressif.

b) *Le cas de Genève*

L'échantillon probabiliste genevois utilise des catégories d'âge assez proches des nôtres. Le léger décalage n'empêche nullement la comparaison.

TABEAU 44

Nombre d'affiliations selon l'âge (hommes seulement)

<i>Nombre d'affiliations par sujet</i>	<i>20-29 (FR) 24-34 (GE)</i>	<i>30-39 35-44</i>	<i>40-49 45-54</i>	<i>50-65 55-65</i>	<i>plus de 65</i>
Fribourg	1,2	1,7	1,6	1,5	—
Genève	90	73	94	144	—
N =	1,4	1,7	1,6	1,6	1,1
N =	103	126	86	113	99

Nous trouvons à Genève un effet de l'âge semblable à celui observé à Fribourg.

La concordance des taux pour les deux villes est assez bonne. Le taux légèrement supérieur de la première catégorie genevoise peut s'expliquer par le décalage d'âge dont nous venons de parler.

Par ailleurs, l'enquête genevoise incluait les hommes de plus de 65 ans, retraités compris. Leur nombre moyen d'affiliations est de 1,1 (111 affiliations pour 99 sujets). Deux facteurs s'allient pour expliquer cette chute relativement prononcée. D'abord, la retraite professionnelle s'accompagne de la rupture de tout un réseau d'intégration, rupture qui agit sur les motivations à l'action aussi bien que sur les occasions pratiques (ou, si l'on préfère, les interactions) d'action. Ensuite, il est évident que l'état de santé plus précaire des personnes âgées joue un certain rôle dans cette diminution.

L'analyse par secteurs révèle des concordances intéressantes. Les activités de type interventionniste croissent fortement entre la première (24-34 ans) et la deuxième (35-44 ans) catégorie, pour se stabiliser par la suite (à quelques différences près). La trentaine se révèle donc comme étant le seuil très net de l'insertion politique. Entre cet âge et la retraite, cette insertion reste — nous venons de le dire — assez constante.

TABLEAU 45

*Affiliations professionnelles et politiques selon l'âge
(en nombre d'affiliations pour 100 personnes)*

Fribourg :		20-29	30-39	40-49	50-65
Genève :		24-34	35-45	45-55	55-65
<i>Affiliations professionnelles</i>					
Fribourg		36 %	47 %	49 %	46 %
N =		90	73	94	144
Genève		42 %	55 %	50 %	52 %
N =		103	126	86	113
<i>Affiliations politiques et parapolitiques</i>					
Fribourg		11 %	22 %	26 %	26 %
N =		90	73	94	144
Genève		19 %	35 %	36 %	40 %
N =		103	126	86	113

Qu'en est-il de la chute de l'action collective avec l'âge de la retraite ? Elle se manifeste, c'est presque évident, avant tout dans les affiliations professionnelles. Il y a 18 affiliations de cet ordre pour 100 personnes âgées de plus de 65 ans, alors que cette proportion atteint 52 % pour la cohorte précédente (55-65 ans).

La participation politique et parapolitique subit un ralentissement. Les personnes de 55-65 ans ont un taux de 40 affiliations pour cent personnes. Ce rapport est de 29 % pour les sujets de plus de 65 ans.

Pour ce qui est des groupements expressifs, la participation religieuse est plutôt en légère hausse qu'en diminution (16 % dans la catégorie 50-65 ans contre 13 % dans la catégorie des plus de 65 ans). Mais les groupes culturels et de loisir accusent nettement le coup (4 % contre 17 %).

En résumé, les affiliations à toutes les catégories d'action collective se réduisent avec la retraite, à l'exception des groupements religieux et paroissiaux.

B. Intégration relationnelle et participation

Nous avons déjà fait allusion au fait que l'action collective réclame — de la part des individus — une certaine connaissance de la communauté large dans laquelle ils sont insérés. Cette connaissance concerne à la fois les institutions communales, les mentalités, les genres de personnes, les clivages sociaux, etc. Connaître les institutions, c'est pouvoir faire le bilan (même partiel) des possibilités d'action existant dans la commune ; c'est savoir dans les grandes lignes qui dirige quoi et dans quelle direction. C'est enfin trouver les voies d'accès aux organisations. Cette connaissance ne va pas de soi ; elle se construit progressivement par des contacts sociaux, des démarches administratives, des hasards même, qui placent la personne dans des situations jusque-là mal connues.

Il en va de même — et cela demande peut-être plus de temps — pour la connaissance adéquate des mentalités et des milieux. L'entrée dans l'action collective réclame que des liens soient tissés entre la personne et son entourage humain. Il faut connaître — ne serait-ce que très vaguement — les orientations idéologiques, les types de sociabilité, les préférences culturelles, etc., qui ont cours dans une localité ou dans une partie de celle-ci.

Plus généralement encore, lorsqu'une personne ou une famille arrive dans une ville, un processus de destruction et de restructuration se produit. La famille a perdu — en quittant l'ancienne résidence — des groupes et des personnes auxquels elle était liée. Elle avait une série de normes de comportement dont elle ne sait pas si elles seront valables dans la localité d'accueil. Bref, l'individu ne sait pas très bien comment se comporter, comment et sur quels critères régler son comportement. Il se place en position d'attente, espérant, au bout d'un certain temps, mieux connaître la structure de la localité. Cette position de repli dure d'autant plus longtemps que :

- l'individu a une moindre intégration fonctionnelle (il est placé ainsi à l'écart des processus d'insertion) ;
- l'individu a une moindre intégration culturelle (ses caractéristiques personnelles, de race, de religion, de langue, d'orientation idéologique, etc., le rendent très différent des personnes composant le milieu d'accueil) ;

- la localité est moins accueillante (de par ses dimensions, son caractère plus ou moins anomique, son éclatement géographique, aussi bien que par son climat social, sa mentalité).

Ce troisième terme (la capacité d'accueil de la localité) est particulièrement important. Cela est d'autant plus vrai que les différences culturelles, s'agissant de citoyens suisses, sont en définitive assez minimes et que l'intégration fonctionnelle, pour une population composée très largement de personnes mariées et actives, est en principe garantie.

Nous avons choisi, pour mettre en lumière le processus d'intégration relationnelle, l'indicateur de l'ancienneté de résidence dans la localité.

Une précaution est nécessaire: si le processus dont nous parlons ne dure que quelques mois, il est alors sans importance sociale, tant il est évident qu'une certaine phase d'adaptation est nécessaire après tout changement de contexte social. Si par contre, ce processus s'étend sur plusieurs années, alors il s'accompagne de grandes conséquences. En effet, la durée moyenne de résidence dans une localité tend à baisser, au profit d'une migration plus accentuée des individus. Si alors une nouvelle migration intervient à peu près à la fin de la phase de structuration, tout est à recommencer. L'action collective est la grande perdante de cette mobilité. Nous aurons donc, pour tenir compte de ce qui précède, à sélectionner des périodes de résidence assez longues, c'est-à-dire à parler en termes de lustres plutôt qu'en termes de mois.

Pour saisir l'importance du troisième facteur mentionné plus haut (l'influence de la localité elle-même sur le processus d'intégration relationnelle), nous comparerons les deux situations de Genève et de Fribourg. Genève se caractérise, sur le plan suisse tout au moins, par :

- une forte mobilité résidentielle,
- un éclatement géographique: les zones de travail, de résidence et de loisir ne coïncident pas toujours,
- un cosmopolitisme accusé,
- une proximité et une grande interaction avec la France.

Ces diverses caractéristiques sont moins nettes à Fribourg, malgré un certain accroissement démographique. La ville reste pour le moment limitée à 40 000 habitants, concentrés, à certaines exceptions près, sur un territoire assez restreint, avec des structures d'intégration assez fortes.

Sans que ces deux villes s'opposent comme le feraient une mégapole et une bourgade, elles sont — toujours en référence au contexte suisse — réellement différentes dans leur infrastructure.

1. La situation genevoise

Nous répartirons nos sujets en quatre catégories, selon leur date d'arrivée dans cette localité: ceux qui ont toujours habité Genève, ceux qui sont arrivés avant 1950, ceux qui sont arrivés entre 1950 et 1960, et enfin ceux dont la date d'installation est postérieure à 1960. L'enquête s'étant effectuée en 1969, ces derniers ont donc au maximum 9 ans d'ancienneté et 4 ans au minimum (l'échantillon a été tiré en 1965).

TABLEAU 46

Genève

Participation globale selon la date d'arrivée (hommes seulement)

	<i>Toujours à Genève</i>	<i>Au moins 19 ans de résid.</i>	<i>De 10 à 19 ans de résidence</i>	<i>De 4 à 9 ans de résidence</i>
Nombre de sujets	212	190	67	40
Nombre d'affiliations	320	278	96	42
Rapport Aff./Sujets	1,51	1,46	1,43	1,05
Indice (base : 1,05 = 100)	144	139	136	100

Bien que la quatrième catégorie ne comprenne pas de sujets arrivés depuis moins de quatre ans, nous constatons que le nombre d'affiliations par personne (1,05) y est bien moindre que dans les autres catégories (la proportion générale étant de 1,45 affiliation par personne). Il n'y a par contre pas de différences importantes entre les autres catégories (bien que les écarts observés aillent dans le sens de nos hypothèses). La période cruciale est donc celle des dix premières années de résidence, ensuite de quoi les taux de participation se stabilisent. Mais remarquons que cette période d'accoutumance est relativement longue et réduit nettement la participation à l'action collective.

Il en va de même, en plus accusé encore, pour les femmes :

TABLEAU 47

Genève

Participation globale selon la date d'arrivée (femmes seulement)

	<i>Toujours à Genève</i>	<i>Au moins 19 ans de résid.</i>	<i>De 10 à 19 ans de résidence</i>	<i>De 4 à 9 ans de résidence</i>
Nombre de sujets	208	273	112	52
Nombre d'affiliations	154	160	65	22
Rapport Aff./Sujets	0,74	0,59	0,58	0,42
Indice (base : 0,42 = 100)	176	141	138	100

Trois étapes de la participation se dessinent: à une durée de résidence courte (moins de 10 ans) correspond, comparativement, une faible participation

(0,42); pour des durées moyennes de résidence, nous trouvons également un taux moyen (0,59 et 0,58) alors que le fait d'avoir toujours vécu à Genève est associé à une forte participation (0,74).

Deux différences importantes surgissent de la comparaison des hommes et des femmes :

- en considérant la catégorie des immigrants récents (4-9 ans) chez les sujets masculins et féminins, le rapport du taux de participation de cette catégorie à la moyenne générale de participation nous donne un écart plus grand chez les femmes que chez les hommes: $1,45 / 1,05 \times 100 = 138$ pour les hommes et $0,62 / 0,42 \times 100 = 148$ pour les femmes. L'effet de la date d'arrivée est donc encore plus marqué pour ces dernières ;
- la présence de deux étapes chez les hommes et de trois chez les femmes nous montre que le processus d'intégration relationnelle est d'autant plus long que l'intégration fonctionnelle est moins grande. La durée de l'apprentissage ou de l'adaptation s'étend sur un plus grand nombre d'années.

Cette moindre participation des immigrants est-elle la même pour tous les genres de groupements ? Nous aimerions ici reprendre notre distinction entre mouvements expressifs et interventionnistes.

TABLEAU 48

Genève

Genre d'affiliations selon la date d'arrivée

(en nombre d'affiliations par sujet, hommes seulement)

	<i>Toujours à Genève</i>	<i>Plus de 19 ans de résidence</i>	<i>10 à 19 ans de résidence</i>	<i>4 à 9 ans de résidence</i>
Affiliations interven- tionnistes	0,76	0,84	0,73	0,50
Affiliations expressives	0,57	0,50	0,63	0,52
Autres ¹	0,11	0,12	0,07	0,02
Nombre de sujets	212	190	67	40

Les immigrants récents ne se différencient que peu des anciens pour ce qui est des groupements expressifs. Par contre, en ce qui concerne les groupements interventionnistes, une nette différence apparaît entre les anciens résidents et les nouveaux. Donc, tout en affectant l'ensemble des affiliations, la durée de résidence exerce surtout son action sur la participation aux groupes interventionnistes.

¹ Il s'agit d'une catégorie résiduelle où le genre de groupement n'est pas précisé.

Il en va grosso modo de même pour les femmes, avec quelques légères variations: l'écart entre les nouvelles résidentes et les anciennes est bien plus accusé pour les mouvements interventionnistes que pour les groupes expressifs.

L'absence relative d'intégration relationnelle développe donc pleinement ses effets dans ce champ d'action qu'est l'intervention politique et parapolitique. Cela est particulièrement important pour nous.

2. La situation fribourgeoise

Cette situation diffère singulièrement de celle de Genève. La durée de résidence n'affecte pour ainsi dire pas l'entrée dans l'action collective. Considérons d'abord le simple tri croisé de la durée de résidence et du nombre d'affiliations. Comme dans le cas de Genève, nous distinguerons les personnes qui ont moins de 10 ans de résidence de celles qui habitent à Fribourg depuis plus longtemps.

TABLEAU 49

Fribourg

Nombre d'affiliations selon la durée de résidence ¹

	<i>Plus de 10 ans de résidence</i>	<i>Moins de 10 ans de résidence</i>	
Aucune affiliation	23 %	21 %	
Une affiliation	27 %	30 %	
2 - 3 affiliations	29 %	29 %	
4 affiliations ou plus	21 %	20 %	
N =	299	87	386

Il serait difficile de trouver deux distributions plus similaires. Sur la base de ce tableau croisé, force nous est d'admettre la nullité de l'influence de la durée de résidence sur la participation aux associations volontaires. Séparons maintenant, dans la colonne de droite, les personnes ayant de 10 à 5 ans de résidence et celles ayant moins de 5 ans de séjour. De légères différences apparaissent : 23 % des 10-5 ans de résidence et 19 % des moins de 5 ans ont quatre affiliations ou plus; 17 % des 10-5 ans et 23 % des moins de 5 ans n'ont aucune affiliation. L'influence de la durée de résidence est donc très faible, même sur cette base, et se résorbe très vite. La différence avec la situation genevoise est manifeste, et rend parfaitement compte de notre hypothèse de départ qui voulait que l'acclimatation soit d'autant plus difficile que la localité d'accueil est elle-même moins intégrée, plus éclatée.

¹ Ce tableau exclut les personnes dont la profession n'a pu être identifiée avec précision.

L'absence de corrélation que nous constatons à Fribourg n'est-elle pas due à l'action conjointe du statut socio-professionnel et de la date d'arrivée ? Y aurait-il plus de cadres ou d'ouvriers qualifiés parmi les nouveaux, alors que la population ancienne serait davantage non qualifiée ? Le contrôle de cette variable « statut socio-professionnel » nous amène aux résultats suivants :

TABLEAU 50

Fribourg

Statut socio-professionnel, durée de résidence et nombre d'affiliations

	<i>Manœuvres et ouvriers + 10 ans —</i>		<i>Employés + 10 ans —</i>		<i>Cadres et commerçants + 10 ans —</i>	
Aucune affiliation	32 %	40 %	23 %	16 %	13 %	10 %
Une affiliation	39 %	44 %	19 %	32 %	19 %	16 %
2 - 3 affiliations	20 %	12 %	34 %	39 %	37 %	32 %
4 affiliations ou plus	9 %	4 %	24 %	13 %	31 %	42 %
N =	117	25	89	31	93	31
X ² =	1,91		3,78		1,24	

Les proportions de « nouveaux » (— 10 ans) varient en effet légèrement selon les strates: 18 % pour les manœuvres et ouvriers, 24 % pour les employés et 25 % pour les cadres et commerçants.

Cela dit, il y a une certaine influence de la date d'arrivée sur la participation chez les ouvriers: 29 % des anciens ont plus de deux affiliations, contre 16 % des nouveaux. Chez les employés, les écarts s'estompent: 58 % et 52 %. Ils ne vont même pas dans le sens de nos hypothèses chez les cadres (68 % et 74 %).

Admettons donc que si la date d'arrivée exerce une certaine influence dans les bas échelons de l'échelle sociale à Fribourg, elle n'en a pour ainsi dire pas dans les strates plus élevées.

Certes, il faudrait encore contrôler la variable d'âge. Parmi les anciens, une plus forte proportion de sujets a déjà dépassé l'âge du maximum de participation (30-50 ans) que parmi les nouveaux. Mais parmi ces derniers, on trouve également une plus forte proportion de jeunes (20-30 ans) que parmi les anciens. Le solde de ces écarts donne un léger avantage à la catégorie des nouveaux, en ce sens qu'elle comprend légèrement plus de personnes dont l'âge est favorable à la participation que celle des anciens. De toute façon, l'absence de relation observée n'en est guère affectée.

Les nouveaux résidents participent-ils moins que les anciens aux groupements interventionnistes ?

Quelques légères différences surgissent, mais si cahotiques qu'on ne saurait les interpréter.

TABLEAU 51

Fribourg

Genre d'affiliations selon le statut socio-professionnel et la durée de résidence

	<i>Manœuvres et ouvriers + 10 ans —</i>		<i>Employés + 10 ans —</i>		<i>Cadres et commerçants + 10 ans —</i>	
Pas d'affiliation	32 %	40 %	40 %	23 %	13 %	10 %
Aff. expressives seulement	24 %	8 %	8 %	28 %	19 %	22 %
Aff. interventionnistes par le canal du seul syndicat	35 %	44 %	44 %	29 %	33 %	48 %
Aff. interventionnistes par un autre canal que le syndicat	3 %	4 %	4 %	8 %	16 %	10 %
Aff. interventionnistes par le canal du syndicat et par une autre voie	6 %	4 %	4 %	12 %	19 %	10 %
N =	117	25	89	31	93	31

Nous pouvons dire pour conclure que le processus d'adaptation est associé à une restriction de l'action collective prononcée dans les cas où la localité d'arrivée est elle-même éclatée, mais n'entraîne guère de conséquences — ou alors elles sont très vite résorbées — quand la communauté d'accueil est elle-même relativement intégrée. Les différences constatées entre Genève et Fribourg sont significatives à cet égard.

C. L'intégration affective

Abordons maintenant un aspect plus subjectif de l'intégration, à savoir celui du lien affectif que le sujet tisse avec la société environnante. L'attachement à une région, aux divers sous-groupes qui la composent, nous paraît être une des conditions nécessaires de l'action sociale, qu'elle soit expressive ou interventionniste. Qu'il fasse du sport ou de la politique, dès qu'il agit à l'intérieur d'un groupe organisé, le sujet adopte une stratégie qui passe par un lien affectif avec d'autres personnes. Il paraît par ailleurs évident que l'adoption d'une telle voie (la participation aux groupements) suppose une vision positive d'autrui, suppose des liens affectifs avec l'entourage large (la ville, la région, la paroisse, etc.). C'est l'hypothèse que nous tentons de vérifier ici.

Nous avons à cette fin construit un indice du sentiment d'appartenance (ou d'attachement) qui englobe plusieurs indicateurs partiels :

- l'attachement au milieu de travail,
- » aux relations sociales informelles,

- l'attachement à la ville de Fribourg,
- » au canton de Fribourg,
- » à la paroisse,
- » à la Suisse.

Nous avons inclus primitivement trois autres indicateurs (la famille de naissance, l'unité militaire, la classe sociale) qui, pour des raisons très différentes dans chaque cas, présentaient trop de biais pour que l'on puisse les conserver. Nous les avons donc exclus.

L'idée de base de cet indice était que plus le sujet tissait de liens avec l'entourage — et que plus intenses étaient ces liens — plus ses prédispositions à l'action collective volontaire seraient grandes. Nous avons en conséquence découpé l'éventail des scores obtenus par les individus en trois groupes, représentant les sujets très liés à leur environnement, ceux qui présentaient d'importantes liaisons et des indifférences tout aussi grandes, et finalement ceux qui n'avaient que très peu d'attaches. Dans l'indice, chaque indicateur avait le même poids et comprenait quatre valeurs, de 1 (très attaché) à 4 (détaché). (cf. Annexe V, indice 3.)

Les résultats obtenus sur cette base sont assez significatifs. Plus le détachement est grand, moins l'action collective est prononcée. 81 % des sujets très intégrés ont au moins une affiliation. Cela n'est vrai que pour 77 % des sujets moyennement intégrés et pour 68 % des sujets peu intégrés. Si nous observons les forts participants, on voit que 36 % des sujets peu intégrés participent à plus de deux associations, contre 55 % des sujets très intégrés. La différence est donc assez nette. Cette image s'accroît encore si nous considérons le nombre de secteurs d'action, et non plus le nombre d'affiliations.

TABLEAU 52

Intégration affective et secteurs d'affiliations

<i>Nombre de secteurs d'action</i>	<i>forte (score : 6-9)</i>	<i>moyenne (score : 10-12)</i>	<i>faible (13 et plus)</i>	
0	19 %	23 %	32 %	
1	30 %	35 %	41 %	
2 - 3	40 %	33 %	25 %	
4 +	11 %	9 %	2 %	
	} 51 %		} 42 %	
			} 27 %	
N =	189	127	81	

Ajoutons un troisième indicateur pour bien saisir les différences de participation selon l'intégration affective. Si nous considérons que — pour de multiples raisons (dont la contrainte sociale assez forte) — l'affiliation professionnelle n'est qu'à demi volontaire, et qu'en conséquence on différencie les

sujets selon qu'ils n'ont d'une part aucune affiliation ou seulement une affiliation professionnelle, ou qu'ils ont d'autre part d'autres affiliations, on s'aperçoit que 33 % des sujets très intégrés sont dans la première catégorie alors que cette proportion monte à 51 % pour les sujets peu intégrés, la position médiane étant de 44 %.

Passons aux aspects qualitatifs. L'absence d'intégration affective agit-elle de façon identique sur tous les genres d'engagement, ou au contraire inhibe-t-elle plus précisément certains types d'action ? Dans notre distinction entre mouvements expressifs et mouvements interventionnistes, nous pensons que la deuxième catégorie surtout sera affectée par l'absence d'intégration. Dans la première, où dominent les groupements étroitement sectoriels, les groupes sont avant tout — pour le sujet — un moyen d'expression de certains besoins particuliers. Le but de l'action ne concerne que l'individu. Dans le deuxième cas, au contraire, l'objectif de l'action se situe hors du sujet lui-même et cela même si la participation du groupe permet à l'individu d'exprimer des besoins importants (sociabilité, « activisme », voire la volonté de domination, etc.).

La participation aux groupements interventionnistes est très différente selon les niveaux d'intégration. Les sujets très intégrés et moyennement intégrés participent à des mouvements interventionnistes (partis, associations d'intérêts, groupes idéologiques non religieux, etc.) dans la proportion de 58 %. Celle-ci est de 41 % pour les sujets peu intégrés. La proportion de sujets n'ayant comme action interventionniste que l'affiliation syndicale étant semblable dans les trois cas (environ 34 %), c'est donc sur l'action directement politique, ou de service social, que portent les différences. En effet, 10 % des personnes fortement ou moyennement intégrées sont affiliées à des organismes de service social contre 1 % pour les sujets peu intégrés. La participation à un organisme politique s'élève à 16 % pour les intégrés, à 6 % pour les non-intégrés.

Le tableau suivant résume ces différences.

TABLEAU 53

Intégration affective et participation interventionniste

	<i>Forte et moyenne</i>	<i>Faible</i>	<i>X²</i>
Participation à des groupements interventionnistes	58 %	41 %	7,67 **
Participation à un groupement politique	16 %	6 %	5,28 *
Participation à un groupement de service social	10 %	1 %	6,69 **
Participation syndicale ou professionnelle	47 %	37 %	2,66 n.s.
N =	316	81	

L'absence d'intégration affective limite assez fortement l'action politique ou parapolitique.

Mais ces différences ne seraient-elles pas dues à une liaison entre l'attachement et le statut professionnel ? Le contrôle de cette éventuelle corrélation nous montre que le chi carré n'est pas significatif. Les cadres moyens et supérieurs sont représentés dans la même mesure dans les deux catégories d'intégration affective, les ouvriers et employés présentent des différences de 5 % au maximum. Il est donc possible d'admettre un effet direct de l'intégration affective sur le degré et la nature de la participation organisée.

Complétons cette analyse de l'intégration affective par l'examen de la relation spécifique entre le degré d'intégration affective à l'entreprise et la participation aux groupements. Cette démarche se justifie à cause de l'importance accordée jusqu'ici à l'hypothèse voulant que le degré et la nature de la participation soit en somme une « projection » de la situation de travail.

Par rapport à l'entreprise, et plus largement à toute situation professionnelle, des types de sociabilité très divers peuvent se manifester :

- L'« utilitarisme » se caractérise par une absence quasi totale d'investissement affectif ; le travail ne se justifie subjectivement que par un « ailleurs », c'est-à-dire par les possibilités concrètes qu'il offre d'entretenir une famille, de pratiquer certains loisirs ; en tant que tel il n'est pas objet d'investissement de significations ; il n'est que la condition d'autre chose.
- A l'autre extrême, le travail et l'entreprise apparaissent au sujet comme le lieu privilégié de la signification ; le résultat financier du travail n'est en ce sens qu'un aspect parmi d'autres de la liaison de l'homme à son milieu professionnel ; l'entreprise est vécue comme une sorte d'aventure humaine et technique, où l'homme réalise l'essentiel de sa condition ; une telle liaison peut être qualifiée de « globalisante » : presque tous les secteurs de l'expérience humaine y sont compris.
- Entre ces pôles, de multiples colorations intermédiaires s'intercalent : l'entreprise n'est pas uniquement l'endroit où l'on gagne un revenu nécessaire à la vie quotidienne ; elle n'est pas non plus le haut lieu d'une liaison riche en expérience de toute nature ; l'employé lui manifeste un certain attachement, s'intéresse un peu à son devenir mais somme toute cette entreprise n'est guère une dimension fondamentale de l'existence ; appelons « rationalisante » cette position intermédiaire : le motif essentiel du travail (gagner sa vie) se double d'un ensemble de liaisons affectives qui viennent adoucir l'effort et la vie quotidienne dans l'entreprise.

Nous avons proposé aux sujets de répondre à la question suivante : « A propos de l'entreprise (ou de l'établissement) dans lequel vous travaillez, diriez-vous que :

1. C'est avant tout pour vous l'endroit où vous gagnez votre vie, et c'est tout.
2. C'est principalement l'endroit où vous gagnez votre vie, mais vous vous intéressez au développement et à l'amélioration de cette entreprise.
3. Le fait que vous gagnez votre vie dans cette entreprise est un aspect parmi d'autres : votre souci du développement de l'entreprise, ainsi que vos amis ou relations de travail sont tout aussi importants.
4. Cette entreprise est un peu « votre chose » : vous y êtes profondément attaché par de multiples aspects de votre existence.
5. Vous ne pouvez pas vous situer parmi ces possibilités de réponse. »

Considérons la première réponse possible comme l'indice d'une attitude « utilitariste ». Affectons à la quatrième le terme de « globalisante ». Les deux positions intermédiaires seront qualifiées de « rationnalisantes ». Ce dernier genre de liaison à l'entreprise est majoritaire : 54 % des répondants s'y rallient (29 réponses de type 5 ont été éliminées).

Mais cette relation vécue à l'entreprise varie fortement avec la place (ou le statut) que chacun y occupe. Elle est d'autant plus utilitariste que l'employé est situé dans les échelons inférieurs de la hiérarchie, d'autant plus globalisante qu'il est cadre ou indépendant. Plus du quart des ouvriers et manœuvres considèrent que l'entreprise n'est pour eux que l'endroit où ils gagnent leur vie et c'est tout. Seuls 22 % disent avoir une relation globalisante. Parmi les cadres et commerçants, 11 % ont une attitude utilitariste et 46 % une relation globalisante. Les employés se concentrent très fortement dans la position intermédiaire (rationnalisante).

Notre enquête confirme ainsi que le travail et l'entreprise tendent à ne pas avoir la même signification dans chacun des niveaux de la hiérarchie professionnelle. Cela se traduit-il par un degré différent de participation ? Considérons les chiffres.

TABLEAU 54

Statut socio-professionnel, liaison à l'entreprise et participation organisée

Affiliation	Manœuvres et ouvriers			Employés		Cadres et commerçants	
	U	R	G ¹	U + R ²	G	U + R ²	G
Aucune	44 %	27 %	29 %	24 %	10 %	14 %	7 %
Une	41 %	45 %	46 %	32 %	25 %	29 %	19 %
Deux et plus	15 %	28 %	25 %	44 %	65 %	57 %	74 %
N =	34	66	28	94	20	63	54

¹ Les symboles U, R et G renvoient aux attitudes utilitaristes, rationnalisantes et globales.

² Ces catégories sont réunies à cause de la faiblesse, en nombre absolu, des contingents d'« utilitaristes » parmi les employés et les cadres.

Dans chacune des strates socio-professionnelles — mais de façon encore plus marquée chez les employés et cadres que chez les ouvriers — la liaison utilitariste est associée à une moindre participation organisée. Si près de la moitié des ouvriers « utilitaristes » ne sont affiliés à aucun organisme, ce n'est vrai que du quart des « rationalisants » et des « globaux ». Les deux tiers des employés ayant une liaison globale sont affiliés à plus de deux organismes, contre un peu moins de la moitié dans les deux autres catégories. Les trois quarts des cadres ayant cette liaison globale ont deux affiliations ou plus, contre un peu plus de la moitié dans les autres catégories.

Il apparaît ainsi clairement que la difficulté — pour les strates socio-professionnelles inférieures — de s'identifier dans une certaine mesure à leur entreprise se traduit par une réduction de la participation organisée dans des domaines autres que le travail. Plus généralement parlant, l'intégration professionnelle, au sens où nous l'avons envisagé ici, est un facteur important de la participation : à une plus grande intégration professionnelle correspond une plus grande activité organisée.

D. L'intégration culturelle

Cette intégration culturelle a été cernée par trois indicateurs :

- a) la nationalité — suisse ou étrangère — des parents du sujet,
 - b) la religion — catholique ou autre — du sujet (indicateur choisi à cause du caractère très catholique de la ville de Fribourg),
 - c) la langue maternelle (française ou non).
- (cf. Annexe V, indice 1.)

Certes, la ville sur laquelle l'enquête a porté étant dans une certaine mesure bilingue (avec prédominance très nette du français), les différences de participation sont moindres que si les sujets culturellement peu intégrés se trouvaient dans une ville uniculturelle. Néanmoins, des différences intéressantes surgissent de la comparaison des sujets culturellement intégrés (c'est-à-dire d'origine suisse, de langue française et de religion catholique) et des individus qui ne partagent qu'un ou deux de ces traits culturels.

Pour ce qui est de la participation globale, nous avons les proportions suivantes :

TABLEAU 55

Intégration culturelle¹ et participation

	<i>Forte</i> <i>(langue française,</i> <i>parents de nationalité</i> <i>suisse, catholique)</i>	<i>Moyenne</i> <i>(langue allemande,</i> <i>nationalité suisse,</i> <i>protestant ou catholique)</i>
Ne participent à aucun groupement	20 %	28 %
Participent à un seul groupement	27 %	31 %
Participent à deux groupements ou plus	53 %	41 %
N =	253	127
$X^2 = 5,41$		
N'ont aucun secteur d'action	20 %	28 %
Ont un seul secteur d'action	33 %	37 %
Ont deux secteurs d'action ou plus	47 %	35 %
N =	253	127
$X^2 = 5,94$		

Tant du point de vue du nombre de mouvements que de celui des secteurs d'action, un certain avantage se dessine au profit des sujets intégrés.

Sous l'angle des appartenances à divers genres de groupements, nous relevons d'intéressantes divergences.

Les groupements sectoriels, à vocation symbolique faible, à dominante expressive, ne sont pas moins fréquentés par les sujets moins intégrés que par les autres. Voici deux exemples: la participation à des groupes de loisir technique est de 12 % dans les deux cas, sans aucune variation; la participation à des associations sportives s'élève à 33 % dans le cas des sujets bien intégrés et à 30 % dans celui des sujets moyennement intégrés.

Par contre, les mouvements expressifs ayant des aspects symboliques (tels que le lien affectif avec des institutions ou l'expression symbolique d'une sous-culture — par le chant ou les groupes folkloriques) sont différemment fréquentés par les uns et les autres. 28 % des sujets intégrés participent à des amicales contre 20 % chez les moins intégrés. Dans les associations musicales ou de folklore la différence est plus grande : 15 % contre 6 %.

Mais nous ne remarquons plus de différence significative dans les groupes d'intervention politique ou de service social (15 % et 12 %, 8 % et 9 %). En général, les sujets intégrés ont une action sur l'extérieur dans 57 % des cas et les

¹ Nous n'avons pas inclus les sujets peu intégrés, c'est-à-dire dont les parents sont d'origine étrangère, vu leur trop faible nombre dans notre échantillon.

individus moins intégrés ne l'ont que dans 47 %. Quoique intéressantes, les différences restent assez faibles.

En résumé, l'effet, pour des citoyens suisses, de certaines différences d'identité culturelle, en matière de participation organisée, est, quoique observable, relativement secondaire.

Envisageons maintenant un aspect plus subjectif de l'intégration culturelle : le consensus politique. Ce consensus politique est-il un critère de l'intégration culturelle ? Du point de vue théorique, le problème est difficile à résoudre. D'une part, l'opposition au système politique se présente — et à Fribourg plus qu'ailleurs — comme une différence par rapport au comportement de la majorité. En ce sens l'intégration culturelle des opposants au régime est moins grande que celle des tenants du système. Mais d'autre part, il est fréquent de voir des personnes culturellement très intégrées (par leur religion, leur langue, leurs habitudes, leur biographie, etc.) s'opposer farouchement au régime prôné par la majorité. S'agissant pourtant de l'action collective, il est extrêmement important de voir si le fait d'être politiquement proche du régime en vigueur favorise — au plan des motivations comme à celui des possibilités perçues d'action — la participation ou encourage plutôt un retrait dû à une satisfaction généralisée.

Par ailleurs, l'hypothèse a été souvent avancée que les groupements volontaires de toute nature étaient le bastion des personnes favorables au régime et qu'en ce sens, ils constituaient nécessairement une force conservatrice que d'aucuns voudraient voir s'amenuiser. Dans cette hypothèse, les associations seraient le fief des intégrés, des intégristes à la limite.

Il faut donc tenter d'y voir plus clair.

Commençons peut-être par observer les liens qui existent entre consensus et milieu social. Le raisonnement classique est que les classes sociales défavorisées ont toutes les raisons de s'opposer à un régime qui les opprime.

La version modifiée par les « modernes » de cette hypothèse est que des forces d'aliénation sont à l'œuvre, qui empêchent une prise de conscience adéquate de leur situation par les couches défavorisées, forces d'aliénation constituées par la diffusion croissante de l'idéologie dominante. Pour cerner le plus ou moins grand consensus politique de nos sujets, nous leur avons posé la question suivante : « Diriez-vous que la manière dont sont conduites les affaires politiques et sociales en Suisse : — vous satisfait tout à fait dans les grandes lignes ; — vous satisfait à deux ou trois problèmes près ; — vous satisfait et vous déplaît à peu près dans les mêmes proportions ; — vous laisse plutôt insatisfait ; — vous laisse très insatisfait. » Il y avait en plus la possibilité de répondre : « Sans opinion précise. »

Le tableau ci-dessous montre qu'il n'y a aucune relation entre le statut socio-professionnel et le consensus.

TABLEAU 56

Statut socio-professionnel et consensus politique

	<i>Manœuvres et ouvriers</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres et commerçants</i>
Tout à fait satisfaits du régime, ou satisfaits à 2 ou 3 problèmes près	61 %	60 %	62 %
Satisfaits et insatisfaits dans les mêmes proportions	24 %	22 %	26 %
Plutôt insatisfaits ou nettement insatisfaits	15 %	18 %	12 %
N =	130	114	120
$X^2 = 1,95 \text{ n.s.}$			

Les ouvriers et manœuvres ne manifestent pas plus de mécontentement que les cadres ; ils ne sont pas davantage partagés entre la satisfaction et l'insatisfaction. Or, ce dernier cas — en contexte suisse — aurait été le plus probable. Comme il n'est pas dans le propos de notre travail d'explorer plus avant le problème du consensus, nous nous bornerons à remarquer que la relation entre classe sociale et idéologie dans nos sociétés industrielles avancées ne peut se résoudre à l'aide de banales théories mécanistes (oppression - insatisfaction) ou par des voltes aux articulations discutables.

Venons-en maintenant aux rapports entre consensus et action volontaire organisée. Nous réduirons la variable « consensus » en deux catégories : les satisfaits d'une part, les mitigés et insatisfaits d'autre part.

Parmi les manœuvres et ouvriers, il n'y a pas de relation : les opposants participent autant que les personnes favorables au système. Chez les employés, pour autant que nous accordions une quelconque importance aux faibles différences observées, les opposants participent un peu plus que les sujets satisfaits. Chez les cadres, c'est une faible relation en sens inverse qui se dégage (les opposants participent légèrement moins que les favorables).

Le tableau suivant résume ces différences.

TABLEAU 57

Statut socio-professionnel, consensus socio-politique et participation organisée

	<i>Manœuvres et ouvriers</i>		<i>Employés</i>		<i>Cadres et commerçants</i>	
	+	—	+	—	+	— ¹
Aucune affiliation ou une seule	73 %	76 %	47 %	37 %	29 %	35 %
Deux affiliations ou plus	27 %	24 %	53 %	63 %	71 %	65 %
N =	79	51	68	46	74	46
$X^2 =$	0,15		1,14		0,54	

¹ Le signe + regroupe les sujets favorables au régime socio-politique, le signe — comprend les personnes d'opinion mitigée et celles dont l'avis est défavorable.

Il faut donc refuser la thèse consistant à voir dans les participants aux groupements organisés une population acquise d'emblée aux normes et valeurs qui régissent l'orientation politique suisse. Le fait d'être d'accord avec les options essentielles du régime n'entraîne pas une démarche d'affiliation plus prononcée que le fait de s'opposer au régime. Inversement, il n'est pas possible de dire que les opposants soient plus actifs; leur opposition ne se traduit pas par une plus forte participation. La thèse d'une activité plus grande des opposants destinée à « changer le système » doit donc également être réfutée.

Chapitre V

ÉVALUATION STATISTIQUE D'ENSEMBLE

Ce chapitre, plus qu'à apporter des informations nouvelles par rapport à celles qui précèdent, est destiné à compléter l'analyse statistique des facteurs sociaux de la participation afin de se persuader mieux de la validité des résultats obtenus jusqu'ici. Le lecteur peu familiarisé avec les techniques statistiques peut en conséquence se reporter directement au chapitre VI.

Une brève digression technique est indispensable à l'exposé du but des pages qui suivent.

Dans notre analyse des facteurs de la participation, nous avons jusqu'ici suivi la voie classique consistant à poser certaines hypothèses, à les articuler entre elles, et à confectionner des tableaux à deux, trois ou quatre variables destinés à vérifier ces hypothèses. Nous avons fait suivre ces tableaux de tests statistiques (chi carré ou analyse critique) destinés à voir dans quelle mesure une extrapolation des résultats de l'échantillon à l'univers concerné par la recherche était possible.

L'avantage d'une telle démarche est de permettre une analyse détaillée des différents facteurs dans le cadre d'un raisonnement sociologique d'ensemble.

Son désavantage tient à ce que chaque tableau ne prend en considération qu'un nombre restreint de variables.

Nous aimerions maintenant, à l'aide de techniques statistiques plus complexes, examiner dans quelle mesure les résultats obtenus jusqu'à présent sont contredits ou non par des analyses qui incluent en un même mouvement un nombre nettement plus important de variables.

Nous emploierons à cet effet deux techniques ayant des objectifs et des procédés différents.

La première — intitulée par nous analyse par partition — donne une description des sous-populations les plus susceptibles de participer et de celles qui le sont le moins. En d'autres termes, elle donne une sorte d'équivalent des probabilités de participation d'ensembles d'individus définis par les caractéristiques socio-démographiques A, B, C, etc. : elle révèle, par exemple, qu'un individu caractérisé par telle profession, tel revenu, tel âge, etc., a telle « probabilité » de participer. Cette analyse par partition n'est pas du tout une analyse causale. Elle indique simplement les filières que suivent les

individus qui participent peu et celles empruntées par les personnes qui participent beaucoup.

La deuxième méthode — dite méthode des associateurs nets — est empruntée à J. P. Schellhorn. L'objectif qu'elle poursuit est de polir chacune des mesures d'associations brutes obtenues en croisant deux variables, en enlevant de cette mesure toute partie de l'association due à autre chose qu'à la relation réelle entre ces deux variables.

A. La technique de partition

1. Présentation

Elle consiste dans la formule suivante ¹. Soit une population P (un échantillon) dans laquelle nous isolons le phénomène (ou critère) à étudier (dans notre cas, les affiliations). Soit, par ailleurs, une série de caractéristiques de la population (facteurs) à mettre en relation avec le critère. La technique employée est basée sur un processus de segmentation consistant à opérer une partition de la population en fonction d'un facteur X_i choisi parmi les caractéristiques de la population. La partition divise la population en deux sous-ensembles (dichotomie) choisis de telle façon que la liaison entre ce facteur et le critère, exprimée par le coefficient $F_i^2 = \frac{X_i^2}{n}$, soit maximum.

Ce coefficient exprime la distance à l'indépendance statistique qui existe entre le facteur et le critère. Ce dernier est également dichotomisé et, dans les cas où il est ordonné, la dichotomie est effectuée selon une répartition équitable (la plus voisine possible de 50 %) des cas dans chacun des sous-ensembles. Nous obtenons ainsi des tables de contingence 2×2 . Quand le facteur est lui-même ordonné, on effectue dans la population l'ensemble des dichotomies qui conservent l'ordre des valeurs du facteur, soit $p - 1$ dichotomies si le facteur peut prendre p états.

Le choix du meilleur facteur, accompagné de sa meilleure dichotomie (F_i^2 maximum) permet de déterminer deux premiers sous-groupes. Sur chacun d'eux, l'opération de partition recommence, et ainsi de suite, jusqu'à ce que soit atteint un nombre de facteurs déterminé par le chercheur ou jusqu'à ce que l'opération devienne impossible par manque d'effectifs.

¹ On trouvera un exposé plus détaillé de cette technique dans : J.-Cl. Cellard, B. Labbe, G. Savitsky, *Le programme Elisée ; Présentation et application*, Metra, vol. VI, No. 3, 1967.

Nous obtenons ainsi une « description des interactions les plus importantes des facteurs entre eux et des facteurs sur le critère »¹.

Il ne s'agit pas là d'un modèle mathématique, mais d'un classement systématique visant à découvrir les influences ou relations principales entre les facteurs et le critère. C'est un procédé heuristique dont l'utilisation demanderait des efforts prohibitifs si elle ne pouvait se faire sur un ordinateur.

Les désavantages d'une telle technique sont clairs :

- La variable sélectionnée en premier (à cause de sa liaison la plus forte avec le critère) détermine les deux premiers sous-groupes et oriente ainsi le reste du processus. Il en va de même à chaque nouveau choix.
- Le processus de partition exige un grand nombre de cas. Dans l'hypothèse où ces derniers ne sont pas très nombreux (dans notre étude, par exemple) le processus devient vite inopérant.
- L'imposition d'une partition dichotomique soulève d'importants problèmes sociologiques. Il est en tout cas certain que de l'information est perdue. D'autre part, des sous-classes de sujets (par exemple, employés et cadres), qui ne constituent pas des groupes sociologiques très précis, sont réunis pour parvenir à une dichotomie.

Les avantages sont principalement de deux ordres :

- Le procédé fournit un état général des liaisons des facteurs avec le critère.
- Certaines interactions entre variables sont éliminées: tel facteur X_i , fortement relié avec le critère dans le cas où un facteur précédent prend l'état P_1 ne l'est plus si le facteur précédent prend l'état P_2 , etc.

2. Résultat général

Nous prendrons ici quatorze variables, qui seront soumises au tri systématique décrit plus haut. Il s'agit, à deux exceptions près, de variables de situation par opposition aux variables de perception. En voici la liste :

a) Dimension professionnelle :

1. statut socio-professionnel
2. revenu individuel
3. prestige professionnel (évalué par le sujet)

¹ J.-Cl. Cellard, B. Labbe et G. Savitsky, *op. cit.*

b) Dimension culturelle :

4. niveau d'instruction
5. participation des parents du sujet
6. participation du sujet durant l'adolescence
7. attachement religieux

c) Dimension d'intégration :

8. état civil
9. âge
10. mobilité résidentielle (nombre de villes où le sujet a résidé plus d'un an)
11. durée de résidence à Fribourg
12. éloignement (le sujet a quitté ou non la Suisse, le canton, la ville)
13. intégration culturelle
14. intégration professionnelle

Quelles sont donc les variables qui séparent le mieux la population étudiée en affiliés et en non-affiliés ?

Nous allons, pour répondre à cette question, présenter le résultat graphique général des partitions. Rappelons que l'échantillon total est d'abord divisé en deux sous-groupes sur la base de la variable jugée la plus « lourde » (celle qui obtient le F_i le plus grand) et qu'ensuite chacun de ces sous-groupes est divisé lui-même en deux sous-ensembles sur la base du même principe, et ainsi de suite.

Quelques indications sont nécessaires à la compréhension du graphique qui suit :

- 1° plus on va vers la gauche du graphique, plus la participation est accentuée, plus on va vers la droite, moins elle est accentuée ;
- 2° les nombres figurant en dessous de la variable (0,01, 0,025, 0,05) représentent des seuils de signification de la relation entre le facteur et le critère sur la base du χ^2 ; n. s. veut dire non significatif ;
- 3° les filières sont de longueur inégale à cause de l'inégale répartition des effectifs; dans certains sous-groupes le processus de partition s'arrête faute d'effectifs suffisants ; les filières ne sont pas des relations de cause à effet ;
- 4° les deux chiffres placés à gauche de la variable renvoient, pour le premier, au « niveau » de partition: le chiffre 1 veut dire que c'est la première fois qu'une partition est faite ; le chiffre 2 signifie que c'est la deuxième, etc. ;

quant au deuxième chiffre, il sert simplement d'identification des sous-groupes.

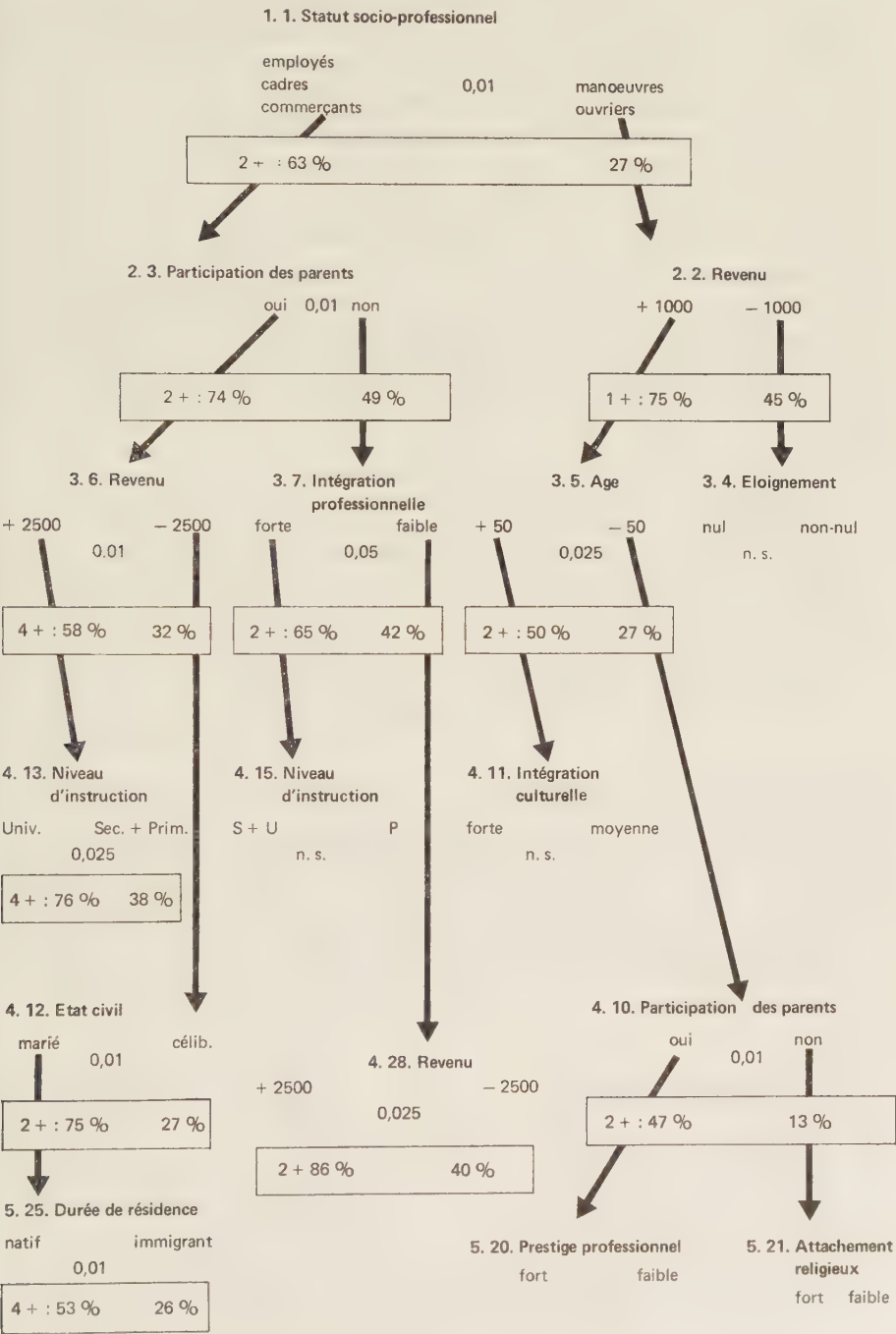
- 5° sous la variable, le lecteur trouve, à gauche et à droite, les catégories de la variable qui ont fait l'objet de la partition dichotomique ;
- 6° les pourcentages placés sous les catégories de la variable sont les proportions de participants ; à gauche de ces proportions, les chiffres 1 + , 2 + , 4 + indiquent quelle est la partition opérée sur le critère : 1 + signifie « participant à une association ou plus », 2 + signifie « participant à deux associations ou plus », 4 + signifie « participant à quatre associations ou plus » ; ces changements dans la partition du critère sont dus au fait que, plus la filière considérée s'approche de la gauche, plus il est difficile de trouver des individus participant, par exemple, à moins de deux associations, alors que plus cette filière est située vers la droite, plus il est difficile de trouver des sujets participant à plus d'une association.

Exemple : Repérons le sous-groupe 3.6. Le chiffre 3 indique que c'est la troisième fois qu'une partition est opérée. Le chiffre 6 identifie simplement le sous-groupe. Le mot « revenu » signifie que c'est la variable revenu de l'intéressé qui est prise en considération. Les deux nombres « + de 2500 » et « — de 2500 » donnent les deux sous-groupes (ou catégories) distingués dans cette variable revenu. Il ne s'agit pas là d'un choix fait sur des bases sociologiques, mais d'une partition opérée sur une base statistique : c'est avec cette partition-là que le meilleur Fi est obtenu avec le critère. Le nombre 0,01 signifie que le chi carré résumant l'association entre le revenu et la participation est significatif à ce seuil de probabilité. Le signe « 4 + » veut dire que les deux proportions placées à sa droite sont celles du pourcentage de sujets participant à quatre associations ou plus. La proportion de gauche correspond à la proportion de participants à quatre associations ou plus dans le sous-groupe des « + de 2500 francs par mois ». La proportion de droite est celle des « — de 2500 francs par mois ».

Voyons maintenant les conséquences chiffrées de ce graphique.

Le statut socio-professionnel (1.1) nous donne deux sous-populations. Les manœuvres et ouvriers comprennent 27 % des sujets participant à deux associations ou plus ; les employés, cadres et commerçants en comprennent 63 %. C'est ce qu'indique le contenu du rectangle placé sous la variable 1.1. A gauche, dans le rectangle, nous avons le critère servant à établir les pourcentages : 2 + signifie deux affiliations ou plus, etc. Il aurait bien sûr été préférable de n'avoir qu'une seule division (par exemple, 2 +), mais à cause des grandes différences de participation, cela est rendu impossible.

Graphique N° 1 : Analyse de partition



Considérons, à titre d'exemple, deux filières extrêmes : la filière 4.10 et la filière 4.13. Dans la première, nous parvenons à un minimum: 13 % seulement des sujets participent à deux associations ou plus. Dans la deuxième, il s'agit d'un maximum: 76 % des sujets sont affiliés à quatre associations ou plus. C'est le facteur socio-professionnel qui constitue la principale variable de clivage.

Dans le sous-groupe des ouvriers et manœuvres, c'est encore un facteur lié à la profession qui intervient ensuite, à savoir: le revenu. Nous verrons plus bas qu'il ne recouvre pas la distinction entre manœuvres et ouvriers qualifiés. Pour les strates sociales basses, les disponibilités financières pèsent donc très fortement sur la participation. Dans les milieux à statut plus élevé (employés et cadres), c'est un facteur culturel qui joue: la participation des parents contribue largement à orienter le comportement actuel des sujets. Ceux dont les parents participaient s'affilient eux-mêmes dans 74 % des cas à deux associations ou plus. Ceux qui ne jouissent pas de cet héritage ne le font qu'à raison de 49 %.

En continuant ainsi, nous voyons que :

- les variables qui interviennent prioritairement dans un sous-groupe n'interviennent pas aussi fortement dans un autre: ainsi en va-t-il de l'âge pour le groupe ouvrier et du niveau d'instruction pour le groupe des cadres.
- les facteurs d'intégration culturelle et relationnelle n'interviennent guère dans notre cas, alors que les facteurs liés à l'intégration fonctionnelle et affective ont une importance nettement plus grande.

3. *Les variables significativement associées au critère dans chaque groupe*

Il nous faut corriger maintenant l'aspect trop global de notre présentation en voyant — à l'intérieur de chaque groupe — quelles sont les variables qui, tout en n'étant pas prioritaires au sens entendu jusqu'ici, offrent néanmoins une liaison statistique significative avec notre critère.

Dans le groupe 1.1. (*ensemble de l'échantillon*), nous obtenons l'ordre décroissant suivant :

	Fi^1	n
1. statut socio-professionnel	0,345	388
2. revenu	0,324	
3. participation des parents	0,253	
4. intégration professionnelle	0,215	
5. niveau d'instruction	0,190	

¹ Le chi carré est obtenu en faisant $X^2 = \sum Fi.Fi.n$; le seuil de signification se calcule avec 1 degré de liberté.

6. état civil	0,177
7. prestige professionnel	0,132
8. mobilité résidentielle	0,107
9. attachement religieux	0,100

Toutes ces variables atteignent au moins la signification au seuil p. inf. à 0,05. Par contre :

- l'âge,
- la durée de résidence,
- l'intégration culturelle,
- la participation durant l'adolescence,
- l'éloignement

n'atteignent pas la signification statistique.

Dans le groupe 2.2. (manœuvres et ouvriers), nous avons :

	<i>Fi</i>	<i>n</i>
1. revenu	0,270	142
2. état civil	0,224	
3. prestige professionnel	0,212	
4. durée de résidence	0,211	
5. âge	0,200	
6. participation parentale	0,173	

Il y a une importance assez nette, dans ce groupe d'ouvriers, des indicateurs d'intégration, qui, dans le groupe 1.1., étaient non significatifs. Les autres variables n'atteignent pas la signification.

Dans le groupe 2.3. (employés, cadres et commerçants), l'ordre suivant apparaît :

	<i>Fi</i>	<i>n</i>
1. participation des parents	0,252	246
2. intégration professionnelle	0,226	
3. revenu	0,202	
4. état civil	0,201	
5. statut socio-professionnel (employés opposés aux cadres)	0,147	
6. prestige professionnel	0,134	

La durée de résidence, l'âge, etc., n'ont pas d'influence notable.

Dans le groupe 3.5. (*ouvriers et manœuvres gagnant plus de 1000 francs*), il y a d'abord l'influence de l'âge, puis celle de la participation des parents. Les autres variables ne sont pas significativement associées au critère.

Dans le groupe 3.6. (*employés et cadres ayant des parents participants*), il vient :

	<i>Fi</i>	<i>n</i>
1. revenu	0,225	149
2. niveau d'instruction	0,196	
3. état civil	0,182	
4. statut socio-professionnel	0,168	

Dans le groupe 3.7. (*employés et cadres dont les parents ne participent pas*), seule l'intégration professionnelle est significativement associée (avec $Fi = 0,210$ et $n = 90$).

Voici le résumé de la hiérarchie des liaisons dans chaque sous-groupe.

TABLEAU 58

<i>Variable</i>	<i>Sous-groupes</i>											<i>Nombre de liaisons significatives</i>
	<i>1.1</i>	<i>2.2</i>	<i>2.3</i>	<i>3.5</i>	<i>3.6</i>	<i>3.7</i>	<i>4.10</i>	<i>4.12</i>	<i>4.13</i>	<i>4.28</i>	<i>5.25</i>	
Age	—	5	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2
Durée de résidence	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2
Mobilité résidentielle	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Etat-civil	6	2	4	—	3	—	—	1	—	—	—	5
Niveau d'instruction	5	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	3
Statut socio-professionnel	1	—	5	—	4	—	—	—	—	—	—	3
Revenu	2	1	3	—	1	—	—	2	—	1	—	6
Intégration culturelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0
Participation des parents	3	6	1	2	—	—	1	—	—	—	—	5
Participation durant l'adolescence	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0
Intégration professionnelle	4	—	2	—	—	1	2	—	—	—	—	4
Prestige professionnel	7	3	6	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Attachement religieux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0
Eloignement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0

En lisant le tableau par lignes, nous obtenons le nombre de fois où une variable est significativement associée au critère, la lecture par colonnes donne les séquences d'importance des variables dans chaque sous-groupe. Il suffit de se référer au graphique pour voir quels sous-groupes sont définis par les têtes de colonnes.

Il apparaît ainsi que plusieurs variables ne sont jamais fortement significatives.

C'est le cas de :

- l'intégration culturelle
- la participation durant l'adolescence
- l'attachement religieux
- l'éloignement

Nous trouvons ensuite une série de variables d'importance faible :

- l'âge
- la durée de résidence
- la mobilité résidentielle

Les variables d'importance moyenne sont :

- le niveau d'instruction
- le prestige professionnel
- l'intégration professionnelle

Enfin, les variables lourdes sont représentées par :

- le statut socio-professionnel
- le revenu
- l'état civil
- la participation des parents

Il n'est certes pas possible de donner une importance quantitative rigoureusement définie à chacune des variables. Néanmoins, le classement qui précède permet d'avoir une vue assez objective de la situation générale.

B. La méthode de Schellhorn

Les inconvénients de la technique utilisée jusqu'ici (notamment le fait qu'elle ne permette pas tout à fait d'éliminer les corrélations illusoires et que tout le processus dépende du premier tri) nous ont conduit à lui préférer ou du moins à la compléter par un modèle plus général des liaisons entre variables et de leurs influences sur notre variable dépendante, la participation aux groupes organisés.

1. Présentation sommaire de la technique de Schellhorn

Rappelons que le but général de la méthode de J. P. Schellhorn est de parvenir à une quantification de l'importance nette des variables associées à un comportement donné. Par importance nette, il faut entendre que l'on cherche à éliminer, dans les coefficients d'association apparents, la partie de l'association qui n'exprime pas réellement la relation entre deux variables A et B, mais l'apport direct ou indirect d'une variable C, ou de plusieurs, dans l'association.

La démarche d'ensemble consiste en une généralisation de la « path analysis » dont le lecteur trouvera les fondements dans l'ouvrage de J. P. Schellhorn¹ qui y est consacré.

Descriptivement, elle se présente ainsi :

- a) Le point de départ consiste en des coefficients bruts d'association. La technique de Schellhorn n'impose pas un coefficient particulier. Pour les variables qui sont les nôtres, nous avons employé le coefficient gamma de Goodman-Kruskal destiné à calculer les associations entre variables ordonnées non métriques² (la place de tel état de la variable dans la chaîne des états est connue, mais les intervalles sont inconnus).
- b) Le chercheur suppose, en suite à ses hypothèses, un ordre des variables. Cet ordre est choisi en accord avec la théorie sociologique sous-tendant les variables mises en jeu. Par ordre, nous n'entendons pas ici un ordre d'importance, mais un ordre d'intervention dans le processus causal envisagé. Il est bien sûr quelquefois impossible de parvenir à ordonner l'ensemble des variables. Pour celles où ce classement n'est pas possible, il faudra faire l'inventaire de toutes les orientations possibles du schéma fléché et répéter l'analyse mathématique pour chaque solution.
- c) En effet, les résultats de l'analyse dépendent de l'ordre choisi des variables. Quand plusieurs ordres sont compatibles soit avec les hypothèses, soit avec la logique, le résultat consiste en un « intervalle d'importance » des rapports entre les variables considérées, intervalle défini par les bornes inférieures et supérieures des résultats obtenus.
- d) Sur la base de la matrice des coefficients bruts d'association, on procède à l'inversion du gramien puis à l'extraction des coefficients nets d'association.
- e) La technique de Schellhorn ne donne pas de critère objectif pour considérer comme nul un élément non diagonal de la matrice inversée, et donc

¹ J. P. Schellhorn, *Contribution à la théorie d'association entre variables*, Genève, 1971.

² Ce coefficient varie de -1 à $+1$; cf. R. S. Weiss, *Statistics in Social Research*, John Wiley, 1968.

pour éliminer sur des bases très nettes un coefficient d'association immédiate faible. Néanmoins, comme le dit Schellhorn : « ... certains de ces éléments sont suffisamment petits pour qu'heuristiquement (et en tenant compte de la précision malgré tout limitée de l'inversion numérique de la matrice) on puisse tenir l'association immédiate correspondante pour négligeable. » ¹

- f) Bien entendu, les conclusions obtenues dépendent de l'ensemble de références constitué par les variables introduites, ainsi que de la définition des variables.

2. *Les variables considérées*

La technique utilisée ici permet d'introduire des variables de perception et d'attitudes plus aisément que ne l'autorisait la première démarche. En effet, celle-ci aurait probablement sélectionné, en premier tri, la vision de soi, faisant dépendre tout le reste du processus de cette première dichotomie, sans tenir compte du fait que la vision de soi dépend en fait d'une profession, d'un niveau d'instruction, etc.

Nous avons donc cherché à déterminer l'importance respective des variables de situation et des variables intermédiaires (de perception) sur la quantité de participation.

Nous aurons donc :

a) Variables indépendantes :

- Age
- Etat civil (considéré comme ordonné dans l'ordre célibataires - mariés)
- Durée de résidence à Fribourg
- Statut socio-professionnel
- Participation des parents du sujet

b) Variables intermédiaires :

- Vision de soi
- Vision de la société
- Intégration affective

c) Variable dépendante :

- Nombre d'affiliations

¹ J. P. Schellhorn, *op. cit.*

Leur ordre a été établi en tenant compte de critères à la fois logiques et sociologiques. La participation des parents du sujet peut être considérée comme chronologiquement antérieure aux caractéristiques du sujet. Nous aurons donc la chaîne :

Participation des parents ———> (ensemble des autres variables).

Ensuite, nous avons :

Age ———> Etat civil

Age ———> Profession

Age ———> Durée de résidence

qui n'admettent pas de changement d'orientation.

De même on peut avoir Profession ———> Etat civil, mais beaucoup plus difficilement à l'inverse. La nécessité de Profession ———> Durée de résidence est moins évidente (l'inverse peut être vrai aussi), mais nous l'avons néanmoins admise comme plus fréquente que son inverse à Fribourg. Le même raisonnement nous a conduit à préférer Etat civil ———> Durée de résidence à l'inverse. Nous avons jusqu'ici la chaîne : Participation des parents ———> Age du sujet ———> Profession ———> Etat civil ———> Durée de résidence, qui ne doit pas être interprétée comme une chaîne de causalité.

Les trois variables intermédiaires (intégration affective, vision de soi, vision de la société) admettent n'importe quel ordre. Il faut donc calculer tous les réseaux correspondant à leur permutation, et définir ensuite des intervalles d'importance.

Enfin, la variable dépendante est obligatoirement en dernier.

Les coefficients bruts d'association, correspondant aux relations apparentes entre les variables et calculées selon la méthode de Goodman-Kruskal, nous donnent les résultats suivants :

	1	2	3	4	5	6	7	8
1. Socialisation (part. parents)								
2. Age	—0,201	—						
3. Statut prof.	0,278	0,003	—					
4. Etat civil	0,061	0,606	0,316	—				
5. Durée résid.	0,035	0,073	0,135	0,468	—			
6. Intégr. aff.	0,091	0,302	0,115	0,144	0,086	—		
7. Vision de soi	0,412	0,026	0,438	0,240	0,079	0,092	—	
8. Vision de la société	0,264	0,387	0,339	-0,246	0,087	0,025	0,189	—
9. Nombre d'aff.	0,407	-0,142	0,471	0,352	0,070	0,194	0,463	0,350

Les coefficients nets d'association, calculés selon la méthode de Schellhorn, donnent quant à eux :

1. Socialisation									
2. Age	—0,401	—							
3. Statut prof.	0,021	-0,119	—						
4. Etat civil	0,234	0,934	0,270	—					
5. Durée résid.	0,132	0,500	0,013	0,566	—				
6. Intégr. aff.	0,101	0,177	0,018	0,099	0,070	—			
7. Vision de soi	0,237	0,139	0,243	0,148	0,063	0,002	—		
						0,005			
8. Vision de la société	0,057	0,003	0,305	-0,494	0,126	0,044	0,030	—	
						0,049	0,034		
9. Nombre d'aff.	0,232	-0,134	0,153	0,477	0,071	0,192	0,452	0,334	—
						0,211	0,463	0,359	

Lorsqu'une case contient deux valeurs de coefficient, il s'agit de bornes extrêmes obtenues en faisant varier l'ordre des variables concernées. Nous pouvons considérer comme négligeables les coefficients qui n'atteignent pas le seuil de 0,10. Cela est vrai pour les cases 3-1, 8-1, 8-2, 5-3, 6-3, 6-4, 6-5, 7-5, 9-5, 7-6, 8-6, 8-7.

Nous obtenons ainsi le graphique suivant, où les nombres entre parenthèses renvoient aux mesures de relation brutes, les autres nombres indiquant les relations nettes.

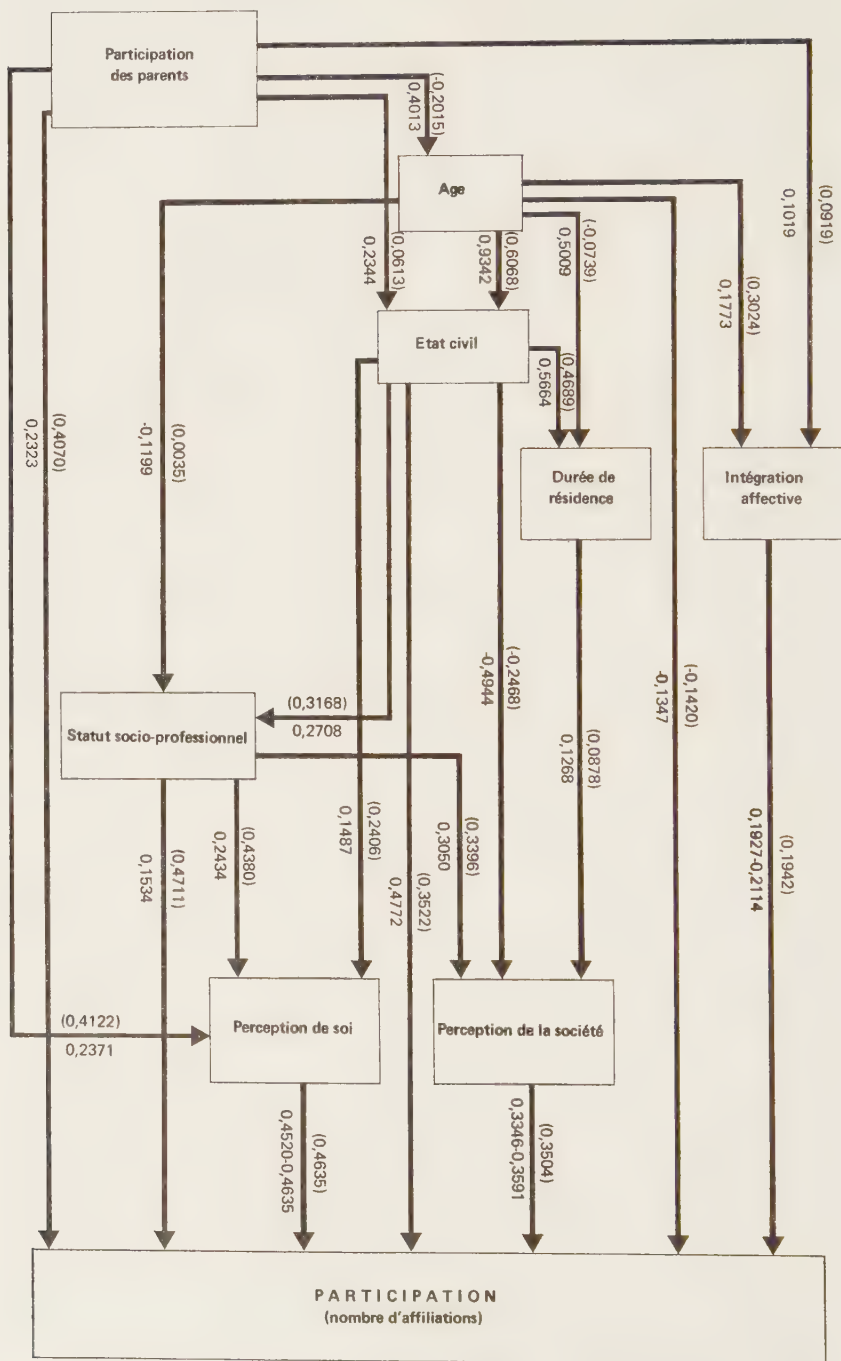
Commentons brièvement le graphique ci-après :

L'état civil : Le fait d'être marié est fortement associé avec un large montant de participation (0,4772). Le passage du coefficient brut au coefficient net augmente encore cette liaison.

On peut s'étonner dès lors de voir *l'âge* s'associer négativement (— 0,1347) avec la participation. Cette contradiction n'est qu'apparente. En effet, chez les jeunes célibataires, la participation est faible. Elle est plus forte, nous l'avons vu, chez les hommes mariés d'âge mûr, pour retomber légèrement ensuite. Cela amène à une faible liaison négative avec l'âge et à une importante relation avec l'état civil.

La vision de soi : Une perception positive de soi est nettement associée à un montant important de participation (0,4520 - 0,4635). Le changement entre coefficient brut et net est pour ainsi dire nul. Deux variables viennent régler cette perception de soi : il s'agit du *statut socio-professionnel* (0,2434) et de la *participation des parents* (0,2371). *L'état civil* est faiblement associé (0,1487) à cette perception, les personnes mariées ayant une vision d'elles-mêmes plus

Graphique N° 2 : Technique de Schellhorn



positive que les célibataires. Les autres liaisons théoriquement possibles disparaissent: cela est vrai, par exemple, du léger lien apparent entre vision de soi et vision de la société.

La vision de la société : A une perception endodéterministe correspond un plus fort montant de participation qu'à une perception exodéterministe (0,3346 - 0,3591). Le changement du coefficient brut au coefficient net est faible. Une *perception endodéterministe* s'associe fortement (0,3050) à un *haut statut socio-professionnel*, ainsi qu'à une situation de *jeune célibataire* (— 0,4944). Les autres variables sont négligeables.

La participation des parents : Cette dernière est associée positivement à celle des sujets (0,2323). Le rapport négatif (— 0,4013) entre *l'âge du sujet* et la participation des parents peut s'expliquer par le fait qu'au fur et à mesure que l'urbanisation et l'industrialisation se développent à Fribourg, les Fribourgeois tendent à participer plus à des groupes organisés. Les sujets jeunes ont, d'autre part, plus de probabilité d'avoir des parents vivant en ville, les aînés les ayant plus fréquemment en zone rurale agricole. Mais, disons-le clairement, ce ne sont là que des hypothèses.

Nous avons vu, par ailleurs, que cette participation parentale est associée à une vision positive de soi ; elle n'a pas de rapport avec la perception de la société (0,0572), alors que le coefficient brut (0,2648) montrait une certaine liaison.

L'intégration affective : Plus l'intégration est forte, plus la participation est accentuée (0,1927 - 0,2114). Aucune des variables introduites dans notre schéma ne peut vraiment expliquer le degré de cette intégration affective. Il faut en conclure, ainsi que nous l'avons mentionné précédemment, que les effets de la migration à Fribourg se dissolvent assez vite.

Le statut socio-professionnel : Le lecteur peut être frappé de la différence existant entre le coefficient net (0,1534) et le coefficient brut (0,4711) par rapport à la participation. Cette différence s'explique par le fait que le statut socio-professionnel agit surtout par les deux variables intermédiaires que nous avons introduites: la perception de soi et celle de la société. Ces influences une fois dégagées, le solde de l'action du statut socio-professionnel est évidemment plus faible. Cela tend donc à confirmer nos hypothèses de départ.

Nous n'introduisant pas, par ailleurs, de variable explicative du niveau socio-professionnel dans notre schéma.

L'âge : Son rapport légèrement négatif (— 0,1347) avec la participation a déjà été envisagé.

La durée de séjour : Aussi bien le coefficient brut que le net montrent que son effet sur la participation est tout à fait négligeable dans notre cas. Comme nous l'avons mentionné plus haut, cela peut s'expliquer par trois éléments non exclusifs l'un de l'autre :

- L'immigration fribourgeoise provient en bonne partie de régions limitrophes, peu éloignées culturellement.
- Les caractéristiques écologiques et culturelles de la ville permettent une intégration rapide des immigrants.
- Comparées à d'autres situations urbaines (notamment Genève), la rotation et l'expansion démographiques sont faibles à Fribourg. Cela réduit le nombre des nouveaux habitants et élimine les phénomènes de désintégration liés à l'explosion démographique.

3. *Comparaison entre la technique de partition et la technique de Schellhorn*

La comparaison des deux tentatives n'est guère aisée. D'une part, les deux méthodes poursuivent des buts différents, d'autre part, les variables introduites dans les deux cas ne sont pas entièrement les mêmes. La seule comparaison possible consiste à voir si des contradictions importantes surgissent. Tel ne semble pas être le cas.

Dans les deux cas, l'importance de l'état civil et de la participation des parents est soulignée.

L'importance du statut socio-professionnel est immédiatement apparente dans le premier cas, indirectement dans le second (par le biais des perceptions). Le revenu qui joue un rôle important dans le premier cas, n'a pas été introduit, pour des raisons de simplification, dans le deuxième.

Les variables dites « faibles » ou « nulles » dans le premier cas, à savoir : l'âge et la durée de séjour, le sont également dans le deuxième.

Les résultats obtenus par l'analyse classique (tableaux multivariés) ne sont pas contredits par les deux méthodes que nous venons de présenter. Nous avons postulé et observé, dans l'analyse classique, l'importance déterminante du statut socio-professionnel et du niveau de revenu. L'analyse par partition retient ces deux variables parmi les facteurs lourds.

La participation des parents, à laquelle nous accordions une grande importance, figure également parmi les facteurs lourds dans l'analyse de partition et garde une place de choix dans l'ensemble des associateurs nets. Les variables intermédiaires introduites pour expliquer, en partie tout au moins, la relation entre statut socio-professionnel et participation jouent effectivement un rôle important dans le schéma issu de la méthode de Schellhorn.

Dans les diverses modalités de l'intégration, nous avons surtout mis en lumière, par l'analyse classique, l'importance de l'intégration fonctionnelle et affective. Nous avons au contraire conclu à la faiblesse de l'impact de la durée

de résidence dans le cas de Fribourg. L'analyse par partition confirme ces faits : l'intégration fonctionnelle figure, par l'état civil, dans les facteurs lourds. Cela est également vrai dans l'analyse de Schellhorn.

L'intégration affective entretient une assez forte liaison avec la participation dans la formule des associateurs nets. Elle occupe une bonne place dans la technique de partition, pour autant qu'il s'agisse de l'ensemble de l'échantillon. Pour les sous-groupes, des obstacles techniques (nombre de cas) font que son influence se dégage mal. Les deux méthodes confirment le caractère négligeable de la durée de résidence pour la participation, en contexte fribourgeois.

L'impact de l'âge, dont nous avons vu qu'il était assez léger quoique perceptible dans l'analyse classique, n'est pas renforcé par l'usage de techniques de synthèse.

Le but de la première approche (analyse classique) était d'élaborer un raisonnement sociologique relatif aux facteurs de la participation et de le confronter aux faits. Le but de la seconde (analyse de synthèse) était de confronter les analyses partielles de l'approche classique à des modèles tenant compte d'un plus grand nombre de variables à la fois.

La conclusion qui se dégage de cette entreprise est que les raisonnements avancés lors de l'analyse classique ne sont pas infirmés par les techniques statistiques plus complexes destinées à les vérifier. C'était bien là l'objectif des pages de ce chapitre.

Chapitre VI

LES MODALITÉS DE LA PARTICIPATION : ACTIVITÉ, PRISE DE POUVOIR ET ATTACHEMENT

Nous nous sommes attachés jusqu'à présent à décrire, et partiellement à expliquer, les conditions d'entrée dans l'action collective.

Mais quels sont les comportements à l'intérieur des associations ? En d'autres termes, quels sont les styles de participation ?

Par ce qui précède, nous savons que, en pourcentage d'affiliés, la participation est élevée. La grande majorité de la population se rattache à une ou plusieurs organisations. Mais ces affiliations sont-elles superficielles au même titre que le serait notre participation à une mutuelle d'assurance, par exemple, ou prennent-elles, au contraire, une place importante dans la vie de beaucoup d'individus ?

Les avis sont ici très contradictoires. Certains, persuadés que l'associationnisme est d'ores et déjà dépassé, ne voient dans les affiliations que des comportements extrêmement passifs, à l'exception d'une arrière-garde d'acharnés, cantonnés le plus souvent dans les amicales militaires et les chorales villageoises. Ils insistent donc sur l'aspect futile, en termes de temps et de sens, de l'associationnisme.

D'autres, tout en relevant certaines difficultés des groupements, mettent plutôt l'accent sur la multitude des réunions, des séances d'entraînement, des assemblées générales, des séances de comités, qui introduisent les affiliés dans des réseaux multiples d'interactions, les rattachent à de nombreux secteurs de la vie collective, et font finalement de la participation aux groupements organisés un tissu à la fois serré et vivant, destiné tant à garantir l'intégration qu'à promouvoir l'innovation. Il faut tenter d'y voir plus clair.

La notion de mode de participation est en elle-même pluridimensionnelle. Trois dimensions fondamentales se proposent à l'analyse :

- 1° La première dimension renvoie à l'*activité* réelle que les sujets déploient dans les groupements. Elle s'exprime d'abord par le temps consacré aux organisations volontaires. C'est là un indicateur important : les interactions entre l'individu et le groupe dépendent en partie de la durée du contact,

comme en dépend l'attachement aux groupes organisés. Cet indice permet enfin de savoir si les groupements secondaires du genre des associations volontaires occupent une place centrale ou marginale dans la société contemporaine.

Tout important qu'il soit, cet indicateur du temps consacré aux groupes organisés n'englobe pourtant pas complètement le concept d'activité. Il faut lui adjoindre deux autres indicateurs. Le premier est celui de la *prise de responsabilités* à l'intérieur des groupements, indicateur assez direct de l'activité déployée ; le deuxième, moins formel, cerne le *degré d'initiative* des participants. Le sujet prend-il l'initiative, propose-t-il divers genres d'activités, ou au contraire, se laisse-t-il prendre dans le mouvement, ne fait-il que suivre des directives qui viennent d'autres personnes, etc. ?

2° La deuxième dimension s'attache à l'*intensité de l'action*. L'associationnisme contemporain est-il un simple loisir, ni plus ni moins apprécié que ne le sont d'autres formes de consommation culturelle (cinéma, télévision, loisirs divers, etc.) ou au contraire, revêt-il pour les individus, une importance privilégiée. C'est là un enjeu de l'associationnisme : saura-t-il, parce que les membres sont très attachés aux associations, résister à la concurrence du circuit commercial ?

3° La troisième dimension renvoie au *sens de l'action*. Nous avons déjà introduit cette question à plusieurs reprises. Deux directions majeures d'analyse se dégagent. D'une part, beaucoup visent avant tout par leurs affiliations la satisfaction de leurs besoins personnels. Pour d'autres, la préoccupation d'une forme quelconque d'intervention sociale domine. Cette orientation de l'action peut être envisagée de deux façons complémentaires :

— *l'orientation objective* renvoie aux genres de groupes dont l'individu fait partie : interventionnistes ou expressifs ;

— *l'orientation subjective* traduit l'intention de l'acteur lui-même : qu'il s'agisse de groupements expressifs ou interventionnistes, l'acteur peut donner à son action une signification expressive ou interventionniste. De toute évidence, orientation objective et orientation subjective ne coïncident pas forcément.

L'analyse de l'orientation ou du sens de l'action ne vise à rien d'autre qu'à savoir si les associations sont purement et simplement une forme moderne de loisir ou si, en plus, elles sont le canal par lequel est concrétisée la volonté

d'engagement social et politique de certains. C'est donc une question fondamentale.

A. Le temps consacré aux associations

Dans la distribution du temps dont dispose une personne pour mener à bien l'ensemble de ses activités, peu de domaines (à l'exception de la profession et du sommeil) apparaissent comme dominants. Chacun n'utilise, somme toute, qu'une partie assez restreinte de son temps pour une activité donnée. C'est pourquoi la journée de vingt-quatre heures permet mal, en tant que base de calcul, de mettre en relief l'importance quantitative de la participation. Il convient de lui préférer d'autres unités.

La plus pratique, et la plus illustrative, est celle de la soirée passée à une réunion, ou celle de la séance de répétition ou d'entraînement sportif. Plus floue en termes de temps objectif (nombre d'heures et de minutes), elle est plus précise quant à sa signification sociale. Elle est, par ailleurs, nettement plus facile à détecter : chacun se souvient d'avoir eu une réunion, mais peut difficilement dire le temps qu'elle a duré. Nous avons donc choisi cette unité : elle correspond, en général, à 2-3 heures passées soit dans des associations, soit à préparer des réunions, expédier des convocations, etc.

Sur cette base, trois genres de participants peuvent être distingués :

- Les « marginaux », bien qu'affiliés à une ou plusieurs associations, ne leur accordent en fait qu'une participation très épisodique. Les activités organisées n'occupent donc qu'une partie très restreinte de leurs soirées. Fixons, comme limite à cette catégorie, la participation à un maximum d'une séance par mois, soit douze par an. Il est difficile, dans ce cas, de parler d'une forte emprise de la participation organisée sur la personne.
- Les « amateurs » ont, dans notre typologie, plus d'une réunion par mois, mais pas plus d'une par quinzaine. Disons qu'en général, ils ont une séance toutes les 2-3 semaines. Cette participation organisée commence donc à prendre de la place.
- Les « assidus » ont au moins une séance par quinzaine, et, le plus souvent, une par semaine ou plus. Ce sont là précisément les piliers de l'associationnisme, ceux pour qui les sociétés sont presque une dimension quotidienne de l'existence.

Voyons comment ces différentes catégories sont représentées.

TABLEAU 59

Temps consacré aux associations (Fribourg)

	<i>Pour l'ensemble des sujets</i>	<i>Pour les affiliés seulement</i>
1-4 soirées par an	21 %	27 %
5-12 soirées par an	3 %	4 %
<i>Total des « marginaux »</i>	24 %	31 %
13-25 soirées par an		
<i>Total des « amateurs »</i>	11 %	14 %
26-52 soirées par an	14 %	18 %
53 soirées par an et plus	26 %	34 %
<i>Total des « assidus »</i>	40 %	52 %
Non-affiliés	23 %	—
Inconnu	2 %	3 %
N =	402	310

Ces chiffres sont révélateurs. Un affilié sur trois passe plus d'une soirée par semaine dans une association. Dans l'ensemble de la population, une personne sur quatre a au moins une réunion par semaine. Quant aux « assidus », pour qui la participation organisée semble être un domaine important de l'existence, ils constituent presque la moitié de la population. C'est là un indice assez valable de l'importance réelle des associations dans la vie quotidienne des personnes. Faut-il nier cependant toute véracité à la thèse du retrait ? Il ne semble pas, puisqu'un affilié sur quatre ne l'est à vrai dire que de façon nominale : 27 % des affiliés participent à moins de quatre réunions par an.

La catégorie des « amateurs », pour qui l'associationnisme est tout à la fois important et marginal, n'est finalement guère importante : environ une personne sur dix. Nous distinguerons donc deux sous-populations. La première — et la plus nombreuse — consacre un temps important à la participation. La deuxième, au contraire, ne participe que peu. Quelles sont alors les personnes qui composent l'une et l'autre de ces sous-populations ?

1. Statut socio-professionnel et activité

Nos précédentes observations tendent à nous faire croire que les cadres figureront surtout dans la catégorie des assidus et que les ouvriers seront spécialement représentés dans les marginaux. Or, tel n'est pas le cas.

TABLEAU 60

Statut socio-professionnel et temps consacré aux associations

	<i>Manœuvres</i>	<i>O. Q.</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres moyens</i>	<i>Cadres supérieurs</i>
1-12 soirées par an « marginaux »	51 %	30 %	27 %	20 %	38 %
13-25 soirée par an « amateurs »	19 %	10 %	11 %	20 %	7 %
26 soirées et plus « assidus »	30 %	60 %	62 %	60 %	55 %
N =	43	47	91	50	29
X² = 18,71 *					

A l'exception des manœuvres, toutes les couches sociales ont un pourcentage d'assidus égal. Il n'y a pas croissance du temps consacré aux associations selon le statut. Or, rappelons que les cadres ont un nombre moyen d'affiliations nettement plus élevé que les autres catégories sociales. Plus généralement, il y a croissance de ce nombre moyen selon le statut. Il en découle que, tout en étant plus étendue, plus ramifiée, la participation des cadres est nettement moins intense que celle des employés, ou même des ouvriers qualifiés. En d'autres termes encore, les cadres ont deux fois plus d'affiliations que les ouvriers, mais ne passent pas plus de temps dans les associations.

C'est une relation différente avec l'associationnisme qui apparaît ainsi. Pour les cadres, ce dernier ne semble pas être un lieu privilégié de sociabilité, mais plutôt un outil nécessaire à l'action. Pour les employés et ouvriers, cette fonction de sociabilité est plus accusée: les associations fonctionnent comme réservoir de relations sociales. Cette distinction rend compte également de la forte proportion de « marginaux » chez les cadres.

Deux styles de participation donc. Dans le premier, plus instrumentaliste, les associations sont un outil plus qu'un lieu de sociabilité. Le deuxième accentue au contraire cette sociabilité. Il est intéressant de mettre cette opposition en rapport avec l'intégration affective. Pour les cadres, l'absence partielle d'intégration affective n'est pas reliée à la fréquence de la participation. Au contraire, chez les employés et ouvriers, elle l'est assez fortement.

¹ Le signe + veut dire que la personne est affectivement bien intégrée (6-9 points sur l'indice). Le signe - signifie qu'elle l'est moyennement (10-12) ou peu (13 et plus). Cf. Annexe V, indice 3.

TABLEAU 61

Statut socio-professionnel, intégration affective et temps consacré aux associations

<i>Par an:</i>	<i>Ouvriers et employés</i>		<i>Cadres et commerçants</i>	
	+	—	+	— ¹
1-12 soirées	24 %	42 %	20 %	34 %
13-25 soirées	9 %	17 %	24 %	10 %
26 soirées et plus	67 %	41 %	50 %	56 %
N =	90	89	58	41
X ² =	11,39 **		3,46 n.s.	

Analyse critique

Regroupement de la variable
socio-professionnelle :

1. manœuvres, ouvriers, employés
2. cadres et commerçants

Regroupement de la variable
dépendante :

1. jusqu'à 25 soirées par an
2. plus de 25 soirées par an

Effet de l'intégration affective :

0,2839
erreur : 0,1237
Test « T » : 2,2950
signification : au seuil de 0,05

Effet du statut
socio-professionnel :

0,0588
erreur : 0,1279
Test « T » : 0,4596
signification : non significatif

Effet d'interaction entre
les deux variables :

0,6393
erreur : 0,2570
Test « T » : 2,4873
signification : au seuil de 0,05

En d'autres termes, l'intégration affective exerce une influence significativement plus nette chez les ouvriers et employés que chez les cadres et commerçants.

Cela nous paraît révélateur : comme outil, la participation organisée n'est pas affectée par la plus ou moins grande intégration affective. Comme mode de sociabilité par contre, elle est directement dépendante de cet arrière-plan d'affectivité.

2. *Age et activité*

Contrairement encore à nos précédentes observations, c'est chez les jeunes que la participation — en termes de temps consacré — est la plus forte. Ils sont nettement plus représentés parmi les assidus que ne le sont les personnes

plus âgées. Nous trouvons donc la même ambiguïté que précédemment. Les jeunes ont un peu moins d'affiliations, touchent à moins de secteurs que leurs aînés, mais accordent aux sociétés dont ils sont membres une importance nettement plus grande que ces derniers. Cela est probablement dû à leur forte insertion dans les associations sportives. Pour les cadets, les associations apparaissent comme un lieu de sociabilité privilégié, alors qu'elles tendent plutôt à être un instrument pour les aînés.

TABLEAU 62

Statut socio-professionnel, âge et temps consacré aux associations

	<i>Ouvriers et employés</i>				<i>Cadres et commerçants</i>		
	20-30	30-40	40-50	50-65	20-40 ¹	40-50	50-65 ans
1-12 soirées par an	25 %	23 %	32 %	47 %	14 %	31 %	35 %
13-25 soirées par an	11 %	21 %	19 %	9 %	17 %	13 %	20 %
26 soirées par an ou plus	64 %	56 %	49 %	44 %	69 %	56 %	45 %
N =	47	39	37	57	35	32	40
X ² =	12,63 *				5,69		

Aussi bien dans la catégorie des ouvriers et employés que dans celle des cadres et dirigeants, il se produit une nette décroissance de la proportion des assidus avec l'âge, et, symétriquement, une augmentation de la participation nominale. Deux styles de participation se dégagent: des jeunes très insérés dans une ou deux sociétés, y accordant un temps considérable, des hommes mûrs d'autre part, aux affiliations plus diversifiées, mais finalement assez étrangers à chacune des sociétés dont ils sont membres. Cela suffit à réfuter l'hypothèse d'une moindre insertion, de ce point de vue, des jeunes dans l'action collective. La sociabilité organisée est quantitativement plus développée chez les cadets que chez les aînés. Cela est également vrai des célibataires par opposition aux hommes mariés. Pour les premiers, l'associationnisme est un point d'ancrage important: 67 % d'entre eux (parmi les ouvriers et employés) sont dans la catégorie des assidus. Le tiers restant se situe parmi les marginaux. Aucun d'entre eux ne figure dans la catégorie intermédiaire des amateurs. Beaucoup de célibataires s'abstiennent de toute participation, mais quand ils s'affilient, ils ont alors un engagement nettement plus prononcé que les personnes mariées. Ces dernières ne figurent, en effet, qu'à raison de 44 % (parmi les ouvriers et employés) dans la catégorie des assidus. Par ailleurs, une personne mariée sur cinq est dans la catégorie des amateurs. Leur comportement est donc beaucoup plus nuancé: l'associationnisme sert de complément plutôt que de point d'ancrage.

¹ Les catégories « 20-29 » et « 30-40 » sont réunies à cause de l'insuffisance des effectifs.

Il nous est impossible de vérifier si cette relation se maintient dans le cas des cadres: trop peu, dans l'échantillon, sont célibataires. Mais il est vraisemblable que nous parviendrions aux mêmes conclusions, à savoir que l'investissement est plus prononcé chez les personnes que ne retient pas chez elles une famille.

Terminons ce point par l'examen d'un facteur qui semble avoir une importance assez marquée sur la fréquence de la participation : la participation des parents. Nous avons vu que cette dernière joue un rôle appréciable dans le fait d'entrer dans l'action collective. Cette influence se prolonge dans la fréquence: les sujets dont les parents participaient figurent dans les « assidus » à raison de 60 % pour les ouvriers et employés, de 62 % pour les cadres. Par contre, ceux dont les parents n'avaient pas d'activités organisées ne deviennent eux-mêmes des « assidus » que dans 46 % des cas pour les ouvriers et employés et 41 % pour les cadres. La différence — de l'ordre de 20 % — est donc appréciable.

B. La prise de pouvoir

Qui dirige les associations ? La question n'est pas seulement intéressante en soi. Elle l'est parce que les dirigeants orientent très largement les objectifs du groupe et les moyens qu'il utilise. Certains objecteront à ce raisonnement que, dans les associations, la démocratie est plus poussée qu'ailleurs, et qu'en conséquence, les leaders sont loin de faire la loi. En sommes-nous sûrs ? L'expérience porte à croire que de très nombreux groupements souffrent d'une cassure entre la base et le sommet: la communication est souvent difficile, les objectifs sont différents, les priorités ne s'ordonnent pas de la même façon. Il y a en ce sens une bureaucratisation des associations volontaires. Cela est particulièrement vrai des syndicats, comme de toute organisation à base large, mais les groupes plus restreints connaissent également ce phénomène : un comité plus ou moins actif oriente finalement les décisions.

Or, quelle est la culture ainsi véhiculée ? Dans la mesure où le pouvoir est assumé par des personnes des classes dirigeantes, choisissant aussi bien les finalités que les processus formels d'action, une faille s'ouvre entre les couches défavorisées et les personnes au pouvoir. Cette cassure peut rendre compte, à son tour, de la moindre participation des classes inférieures de la société.

Mais il faut compliquer cette analyse. En effet, les classes dirigeantes sont portées au pouvoir dans les associations par ceux-là mêmes qui ressentent le plus les effets de ce clivage. Nous sommes ici dans un nœud d'ambiguïté. Les couches défavorisées souhaitent souvent se décharger du pouvoir (« ce n'est pas à moi de prendre cette responsabilité, d'autres sauront mieux... ») mais en même temps se sentent quelquefois trahies par les dirigeants (« ils en font à leur guise; je n'aurais pas choisi cela... »): les objectifs fixés ne correspondent

pas à ce qu'elles attendaient. L'association volontaire, quand elle n'est pas formée d'une seule classe sociale, engendre ainsi certaines contradictions. Elle a besoin, pour se justifier en tant que forme d'action, de la valeur « démocratie » et « pluralisme » comme fondement idéologique. Mais elle est insérée dans une société plus large qui est marquée au contraire par les inégales répartitions du pouvoir, du prestige et de la culture. Et ces inégalités tendent à se prolonger dans les associations. Il en résulte une certaine aliénation (l'inégalité de pouvoir est niée et dissimulée sous une couche d'affirmations idéologiques quelconques) ou une rationalisation (l'inégalité est perçue, mais justifiée à l'aide de divers arguments).

1. Statut social et prise de pouvoir

Il faut donc voir qui, en termes de strates sociales, dirige les associations.

Dans notre cas, quelques problèmes techniques se posent. Tout d'abord, il y a plusieurs genres de responsabilités. Certaines sont très sectorielles, ne concernant qu'une partie de l'association (une commission, l'organisation d'une manifestation, etc.). D'autres orientent le groupement tout entier (la présidence d'une section, par exemple). Appelons les titulaires du premier genre de responsabilités « leaders intermédiaires » et les seconds « leaders supérieurs ». Ensuite, chacun peut avoir une ou plusieurs responsabilités. Il faudra donc distinguer deux problèmes: le fait d'être responsable ou non d'une part, la diffusion des responsabilités d'autre part, c'est-à-dire le nombre de postes à responsabilité que les sujets occupent sur l'ensemble de leurs affiliations.

En ne considérant que les affiliés, nous obtenons la distribution suivante :

TABLEAU 63

Statut socio-professionnel et responsabilité dans les associations

<i>Responsabilité la plus haute</i>	<i>Manœuvres</i>	<i>Ouvriers qualifiés</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres moyens</i>	<i>Cadres supérieurs</i>
Simple membre	86 %	66 %	55 %	46 %	47 %
Leader intermédiaire	7 %	16 %	18 %	20 %	10 %
Leader supérieur	7 %	18 %	27 %	34 %	43 %
N =	45	50	95	50	30
$X^2 = 25,38 **$					

Il n'est guère besoin de commentaires: la moitié des cadres supérieurs ont au moins une responsabilité faîtière, mais seuls 7 % des manœuvres sont dans ce cas.

En amalgamant les deux strates des cols bleus, il ressort que 13 % d'entre eux sont des cadres faîtiers, contre un résultat de 38 % obtenu en réunissant cadres

moyens et cadres supérieurs. En d'autres termes, un ouvrier a une chance sur dix de devenir leader faïtier, un cadre a quatre chances sur dix. Cela ne veut pas dire que les associations soient exclusivement dirigées par des cadres supérieurs: ceux-ci ont certes une forte propension à devenir leaders faïtiers, mais ils ne forment qu'une partie relativement restreinte de la population totale. Par contre, leur influence est prépondérante, disons surproportionnelle à leur nombre.

L'introduction de la notion de diffusion du pouvoir, c'est-à-dire du nombre de postes à responsabilité tenus, confirme ces résultats. 30 % des cadres ont plus de deux postes à responsabilité contre 9 % chez les cols bleus. Nous admettrons donc que la structure générale du pouvoir se reproduit, avec quelques atténuations, dans les associations.

Et pourtant, nous l'avons vu, les cadres moyens ou supérieurs ne sont pas plus assidus — en terme de temps consacré — que les ouvriers ou les employés. Simplement, ils tendent plus facilement à imposer leur volonté ou, moins péjorativement, à être installés plus aisément aux postes importants.

Mais il reste encore tout le domaine de l'autorité « informelle », c'est-à-dire de l'initiative venant des membres, des pressions qu'ils exercent, des idées qu'ils avancent, et qui influent sur le cours des choses. Qui sont les « éminences grises » des associations ? Quelles sont les personnes qui proposent des objectifs, suggèrent des moyens, par opposition à celles qui suivent, bon gré mal gré, le courant ?

Nous avons à ce propos posé la question suivante : « Dans les associations dont vous faites partie, quel est, en général, votre comportement ?

1. vous laissez les autres prendre l'initiative et vous suivez si cela vous plaît ?
2. vous laissez les autres prendre l'initiative et vous donnez votre avis de temps en temps ?
3. vous laissez, en général, les autres prendre l'initiative, mais de temps en temps vous proposez quelque chose ?
4. vous prenez assez souvent l'initiative ? »

De la première possibilité de réponse à la quatrième, l'initiative est croissante. Bien entendu, les affiliés peuvent avoir un niveau d'activité différent dans chacune des associations dont ils sont membres : aussi la question précédente a-t-elle été posée à propos de chaque affiliation.

Considérons pour le moment le « niveau maximum d'initiative », c'est-à-dire celle d'entre les réponses possibles du sujet qui se rapproche le plus de la quatrième possibilité. Nous obtenons la distribution suivante :

TABLEAU 64

Statut socio-professionnel et niveau maximum d'initiative

	<i>Manœuvres</i>	<i>Ouvriers qualifiés</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres moyens</i>	<i>Cadres supérieurs</i>
1. suivent uniquement	36 %	16 %	15 %	10 %	—
2. suivent et donnent leur avis	30 %	18 %	11 %	12 %	13 %
3. suivent et proposent de temps en temps	20 %	44 %	24 %	25 %	30 %
4. prennent l'initiative	14 %	22 %	50 %	53 %	57 %
N =	44	50	92	49	30
$X^2 = 48,84^{**}$					

La progression est claire. Alors que 57 % des cadres supérieurs prennent fréquemment l'initiative, 14 % des manœuvres seulement le font. La grande césure se fait entre les cols bleus et les cols blancs. Les premiers ont une attitude assez passive, les deuxièmes prennent, au contraire, les décisions.

Or, rappelons-le encore, les ouvriers ne donnent pas moins de temps aux associations que les cadres. Leur fréquence de participation est tout aussi forte, mais leur position dans les associations est nettement moins confortable. Alors qu'un cadre supérieur donne environ — par association — la moitié du temps qu'y accorde un ouvrier, il prend plus de deux fois plus souvent l'initiative. Les cadres sont ainsi à même de proposer — tant par leur leadership formel que par leur influence diffuse — des modèles d'action, des idées, des moyens, etc., qui font d'eux les « noyaux émetteurs » du groupe. Cette situation de subordination — voulue ou subie — des cols bleus éclaire d'un jour nouveau le problème de la participation. Il serait, en effet, difficile de penser que ces derniers n'ont pas, d'une manière ou d'une autre, la préscience de cette dépendance. L'organisation, en tant qu'agencement formel de l'action, devient pour eux, à cause de leur expérience de l'organisation au niveau du travail, synonyme d'un pouvoir auquel ils sont plus ou moins étrangers.

Certes, cette prépondérance des couches dirigeantes n'est pas l'expression, en général, d'un machiavélisme de leur part. Elle est favorisée par deux genres de facteurs dont nous avons déjà observé l'importance :

- les perceptions de soi et du social
- les éléments de socialisation.

Ces perceptions et éléments sont différents dans les diverses couches sociales. La perception de soi des couches subalternes limite leur prise de pouvoir. Nous avons vu que cette vision de soi par rapport à l'action organisée était d'autant moins bonne que l'on descend sur l'échelle sociale. Cette perception

négative influence l'accès au leadership. Parmi les ouvriers ayant une bonne vision d'eux-mêmes (indicateur : aptitude aux responsabilités) 19 % sont leaders faitiers, contre 5 % de ceux qui ont une perception négative. Chez les cadres et commerçants, les écarts sont plus forts : 41 % contre 11 %. Pour les employés, la différence est moins grande : 30 % contre 23 %. La perception de soi joue donc le rôle de facteur intermédiaire entre le statut social et le leadership.

Bien sûr, notre indicateur de vision de soi (aptitude aux responsabilités) est quelque peu tautologique quand il est associé à la prise de pouvoir effective. Mais les écarts se révèlent tout aussi grands avec les deux autres indicateurs (aptitude à faire entendre son avis et aptitude à comprendre les faits économiques et politiques).

La perception du social amène des différences tout aussi accusées : plus le social est perçu comme « acte », plus le leadership est prononcé. Cette relation est compréhensible. L'associationnisme est un moyen privilégié d'intervention sur la dynamique sociale. Plus la société est perçue comme transformable, modifiable, plus le leadership dans les associations s'impose comme une stratégie de transformation.

TABLEAU 65

Statut socio-professionnel, perception du social et leadership

	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés</i>		<i>Cadres et commerçants</i>	
	<i>Exo.</i>	<i>Endo.</i>	<i>Exo.</i>	<i>Endo.</i>	<i>Exo.</i>	<i>Endo.</i>
Simplex membres	83 %	62 %	62 %	45 %	59 %	33 %
Leaders intermédiaires	8 %	19 %	16 %	21 %	12 %	21 %
Leaders faitiers	9 %	19 %	22 %	34 %	29 %	46 %
N =	63	32	50	44	51	57

Nous savons déjà qu'une perception endodéterministe du social est fortement reliée à un statut social élevé. En considérant spécialement ceux qui sont simples membres, nous observons que cette perception modifie notablement la prise de pouvoir, et cela dans chaque milieu social. Une perception exodéterministe s'accompagne fréquemment d'une position subordonnée dans les associations.

Analyse critique

Regroupement de la variable socio-professionnelle :

Regroupement de la variable dépendante :

1. simples membres
2. leaders intermédiaires et faitiers
1. manœuvres et ouvriers
2. employés, cadres, commerçants

Effet d'une perception volontariste du social :	0,4163 erreur : 0,1239 Test « T » : 3,3597 signification : au seuil de 0,01
Effet du statut socio-professionnel :	0,5004 erreur : 0,1423 Test « T » : 3,5159 signification : au seuil de 0,01
Effet d'interaction entre les deux variables :	0,1403 erreur : 0,2853 Test « T » : 0,4918 signification : non significatif

En somme, une perception exodéterministe limite la motivation à la prise de pouvoir (« ça n'y changera rien »), alors que la perception négative de soi limite la propension à mettre en avant ses propres opinions. A ces facteurs expliquant l'accès différentiel au pouvoir s'ajoutent des éléments de socialisation. Nous n'en considérerons qu'un : la participation des parents.

Nous savons déjà qu'elle croît fortement avec le statut socio-professionnel et qu'elle a sur les affiliations une action indépendante de l'effet du statut. Conserve-t-elle cette influence quand il s'agit du leadership ? Cela semble être le cas.

Considérons ceux qui sont au maximum simples membres. Chez les ouvriers, l'activité parentale conduit à une différence de 21 % : 65 % des sujets dont les parents étaient ou sont affiliés, sont eux-mêmes simples membres, contre 86 % des sujets dont les parents n'étaient pas affiliés. Chez les employés, cette différence est de 13 % et de 17 % chez les cadres.

L'analyse critique conduit à observer un effet de la participation des parents sur le leadership égal à 0,3718 (significatif au seuil de 0,02) et un effet du statut socio-professionnel égal à 0,5047 (significatif au seuil de 0,01), avec un effet d'interaction non significatif.

Indépendamment donc du statut social, la participation des parents amène les sujets (par quels processus ?) à un plus grand engagement — en termes de leadership — dans les associations. La préparation à l'action par le milieu d'origine est un facteur important, presque comparable dans son effet à celui du statut socio-professionnel. Or, rappelons-le, ce genre de socialisation est nettement moins accusé dans les milieux de cols bleus que dans les couches plus favorisées de la population. Cela nous aide ainsi à mieux comprendre la différence de leadership du point de vue du statut socio-professionnel.

2. *Le leadership, bastion des intégrés ?*

Si le pouvoir dans les associations appartient de manière prépondérante à ceux qui dirigent la société globale, est-il aussi le fief des « conformes », des « normaux », c'est-à-dire de ceux qui sont intégrés par opposition à ceux qui sont différents, nouveaux, etc. ? Les associations gardent-elles les modes de penser et façons de faire propres à la communauté locale en n'élisant à leur tête que des personnes parentes en tout point du modèle culturel dominant ?

Dans le contexte que nous observons (Fribourg), cette hypothèse n'est guère vérifiée.

L'intégration culturelle, telle que nous l'avons mesurée (par la langue, la religion et la nationalité des parents) favorise *légèrement* l'accès au leadership formel. En d'autres termes, ceux qui ne possèdent qu'une ou deux des caractéristiques suivantes: langue française, religion catholique, parents de nationalité suisse, deviennent moins fréquemment leaders dans les associations que ceux qui possèdent les trois caractères.

TABLEAU 66

Statut socio-professionnel, intégration culturelle et leadership

	Ouvriers		Employés		Cadres et commerçants	
	+	—	+	—	+	— ¹
Simple membres	71 %	82 %	53 %	58 %	42 %	56 %
Leaders intermédiaires ou faitiers	29 %	18 %	47 %	42 %	58 %	44 %
N =	56	39	68	26	71	39
X ² =	1,41		0,17		2,02	

Mais les différences ne sont, en général, pas très fortes, et elles sont insignifiantes dans le groupe des employés. Il ne faut donc pas, dans notre cas, accorder trop d'importance à l'intégration culturelle.

C'est dans le même ordre d'importance que se situe l'effet de l'intégration relationnelle, à savoir : la durée du séjour à Fribourg. Les anciens (ceux qui habitent la ville depuis plus de 10 ans) sont légèrement plus représentés parmi les cadres que les nouveaux (moins de 10 ans de résidence).

¹ Le signe + veut dire que le sujet possède les trois caractéristiques ; le signe — signifie qu'il n'en possède qu'une ou deux.

TABLEAU 67

Statut socio-professionnel, durée de résidence et leadership

	<i>Ouvriers et employés</i> ¹		<i>Cadres et commerçants</i>	
	+ 10 ans	— 10 ans	+ 10 ans	— 10 ans
Simple membres	63 %	71 %	46 %	54 %
Leaders intermédiaires	14 %	19 %	16 %	18 %
Leaders faitiers	23 %	9 %	38 %	28 %
N =	148	42	81	28
X ² =	3,95		2,45	

Mais si les différences ne sont pas très nettes dans la catégorie « simples membres », il y a une assez bonne démarcation, dans le groupe des ouvriers et employés, pour ce qui est des leaders faitiers. Chez les cadres, ce même clivage existe, en moins accentué. C'est la première fois que nous observons une influence de ce facteur (durée de résidence) dans le cas de Fribourg. Nous pouvons en conclure que la durée de résidence n'a pas d'influence sur le nombre d'affiliations, ni sur le temps accordé aux associations, mais que les migrants récents ont légèrement moins de chances d'accéder aux responsabilités faitières que les natifs ou les anciens de la commune.

L'intégration affective, quant à elle, nous révèle un phénomène intéressant. Son action sur le leadership dans le cas des ouvriers est très nette, alors qu'elle est presque nulle pour les employés et les cadres.

Or, nous nous souvenons que le style de participation des premiers est nettement orienté vers la sociabilité alors que celui des cadres est dirigé vers l'instrumentalisme. Le résultat que nous obtenons ici est cohérent avec cette assertion: si l'instrumentalisme domine l'action, alors l'intégration affective ne jouera guère de rôle dans la prise de pouvoir. Si, au contraire, la sociabilité guide l'action, cette intégration affective apparaît alors comme une condition de l'accès au pouvoir.

En contexte urbain moderne, la relation entre les macrostructures sociales et les associations apparaît ainsi comme garantie surtout par le truchement des strates sociales, et beaucoup moins par celui des similitudes culturelles. Il pourrait en aller très différemment dans de petites localités traditionnelles, plus autarciques du point de vue culturel que ne le sont les collectivités modernes.

¹ On a réuni ces deux catégories à cause de la faiblesse des effectifs des ouvriers ayant moins de 10 ans de résidence.

C. Vie et sommeil des associations

L'activité des membres des associations est assez importante. Il importe maintenant de voir brièvement dans quelle mesure cette activité diffère selon les genres de groupements.

Le score global d'activité par sujet que nous avons employé jusqu'ici ne nous permet pas de savoir si les affiliations *dans tel genre d'associations* sont plutôt nominales ou si elles sont, au contraire, assorties à une participation assidue.

Envisageons cette question. Pour le faire, nous classerons chaque affiliation de chaque genre dans une des catégories d'assiduité que nous avons employées (1-4 séances par an, ... plus de 26 séances). Les profils d'activité qui résultent de ce calcul pour chaque genre d'association sont extrêmement divers. Distinguons trois catégories : celle d'activité faible (1-4 séances par an), d'activité moyenne (5-25) et intense (plus de 26). On obtient le tableau suivant :

TABLEAU 68

Niveau d'assiduité selon le genre d'association

	<i>Amicales</i>	<i>Hobbies</i>	<i>Sport</i>	<i>Profession</i>	<i>Politique</i>	<i>Serv. social</i>	<i>Religion</i>	<i>Chant</i>
1. <i>Faible</i>								
Le sujet participe à								
1-4 séances par an	60 %	49 %	29 %	61 %	62 %	47 %	30 %	11 %
2. <i>Moyenne</i>								
Le sujet participe à								
5-25 séances par an	28 %	26 %	25 %	22 %	18 %	31 %	40 %	11 %
3. <i>Intense</i>								
Le sujet participe à 26 séances								
par an ou plus	9 %	20 %	42 %	11 %	10 %	19 %	20 %	74 %
4. <i>Inconnu</i>	3 %	5 %	4 %	6 %	10 %	3 %	10 %	4 %

Trois genres d'associations ont en majorité des affiliés assez marginaux (au sens défini plus haut). 60 % des affiliés aux amicales passent moins de quatre séances par an en leur sein. Nous l'avons dit : le rôle des amicales (et il est néanmoins important) est avant tout symbolique. Le banquet annuel des contemporains, la réunion quinquennale des anciens d'un collège, suffisent à assumer cette sorte de solidarité latente entre gens d'une même caste. Il est peut-être plus décevant (quoique également attendu) d'observer que 62 % des quelque 50 affiliés aux groupements politiques ou parapolitiques n'y passent en fait que moins d'une soirée par trimestre. Peut-on alors parler, à leur sujet, de militantisme ?

Le profil des syndicats est extrêmement proche de celui des associations partisans. Là encore, près des deux tiers des membres ne participent que peu. Non que leur attachement à ces organismes soit restreint. Nous verrons qu'au contraire il étonne par sa force. Mais leur participation ressemble à celle de croyants profondément marqués par leur religion, mais qui n'y accordent que le temps d'une messe ou d'un culte dans les grandes occasions. A moins (et peut-être cette interprétation est-elle plus réaliste ?) que l'affiliation syndicale ne reflète que le désir d'une meilleure assurance ou la contrainte à l'affiliation née d'un contrôle social dans le groupe de travail. Il sera important de tâcher de cerner quelle signification les membres donnent à leur action afin d'y voir plus clair. Dans ces trois genres d'associations (amicales, partis et assimilés, syndicats), la participation intense n'est le fait que du 10 % des affiliés.

A l'inverse, les associations sportives et musicales sont surtout composées d'assidus. Les trois quarts des affiliés aux sociétés musicales y passent plus d'une séance par quinzaine. Près de la moitié de sportifs sont également dans ce cas. Nous comprenons alors que les liens tissés dans ces associations soient finalement très forts et que les groupes organisés fonctionnent — dans ce cas — comme des points d'ancrage importants de la personne.

Entre les extrêmes que nous venons de passer en revue, il y a les associations religieuses, où une activité moyenne semble être la norme, les associations de service social qui leur sont assez proches et les groupements de « hobbies ».

En termes très généraux, nous dirons qu'un tiers de l'action collective (celle représentée par les groupes sportifs et musicaux) est extrêmement dense, qu'un sixième reflète une activité moyenne, et que la bonne moitié n'est, somme toute, qu'assez nominale. Notre distinction entre l'activité totale déployée par un individu donné et l'activité déployée dans tel ou tel groupe n'en prend que plus d'importance.

D. L'attachement aux associations : l'intensité subjective de l'action

1. *Quelques distinctions*

Les associations sont-elles un « lieu affectif » privilégié pour leurs membres ? Occupent-elles, en somme, une place à part, de choix, dans la vie affective des individus ? Dès ses débuts, la théorie de la participation aux groupes intermédiaires s'est posé la question de savoir si ces derniers remplaçaient les groupes primaires partiellement détruits, c'est-à-dire la famille étendue, les liens dans les communautés locales, etc.

Pour Durkheim, les groupes intermédiaires revêtent assez nettement ce caractère de substituts des groupes primaires. En permettant l'intégration

affective, en assurant la transmission des normes, en contribuant à la création culturelle, ils sont somme toute un milieu de vie, ayant une importance presque aussi grande que la famille.

Le raisonnement de Tocqueville est autre. Que les groupes intermédiaires favorisent la cohésion sociale, qu'ils mènent à une certaine unité d'action sociale, cela est certain. Mais Tocqueville ne fait pas intervenir l'attachement affectif à ces associations, ni leur fonction normative, aussi fortement que Durkheim. L'idée régissant la participation, chez Tocqueville, est celle de l'« intérêt bien compris » des individus. Celle que souligne Durkheim est proche de la notion de communauté, voire de communion. Les groupes intermédiaires sont les seuls à pouvoir combattre les effets d'atomisation dus à l'intensification de la division du travail.

Il faut bien dire que Durkheim n'est, à ce propos, guère réaliste. Il élabore sur ce point un programme politique plus qu'il n'observe la réalité sociale. Tocqueville ne tombe pas dans ce travers, ou du moins pas à propos des associations volontaires.

Les recherches ultérieures se sont assez nettement séparées de cette perspective durkheimienne, spécialement à cause de son caractère trop indifférencié. Tentons de mettre un peu d'ordre dans les différentes optiques.

Faisons la distinction entre quatre situations très différentes, envisagées comme des types idéaux :

- l'associationnisme d'allégeance,
- l'associationnisme de migration,
- l'associationnisme de médiation,
- l'associationnisme de transition.

Certains de ces types (l'allégeance et la médiation) nous sont déjà connus. Rappelons néanmoins quelques-uns de leurs caractères.

Dans le premier genre, l'associationnisme est à dominante *symbolique*. Les types de sociabilité informels sont essentiellement de nature primaire (de personne à personne) par opposition à secondaire (de fonction à fonction) et à accidentel (contacts urbains forcés, nés seulement de la densité démographique). La famille élargie garde son importance. La communauté locale, tant politique que paroissiale, reste un élément important d'intégration. La structure socio-professionnelle de la localité n'est guère diversifiée.

Dans ce contexte, les associations volontaires ont essentiellement un caractère d'expression symbolique des multiples liens tissés ailleurs qu'en leur sein. L'action collective résulte d'une intégration (affective et normative) pré-existante. Elle a d'ailleurs le plus souvent pour but la création et l'expression cultu-

relles au sens étroit. Il est impossible de réfléchir dans ce cas aux associations sans faire immédiatement référence à leurs liens (symboliques et fonctionnels) avec la commune. Parler dans ce cadre d'une substitution des groupes intermédiaires aux groupes primaires ne correspond pas aux faits : les premiers précèdent les seconds. L'affaiblissement des groupes primaires détruirait plutôt ce genre d'action collective.

C'est donc avant tout, comme nous l'avons dit plus haut, un rôle de cimentation que jouent là les groupes intermédiaires. Ils contribuent à la stabilité d'autres structures.

L'associationnisme de migration est très différent. Quand une migration collective (en ce sens que de nombreuses personnes d'une même région émigrent vers une même contrée) se produit, il se crée très fréquemment, dans le pays d'accueil, des associations volontaires extrêmement importantes. Bien mis en lumière par Thomas et Znaniecki, ce phénomène a été, par la suite, décrit à plusieurs reprises. Cette situation diffère radicalement de la précédente. Les liens avec la communauté locale d'origine sont rompus, le contrôle social n'est plus assuré, la destructuration normative est forte, les rapports avec le groupe d'accueil sont à dominante fonctionnelle. Dès lors, les groupes intermédiaires se caractérisent d'abord par un aspect englobant encore plus prononcé que dans le cas précédent. Ils ont une fonction d'intégration affective très marquée, une autre d'équilibration normative, une troisième d'intégration fonctionnelle, une quatrième d'expression culturelle, une cinquième (dans de nombreux cas) économique. Ils entretiennent avec le groupe d'accueil une relation dialectique : en même temps qu'ils garantissent une certaine permanence des anciens schémas de comportement, ils préparent leurs membres aux façons de faire propres à la société nouvelle dans laquelle les immigrants sont plongés.

C'est probablement le seul cas où l'association puisse devenir un pôle aussi fondamental que la famille ou la vie professionnelle. Cela est vrai, du moins, pour la première génération de migrants. Siège d'une sous-culture en danger permanent, l'association tourne, par ailleurs, quelquefois au gang. L'exemple de la « cosa nostra » des Siciliens d'Amérique est clair.

Tout autre encore est l'associationnisme de médiation. C'est alors à une perspective du genre de celle de Wirth¹ et de Komarovsky² qu'il faut se rattacher. Nous ne trouvons pas ici de plurifonctionnalité. Au contraire, chaque groupement tend à être assez étroitement sectoriel, en ce sens qu'il ne concerne qu'un aspect restreint de la vie. Les membres ne participent pas au groupe pour symboliser d'autres communautés, ni pour recréer un tissu social rompu par la migration. Il s'agit plutôt de trouver un endroit adéquat pour mener tel

¹ C. Wirth, *Urbanism as a Way of Life*, art. cit.

² M. Komarovsky, *The Voluntary Associations of Urban Dwellers*, art. cit.

ou tel genre d'activité. Le lien même de la personne au groupe peut devenir secondaire en ce sens que le participant voit dans l'organisation plus une infrastructure d'équipements qu'un lieu de sociabilité.

Le lien avec la localité ou la paroisse est, par ailleurs, rompu. L'association en tant que telle n'a plus de rapport avec la commune et les participants n'ont plus besoin d'y être très intégrés pour participer au groupement.

Certes, un tel portrait est — pour nos régions — manifestement exagéré. Nous l'avons vu: l'appartenance au groupe est loin d'être toujours aussi étroitement utilitariste. A côté de l'objectif principal du groupe, d'importantes fonctions secondaires (de sociabilité, d'accession, de médiation, etc.) demeurent. Néanmoins, les groupes intermédiaires n'ont dans ce cas aucunement la valeur de groupes primaires. Ni les types de sociabilité qui s'y manifestent, ni leur nombre assez restreint de fonctions, n'autorisent à voir dans les associations un succédané efficace à la famille élargie.

Le portrait le plus difficile à esquisser est certainement celui de *l'associationnisme de transition*. Nous n'entendons pas par ce terme un genre intermédiaire entre ceux que nous venons d'envisager. Il s'agit d'associations nées du changement social rapide¹ intervenu dans une région ou une communauté locale. Dans ce cas, comme dans celui de la migration, l'associationnisme remplace des organismes défaillants ou prépare la naissance de nouveaux organismes. C'est le cas, par exemple, lorsqu'une collectivité rurale s'ouvre à l'industrialisation et à l'urbanisation. Il faut alors assurer une planification, aménager des zones, créer des comités de liaison, résoudre divers types de déséquilibres. C'est un associationnisme à dominante interventionniste. La liaison des membres au groupe, sans être ténue, est assez sectorielle. Pour le participant, l'organisation est plus un instrument qu'une fin en soi. Dans nos régions, les associations mises sur pied aux fins de remaniements parcellaires sont assez significatives de ce genre d'action collective. Nous n'y trouvons pas le symbolisme des amicales, ni la solidarité profonde des associations régionales en terre d'immigration, ni enfin la couleur individualiste des associations de loisir urbaines. Ce genre d'associationnisme oscille perpétuellement entre l'utilité et l'obsolescence. Les types de participation sont à dominante tantôt utilitariste, tantôt altruiste.

C'est dire, finalement, que la question de l'intensité de l'action — ou, si l'on préfère, de la place que revêt la participation aux associations dans la conscience des membres — n'est pas une question qui trouve sa solution dans l'abs-trait. Elle renvoie immédiatement au type d'intégration de la société et à la position de l'individu dans cette dernière.

¹ R. T. Anderson et G. V. Vergeron, *Voluntary Associations and Urbanization: A Diachronic Analysis*, AJS, novembre 1959, vol. 63, No. 3.

A ce problème de fond s'ajoute un problème technique. L'individu appartient souvent à plusieurs groupes volontaires. Les uns sont pour lui un lieu de sociabilité assez important, les autres sont, au contraire, très marginaux. Chacun de nous en fait l'expérience concrète dans sa vie. D'autre part, même si chaque affiliation en particulier ne tient qu'une place restreinte (en termes de temps consacré et d'investissement affectif) pour le sujet, il est possible que l'ensemble de ses appartenances forme une dimension importante de sa vie. Ce dernier aspect de l'attachement de l'action collective a rarement été retenu par les observateurs. Chacun s'accordait à penser que, somme toute, la participation à un club de sport, ou à un syndicat, n'occupe que peu de place dans la vie des membres. Or, non seulement cela n'est pas sûr, mais surtout le paysage change totalement quand la somme de toutes les activités partielles est envisagée.

C'est à partir de cette somme que nous mesurerons l'intensité subjective de l'action. Les membres des associations vivent-ils l'action collective malgré eux, comme une sorte de contrainte, ou est-elle pour eux, du point de vue affectif, un « moment » privilégié de leur vie ?

Pour tenter de répondre à cette question, nous avons utilisé la question suivante : « En considérant l'ensemble des groupes organisés dont vous êtes membres, diriez-vous que vous quitteriez ce genre d'activité : 1. très difficilement ; 2. assez difficilement ; 3. plutôt facilement ; 4. très facilement ; 5. ne sait pas. »

Réunissons les possibilités de réponses 3 et 4 sous le nom de détachement. Donnons à la réponse 1 le terme d'attachement prononcé et nommons attachement mitigé la réponse 2.

Les 310 affiliés de notre échantillon se répartissent ainsi :

TABLEAU 69

Attachement aux associations

Attachement prononcé	36 %	
Attachement mitigé	36 %	
Détachement	23 %	
Indécision	5 %	
	100 %	(N = 310)

Un affilié sur quatre est donc assez indifférent, affectivement parlant, à son action. Cela ne veut pas dire qu'il ne lui accorde pas d'importance¹. Mais

¹ L'attachement peut être faible alors même que l'individu reconnaît à son action, surtout quand elle est interventionniste, une importance très grande. Un exemple pourrait être donné par le cas d'un militant politique, persuadé de l'importance de son action mais pour qui le parti n'est pas du tout un endroit où il trouve des amitiés, des contacts privilégiés, etc.

par contre, trois affiliés sur quatre ne renonceraient que difficilement à cet aspect de leur vie.

2. Statut socio-professionnel et attachement

La répartition de ces effectifs selon le statut socio-professionnel nous conduit à définir trois types de participation. Considérons d'abord les chiffres.

TABLEAU 70

Attachement à l'action collective en général selon le statut socio-professionnel

	<i>N</i>	<i>Attachement prononcé</i>	<i>Attachement mitigé</i>	<i>Détachement</i>
Mancœuvres	42	41 %	21 %	38 %
Ouvriers qualifiés	49	55 %	27 %	18 %
Employés	91	41 %	38 %	21 %
Cadres moyens	47	28 %	53 %	19 %
Cadres supérieurs	27	22 %	41 %	37 %
Artisans et commerçants	28	21 %	54 %	25 %

Ce ne sont pas du tout les cadres supérieurs (qui ont pourtant le plus grand nombre d'affiliations par personne) qui sont le plus attachés, affectivement parlant, aux organismes volontaires. Dans cette strate, les enthousiastes forment moins du quart des affiliés. Au contraire, les ouvriers qualifiés (qui ont proportionnellement moins d'affiliations que les cadres) se montrent, pour plus de la moitié d'entre eux, très attachés aux associations.

Ce phénomène à première vue paradoxal nous conduit à une distinction importante.

Toujours du point de vue affectif, il nous faut faire le départ entre :

- 1° une participation à base d'affectivité,
- 2° une participation à base de normes interventionnistes,
- 3° une participation à base de contrainte.

Dans le premier cas (base d'affectivité), les associations jouent, pour la personne, un rôle d'intégration affective. L'affilié trouve des amis dans le groupe, y supplée à une certaine carence des relations sociales primaires, vient y manifester des solidarités multiples (de quartier, de classe, de croyance, etc.). Dans le deuxième (base de normes interventionnistes), l'organisation est tout d'abord un outil dont l'affilié se sert pour poursuivre un but. Le lieu des relations sociales est ailleurs. Les associations sont l'endroit où la personne concrète-

tise des normes interventionnistes. L'individu ne s'attache pas beaucoup au groupe. Mais celui-ci est l'indispensable médiation pour l'action. Et l'action, elle, est jugée comme importante. Le troisième cas (base de contrainte) est celui où le groupe volontaire s'assimile le plus, dans la conscience du sujet, non pas à une action collective au sens fort, mais à une sorte d'organisme officiel où il s'assure contre divers accidents, où il trouve une certaine protection sociale, où il achète, éventuellement, des biens qu'il ne peut obtenir dans un autre secteur du circuit commercial.

A bien considérer le tableau ci-dessus, nous voyons que les ouvriers qualifiés et employés subalternes se rattachent nettement au modèle d'affectivité. La majorité d'entre eux est très attachée aux associations. Ces dernières sont un lieu de relations sociales très prisé. Pour les cadres supérieurs, au contraire, la base normative domine. Ces cadres sont affiliés à de nombreux organismes, sont très actifs en leur sein, mais somme toute, ne s'y attachent que peu. L'individu garde toujours une certaine distance entre une action qu'il sait devoir mener et le groupe qui n'apparaît que comme une médiation permettant cette action. Il n'y a pas d'identification au groupe. Par ailleurs, les relations primaires sont suffisamment riches en dehors des associations : ces dernières ne sont pas un palliatif à une sorte d'isolement affectif. Mais nous ne saurions interpréter dans les mêmes termes le détachement des manœuvres. Il n'y a pas, dans cette catégorie, la quantité d'affiliations par personne observée à l'autre bout de l'échelle sociale. Il n'y a, très souvent, qu'une seule affiliation, syndicale la plupart du temps. Dès lors, le détachement exprimé par les réponses montre que nous sommes — dans près de 40 % des cas — dans le cas d'un modèle de contrainte. L'individu s'affilie à un groupement pour se protéger (assurance par exemple), ou pour obéir à la contrainte du milieu. Mais l'organisation elle-même n'est guère prisee, ni l'action que le membre peut mener en son sein.

En résumé, les variations observées dans le degré d'attachement affectif nous conduisent à accorder aux associations des fonctions subjectives extrêmement différentes selon les milieux sociaux. Il paraît donc impossible d'envisager la question posée au début de ce chapitre sans faire intervenir la classe sociale. Et nous voyons alors que ce n'est que dans les milieux subalternes que les associations semblent jouer un rôle d'intégration affective prononcée, sans pour autant approcher, même de loin, l'importance de la famille.

L'analyse des motifs conscients qui ont conduit les affiliés à prendre part à l'action collective nous persuade du bien-fondé de notre typologie.

A propos de chaque affiliation, nous avons posé la question suivante: « Pourriez-vous nous dire quels sont les motifs qui, *au moment de votre inscription*, vous ont poussé à participer aux groupes dont vous êtes membres ? » (Cf. question 33.)

- Nous avons dépouillé cette question ouverte à l'aide des catégories suivantes:
- a) le motif est à base de *relations sociales* : l'affilié veut avoir certains contacts sociaux, trouver des camarades, ou encore des personnes utiles pour sa carrière.
 - b) le motif se centre sur la pratique d'un loisir ou d'un sport donné; appelons ce motif *satisfaction personnelle*.
 - c) le motif est à base de *contrainte* : les camarades, ou les circonstances, obligent le sujet à s'affilier, sans que lui-même soit très enthousiaste ni désireux d'agir réellement.
 - d) le motif central est d'exprimer une certaine *solidarité* à l'égard d'un milieu, d'une classe sociale.
 - e) le motif consiste en *l'utilité matérielle* que le groupe peut avoir pour la personne : avantages divers, assurances, etc.
 - f) le motif se base sur une volonté d'*intervention*, de modification partielle ou globale du social.

Nous avons, bien sûr, une catégorie résiduelle intitulée « autres motifs ».

La distribution de ces motifs d'affiliation se présente ainsi. La base de calcul est précisément l'affiliation et non pas l'affilié. Chaque affiliation a été répartie dans une des catégories ci-dessus. Ensuite, nous avons calculé l'importance de chaque catégorie pour chaque strate socio-professionnelle.

TABLEAU 71

Motif principal de l'affiliation selon le statut socio-professionnel

<i>(en % des affiliations par strate)</i>					
	<i>Man.</i>	<i>Ouvr. qual.</i>	<i>Empl.</i>	<i>Cadres moyens</i>	<i>Cadres sup.</i>
Relations sociales	9 %	13 %	16 %	23 %	18 %
Satisfaction personnelle	23 %	35 %	31 %	32 %	16 %
Contrainte	22 %	10 %	6 %	10 %	11 %
Solidarité	10 %	19 %	10 %	3 %	2 %
Utilité personnelle	21 %	13 %	13 %	17 %	19 %
Intervention	4 %	4 %	11 %	12 %	16 %
Autres ou inclassables	11 %	6 %	13 %	3 %	18 %
N affiliations =	68	75	184	117	80

Chez les *manœuvres*, une affiliation sur quatre est à base de contrainte. Souvenons-nous de plus que les manœuvres ont peu d'affiliations. En additionnant les motifs d'utilité personnelle (c'est-à-dire les avantages matériels divers qui découlent de l'affiliation) à ceux de contrainte, nous atteignons 43 % des motifs d'affiliation. Ni les relations sociales, ni l'expression de solidarité, ni

même, comparativement aux ouvriers, employés et cadres moyens, la satisfaction personnelle ne rendent compte des motifs d'affiliation. Le désir d'intervention est nul.

Chez les *ouvriers qualifiés*, cet associationnisme par contrainte ou utilité matérielle n'atteint plus que 23 %. Le désir d'intervention ne croît pas par rapport aux manœuvres, mais l'expression personnelle, la solidarité et la sociabilité donnent la couleur dominante de la participation.

Le profil des *employés* est assez voisin de celui des ouvriers qualifiés, à la différence d'une certaine diminution de l'expression de solidarité au profit d'une volonté d'intervention. Même distribution des motifs encore chez les *cadres moyens*, mis à part que le motif de solidarité disparaît presque complètement.

Les *cadres supérieurs* montrent, par contre, un visage différent. L'expression personnelle marque un net recul par rapport aux ouvriers, employés et cadres moyens. Par contre, l'interventionnisme croît. Quant au motif de relations sociales, il est plus dû à la volonté d'étendre ses relations au sens mondain du terme qu'au plaisir de partager ses expériences ou ses impressions.

Notre typologie tend donc à être confirmée. Elle le sera encore plus par la suite.

3. *Intégration et attachement*

Si la strate sociale règle en partie le degré d'attachement de chacun pour les associations, il en va de même de l'intégration fonctionnelle.

Au fil du déroulement de la vie, l'associationnisme contribue plus ou moins à satisfaire les aspirations de l'individu. Au vu de notre distinction précédente, nous analyserons ces variations selon l'âge en tenant compte des strates sociales.

Dans les couches ouvrières, la courbe de l'attachement aux associations présente deux sommets. Les jeunes de 20-30 ans sont extrêmement attachés aux associations. 70 % d'entre eux montrent un attachement prononcé. Ils semblent vraiment trouver dans les associations un lien affectif privilégié. Viennent la famille, les enfants : l'optique change radicalement. Dans la génération des ouvriers de 30-50 ans, seuls 26 % des membres expriment ce même attachement. D'autres centres intégrateurs ont surgi. Et les associations reprennent de l'importance plus tard. Sans y être autant attachés que les jeunes, les ouvriers de plus de cinquante ans trouvent certainement dans les groupes organisés un noyau affectif : 55 % d'entre eux se disent très attachés aux associations.

Le profil n'est pas semblable chez les cadres moyens et supérieurs. D'abord, l'attachement étant moins marqué que dans les autres milieux sociaux, les variations selon l'âge sont moins grandes. Mais ensuite, elles ne traduisent pas

la même courbe en U que chez les ouvriers. Nous observons une légère croissance de l'attachement avec l'âge, correspondant probablement à la montée de la tendance à la participation que nous avons constatée plus haut. Au fur et à mesure que l'âge croît, les projets interventionnistes prennent plus d'intensité, et, bien que l'organisation soit vue avant tout comme une médiation, l'attachement pour les groupes volontaires s'accroît légèrement.

Chez les employés, enfin, un troisième profil apparaît. Marqué au départ (20-30 ans), l'attachement baisse progressivement. La remontée qui se produit chez les ouvriers de plus de cinquante ans n'intervient pas ici.

Le tableau suivant condense ces informations.

TABLEAU 72

Statut socio-professionnel, âge et attachement aux associations

	<i>Manœuvres et ouvriers</i>			<i>Employés</i>			<i>Cadres moyens et supérieurs</i>		
	20-29	30-49	50-65	20-29	30-49	50-65	20-29	30-49	50-65
Attachement prononcé	70 %	27 %	55 %	52 %	39 %	29 %	21 %	25 %	31 %
Attachement mitigé	15 %	35 %	19 %	32 %	37 %	50 %	47 %	55 %	46 %
Détachement	15 %	38 %	26 %	16 %	24 %	21 %	32 %	20 %	23 %
N =	26	34	31	25	41	24	28	20	26

Le fait que l'influence de l'âge varie fortement selon les milieux sociaux confirme largement l'hypothèse selon laquelle la signification de l'associationnisme tend assez systématiquement à varier selon les classes. Cette interprétation est renforcée lorsque l'état civil est pris en considération. Chez les manœuvres et ouvriers, le célibat correspond à une forte valorisation des associations : 68 % des célibataires s'affirment très attachés. Quand le mariage intervient, cette proportion tombe à 44 %. Ce mouvement ne profite pas à la catégorie « attachement mitigé », mais à celle du détachement complet. Dans l'ensemble constitué par les employés et les cadres, les variations d'état civil n'introduisent guère de changement dans l'attachement : 29 % des célibataires et 33 % des personnes mariées montrent un attachement prononcé.

Les autres dimensions de l'intégration — culturelle, affective et relationnelle — n'offrent guère de relation avec l'attachement aux associations. Ce fait confirme le passage progressif de l'associationnisme d'allégeance (où une forte relation entre l'intégration culturelle et relationnelle aurait probablement été mise en lumière) à l'associationnisme de médiation où seule, en principe, l'intégration fonctionnelle doit régler le degré d'attachement.

Chapitre VII

LES MODALITÉS DE LA PARTICIPATION : L'ORIENTATION DE L'ACTION

Un des enjeux les plus importants de l'associationnisme dans les sociétés industrielles et démocratiques tient à sa fonction de relais, de canal, de la volonté d'engagement socio-politique des individus. Les associations sont-elles simplement un lieu de loisir, d'expression personnelle ? Au contraire, ou en plus, sont-elles le lieu privilégié de l'action socio-politique volontaire ? En d'autres termes, s'agit-il d'acteurs historiques tentant volontairement d'exercer une influence sur le cours des événements ? Sont-elles en somme, comme Tocqueville aimait à le penser, l'élément clé de la démocratie dans la société « libérale » ?

Répondre à cette question suppose que l'on se place à deux niveaux d'analyse. Au plan institutionnel, il s'agit de rendre compte des diverses tentatives que font les groupements (et surtout les associations faïtières) pour orienter telle ou telle décision des organes législatifs ou gouvernementaux. On sait fort bien, de ce point de vue, que des groupements en principe très étrangers à la politique au sens étroit exercent consciemment une action politique directe ou indirecte. La science politique s'est chargée de la démontrer dans quantité d'études sur les groupes de pression. Tout en reconnaissant l'importance fondamentale de ce niveau d'analyse, nous nous bornerons ici — à cause des méthodes d'approche propres à notre étude — à l'examen de l'autre niveau, celui des buts visés par les membres des groupements. L'impact, ou la signification, socio-politique d'une association dépend en effet à la fois de ses actions en tant qu'organisation et des motivations, ou de l'orientation de l'action, de ses membres. Entre ces deux pôles s'installe une dialectique complexe dont l'examen est fondamental. Le plan institutionnel forme le premier pôle, l'orientation des membres le second.

Plus concrètement, nous aimerions examiner les questions suivantes :

- Y a-t-il une volonté d'engagement socio-politique qui se manifeste dans la participation aux groupements volontaires ?
- Si oui, qui sont, en termes sociologiques, les champions de cet engagement ?
Tous les genres d'affiliés manifestent-ils dans les mêmes proportions une

volonté d'engagement, de prise en charge partielle du devenir social et politique du pays ou de la région ? Au contraire, ce « projet social » n'est-il le fait que d'une population spécifique, et s'agirait-il à nouveau des individus définis à la fois par leur réussite (ou leur pouvoir) social et par leur conformité au modèle culturel de la région ? Si la démocratie est caractérisée notamment par la liaison directe ou indirecte des membres d'une nation avec l'orientation socio-politique de celle-ci, il est important de savoir qui a accès à la démocratie et, à la limite, qui tente d'intervenir sur le devenir de ce pays.

- Enfin, quels sont les lieux où se manifeste la volonté d'engagement éventuelle des individus ? S'agit-il des partis, des syndicats ? Ou bien l'« homme politique » de la société industrielle avancée préfère-t-il concrétiser sa volonté d'engagement dans des cadres moins politisés ? Quels sont, en d'autres termes, les canaux principaux de l'engagement politique ?

Nous nous proposons de cerner cette orientation de l'action en trois temps. D'abord, nous examinerons l'orientation « objective », c'est-à-dire que nous prendrons comme critère de l'orientation de l'action de l'individu la nature interventionniste ou expressive des groupements auxquels il est affilié. Rappelons que les groupements interventionnistes sont ceux qui se proposent explicitement une action sur l'extérieur (partis, syndicats, groupes d'intérêts, etc.) alors que les groupements expressifs sont ceux qui ont pour but premier l'expression personnelle de l'affilié (sport, musique, etc.). En un deuxième temps, nous chercherons à savoir quelle signification, subjectivement, l'individu donne à son action. Qu'il soit membre de groupes expressifs ou interventionnistes, s'agit-il d'abord pour lui de manifester sa volonté d'action sur la région ou le pays, ou plus simplement, s'agit-il uniquement de trouver, par son affiliation, un lieu de sociabilité, de contact, d'expression, sans aucune ambition sociale ou politique ? Il nous faudra alors, dans un troisième mouvement, nous poser la question de savoir quels sont les lieux (autrement dit les genres d'associations) où se manifestent le plus fréquemment les orientations subjectives interventionnistes. Il n'est pas acquis, en effet, que ce soit dans les partis politiques...

A. L'orientation « objective » : affiliations interventionnistes et expressives

Nous nous rappelons que 54 % des 402 sujets fribourgeois ont, de ce point de vue, une activité interventionniste. Certes, la plus grande partie de celle-ci est exercée uniquement à l'intérieur du syndicat (34 %) et seuls 20 % des sujets ont une activité interventionniste en dehors des syndicats (qu'ils soient par ailleurs membres ou non de ceux-ci).

La distribution des seuls participants, à l'exclusion de ceux qui n'appartiennent à aucun groupement, se présente ainsi :

TABLEAU 73

Participation à des groupements interventionnistes (en % des affiliés)

Ne participent à aucun groupement interventionniste		30 %
Participent à un syndicat ¹ , à l'exclusion d'un autre groupe interventionniste		45 %
Participent à un ou plusieurs groupements interventionnistes, à l'exclusion du syndicat		12 %
Participent à la fois au syndicat et à un autre groupe interventionniste		13 %
N =	310	100 %

Plus des deux tiers des affiliés ont une activité interventionniste. Elle se situe la plupart du temps dans le cadre du syndicat. Néanmoins, un affilié sur quatre (ou un sujet sur cinq) a une activité interventionniste en dehors du syndicat. A première vue donc, le niveau d'interventionnisme est considérable. De ce point de vue, les associations apparaissent comme un rouage essentiel de l'engagement socio-politique des individus.

1. Statut social et interventionnisme

Mais ce taux d'interventionnisme est loin d'être semblable pour toutes les catégories socio-professionnelles. L'interventionnisme autre que professionnel croît largement avec le statut social.

TABLEAU 74

Participation interventionniste selon le statut socio-professionnel

	Ouvriers	Employés	Cadres	Commerçants
Ne sont pas affiliés ou n'ont pas d'activité interventionniste	54 %	50 %	35 %	24 %
Participent à un syndicat, à l'exclusion d'un autre groupe interventionniste	37 %	30 %	38 %	33 %
Participent à un ou plusieurs groupes interventionnistes, à l'exclusion du syndicat	4 %	9 %	10 %	28 %
Participent à la fois au syndicat et à un autre groupe interventionniste	5 %	11 %	17 %	15 %
N =	142	121	91	33

¹ Il peut bien sûr s'agir également d'un syndicat patronal ou de cadres.

Le regroupement des deux dernières lignes du tableau montre que 9 % des ouvriers ont une activité interventionniste en dehors du syndicat, contre 20 % des employés et 27 % des cadres. Il y a donc à ce niveau une forte influence du statut socio-professionnel sur l'orientation de la conduite.

Cette propension à l'interventionnisme varie également avec le niveau de revenu et l'instruction.

Pouvons-nous, dès lors, expliquer cette relation entre statut social et orientation de la participation par les mêmes variables intermédiaires que nous avons introduites à propos de l'entrée dans l'action collective, c'est-à-dire par la perception de soi et celle du social ?

Commençons par la perception de soi.

La possibilité de se percevoir comme acteur valable d'une intervention nous paraît conditionner largement l'importance que le sujet accordera à son éventuel projet social. Précisons bien : nous ne prétendons pas que les sujets ayant une perception négative d'eux-mêmes n'ont pas de tendance à l'interventionnisme. Nous pensons, par contre, qu'une perception négative tend à empêcher ou à limiter le passage à l'acte.

C'est bien ce que nous pouvons observer. Donnons tout d'abord les chiffres.

TABLEAU 75

Statut socio-professionnel, perception de soi et interventionnisme

I. Indicateur : Aptitude à faire entendre son avis dans un groupe (question 57).						
	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés</i>		<i>Cadres</i>	
	<i>Aptes</i>	<i>Peu aptes</i>	<i>Aptes</i>	<i>Peu aptes</i>	<i>Aptes</i>	<i>Peu aptes</i>
Non-affiliés ou non-interventionnistes	41 %	64 %	37 %	60 %	34 %	32 %
Syndicat, sans autre	48 %	28 %	37 %	23 %	37 %	47 %
Autre forme d'interventionnisme (avec ou sans syndicat)	11 %	8 %	26 %	17 %	29 %	21 %
N =	56	84	62	53	70	19
II. Indicateur : Aptitude à comprendre les questions économiques, sociales et politiques.						
	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés</i>		<i>Cadres</i>	
	<i>Difficilement</i>	<i>Facilement</i>	<i>Difficilement</i>	<i>Facilement</i>	<i>Difficilement</i>	<i>Facilement</i>
Non-affiliés ou non-interventionnistes	69 %	30 %	57 %	44 %	41 %	32 %
Syndicat, sans autre	25 %	55 %	31 %	30 %	35 %	41 %
Autre forme d'interventionnisme (avec ou sans syndicat)	6 %	15 %	12 %	26 %	24 %	27 %
N =	88	54	42	77	34	56

Nous avons employé ces deux indicateurs de la perception de soi pour la raison suivante. Le premier peut apparaître comme un peu tautologique, dans la mesure où des participants à des groupes affirment — forts de leur expérience concrète — plus volontiers qu'ils sont aptes à donner leur avis que les non-participants. Nous avons donc complété ce premier indicateur par celui de l'aptitude à la compréhension des questions économiques, sociales et politiques.

Cela dit, nous remarquons que :

- dans chaque strate socio-professionnelle, d'après les deux indicateurs, l'absence d'interventionnisme est associée à une perception pessimiste de soi ;
- d'après chaque indicateur, cette association tend à s'affaiblir pour les cadres ;
- d'après chaque indicateur, dans chaque strate socio-professionnelle, l'interventionnisme non syndical est lié à la perception de soi ; cette liaison tend également à diminuer chez les cadres.

La participation interventionniste est donc fortement liée à la vision de soi.

Nous pouvions également nous attendre à ce que l'interventionnisme soit lié — et encore plus directement que dans le cas de la perception de soi — à la perception du social. Nous avons fait, à ce propos, la différence entre une perception exodéterministe du social et une perception endodéterministe, consciente de l'importance des acteurs sociaux dans le devenir social. Or, à première vue, nos chiffres ne confirment guère cette hypothèse.

TABLEAU 76

Statut socio-professionnel, perception de la société et interventionnisme

	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés</i>		<i>Cadres</i>	
	<i>Exo.</i>	<i>Endo.</i>	<i>Exo.</i>	<i>Endo.</i>	<i>Exo.</i>	<i>Endo.</i>
Non-affiliés ou non-interventionnistes	52 %	57 %	48 %	49 %	38 %	34 %
Syndicat uniquement	41 %	29 %	36 %	24 %	35 %	41 %
Autre forme d'interventionnisme (avec ou sans syndicat)	7 %	14 %	16 %	27 %	27 %	25 %
N =	97	42	64	55	37	53

Certes, parmi les ouvriers et employés, de légères différences de proportions se manifestent, selon la perception du social, en matière d'interventionnisme non syndical. Elles n'existent pas pour les cadres.

Mais avant de dire que la perception du social n'intervient que peu, il nous faut un peu anticiper et dire que l'orientation interventionniste subjective (c'est-à-dire les intentions interventionnistes du sujet, qu'il exprimera dans des

groupes expressifs ou interventionnistes) est très largement dépendante de cette perception du social. Nous le verrons plus bas. Disons donc, en première analyse, que la perception du social n'oriente que peu l'aspect le plus manifeste de la conduite, mais qu'elle conditionne au contraire la qualité de cette conduite, c'est-à-dire les significations que le sujet attribue à son action. Nous reprendrons ce point bientôt. A ces facteurs de perception s'ajoutent des éléments de socialisation. Sachant que les expériences en matière d'action collective diffèrent selon les milieux sociaux, nous pouvons nous poser la question de savoir dans quelle mesure le milieu dans lequel les individus ont vécu lorsqu'ils étaient enfants ou adolescents influe sur l'orientation qu'ils donnent actuellement à leur action ?

Nous examinerons brièvement ici l'impact possible de la participation des parents et de celle du sujet durant son adolescence.

Le premier de ces facteurs paraît avoir une importance assez considérable.

TABLEAU 77

Statut socio-professionnel, participation organisée des parents et participation interventionniste

Parents :	Ouvriers		Employés		Cadres	
	Affi- liés	Non aff.	Affi- liés	Non aff.	Affi- liés	Non aff.
Non-affilié ou non-interventionniste	47 %	60 %	39 %	64 %	25 %	57 %
Syndicats, sans autre	38 %	35 %	36 %	21 %	46 %	23 %
Autre forme d'interventionnisme (avec ou sans syndicat)	15 %	5 %	25 %	15 %	29 %	20 %
N =	60	82	69	52	61	30

Il découle de ce tableau que :

- Même en contrôlant l'influence possible de la participation parentale, il y a croissance de l'interventionnisme autre que syndical avec le statut socio-professionnel ; cela confirme ce que nous avons vu plus haut.
- Dans chaque groupe socio-professionnel, la participation des parents est associée à un plus grand degré d'interventionnisme des sujets ; dans le groupe ouvrier, 47 % des sujets dont les parents participaient à un groupe organisé n'ont pas d'activité interventionniste, contre 60 % des sujets dont les parents n'étaient pas affiliés. Dans le groupe des employés et celui des cadres, les différences sont plus importantes : 39 % contre 64 % et 25 % contre 57 %. Pour les ouvriers, ce n'est pas tellement la participation syndicale qui est affectée, mais l'interventionnisme autre que syndical. Chez les employés, les deux formes d'interventionnisme sont touchées par la participation des parents, et chez les cadres aussi.

L'influence des parents se manifeste donc clairement par la suite dans l'orientation de l'action des sujets. En est-il de même pour les expériences que le sujet a faites en matière d'action collective lorsqu'il était adolescent ?

Même en contrôlant les variables principales, il n'y a pas de différence dans la proportion d'interventionnisme entre ceux qui ont participé à des groupes d'adolescents et ceux qui ne l'ont pas fait. Les proportions diffèrent au maximum de 5 %. Nous aurions pu en fait nous attendre à des différences assez importantes: plusieurs mouvements de jeunesse (scoutisme ou autres) poussent à l'interventionnisme. Il est, dès lors, étrange de ne pas retrouver cette influence plus tard.

2. *Intégration et interventionnisme*

Quels sont les rapports entre intégration et orientation objective de l'action, telle que mesurée par l'appartenance à des groupes interventionnistes ? Pouvons-nous, comme ce fut le cas à propos de l'entrée dans l'action collective, postuler une influence nette des modalités de l'intégration sur le mode de participation ? Faut-il que l'individu bénéficie d'un haut niveau d'intégration pour qu'il forme des projets interventionnistes ?

Envisageons d'abord *l'intégration fonctionnelle* par le biais de l'état civil et de l'âge.

Les célibataires ont une participation interventionniste nettement plus faible que les personnes mariées. Le tableau suivant nous en persuade. A cause du faible nombre de célibataires dans l'échantillon, nous avons regroupé les employés et les cadres.

TABEAU 78

Statut socio-professionnel, état civil et participation interventionniste

	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés et cadres</i>	
	<i>Mariés</i>	<i>Célibataires</i>	<i>Mariés</i>	<i>Célibataires</i>
Non-affiliés ou non-interventionnistes	54 %	58 %	40 %	63 %
Syndicat uniquement	35 %	42 %	35 %	26 %
Autre forme d'interventionnisme (avec ou sans syndicat)	11 %	—	25 %	11 %
N =	116	26	183	27

Dans le groupe ouvrier, le célibat, lié à un moindre interventionnisme non syndical, ne paraît pas associé à la présence ou à l'absence d'interventionnisme, en général. Dans l'agrégat des employés et cadres, le célibat est associé à la fois à un moindre interventionnisme en général et à un moindre interventionnisme non syndical.

Dans l'ensemble, le célibat est associé à un moindre interventionnisme. L'indicateur de l'âge confirme-t-il l'importance de l'intégration fonctionnelle pour l'orientation de l'action ?

Pour le « degré zéro » de l'interventionnisme (sujets non affiliés ou affiliés uniquement à des groupes expressifs), il n'y a pas de différence selon l'âge chez les ouvriers et les employés. Elle est, par contre, très nette chez les cadres: 47 % des cadres de moins de 40 ans n'ont aucune activité interventionniste, contre 27 % des plus de 40 ans. L'interventionnisme non syndical croît légèrement avec l'âge, ainsi que le montre le tableau suivant :

TABLEAU 79

Statut socio-professionnel, âge et interventionnisme non syndical

	<i>N</i>	<i>Ouvriers</i>	<i>N</i>	<i>Employés</i>	<i>N</i>	<i>Cadres</i>
Moins de 40 ans	56	4 %	58	17 %	36	17 %
Plus de 40 ans	86	13 %	62	24 %	55	33 %

Il y a un peu plus de personnes de moins de 40 ans à ne pratiquer que le syndicalisme à l'exclusion d'autres formes d'interventionnisme que chez les individus de plus de 40 ans. La différence est faible chez les ouvriers et employés, mais prononcée chez les cadres. Ceux-ci opèrent un apprentissage plus tardif, mais plus prononcé aussi, de l'interventionnisme. Or, par définition, c'est précisément chez les cadres que la mobilité intragénérationnelle est prononcée, c'est chez eux que les situations « de transition » (stages, changements, etc.) sont les plus marquées. Il est donc possible de conclure que la mobilité professionnelle tend à limiter l'interventionnisme.

Les choses se compliquent avec les autres dimensions de l'intégration. Si nous envisageons la date d'arrivée comme critère d'*intégration relationnelle*, nous n'observons pas de relation stable avec l'interventionnisme. Il est vrai que nous avons dichotomisé la variable « date d'arrivée » en plus de dix ans de résidence et moins de dix ans.

Il est probable, voire certain, que si nous avons effectué la séparation à trois ans de résidence, par exemple, nous aurions obtenu des chiffres beaucoup plus tranchés. Mais alors, quel est l'intérêt de l'opération ? Tout le monde sait que le déplacement d'un endroit à l'autre entraîne certaines perturbations des habitudes, des mentalités, etc. La question est de savoir si ces transformations et adaptations retentissent longtemps encore après l'installation ou si leur effet disparaît assez vite. Il faut donc, à notre avis, distinguer deux plans :

- au plan macrosocial, le nombre croissant de personnes en déplacement géographique entraîne une diminution des proportions générales d'interventionnisme;

— au plan psychosocial, et compte soigneusement tenu de la nature de la communauté d'accueil, l'effet du déplacement se tasse assez rapidement.

Voyons les chiffres. Dichotomisons d'abord les sujets en natifs et immigrants.

Dans chaque strate sociale, les sujets qui ont toujours habité Fribourg sont légèrement plus interventionnistes que les autres. Mais les écarts ne dépassent pas 10 % et n'ont donc guère de signification sociologique. Si maintenant nous opérons la séparation entre moins de 10 ans et plus de 10 ans de résidence, nous obtenons :

TABLEAU 80

Statut socio-professionnel, durée de résidence et participation interventionniste

	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés</i>		<i>Cadres</i>	
	+ 10	— 10	+ 10	— 10	+ 10	— 10
Non-affiliés ou non-interventionnistes	56 %	48 %	52 %	42 %	34 %	38 %
Syndicat uniquement	35 %	44 %	29 %	32 %	37 %	42 %
Autre forme d'interventionnisme (avec ou sans syndicat)	9 %	8 %	19 %	26 %	29 %	20 %
N =	117	25	89	31	65	26

Il est difficile de tirer quoi que ce soit de ce tableau. Les écarts n'atteignent pas la signification statistique et, de plus, ne se distribuent pas dans la même direction. Nous pouvons donc raisonnablement affirmer que les effets de la migration se résorbent assez vite, certainement avant la date limite des dix ans de résidence. Rappelons toutefois que nous ne prétendons pas étendre cette affirmation à d'autres villes que Fribourg.

Nous reprendrons plus longuement ce thème de l'intégration quand nous serons en possession du deuxième indicateur d'orientation de l'action.

B. Les significations subjectives de l'action

Quelles sont les limites de l'orientation de l'action définie par la participation à un ou plusieurs groupes interventionnistes ? Deux critiques principales peuvent être adressées à un tel indicateur :

- Les mouvements dont le but manifeste est interventionniste n'ont pas, nous l'avons déjà noté, le monopole de ce genre d'action. Certaines personnes préfèrent manifester leur projet social dans un autre type de groupement : groupe religieux, culturel, ou encore militaire, etc.

— Il est tout à fait possible de s'affilier à un groupement interventionniste sans pour autant vouloir mettre en œuvre un projet social, mais plutôt pour y trouver certains amis, ou y passer agréablement une partie de son temps libre.

Il est donc nécessaire d'approcher l'orientation de l'action par des indicateurs plus subjectifs.

Indiquons d'abord le principe de notre typologie. Nous partons du même point de vue que précédemment, c'est-à-dire que nous distinguons entre orientation expressive et orientation interventionniste. Mais ce ne sont plus les groupements qui nous servent de principe de classement, ce sont les intentions et les interprétations des sujets.

Nous nommons *orientation interventionniste* le fait que le sujet déclare vouloir — par son activité organisée — modifier tout ou partie de son environnement social.

A l'inverse, l'*orientation expressive* sera définie par le fait que cette modification n'est guère voulue par le sujet, même s'il appartient à un groupement interventionniste.

Il nous faut encore préciser dans quel sens nous employons le terme « modification ». Nous n'entendons pas privilégier ainsi une idéologie progressiste par opposition à une mentalité conservatrice. Ce terme signifie simplement ici que le sujet désire orienter (ou contribuer à orienter) le futur de la société.

A la question de savoir si, par leur action dans un groupe donné, ils cherchaient à contribuer à l'amélioration de la société dans son ensemble, les sujets ont répondu ainsi :

1. « J'y pense souvent et c'est ce qui donne son sens à mon action. »	40 %
2. « J'y pense assez souvent, mais ce n'est pas l'aspect essentiel de mon action. »	12 %
3. « J'y pense quelquefois, mais c'est un aspect accessoire de mon action. »	13 %
4. « Je ne crois pas que mon action dans ce cadre-là veuille contribuer à une amélioration. »	33 %
5. Non-réponse	2 %
	100 % (310 sujets)

Deux extrêmes se dégagent : les sujets préoccupés de leur intervention sociale (40 %) et ceux que n'anime guère ce genre de préoccupation (33 %). Entre les deux, un quart de sujets dont la position est moins tranchée.

Notre première constatation est que les 40 % d'interventionnistes, d'après ce critère, représentent une proportion bien moindre que ceux qui sont en fait affiliés à un groupement interventionniste (70 % des 310 affiliés). Par contre, ils sont nettement plus nombreux que ceux qui participent aux seuls mouvements politiques ou parapolitiques. Il est donc impossible d'assimiler sans outrance l'affiliation interventionniste et le projet interventionniste. Il y a entre ces deux indicateurs une distance considérable. Par ailleurs, il est erroné de limiter le « projet politique » à la seule affiliation politique.

Rappelons que nous considérons ici les seuls affiliés, laissant de côté ceux qui ne sont membres d'aucun groupement.

Deux extrêmes donc, dans la signification accordée à l'action. S'agit-il de deux populations distinctes ?

1. *Statut social et interventionnisme subjectif*

Notre première tentative de réponse à cette question va porter sur le statut socio-professionnel.

En distinguant, d'après la variable socio-professionnelle, les ouvriers, employés et cadres, et d'après la variable orientation de l'action, les deux premières catégories susmentionnées (1 et 2), d'une part, les deux dernières (3 et 4) d'autre part, nous obtenons :

TABLEAU 81

Statut socio-professionnel et orientation subjective interventionniste

<i>Orientation subjective interventionniste manifestée ¹</i>	<i>Ouvriers</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres</i>
0 fois	56 %	46 %	37 %
1 fois	28 %	21 %	27 %
2 fois ou plus	16 %	33 %	36 %
N =	94	91	78

Ce tableau ne concerne évidemment que les membres d'au moins une association. Il nous permet de vérifier que :

- sur la base d'une dichotomie entre présence et absence d'orientation subjective interventionniste, la présence d'interventionnisme est d'autant plus probable que le niveau social de l'individu s'élève; elle est de 44 % pour les ouvriers, de 54 % pour les employés et de 63 % pour les cadres ;

¹ Nous appellerons « interventionniste » l'accord du sujet à l'une des deux premières possibilités de réponse, à la question 38. Elle sera manifestée 0... n fois selon que le sujet la donne à propos de 0... n associations dont il est membre.

— plus le niveau social s'élève, plus grande est la probabilité que cette orientation subjective interventionniste se manifeste dans plusieurs groupements ; la différence principale, de ce point de vue, intervient entre les ouvriers d'un côté, les employés et cadres de l'autre.

Le fait de ne considérer que les affiliés n'élimine donc pas du tout, du point de vue de l'orientation subjective de l'action, les différences de classe. En ce sens, les participants ne sont donc pas une sous-population ayant des caractéristiques homogènes.

Comment rendre compte de ces différences ? Il nous faut à nouveau introduire ces dimensions importantes de l'analyse que sont la perception de soi et la perception du social.

Une perception plutôt pessimiste de soi est-elle associée à une moindre orientation subjective interventionniste ? L'utilisation de l'indicateur « aptitude à donner son avis et à le faire entendre », décrit plus haut, conduit à une corrélation positive. En ne considérant que les ouvriers, employés et cadres, donc en excluant les commerçants, nous voyons que les sujets ayant une perception positive d'eux-mêmes ont une orientation interventionniste dans 60 % des cas (163 sujets), ceux ayant une perception moins bonne manifestent une volonté interventionniste dans 43 % des cas (95 sujets). Nous savons, par ailleurs, que cette vision positive de soi est fortement liée au statut social. Intégrons l'ensemble de ces éléments dans le tableau suivant :

TABLEAU 82
Statut socio-professionnel, vision de soi et orientation subjective interventionniste

<i>Orientation subjective interventionniste manifestée</i>	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés</i> <i>Vision de soi</i>		<i>Cadres</i>	
	<i>Posi- tive</i>	<i>Néga- tive</i>	<i>Posi- tive</i>	<i>Néga- tive</i>	<i>Posi- tive</i>	<i>Néga- tive</i>
0 fois	46 %	65 %	37 %	56 %	38 %	33 %
1 fois	35 %	22 %	30 %	9 %	27 %	27 %
2 fois ou plus	19 %	13 %	33 %	35 %	35 %	40 %
N =	46	46	54	34	63	15

La première ligne de ce tableau montre des différences importantes, tant pour les ouvriers que pour les employés. Ceux qui ont une perception négative ont nettement plus tendance à confiner leur participation dans l'expression que les autres. Cette proposition n'est plus vraie pour les cadres (encore qu'il faille être prudent, compte tenu du faible nombre de cas figurant dans la dernière colonne).

Il n'y a, par contre, pas de différence significative à la troisième ligne : la diffusion de l'orientation interventionniste ne semble donc pas affectée par la vision de soi.

L'emploi des autres indicateurs de perception de soi conduit à des conclusions très voisines. Nous nous dispensons donc de donner leurs résultats détaillés ici. Plus forte encore est l'association avec la perception du social. Alors que cette dernière n'avait pas de relation explicite avec l'orientation objective de l'action, nous voyons ici qu'elle en oriente, en partie, la signification vécue. Plus le social est envisagé comme transformation possible, comme devenir, comme changement, plus il laisse place à l'action, individuelle ou collective. A l'inverse, plus il apparaît comme circulaire, répétitif, animé en fait par une certaine fatalité, moins l'orientation interventionniste se justifie. Or, nous savons qu'il convient d'associer à un moindre pouvoir social une perception nettement plus exodéterministe de la réalité sociale. L'absence de pouvoir entraîne une perception faussée, aliénée du social. Elle le fait apparaître comme indépendant de la volonté humaine, et ceci par une sorte d'extrapolation à l'ensemble de la société de la perception de sa propre situation. En ceci, il nous paraît que, dans des situations qui ne sont pas celles de la crise ouverte (car là des processus différents pourraient apparaître), l'éloignement du pouvoir, loin d'amener à une prise de conscience revendicatrice, tend à limiter cette revendication par le biais d'une perception faussée de la réalité sociale. C'est ce que nous allons essayer de vérifier.

TABLEAU 83

Statut socio-professionnel, perception du social et orientation subjective interventionniste

<i>Orientation subjective interventionniste manifestée</i>	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés</i>		<i>Cadres</i>	
	<i>Exo.</i>	<i>Endo.</i>	<i>Exo.</i>	<i>Endo.</i>	<i>Exo.</i>	<i>Endo.</i>
0 fois	58 %	53 %	55 %	36 %	44 %	31 %
1 fois	32 %	19 %	21 %	20 %	25 %	29 %
2 fois ou plus	10 %	28 %	24 %	43 %	31 %	40 %
N =	82	32	47	44	32	45

D'importantes différences surgissent entre les sujets persuadés du caractère exodéterminé de la réalité sociale et ceux qui, au contraire, la perçoivent comme un ensemble dynamique. Elles se manifestent dans chacun des groupes sociaux distingués. 28 % des ouvriers ayant une perception endodéterministe concrétisent deux fois ou plus une orientation interventionniste; cela n'est vrai que de 10 % de ceux ayant une perception exodéterministe. L'ampleur de ces écarts se maintient pour le groupe des employés et celui des cadres.

Nous constatons à nouveau — par ailleurs — que cette vision exodéterministe de la société diminue fortement à mesure que le statut social croît.

Nous percevons mieux maintenant les limites à attribuer à l'absence de corrélation relevée plus haut entre la perception du social et l'orientation interventionniste saisie par le critère de l'interventionnisme du groupement. Pour une bonne part, l'interventionnisme décelé par l'orientation du groupement est un interventionnisme syndical. Cela est d'autant plus vrai que l'individu appartient aux catégories socio-professionnelles basses. Or, souvent, l'affiliation syndicale se fait pour de tout autres motifs que celui d'intervention sur la société : motifs de sécurité sociale, quelquefois de contrainte voilée, voire de sociabilité. Il est dès lors normal que l'interventionnisme tel que décelé par l'orientation du groupement ait peu de rapports avec la perception du social. Par contre, dès que l'on envisage le projet social subjectif des acteurs, une telle absence de corrélation serait pour le moins étonnante. Et nous observons bien que ces deux dernières variables sont significativement associées. Il faut donc soigneusement distinguer les deux plans.

Nous pouvons maintenant résumer nos observations relatives à la perception du social et à la participation :

- 1° une perception exodéterministe du social limite fortement l'affiliation à l'action collective, sauf pour les cadres où cette influence est moins forte ;
- 2° à l'intérieur du groupe des affiliés, la perception exodéterministe du social ne conduit pas à une affiliation moins prononcée à des groupes interventionnistes ;
- 3° par contre, l'orientation subjective de l'action est largement reliée à la perception du social : une perception exodéterministe s'accompagne souvent d'un moindre projet interventionniste ;
- 4° comme la perception du social et le statut socio-économique sont largement associés, cette perception peut intervenir comme une des principales variables explicatives de la relation entre statut social et participation.

Comme nous l'avons fait à propos de l'orientation « objective », voyons maintenant si les effets d'une socialisation à la participation durant l'enfance et l'adolescence se remarquent en matière d'orientation subjective de l'action.

Nous avons déjà pu relever l'influence de la participation des parents sur :

— l'entrée de l'individu dans l'action collective,

— l'orientation interventionniste de l'action mesurée par la participation à des groupements interventionnistes.

En va-t-il de même pour l'orientation subjective interventionniste ? L'influence des parents sur le comportement ultérieur de leur enfant est, en ce domaine comme dans d'autres, assez forte.

TABLEAU 84

Statut socio-professionnel, participation des parents et orientation subjective de l'action

<i>Orientation interventionniste manifeste</i>	<i>Parents :</i>	<i>Ouvriers</i>		<i>Employés</i>		<i>Cadres</i>	
		<i>Actifs</i>	<i>Passifs</i>	<i>Actifs</i>	<i>Passifs</i>	<i>Actifs</i>	<i>Passifs</i>
0 fois		48 %	65 %	40 %	58 %	39 %	32 %
1 fois		26 %	29 %	20 %	21 %	23 %	36 %
2 fois ou plus		26 %	6 %	40 %	21 %	38 %	32 %
N =		46	48	58	33	56	22

Dans les groupes des employés et des ouvriers, la relation entre la participation des parents et l'orientation des sujets est très nette. L'orientation interventionniste est d'autant plus présente que les parents ont été eux-mêmes engagés. Cela est moins vrai pour les cadres, chez qui cette influence des parents est amoindrie. Dans leur cas, l'influence parentale joue un rôle marqué sur l'entrée dans la vie collective, sur l'orientation interventionniste objective (critère de l'interventionnisme du groupement lui-même) mais n'en joue point sur l'orientation subjective.

Cet autre élément de socialisation qu'est la participation des sujets à des groupes de jeunesse durant l'enfance ou l'adolescence ne joue pas ici de rôle important. Les différences entre ceux qui y ont participé et les autres n'atteignent pas la signification statistique et ne se présentent pas selon une tendance déterminée. Ces résultats confirment ainsi ce que nous observions dans la section A de ce chapitre.

2. *Intégration et orientation subjective de l'action*

A nouveau se pose la question de savoir si une certaine « parenté » entre l'individu et la région où il habite est nécessaire pour qu'il manifeste un projet d'action sur la région ou le pays. On peut faire l'hypothèse que le projet d'action naît en somme des liens que l'individu tisse avec son entourage : pourquoi, en effet, agir sur un contexte auquel rien ne nous relie ? Mais inversement, il est possible de prétendre que l'homme moderne n'a plus besoin de cette parenté — affective, culturelle, relationnelle — pour désirer agir politiquement. En effet, de plus en plus, la politique se fait nationale, voire mondiale et non plus régionale. Dès lors, l'importance de l'intégration n'apparaît plus de manière évidente. Entre ces thèses opposées, il faut trancher.

a) *L'intégration fonctionnelle*

D'assez importantes différences sont observables entre ceux qui sont intégrés et ceux qui le sont moins. Prenons tout d'abord l'état civil comme indicateur.

Le célibat n'est guère propice pour qu'un projet social interventionniste se manifeste. Nous en avons déjà avancé certaines raisons : mobilité plus grande, moindre prise sur les institutions sociales, moindre conscience de divers problèmes liés à la famille, au logement, à l'éducation, etc., plus jeune âge aussi, voilà autant de facteurs qui peuvent expliquer pourquoi les célibataires donnent un moindre accent interventionniste à leur conduite.

TABLEAU 85

Etat civil et orientation subjective de l'action

<i>Orientation subjective interventionniste manifestée</i>	<i>Célibataires</i>	<i>Mariés</i>
0 fois	61 %	45 %
1 fois	22 %	26 %
2 fois ou plus	17 %	29 %
N =	36	227

(Rappelons que ces chiffres ne concernent que les personnes affiliées.)

Les célibataires manifestent moins fréquemment que les personnes mariées un projet social interventionniste. L'observation de l'action de l'âge sur l'interventionnisme donne des résultats congruents avec cette observation. Certes, il est vrai que les deux facteurs (jeune âge et célibat) sont liés. Plus l'âge augmente, plus l'interventionnisme subjectif est prononcé. Ainsi, 60 % des ouvriers de moins de 40 ans n'ont aucun projet interventionniste, contre 49 % de sujets âgés de plus de 40 ans. Même différence chez les cadres : 44 % contre 33 %. Néanmoins, nous l'avons déjà remarqué plus haut, cette influence de l'âge semble assez faible.

b) *L'intégration affective*

Paradoxalement, et contrairement à ce que laissaient prévoir nos premières hypothèses, l'intégration affective ne semble jouer aucun rôle sur l'orientation subjective de l'action. Bien que de légères différences se manifestent — et encore vont-elles dans des directions différentes selon les groupes sociaux — elles ne parviennent pas à la signification statistique.

Or, nous avons supposé initialement que ce facteur pèserait de tout son poids. Peut-être pouvons-nous, à titre d'hypothèse, proposer l'explication suivante. Nous nous rappelons que notre indice d'intégration affective est largement centré sur la commune et la région (cf. Annexe V, indice 3). Or, diverses

observations montrent que de plus en plus les projets politiques ou parapolitiques ne privilégient plus forcément la commune ou la région. En des temps plus reculés, chacun eût pu observer sans doute que le projet politique était d'abord un projet communal ou régional, puis seulement cantonal ou national. L'attention politique, aujourd'hui, se mondialise. Souvent même — et particulièrement chez les jeunes — l'action politique en matière communale est dévalorisée par rapport au plan cantonal, national ou international.

Autrefois, l'intégration affective (telle que mesurée par notre indice) et le projet politique (à dominante communale) auraient été fortement reliés. Il n'en va plus de même aujourd'hui. Dès que le projet politique devient national ou international, cette liaison a toutes les chances de s'amoindrir.

Evidemment, la vérification d'une telle hypothèse supposerait que nous distinguions — chez nos sujets — des projets d'action locale ou nationale. Nous ne l'avons pas fait. Nous ne pouvons donc que proposer cette interprétation, sans que notre matériel nous permette de la confirmer avec certitude.

Cette interprétation n'est-elle pas contradictoire avec la liaison assez forte que nous observions entre l'intégration affective et le nombre d'affiliations ? Il ne semble pas. Qu'un manque d'intégration affective réduise l'importance de l'entrée dans l'action collective se comprend aisément : moindre envie de fréquenter des personnes auxquelles l'individu ne s'identifie pas, moindre plaisir à symboliser, par l'action commune, un attachement à la région ou à la localité, moindre motivation à rechercher les lieux de l'action, voilà autant d'éléments qui peuvent expliquer ce fait. Mais une fois faite l'entrée dans l'action, la justification d'une liaison serait précisément que le projet social se centre sur la région. Faisant l'hypothèse que tel n'est plus le cas, c'est-à-dire que le projet politique se décentre, une telle relation n'est plus nécessaire, ou du moins plus aussi nécessaire que dans le cas précédent.

c) L'intégration relationnelle

Une preuve incomplète de ce qui précède peut être recherchée dans un indicateur d'intégration relationnelle, à savoir : le nombre de localités dans lesquelles l'individu a vécu. 60 % des ouvriers ayant vécu dans une seule autre localité que Fribourg n'ont aucun projet interventionniste, alors que cela n'est vrai que de 40 % de ceux qui ont habité trois localités ou plus. En raisonnant dans le cadre classique de la relation entre intégration et participation, nous nous serions attendu à observer des proportions contraires. Chez les employés et les cadres, cette relation entre nombre de villes et projet interventionniste disparaît. C'est dire — à notre avis — que le raisonnement classique pêche par excès de simplisme et fait référence à un type de participation d'ores et déjà dépassé.

En résumé, la carence d'intégration — nous l'avons vu dans la partie consacrée à l'entrée dans l'action collective — limite très souvent l'accès au groupe. Mais son influence sur les significations données à l'action est beaucoup moins claire, beaucoup moins mécanique aussi.

d) L'intégration culturelle

Le fait que nous n'observions pas non plus de relation entre l'intégration culturelle (telle que définie par notre indice (cf. Annexe V, indice 1) et l'orientation subjective de l'action, alors que nous trouvions un léger rapport entre la première et le nombre d'affiliations, en est une nouvelle présomption.

Un autre indice d'intégration culturelle, à savoir l'attachement religieux, nous confirme dans cette idée. L'attachement prononcé à une religion encourage-t-il une orientation subjective plus interventionniste ? Nous pourrions nous y attendre, et cela surtout depuis que les aspects sociaux de l'engagement religieux ont été fortement mis en lumière par les autorités protestantes aussi bien que catholiques. L'idéologie religieuse a subi, de ce point de vue, une mutation. Les années soixante ont connu le passage d'une religion vécue quelque peu hors du monde à un vécu religieux où la composante sociale tient une place de choix. Il faut croire que cette nouvelle perspective n'est pas encore très agissante, sauf dans certains groupes particuliers. En effet, chez les employés et les cadres, l'attachement religieux n'est que très faiblement (et non significativement) relié à un projet social interventionniste. Chez les ouvriers, la tendance est même inversée. 13 % des sujets attachés à leur religion concrétisent deux fois ou plus une orientation subjective interventionniste, contre 25 % de personnes qui refusent l'allégeance religieuse.

En résumé, nous pouvons dire que les conclusions tirées plus haut à propos du leadership dans les associations sont également valables pour l'interventionnisme, tant « objectif » que subjectif. Le leadership et l'interventionnisme sont, en termes de proportions, le fief des personnes dont le pouvoir social est marqué. Il serait faux par contre de prétendre, d'après nos données, que ceux qui dirigent les groupements et qui tentent par leur biais d'agir sur le caractère socio-politique de la région ou du pays sont ceux qui — culturellement et affectivement — sont le mieux intégrés. Seule l'intégration fonctionnelle joue un certain rôle. Mais elle n'est pas l'expression d'un rejet que manifesterait les habitants d'une commune envers des leaders étrangers, ni l'expression, de la part d'«étrangers», d'un désintérêt envers la chose publique locale ou régionale.

Enfin, il est bien clair que si le degré d'intégration ne joue qu'un rôle secondaire dans les modalités de la participation, il pèse lourdement, nous l'avons vu plus haut, sur l'entrée dans l'action collective.

C. Les orientations subjectives de l'action selon les groupements

Les distinctions classiques veulent que certains groupements soient interventionnistes et que d'autres ne le soient pas. Certes, le but formel du groupement, tel que codifié dans ses statuts, autorise cette classification.

Mais nous avons vu que l'orientation que le groupement se donne ne correspond pas toujours aux significations que les membres donnent à leur action.

Cela pose la question de savoir quel est le lieu du « politique » ? Faut-il le chercher dans des associations ayant clairement ce caractère interventionniste (partis, associations idéologiques, etc.) ou ne convient-il pas d'élargir le cercle et de se demander si les organes traditionnels de l'intervention socio-politique sont bien ceux que les citoyens utilisent pour concrétiser leur éventuel projet social ?

C'est en tentant une analyse comparative des orientations de l'action dans différents genres de groupements que nous pourrions répondre à cette question.

Procédons ainsi: nous répartirons chaque affiliation dans une des catégories d'orientation de l'action (interventionniste ou expressive) selon le genre d'associations. Le fait que certains appartiennent éventuellement à deux amicales, ou deux groupes de sport, explique que nos totaux soient quelque peu différents de ceux obtenus jusqu'ici.

Commençons par les *partis politiques, groupes idéologiques et associations parapolitiques*. Nous avons 54 affiliations. Nous obtenons la distribution suivante de réponses à la question : « Cherchez-vous par votre action dans ce groupe à contribuer à l'amélioration de la société (fribourgeoise, suisse, internationale) dans son ensemble ? »

1. Interventionnisme affirmé :	
« J'y pense souvent et c'est ce qui donne son sens à mon action. »	39 %
2. Tendance à l'interventionnisme :	
« J'y pense assez souvent, mais ce n'est pas là l'aspect essentiel de mon action. »	20 %
3. Pas d'interventionnisme :	
« J'y pense quelquefois, mais c'est un aspect accessoire de mon action. »	17 %
4. « Je ne crois pas que mon action, dans ce cadre-là, veuille contribuer à une amélioration. »	17 %
5. Non réponse et indécision	7 %
	N = 54

Seules 39 % des affiliations sont clairement interventionnistes. 20 % des affiliations peuvent être également qualifiées d'interventionnistes, encore que cet aspect ne soit pas dominant. Cela nous amène à 59 %. Le reste des affiliations

ne peuvent manifestement pas entrer dans la catégorie « interventionnisme ». Il s'agit plutôt d'affiliations dues à l'intérêt personnel, au besoin de sociabilité, à la tradition, etc. Le projet social n'est pas clair à ce niveau.

Il est aisé de se rendre compte que nous obtenons des proportions semblables pour les *associations professionnelles*.

1.	Interventionnisme affirmé : « J'y pense souvent et c'est ce qui donne son sens à mon action. »	39 %
2.	Tendance à l'interventionnisme : « J'y pense assez souvent, mais ce n'est pas là l'aspect essentiel de mon action. »	14 %
3/4.	Pas d'interventionnisme (autres possibilités de réponse)	43 %
5.	Non réponse et indécision	4 %
N =		177

Ainsi, ces deux hauts lieux de l'interventionnisme ne sont-ils pas marqués par une ferveur idéologique trop forte.

Il est frappant de leur comparer les associations de service social et les associations religieuses :

	<i>Associations de service social</i>	<i>Associations religieuses</i>
1. Interventionnisme affirmé : « J'y pense souvent et c'est ce qui donne un sens à mon action. »	49 %	52 %
2. Tendance à l'interventionnisme : « J'y pense assez souvent, mais ce n'est pas là l'aspect essentiel de mon action. »	6 %	24 %
3/4. Pas d'interventionnisme (autres possibilités de réponse)	29 %	14 %
5. Non réponse et indécision	16 %	10 %
N =	31	21

L'interventionnisme est plus affirmé dans ces deux genres d'associations qu'il ne l'est dans les deux précédents. Il ne nous importe pas ici de juger de la stratégie des personnes, ni du caractère sensé ou illusoire de leurs choix. Il reste que du point de vue que nous adoptons, les associations politiques n'ont pas le monopole de l'interventionnisme. Nous verrons plus loin qu'il est possible d'accentuer encore cette conclusion.

Bien sûr, le taux d'attitudes interventionnistes est plus faible dans les autres genres de groupements. Il n'est pas pour autant inexistant : un cinquième des affiliations peuvent être classées dans la catégorie « interventionnisme affirmé ».

	<i>Amicales</i>	<i>Sport</i>	<i>Hobbies</i>	<i>Chant et folklore</i>
1. Interventionnisme affirmé : « J'y pense souvent et c'est ce qui donne son sens à mon action. »	19 %	19 %	17 %	21 %
2. Tendance à l'interventionnisme : « J'y pense assez souvent, mais ce n'est pas là l'aspect essentiel de mon action. »	11 %	14 %	17 %	17 %
3/4. Pas d'interventionnisme (autres possibilités de réponse)	61 %	58 %	56 %	49 %
5. Inconnu	9 %	9 %	10 %	13 %
N =	113	134	48	47

Une première constatation s'impose donc : à l'orientation interventionniste ou expressive des groupements eux-mêmes ne correspond pas une différence systématique des orientations subjectives des membres. Dans plusieurs genres de groupements non interventionnistes, les membres ont une attitude résolument ouverte sur l'extérieur. Certes, les 20 % d'interventionnisme dans les groupes dits de loisir sont essentiellement constitués par les attitudes des cadres (moyens et faïtiers). Ce glissement de la pure expression personnelle à une volonté interventionniste au fur et à mesure qu'un membre s'élève dans la hiérarchie du groupe a déjà souvent été observé. La prise de responsabilité s'accompagne en général d'une identification partielle avec les objectifs à long terme du groupe. Mais cela ne contredit en rien l'idée que, pour beaucoup de personnes, l'engagement politique se manifeste, en réalité, en dehors des partis. Considérons, en effet, le montant global d'interventionnisme, c'est-à-dire le nombre total d'affiliations qui peuvent être classées dans cette catégorie d'orientation, et voyons comment ce total se répartit entre les différents genres de groupements.

	<i>N</i>	<i>Amicales</i>	<i>Hobbies</i>	<i>Sport</i>	<i>Profession</i>	<i>Politique</i>	<i>Serv. soc.</i>	<i>Religion</i>	<i>Chant</i>
1. Interventionnisme affirmé	180	12 %	4 %	14 %	38 %	12 %	8 %	6 %	6 %
2. Tendance à l'interventionnisme	91	14 %	9 %	20 %	28 %	12 %	2 %	6 %	9 %
3/4. Pas d'interventionnisme	302	23 %	9 %	25 %	25 %	6 %	3 %	1 %	8 %
5. Inconnu	51	19 %	10 %	23 %	14 %	8 %	10 %	4 %	12 %
	624								

L'examen de la première ligne du tableau est révélateur. En fait, seul 12 % de l'action « politique », au sens large, passe par le canal des partis ou des organisations parapolitiques. Une partie plus importante (38 %) passe par les syndicats ou associations patronales.

Mais, à eux deux, ces genres de groupements ne forment que 50 % de la volonté interventionniste affirmée. L'autre moitié se disperse en quantité de canaux. Cela suffit à bien nous montrer que le lieu du politique est, en fait, beaucoup plus large qu'on ne l'imagine a priori. D'ailleurs, l'examen de la deuxième ligne du tableau (tendance à l'interventionnisme) vient renforcer encore cette idée. Là, ce n'est que 40 % de cette orientation qui passe par les syndicats ou les partis.

Nous noterons l'importance fondamentale des groupes sportifs. Si 19 % de leurs membres seulement ont une claire volonté interventionniste, ils forment néanmoins 14 % de la volonté interventionniste totale, soit légèrement plus que les partis.

Il nous paraît, en conclusion, qu'une analyse du comportement politique en Suisse centrée uniquement sur les organes directement liés au pouvoir ou à l'accès au pouvoir, manquerait indubitablement une partie de son but.

Le fait qu'une bonne partie des volontés interventionnistes se manifestent en dehors des groupes « spécialisés » jette un éclairage nouveau sur le problème de la participation politique. De même, il nous éclaire sur un trait culturel de l'homme contemporain : éviter les allégeances générales pour concrétiser son action — interventionniste dans le cas qui nous occupe — sur un point particulier, sectoriel, mais qui apparaît aux individus comme plus réaliste, moins « aliénant », plus proche de la vie quotidienne.

D. Esquisse d'une typologie des modes de participation

1. *Style de participation selon le milieu social*

Réunissons maintenant les trois dimensions de la participation que nous avons décrites pour élaborer une typologie sommaire des modes de participation selon les strates sociales.

Il est techniquement impossible, vu les multiples affiliations des individus, de risquer une typologie portant sur chacune de ces affiliations. Nous disposons, par contre, de données relatives à l'ensemble de la participation de nos sujets. C'est sur cette base que nous allons tenter de définir s'il y a des modalités d'action propres à chacun des milieux sociaux (ouvriers, employés, cadres) que nous avons distingués.

Nous nous servirons pour cela des trois dimensions de l'action collective, que nous avons déjà analysées séparément jusqu'ici.

La première est *la fréquence*. Les participants seront classés dans deux groupes : ceux qui participent « rarement » (moins de 26 séances par an) et « fréquemment » (plus de 26 séances par an).

La deuxième est *l'orientation de l'action*, telle que saisie par la signification subjective de l'action décrite plus haut. Nous distinguerons donc entre orientation expressive (le projet interventionniste n'est jamais manifesté), et orientation interventionniste (il se manifeste une ou plusieurs fois).

La troisième est *l'investissement affectif*, saisi par l'indicateur de l'attachement aux associations. Nous ferons le départ entre le caractère « marginal » (les sujets quitteraient aisément ou sans trop de difficulté l'action au sein des groupes organisés), et le caractère « intense » (les sujets abandonneraient très difficilement ce genre d'action) de cet investissement affectif.

Mentionnons brièvement que pour différentes raisons, cette typologie ne tient pas compte :

- des sujets de profession inclassable,
- des commerçants et artisans,
- des participants dont la position sur l'une ou l'autre des trois échelles n'est pas connue.

Considérons tout d'abord la répartition de l'ensemble des sujets dans les huit catégories définies par notre triple dichotomie.

TABLEAU 86

Répartition générale des modes de participation

	Rare Marginale	Intense	Fréquente Marginale	Intense
Expressive	17,6 %	5,7 %	13,1 %	10,2 %
Interventionniste	11,4 %	7,8 %	20,1 %	13,9 %

(N = 244)

Théoriquement, chaque mode de participation devrait rassembler 12,5 % des cas. Ce n'est pas le cas, mais les écarts à cette proportion ne sont pas énormes. Ils n'atteignent jamais 10 %.

L'examen des corrélations des caractères entre eux donne ce qui suit :

— Relation entre Intensité et Orientation :

1) Condition : « rare »

	Expr.	Int.
Marg.	43 75 %	28 60 %
Int.	14 25 %	19 40 %
	57	47

2) Condition : « fréquente »

	Expr.	Int.
Marg.	32 56 %	49 59 %
Int.	25 44 %	34 41 %
	57	83

— Relation entre Orientation et Fréquence :

1) Condition : « marginale »

	Expr.	Int.
Rare	43 58 %	28 36 %
Fréquent	32 42 %	49 64 %
	75	77

2) Condition : « intense »

	Expr.	Int.
Rare	14 36 %	19 36 %
Fréquent	25 64 %	34 64 %
	39	53

— Relation entre Fréquence et Intensité :

1) Condition : « expressive »

	Rare	Fréquente
Marg.	43 75 %	32 56 %
Intense	14 25 %	25 44 %
	57	57

2) Condition : « interventionniste »

	Rare	Fréquente
Marg.	28 60 %	49 59 %
Intense	19 40 %	34 41 %
	47	83

Dans trois cas sur six, la corrélation est inexistante, à savoir entre :

- Intensité et Orientation, à condition que l'action soit fréquente.
- Orientation et Fréquence, à condition que l'action soit intense.
- Intensité et Fréquence, à condition que l'action soit interventionniste.

Dans les trois autres cas, la corrélation est relativement faible. Nous avons donc affaire, pour ce qui est de la population en général, à trois dimensions relativement indépendantes.

Cela acquis, voyons s'il existe des genres de participation propres à chaque milieu social.

TABLEAU 87

Modes de participation selon le statut socio-professionnel

	<i>Rare</i>		<i>Fréquente</i>	
	<i>Marginale</i>	<i>Intense</i>	<i>Marginale</i>	<i>Intense</i>
Expressive	O 20 %	O 10 %	O 10 %	O 15 %
	E 15 %	E 2 %	E 19 %	E 9 %
	C 18 %	C 4 %	C 10 %	C 5 %
Interventionniste	O 12 %	O 10 %	O 12 %	O 10 %
	E 11 %	E 7 %	E 16 %	E 20 %
	C 12 %	C 5 %	C 34 %	C 11 %

(Les % sont calculés par rapport à la strate socio-professionnelle ; Ouvriers $n = 86$, Employés $n = 85$, Cadres $n = 73$.)

D'intéressantes différences surgissent. Manifestement, le type de participation des ouvriers est caractérisé par l'intensité et l'expressivité. En effet, dans les deux catégories (rare, intense, expressive) et (fréquente, intense, expressive), les ouvriers dominent. Mais cette participation peut être fréquente ou rare. Ce sont les cadres qui ont le type de participation le plus rigoureusement défini. Ce dernier est marqué par la fréquence, l'interventionnisme et la marginalité. A l'inverse, le style de participation des employés est moins défini. Une seule caractéristique domine : la fréquence. Mais leur participation n'est ni plus ni moins expressive, ni plus ni moins intense que celle des autres strates.

L'examen de la corrélation entre Interventionnisme et Fréquence nous persuade de la validité de ces différences. Pour les cadres, un projet interventionniste est associé à une forte fréquence de participation dans 72 % des cas ($n = 46$). Au contraire, si le projet est expressif, cette participation n'est fréquente que dans 41 % des cas ($n = 27$). Cette relation s'annule tant chez les ouvriers que chez les employés.

2. *Style de participation selon les genres de groupements*

Complétons l'analyse qui précède par une typologie sommaire des types de participation selon les groupements.

Nous utiliserons des dimensions d'analyse très voisines de celles employées précédemment, à savoir :

- *L'activité*, mesurée par le temps consacré à tel genre de groupement. Nous dichotomisons cette variable en deux catégories : l'affiliation considérée donne lieu à une participation à moins de 26 séances par an, ou au contraire, à plus de 26 séances par an.
- *Le projet*, mesuré par la signification subjective accordée à l'action. Cette variable est également dichotomisée : d'un côté, nous mettons les projets interventionnistes affirmés, et d'un autre, tous les autres projets.
- *L'importance reconnue*, avec, d'une part, les affiliations qui sont considérées comme *très importantes* par les membres et, d'autre part, toutes les affiliations qui sont jugées moins importantes.

Le tableau suivant fait très clairement apparaître que quatre types de groupements peuvent être distingués.

Le premier genre, très proche de ce que nous avons appelé modèle d'allégeance, comprend uniquement les groupes voués à la musique populaire ou au chant. Il est caractérisé par le fait que les membres y consacrent un temps très considérable, et que la moitié d'entre eux jugent ce genre d'affiliation très important pour eux. Par contre, le projet interventionniste ne s'exprime que dans une minorité des affiliations.

Le deuxième genre est caractérisé par l'interventionnisme et l'importance reconnue. Il est d'autant plus intéressant de voir que l'activité des individus au sein des groupes de ce type est assez minime.

Le troisième genre ne comprend que les affiliations sportives. Il correspond assez bien à ce que nous avons appelé modèle de médiation. Le temps consacré à ces affiliations est important. Près de la moitié des affiliations s'accompagnent d'une participation à plus de 26 séances par an. Mais l'importance reconnue aux affiliations est faible : le groupe n'est, somme toute, qu'une occasion de pratiquer une activité donnée. Les membres n'en font pas un domaine privilégié de leur vie par comparaison aux autres formes de loisir, et cela même s'ils y accordent beaucoup de temps. Par ailleurs, le projet interventionniste ne caractérise qu'une minorité des affiliations.

Le quatrième genre, enfin, comprend les affiliations de loisirs techniques et les amicales. Dans ce dernier cas, ni le temps consacré, ni l'importance reconnue, ni le projet interventionniste, ne sont importants. Clairement, l'affiliation apparaît comme très accessoire.

TABLEAU 88

Genres de participation selon les groupements (en % des affiliations)

	<i>Amicales</i>	<i>Loisirs tech.</i>	<i>Sport</i>	<i>Profession</i>	<i>Politique</i>	<i>Serv. soc.</i>	<i>Religion</i>	<i>Chant et musique</i>
<i>Activité</i>								
Affiliations auxquelles plus de 26 séances par an sont consacrées	9 %	20 %	42 %	11 %	10 %	19 %	20 %	74 %
<i>Projet</i>								
Affiliations pour lesquelles l'affilié accorde une signification interventionniste clairement manifestée	19 %	19 %	17 %	39 %	39 %	49 %	52 %	21 %
<i>Importance</i>								
Affiliations dont l'affilié reconnaît qu'elles sont très importantes pour lui	19 %	22 %	22 %	53 %	37 %	43 %	43 %	46 %
<i>Pourcentage</i>								
d'affiliations par rapport à l'ensemble des affiliations	17 %	8 %	21 %	29 %	9 %	5 %	2 %	8 %
	GROUPE IV		GROUPE III		GROUPE II		GROUPE I	
								(N = 608)

Or, le premier genre ne comprend, à Fribourg, que 8 % des affiliations, alors que le deuxième en forme 45 %, le troisième 21 % et le quatrième 25 %.

Cette analyse nous permet de bien saisir la distance qu'il y a entre les hypothèses des sociologues classiques et la réalité. Plusieurs genres de liaison aux associations se dessinent, et à l'intérieur de chaque genre, les fonction subjectives assurées par la participation sont différentes selon les situations sociales des participants.

Nous utiliserons plus longuement les deux typologies que nous venons d'esquisser dans notre conclusion.

Chapitre VIII

LES EFFETS INDIVIDUELS DE LA PARTICIPATION

Nous avons examiné jusqu'à présent quelles sont les conditions sociales qui favorisent ou restreignent l'entrée dans la vie collective. Nous avons cerné sous divers angles de vue les modes de participation. Ce chapitre envisage les conséquences de la participation sur les individus. La question est de savoir si l'action au sein d'un ou plusieurs groupements modifie en partie la personnalité de l'individu.

Nous avons brièvement évoqué, dans les deux premiers chapitres, certains de ces effets de la participation. Ce problème est débattu un peu plus systématiquement dans les pages qui suivent. Le matériel d'analyse proviendra surtout d'études antérieures. Notre plan d'enquête nous permettait mal de savoir comment, à long ou moyen terme, la participation aux groupements transforme certaines attitudes, fait naître diverses valeurs. Mais comme la question des effets de la participation suppose en partie la connaissance des conditions d'entrée dans l'action et celle des types de participation, il nous a paru logique d'aborder ce thème maintenant plutôt que de l'amalgamer à la sorte de bilan des recherches figurant au chapitre II.

Trois grands genres d'incidences de la participation se dégagent des travaux effectués à ce propos :

- l'effet d'intégration ou de médiation
- l'effet d'apprentissage ou de socialisation
- l'effet politique, qui se base sur les deux premiers.

Nous nous bornerons à examiner les effets individuels de la participation. Le thème des effets collectifs (c'est-à-dire la manière dont l'action collective transforme les structures sociales) requiert en effet un mode d'approche très différent.

A. L'effet d'intégration ou de médiation

Il est commode de distinguer deux aspects de cet effet : la dimension sociale et la dimension psychologique.

1. Aspects sociaux

Nous sommes familiers maintenant de cette idée qui veut que, dans les sociétés industrielles, le rapport entre individu et société globale soit trop immédiat. Il l'est pour deux raisons :

- les groupes primaires se sont affaiblis ou même ont disparu; ainsi en va-t-il de la famille élargie, de la paroisse, du quartier, etc.
- les forces culturelles qui s'exercent sur l'individu, par les mass-media, par la consommation de masse, etc., sont telles que la personne est écrasée par elles.

Il en résulte pour l'individu, selon Wirth et bien d'autres, cette sorte d'impuissance (« powerlessness ») qui prend visage d'anomie. Dans ce contexte, l'individu est à la fois manipulé et désengagé, replié sur lui-même et quelques intimes¹.

Les masses modernes sont caractérisées par l'hétérogénéité des populations et sous-populations, par la cohabitation de personnes « en étroit contact physique et sans lien de parenté », et opposent un individu désarmé (parce que coupé de ses anciennes sources de cohésion) à un Etat tout puissant qui modèle les conduites et les consciences².

La participation aux associations est-elle alors susceptible de réduire cet état d'anomie, d'assurer cette étrange fonction qui consiste à la fois à garantir l'intimité (donc à protéger) et à mettre en contact (donc à intégrer) ? Les recherches effectuées sur ce thème semblent permettre de justifier cette hypothèse.

La première incidence de la participation des individus aux associations est d'assurer aux affiliés un ensemble de *catégories cognitives*. « L'organisation volontaire, dans une localité, n'est pas seulement une liaison à un réseau large », disent Young et Larson; « dans un sens plus abstrait, si le groupement est envisagé comme une structure de signification sociale, il sert de cadre de référence par lequel les membres (...) peuvent donner un sens à leur propre activité et à leur environnement »³.

Ces éléments cognitifs peuvent aller de la simple information (c'est le cas le plus fréquent) à la constitution d'un appareil normatif qui aide l'individu à

¹ G. A. Almond et S. Verba, *The Civic Culture*, Princeton, Princeton University Press, 1963, p. 302.

² C'est à l'idée centrale de R. A. Nisbet dans *Community and Power*, New York, Oxford University Press, 1962.

³ R. C. Young et O. F. Larson, *The Contribution of Voluntary Organizations to Community Structure*, American Journal of Sociology, vol. LXXI, No. 2, septembre 1965, p. 186.

porter des jugements sur son environnement social. Cet effet est rendu possible par deux mécanismes :

- Si le groupe rassemble des individus du même milieu social, il catalyse les normes latentes des membres, les cristallise. Nous retrouverons ce phénomène dans les travaux de Lazarsfeld.
- Plus généralement, en donnant aux membres la possibilité d'accroître leur connaissance de la communauté locale, le groupe permet à l'individu de poser des jalons aptes à le faire sortir de l'indécision (politique, sociale, culturelle, etc.). En ce sens, comme le disent Kolb et Brunner¹, la participation cimente le groupe de localité. En effet, indépendamment du fait d'assouvir certains besoins, les groupes organisés sont avant tout des « véhicules de culture »², non au sens de « culture populaire », mais en ceci qu'ils communiquent les schèmes de la société plus large à des individus qui, sans eux, seraient moins imprégnés de ces schèmes. Nous retrouvons là l'hypothèse durkheimienne et warnérienne.

Mais ne pouvons-nous pas lui objecter que les moyens techniques de diffusion de masse rendent caduc cet effet de la participation ? Cette objection comporte une part de vérité.

Cependant, il ne faut pas oublier à quel point l'information, médiatisée par le contact interpersonnel, prend plus de puissance : les travaux de Lazarsfeld et autres sont là pour le montrer. L'information diffusée par les mass-media tend à glisser sur la conscience des sujets sans s'y implanter. La même information, fournie par un ami, une connaissance, tend, au contraire, à retenir l'attention de l'individu.

Les études de Fanelli ont pu montrer à ce propos une forte relation entre ce qu'il appelle l'identification à la communauté locale et la participation. Plus le réseau de communication est étendu, plus cette identification est forte³. Mais cet effet de médiation semble être nettement plus affirmé (et cela confirme ce que nous disions au chapitre précédent) pour les ressortissants des milieux défavorisés que pour les autres, qui disposent, eux, d'un certain nombre d'autres canaux que les organisations volontaires pour accroître leur information.

Un deuxième aspect de cette incidence de médiation tient à la perception de soi. L'individu assumant un rôle de leadership dans une association acquiert

¹ Cité par S. C. Mayo et C. P. Marsh, *Social Participation in the Rural Community*, American Journal of Sociology, vol. 57, No. 3, nov. 1951.

² W. E. Cole, *Urban Society*, The Riverside Press, Cambridge, Massachusetts, 1958.

³ A. Fanelli, *Extensiveness of Communication Contacts and Perception of the Community*, American Sociological Review, vol. 21, No. 4, 1956.

plus généralement un rôle dans la communauté locale. La visibilité sociale, l'importance sociale de la personne¹ augmentent. En acquérant ce rôle — le phénomène est bien connu — l'individu structure sa connaissance de la localité en même temps qu'il se définit mieux lui-même. Identité personnelle et identité sociale sont fortement reliées.

Cette structuration de soi par la participation semble particulièrement prononcée dans les milieux sociaux défavorisés. Là où l'impuissance sociale est portée à son comble, la participation à l'action collective tend à suppléer partiellement l'absence de pouvoir. Elle conduit à une croyance assez forte de contrôle sur les événements, en même temps qu'elle permet de renforcer l'éventuel projet social de l'individu².

Les résultats de Neal et Seeman d'un côté, d'A. Rose³ de l'autre, fournissent sinon des évidences, du moins de bons indices à propos de cet effet de la participation. Le sentiment d'être manipulé par « l'élite du pouvoir » est nettement moins prononcé chez les participants que chez les non-affiliés.

Le troisième aspect de cette incidence de la participation tient à la sociabilité. Nous avons pu le voir : les associations constituent un réservoir d'amis, de relations, de contacts. Or, dans la civilisation urbaine, les terrains de sociabilité ne sont pas extrêmement nombreux. La famille, quelques amis, sont le plus souvent les seuls lieux où la personne peut trouver une certaine sécurité. Quand les Kluckhohn s'interrogent sur la participation, ils disent : « Pourquoi les Américains sont-ils un peuple de « joiners » ? En partie, c'est un mécanisme de défense contre la trop grande fluidité de notre structure sociale. Comme conséquence de la tension née d'une lutte continuelle pour une place sociale, les gens ont essayé d'obtenir une certaine stabilité (...) en s'alliant à d'autres dans les associations volontaires. »⁴

Il y a donc deux aspects de cet effet d'intégration par la sociabilité. Le premier est d'accroître les interactions et par là, de diminuer la solitude. Le deuxième, peut-être plus important, est de fournir à l'individu un terrain de détente, où la lutte poussée à l'extrême est remplacée par une certaine coopération. C'est en ce sens que le rapport aux personnes né de la participation est extrêmement différent du rapport aux objets né de la consommation. Deux voies se proposent souvent, aujourd'hui, pour la satisfaction d'un besoin :

¹ H. Goldhammer, *Some Factors Affecting Participation in Voluntary Associations*, in E. W. Burgess et D. Y. Bogue, *op. cit.*, pp. 224-230.

² A. G. Neal et M. Seeman, *Organisations and Powerlessness : A Test of the Mediation Hypothesis*, *American Sociological Review*, vol. 29, No. 2, avril 1964, pp. 216-225.

³ A. M. Rose, *Alienation and Participation : A Comparison of Group Leaders and « The Mass »*, *American Sociological Review*, vol. 27, No. 6, déc. 1962, pp. 834-838.

⁴ C. et F. Kluckhohn, *American Culture*, in L. Bridon, L. Finkelstein et R. McIver, *Conflicts of Power in Modern Culture*, New York, Harper, 1947, p. 249.

l'achat et la création collective du produit. Se battre sur la qualité du produit serait vain. Ce qui l'est moins, c'est précisément cette différence entre rapport aux personnes et rapport aux objets. Les associations représentent alors un lieu de sécurité pour l'individu. La participation est un rapport différent au monde social non en ceci qu'elle serait plus efficace que l'achat, en ceci qu'elle conduirait à une meilleure qualité du produit ou, enfin, qu'elle exprimerait une activité plus grande du sujet, mais précisément en ceci qu'elle réconcilie en une unité le « je », le « toi », le « nous », et le « ça », unité brisée aussi bien par les formes contemporaines de production économique que par la profonde séparation entre producteur et consommateur. En cela, le produit est inséparable de son mode de création : la signification de la participation provient de l'alliance de ces deux termes ¹.

Bien sûr, cet effet de médiation par sociabilité n'a pas la même importance pour tous. De larges fractions de la population — surtout parmi les classes disposant d'un certain pouvoir — y sont moins sensibles. Mais Wilensky a raison de montrer à quel point elle est importante, par exemple, pour le troisième âge : « L'intégration des personnes âgées, dit-il, est principalement fonction de leurs liens avec des groupes intermédiaires ; elle varie avec la vitalité de leur participation professionnelle et dans les associations volontaires. » ²

Néanmoins, deux limites de cet effet d'intégration (ou de médiation) de la participation doivent être envisagées.

Nous avons parlé de la médiation par l'acquisition de normes et par l'élaboration du rôle social. Il semble que ces deux chemins ne soient, en fait, ouverts que dans les bourgades. Dans les grandes villes, nous l'avons vu, le rapport du groupe avec la localité dans son ensemble (rapport à la fois concret et symbolique) est particulièrement ténu. D'une part, l'association n'a pas conscience (à certaines exceptions près) de symboliser la localité ; d'autre part, les interactions concrètes (sous forme de fêtes, par exemple) sont beaucoup plus rares qu'en d'autres contextes. L'association se replie volontiers sur la création du produit, sans autre.

Deuxièmement, il faudrait, pour que cet effet de médiation soit garanti, que la participation des membres soit assez prononcée, assez continue. Il faudrait que l'investissement affectif soit grand. Nous avons vu que si cela est souvent vrai, une bonne fraction des participants ne remplissent pas cette condition. Il faut donc, à nouveau, introduire des clivages. Cet effet est plus marqué pour les couches sociales moyennes que pour les milieux très défavorisés d'un côté,

¹ Cf. aussi A. M. Rose, *Theory and Method in The Social Sciences*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1954, chapitre 3.

² H. C. Wilensky, *Life Cycle, Work Situation and Participation in Formal Associations*, in R. W. Kleemeier : *Aging and Leisure*, New York, Oxford University Press, 1961, pp. 213-242.

les couches dirigeantes de l'autre. Les réponses à une question de l'étude fri-bourgeoise confirment indirectement ce point :

TABLEAU 89

Importance de l'effet d'intégration selon le statut socio-professionnel

« Les groupes dont vous êtes membre vous ont-ils aidé à vous sentir plus à l'aise à Fri-bourg, à mieux connaître cette ville ? »

	<i>Manœuvres</i>	<i>Ouvriers qualifiés</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres moyens</i>	<i>Cadres supérieurs</i>
Oui, assez	23 %	36 %	48 %	39 %	33 %
Seulement un peu ou pas du tout	77 %	64 %	52 %	61 %	67 %
N =	43	50	91	46	30

On voit en effet que ce sont les couches moyennes qui sont le plus sensibles à l'effet d'intégration. Ces résultats sont cohérents avec ce que nous disions des styles de participation.

2. *Aspects psychologiques*

Parlant de l'effet d'intégration, nous avons jusqu'ici mis principalement l'accent sur le fait que, dans l'opposition trop immédiate entre individu et société, les associations introduisaient un troisième terme susceptible de favori-ser la diffusion des normes, de fournir un lieu de sociabilité, d'assurer l'acquisi-tion de certains éléments cognitifs.

Il nous faut maintenant tenter d'examiner les conséquences de la participa-tion au niveau psychologique.

Deux directions d'analyse se dessinent :

- La participation à certaines associations tend à permettre à l'individu de *définir plus clairement son identité personnelle*.
- La participation tend à promouvoir *une meilleure adaptation psycholo-gique* de l'individu.

1° Quand nous disons que la participation permet à l'individu de mieux défi-nir son identité personnelle, nous ne faisons pas allusion au fait que la per-sonne acquiert, par ses affiliations, une visibilité sociale ou un rôle dans la communauté. Nous avons examiné ce point-là plus haut. Nous voulons parler du phénomène suivant. La civilisation industrielle et urbaine est marquée par une sorte d'imprécision des rôles. D'une part, chaque individu joue un assez grand nombre de rôles qui peuvent certaines fois, cela est bien

connu, se combattre. D'autre part, les rôles de chacun étant moins visibles socialement, le regard de l'autre sur soi est moins précis. Il contribue moins à assurer à la personne une vision cohérente de soi. Ce que l'individu gagne par là en indépendance, ainsi que le soulignait L. Wirth, il le perd en sécurité et en cohérence.

L'effet de certaines affiliations est précisément de permettre une meilleure identification au rôle, surtout professionnel et sexuel. Plusieurs genres d'associations, indépendamment de leur but officiel, ont typiquement pour raison d'être d'assurer à leurs membres une meilleure identification à leur statut. Pour D. Sills ¹, pour les Kluckhohn également, la participation permet souvent à l'affilié de définir son statut social.

Dans les Rotary Club, les Lion's Club, par exemple, aussi bien que dans certains syndicats, l'individu, plus qu'il ne poursuit certaines tâches extérieures, trouve des accointances, des façons de penser, qui lui permettent de poser sur lui-même un regard plus précis, plus structuré. Non seulement le participant précise-t-il ainsi sa vision de soi, mais encore, comme le mentionne Axelrod ², sa participation l'amène à maintenir son statut.

Cela est surtout vrai dans les milieux aisés, où les multiples liens tissés dans les associations définissent, comme le montre clairement F. Warner ³, le statut social de manière plus précise que ne le fait la profession. Dans certains cas même, c'est la mobilité vers le haut qui est ainsi permise ⁴.

Ce qui vaut pour le statut vaut souvent pour les rôles sexuels. Aussi bien J. Tompkins ⁵ que M. Hausknecht affirment que « la participation à une association (...) peut aider la personne à assurer son identification sexuelle, spécialement lorsque la retraite professionnelle (la cessation des activités d'éducation) affaiblit une telle identification ⁶.

Ce ne sont pas ici les conséquences sociales de ce renforcement de la perception du rôle par la participation qui nous intéressent. Nous les verrons lorsque nous parlerons de l'incidence politique. Nous retiendrons plutôt que ce renforcement de la perception du rôle accentue le sentiment de sécurité de l'individu, le protège de certaines angoisses, l'assure en partie contre les troubles psychologiques liés à la situation industrielle et urbaine.

¹ D. Sills, *The Volunteers*, Glencoe, Illinois, The Free Press, 1957.

² M. Axelrod, *Urban Structure and Social Participation*, American Sociological Review, vol. 21, No. 1, fév. 1956, pp. 13-18.

³ F. L. Warner, *Yankee City*, *op. cit.*

⁴ Voir à ce propos : A. Meister, *Participation organisée et participation spontanée*, Année sociologique, 1961, pp. 113-161.

⁵ J. Tompkins, *Reference Groups and Status Values as Determinants of Behaviour*, Thèse non publiée, State University of Iowa, 1955.

⁶ M. Hausknecht, *The Joiners*, *op. cit.*, p. 74.

2° Venons-en à l'effet d'adaptation. Il est certes possible de critiquer ce concept. Les différentes échelles élaborées à son propos font référence souvent à plusieurs dimensions: consensus social, optimisme face à l'avenir, absence d'anomie, qualifications adéquates pour la vie en groupe, satisfaction professionnelle ou familiale, etc. *Trop souvent, de telles échelles sont manifestement idéologiques.* C'est pourquoi les différents résultats que nous allons mentionner doivent être considérés avec une certaine réserve.

Pour les adolescents, il semble que la participation contribue clairement à l'adaptation. Utilisant comme critère le California Test of Personality (deuxième forme A), Christiansen et Black arrivent à ce résultat que « la participation à des groupes affecte l'adaptation de la personnalité des adolescents (...). Une telle participation aide l'individu à développer des qualifications sociales permettant une certaine facilité et un certain succès ultérieur dans les activités collectives »¹. Chapin mentionne une étude de Mandel qui utilise, en les appliquant à des adolescents, le Bell Adjustment Inventory et l'échelle de Rundquist-Sletto. Mandel trouve que les scouts actifs en 1934 ont une meilleure adaptation psychologique en 1938 que les scouts non actifs². Mais c'est surtout R. Hill qui abonde dans ce sens; il cite huit études d'où se dégage un effet favorable de la participation des étudiants à la fois sur la réussite scolaire et l'adaptation sociale. Il arrive lui-même à des résultats voisins en utilisant le Washburne Social Adjustment Inventory et le Guilford Inventory³.

Rose, utilisant la très simple échelle d'anomie de Srole, trouve un degré d'anomie beaucoup plus fort dans un échantillon de la population générale que chez les leaders d'associations⁴. Par contre, Bernard, Hecht, Schwartz, Levy, Schiele n'observent pas de relation entre les scores obtenus sur le Bernreuter Personality Inventory et la participation organisée⁵.

Il est donc assez difficile de conclure sur ce point. Le caractère vague des concepts utilisés, la nature différente des échelles employées, empêchent un raisonnement clair. Disons simplement que d'assez fortes présomptions existent pour affirmer que la participation tend, sinon à affecter profondément

¹ J. Christiansen et T. Black, *Group Participation and Personality Adjustment*, Rural Sociology, vol. 19, 1954, p. 185.

² H. Mandel, *A Controlled Analysis of the Relationship of Boy-Scout tenure and Participation to Community Adjustment*, M. A. Thesis, University of Minnesota, 1938.

³ R. Hill, *An Experimental Study of Social Adjustment*, American Sociological Review, oct. 1944, pp. 481-494.

⁴ A. Rose, *Alienation and Participation*, *op. cit.*

⁵ J. Bernard, C. Hecht, S. Schwartz, S. Levy, W. Schiele, *The Relationship between Scores on the Bernreuter Personality Inventory and Three Indexes of Participation in a College Community*, Rural Sociology, vol. 15, No. 3, sept. 1950, pp. 271-273.

la personnalité, du moins à favoriser une meilleure intégration psychologique et un rapport plus satisfaisant avec l'extérieur.

B. L'effet d'apprentissage

Dans le cours de ce travail, nous avons dit à plusieurs reprises à quel point les associations volontaires présentaient une structure parente à la fois des organismes industriels ou commerciaux et des structures d'accession au pouvoir politique.

L'idée de « modèle réduit » de la société politique surgit tout naturellement : les associations constituent une sorte de maquette de celle-ci. Elles comportent des organes législatifs et exécutifs, des processus de décision, des règles d'accès au pouvoir, etc., au même titre que les organismes économiques ou politiques. Comme ailleurs, en dehors de l'organigramme officiel, des coteries se forment, des pressions plus diffuses se manifestent. Comme ailleurs, la décision dépend souvent des personnes dont on s'est assuré la bienveillance, des affinités et antipathies sourdes ou déclarées, des conjonctures dans lesquelles se font les propositions, de la plus ou moins grande habileté des références. Dès lors, les associations peuvent être un « terrain d'exercice » extrêmement précieux pour les futurs leaders politiques ou parapolitiques.

Les associations d'étudiants, par exemple, n'ont cessé d'être le lieu où de futurs chefs se font les dents avant d'aller exercer leurs talents sur des scènes plus importantes.

Tel est donc le premier effet d'apprentissage lié à la participation : préparer les futurs meneurs sociaux à leur rôle, en leur donnant une connaissance expérimentale de la dynamique des groupes. A. Rose, M. Hausknecht, Almond et Verba parmi d'autres ont souligné cet aspect.

Le deuxième effet d'apprentissage concerne non seulement les leaders actuels ou futurs, mais les membres en général. Chaque participant, pour autant qu'il fréquente quelques réunions, y apprend dans une certaine mesure comment le monde actuel est géré.

Avec l'émergence des organisations comme technique formelle de gestion, le rapport immédiat du sujet à l'objet politique a disparu. L'organisation, spécialement quand elle est de vaste envergure, fait écran. La participation rompt dans une certaine mesure cette difficulté de perception. Elle permet aux affiliés de savoir de l'intérieur le lien entre les valeurs poursuivies et les acteurs. Il en découle une meilleure adéquation du sujet dans la société, une perception plus réaliste de ses mécanismes, et, quelquefois, après une certaine pratique, le passage d'une explication fataliste ou psychologique des choses à une compréhension de type sociologique. C'est ce que disent Almond et Verba quand ils affirment : « Les organisations (volontaires) sont, en un sens, de petits

systèmes politiques, et aussi bien les qualifications liées à la participation que le fait de pouvoir participer augmentent la compétence de l'individu face au système politique ¹.

Ce deuxième aspect de l'effet d'apprentissage n'est-il pas une utopie ? N'est-il pas simplement la traduction sophistiquée d'un optimisme naïf devant le système démocratique ? En considérant les théories de R. Michels sur l'oligarchie dans les organisations, nous voyons plutôt se dégager des associations un modèle différent de celui que suppose notre fonction d'apprentissage : une élite restreinte élabore des décisions, prend des options, qu'une masse des membres ne comprend qu'à moitié, dont elle n'est souvent que peu informée, etc. Des auteurs comme P. Selznick, D. Sills, renforcent en partie cette image d'associations formées d'un squelette exécutif, où la participation des membres n'est plus sollicitée ni souhaitée. Dans « *The Union Member Speaks* », Rosen et Rosen montrent également, pour ce qui est des organismes professionnels, à quel point le fossé entre membres et dirigeants est caractéristique des vastes organisations ².

Si cette image très bureaucratique des associations est correcte, comment dès lors les affiliés pourraient-ils, par leur participation, mieux connaître le monde dans lequel ils vivent ? Tout au plus pourront-ils voir s'augmenter encore leur sentiment d'impuissance.

Il faut bien admettre que cette objection est importante et que dans de nombreux cas les associations bureaucratisées sont de nature à détourner les affiliés du politique plutôt qu'à les y conduire.

Il faut néanmoins lui apporter deux correctifs. Le premier est que les organisations qui atteignent un stade de développement tel que cette profonde scission entre base et dirigeants soit entière sont assez rares. Nous admettons que les organismes professionnels en sont particulièrement victimes, au même titre peut-être que les partis politiques. Mais quantités d'organisations, et notamment celles auxquelles les gens consacrent du temps et des efforts, y échappent.

Le deuxième correctif est souligné par M. Hausknecht : « Le leader d'aujourd'hui a besoin de connaître les procédures bureaucratiques. Dans la mesure où les associations volontaires sont des structures bureaucratiques, il est possible de faire l'hypothèse qu'elles ont une fonction de formation utile pour les leaders potentiels... » ³ Ce qui est vrai des leaders l'est aussi, dans une moindre mesure, des membres. La connaissance des failles entre dirigeants et dirigés, l'explication partielle du mode de formation de ces cassures, est un bagage nécessaire.

¹ G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture*, *op. cit.*, p. 313.

² H. Rosen et R. Rosen, *The Union Member Speaks*, New York, Prentice Hall Inc., 1955.

³ M. Hausknecht, *The Joiners*, *op. cit.*, p. 113.

Le degré de compétence des personnes face au système politique en particulier et aux mécanismes sociaux, en général, s'accroît, ainsi que le montrent Almond et Verba ¹ au fur et à mesure que la participation est plus marquée, et cela même si cette dernière n'est pas du tout de nature politique.

Le troisième aspect de l'effet d'apprentissage est relié à celui d'intégration dont nous parlions plus haut. Il paraît très probable que, dans les localités de petite et moyenne envergure tout au moins, la participation conduite à une plus grande ouverture sur le monde. En mettant en contact les individus avec des milieux différents, en provoquant des interactions que les sujets n'ont pas toujours recherchées, elle débouche sur une recherche d'information plus grande de la part des sujets. C'est ce qu'observent Berelson, Lazarsfeld et McPhee dans leur ouvrage « Voting ». La propension à la recherche d'information par les mass-media est plus prononcée chez les participants que chez les non-participants, et cela demeure lorsque le degré d'intérêt politique est contrôlé ².

Almond et Verba constatent, dans les cinq pays qu'ils recensent, une nette liaison entre participation et discussions politiques. Certes, l'écart entre affiliés et non-affiliés est plus fort quand les membres d'organisations politiques sont comparés aux sujets qui ne sont affiliés à rien, mais il reste extrêmement sensible (tout en diminuant avec le degré d'instruction) lorsque la comparaison est faite entre membres d'une organisation non politique et non-membres. Les écarts varient de 13 % (Etats-Unis) à 30 % (Mexique)³. Rose obtient, de son côté, des résultats semblables ⁴.

Nos propres données nous conduisent à nouveau à différencier l'importance quantitative de cette fonction selon les classes. Nous admettons volontiers que dans tous les milieux, le niveau d'information est lié à la participation. Mais il semble que ce soit particulièrement les classes élevées qui y sont sensibles, contrairement aux deux autres fonctions déjà mentionnées (intégration et apprentissage des processus bureaucratiques), qui s'appliquaient particulièrement aux classes moyennes. Plus l'on monte sur l'échelle sociale, plus les sujets sont conscients du fait que leur participation leur procure une certaine somme d'informations sur les événements sociaux, politiques, économiques, de la commune ou du quartier. 57 % des cadres supérieurs (n = 30), 39 % des cadres moyens (n = 46), 32 % des employés (n = 91), 28 % des ouvriers qualifiés (n = 50) et 28 % des manœuvres (n = 43) disent que leur participation contribue largement à leur information (cf. question 39.1). Il s'agit donc là d'un résultat

¹ G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture*, op. cit., p. 308.

² B. Berelson, P. Lazarsfeld, W. McPhee, *Voting*, The University of Chicago Press, 1955, p. 243.

³ G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture*, op. cit., p. 311.

⁴ A. Rose, *Alienation and Participation*, op. cit.

voisin de ceux d'Almond et Verba et qui se comprend tout à fait lorsque l'on prend en considération les styles de participation décrits dans les deux chapitres précédents.

En résumé, la fonction d'apprentissage peut se subdiviser en trois dimensions :

- entraînement des leaders aux processus bureaucratiques et plus largement aux processus de décision,
- familiarisation des membres avec ces processus,
- augmentation de l'information et de la prédisposition à la recherche de celle-ci.

C. L'effet politique

Les deux genres d'effets que nous avons déjà passés en revue nous permettent de mieux comprendre le troisième. Une meilleure intégration, doublée d'un apprentissage aux procédures organisationnelles, conduisent les participants aux organisations à un engagement politique plus prononcé que celui des non-affiliés.

C'est là le premier aspect de cette incidence de la participation sur le comportement politique. Nous constatons, en général, une bonne corrélation entre le fait de participer à des groupements et la participation électorale. Ce résultat a été obtenu à maintes reprises. Citons, par exemple, les études de Rose ¹ où nous voyons que les forts participants ont une activité politique plus grande que les autres, W. Erbe qui montre que même les participants à des organisations à buts exclusivement « expressifs » ont une participation politique beaucoup plus prononcée que les non-participants et qui observe également une croissance de l'engagement selon le degré de participation à l'intérieur des groupements ², H. Maccoby qui parvient aux mêmes résultats ³. Nous pourrions ajouter bien d'autres travaux (Freedman et Axelrod, Hastings, Dennis, etc.) à ces quelques références.

Mais évidemment la question est de savoir si la participation organisée et la participation politique ne sont pas deux expressions simultanées d'un tiers facteur (éducation, classe sociale, prédisposition affective, etc.) ou d'un ensemble

¹ A. Rose, *Alienation and Participation*, *op. cit.*

² W. Erbe, *Social Involvement and Political Activity*, *American Sociological Review*, vol. 29, No. 2, avril 1964, pp. 198-215.

³ H. Maccoby, *The Relationship Between Participation in the Community Selfhelp Association and Participation in Political Activity*, Thèse non publiée, Columbia University, 1955.

de facteurs. Il est facile de contrôler les facteurs individuels : la corrélation entre participation organisée et participation politique demeure le plus souvent. Mais la meilleure technique reste une enquête longitudinale. Celle de H. Maccoby envisage la participation aux élections primaires de 1949 et 1951. Il trouve que 68 % des affiliés et 49 % des non-affiliés ont pris part à la votation de 1949. Diachroniquement, sur trois non-votants de 1949, deux participants voteront en 1951 contre un non-participant¹. C'est là une bonne présomption d'un rapport de causalité, entre la participation organisée et la participation électorale.

Tentons de confirmer cette causalité par l'examen des mécanismes qui la rendent possible. Nous abordons en même temps le deuxième aspect de l'incidence politique, qui est de nature qualitative.

Les organisations volontaires sont susceptibles, selon Greer et Orleans², de *transformer les valeurs individuelles en projet politique*. D'abord, les associations elles-mêmes interviennent sur la scène politique, soit en combattant pour l'accès au pouvoir, soit en faisant pression sur les autorités politiques. Mais ce qui est surtout important pour notre propos, c'est qu'à l'intérieur des associations, les membres cristallisent leurs aspirations, prennent conscience de leur communauté de destin et tendent, en conséquence, à extérioriser, sous forme d'action politique, leurs attitudes latentes.

Trois phénomènes rendent cette transformation possible :

- Comme nous l'avons vu, les associations sont le lieu d'interactions. En leur sein, les individus échangent des informations, sont confrontés à des renseignements de diverses sources. Cela conduit à une plus nette conscience des problèmes de la localité, de la région, du pays.
- Souvent, les associations regroupent des gens du même statut social. Dès lors, ce que chacun vit individuellement, les agressions, frustrations ou satisfactions qu'il ressent, tout cela peut être comparé aux expériences d'autrui. Si, au contraire, l'association regroupe des milieux très différents, le participant sera conduit à relativiser sa position, voire à adopter des perspectives différentes. Dans les deux cas, l'effet de la participation est indéniable. C'est là la thèse de Lazarsfeld, Berelson et Gaudet dans « *The People's Choice* ». Pour eux, « elles (les associations volontaires) facilitent la transformation des caractéristiques sociales en orientations politiques »³.

¹ H. Maccoby, *The Differential political Activity of Participants in a Voluntary Association*, American Sociological Review, oct. 1958, vol. 23, No. 5, pp. 524-532.

² S. Greer et P. Orleans, *The Mass Society and the Parapolitical Structure*, American Sociological Review, vol. 27, No. 5, oct. 1962, p. 635.

³ P. Lazarsfeld, B. Berelson, H. Gaudet, *The People's Choice*, 5^e éd., New York, Columbia University Press, 1960, p. 147.

Il se produit une activation des prédispositions latentes des individus, du moins quand les associations auxquelles les gens participent sont composées de ressortissants du même milieu. Ainsi, les syndiqués votent-ils « républicain » à raison de 31 %, contre 53 % des non-syndiqués. Il y a en ce sens radicalisation de tendances latentes. Un phénomène semblable se retrouve chez les ressortissants de milieux aisés, qui voteront plus souvent « républicain » s'ils appartiennent à des associations de leur bord que s'ils n'en sont pas membres.

Inversement, les minoritaires tendront à aller à l'encontre de leurs prédispositions. Il y aura dans ce cas pression contradictoire: les orientations politiques liées au statut objectif sont confrontées aux interactions nées dans l'association et allant dans une direction différente. Une thèse et des résultats semblables sont avancés dans « Voting »¹.

Ce qui est donc important, dans cette incidence politique de la participation, n'est point tant que les associations aient des buts proprement politiques, ou même interventionnistes, ce qui compte, c'est le genre de personnes que l'association regroupe et les valeurs (plus ou moins cotées socialement) qu'elle cherche à actualiser.

- Le troisième mécanisme de cet effet d'orientation politique découle de l'apprentissage évoqué plus haut. Nous l'avons dit, les associations facilitent un apprentissage des processus « démocratiques ». Dès lors, à une plus grande participation, et surtout à un plus grand leadership, correspond un consensus plus marqué envers la démocratie formelle. Déjà, par leur fonction d'intégration, les associations tendent-elles légèrement à réprimer les extrémismes par le biais d'une plus grande identification des sujets à la société dans son ensemble. Mais plus précisément, elles provoquent, ainsi que le montre Rose², une plus forte croyance dans le caractère efficace et équitable de la démocratie formelle. Ce dernier aspect permet de mieux comprendre pourquoi la participation aux associations tend, en général, à accroître la participation électorale et à l'orienter, souvent, vers le centre.

La troisième dimension de cette fonction politique tient à l'émergence des leaders. Les associations, et cela spécialement dans les localités de petite et moyenne envergures, sont des pôles d'attraction sociale. Indépendamment du fait d'entraîner leurs membres aux fonctions de commandement, elles les placent en lumière, les désignent à l'opinion publique comme meneurs politiques possibles. Ensuite, par le biais des multiples contacts noués dans les

¹ Voir spécialement le chapitre rédigé par J. Dean et E. Suchman.

² A. Rose, *Alienation and Participation*, *op. cit.*

associations, des affinités se constituent. Tel candidat à une fonction politique sera soutenu par ses partenaires de club moins parce qu'il reflète exactement leurs opinions que parce que c'est un ami, ou simplement quelqu'un qui partage un de leurs intérêts.

C'est bien ce que montre D. Olmsted à l'aide d'une étude longitudinale faite dans une ville du Minnesota. Il observe assez clairement que :

- 1° en 1943, ceux qui sont désignés comme éventuels leaders communaux pour le futur ont plus d'affiliations, participent plus, que la moyenne ;
- 2° en 1949, ceux qui sont passés de « leader émergent » en 1943 à « leader réel » en 1949 avaient, en 1943 déjà, une plus forte participation que les autres « leaders émergents » ;
- 3° ceux qui sont restés leaders effectifs de 1943 à 1949 avaient, en 1943, une participation plus prononcée que ceux qui sont rentrés dans le rang ;
- 4° les leaders, émergents ou réels, qui rentrent dans le rang diminuent fortement leur participation ¹.

Nous sommes ainsi en face d'un processus cyclique. La participation favorise l'émergence du leader ; celui-ci renforce sa participation, qui garantit à son tour la permanence du leadership.

Certes, les limites de cette dernière incidence sont assez évidentes. Il est probable que dans les localités de très petite dimension, la participation aux associations n'a qu'un effet assez marginal par rapport à celui des grands clivages sociaux. Dans les très grandes villes, la coupure entre les associations et le reste de la localité est si grande que cette incidence doit être également limitée.

Néanmoins, dans un très grand nombre de localités de moyenne importance, cet effet de la participation peut être très considérable.

* * *

Quoique assez nombreuses, les études sur les effets de la participation sont limitées sur trois points :

- elles ne sont pas assez souvent longitudinales ; dès lors, il est difficile de savoir si ce qui est considéré comme un effet n'est pas simplement une association, sans qu'il y ait causalité ;
- elles sont trop générales, en ceci qu'elles ne distinguent pas suffisamment quelles sont les sous-populations les plus sensibles à tel ou tel effet et

¹ D. W. Olmsted, *Organizational Leadership and Social Structure in a Small City*, American Sociological Review, vol. 19, No. 3, juin 1954, pp. 273-281.

qu'elle ne précisent pas les contextes sociaux (petites villes, mégapoles, etc.) dans lesquels l'effet mentionné peut se produire ;

- trop souvent, les concepts sont vagues et ne permettent pas de vérifier clairement l'incidence de la participation.

Il s'agit donc là d'un champ d'études qui reste assez ouvert. Les recherches que nous avons mentionnées sont tout au plus de bons indices du fait que la participation est à même de transformer les attitudes aussi bien que les comportements. Mais il reste à vérifier tous les points abordés plus haut de manière plus systématique.

Chapitre IX

CONCLUSIONS

Nous aimerions maintenant esquisser une synthèse des différents points de vue adoptés jusqu'ici. Nous reviendrons dans ce but aux grandes questions que les sociologues classiques soulevaient à propos de la participation aux associations et aux grands thèmes qui suscitent ces interrogations.

Bien que les thèses de Tocqueville, Durkheim, Weber ne soient pas vérifiables point par point, il nous faut essayer de mesurer la distance qui sépare leur raisonnement des faits observables aujourd'hui.

L'associationnisme contemporain mérite-t-il vraiment cette attention que lui accordait un M. Weber lorsqu'il disait qu'une des tâches majeures de la sociologie est d'analyser le rôle et le fonctionnement des groupes intermédiaires entre la famille et l'Etat ? ¹

Nous avons bien senti, au cours des pages qui précèdent, que les sociologues classiques avaient adopté des perspectives trop peu nuancées. Tocqueville n'a pas assez souligné à quel point l'associationnisme pouvait refléter les conflits et contradictions sociales. Durkheim a commis l'erreur de vouloir transposer dans la société industrielle des modes de relation à autrui (les corporations) caractéristiques d'anciennes périodes de la société occidentale. Warner a surestimé la fonction de cimentation des groupes secondaires, alors que Wirth développait une théorie de l'unifonctionnalité de la participation sans rapport avec la majorité des contextes régionaux européens.

Il nous appartient de préciser plus clairement la place réelle de la participation aux groupes organisés dans la société d'aujourd'hui.

A. Les associations : organes de transmission ?

Comme l'ont bien vu Tocqueville et Durkheim, un des problèmes majeurs de la société industrielle est de garantir la coordination entre les multiples segments sociaux nés de la division du travail. Comment les multiples agents de

¹ Cité dans A. Meister, *Vers une sociologie des associations*, Editions ouvrières, Paris, 1972, p. 9.

l'action sociale peuvent-ils harmoniser leurs productions respectives de manière à assurer le fonctionnement social ? Cette question très générale inclut le problème plus spécifique de savoir comment les aspirations et besoins individuels suscités par l'industrialisation sont pris en charge par la société globale.

Pour assurer cette adéquation entre l'offre et la demande, nos sociétés disposent de trois mécanismes principaux :

- le circuit commercial,
- la famille et les institutions publiques,
- les associations.

L'importance de ces dernières dans le processus d'équilibration fonctionnelle de la société industrielle est à nos yeux indiscutable. Pour nous en convaincre, il suffit de considérer les éléments suivants :

- Nos chiffres ont montré que dans tous les contextes d'industrialisation avancée, la grande majorité des personnes actives sont affiliées à une ou plusieurs associations. Les variations interrégionales, bien que souvent importantes, n'infirmant pas cette constatation.
- Il est assez rare, par ailleurs, que ces affiliations ne soient accompagnées d'aucune action effective. En admettant même que telle affiliation particulière ne soit assortie que d'une activité faible de la part des membres, la somme de leurs diverses activités implique souvent un investissement de temps assez fort. Rappelons, par exemple, que la moitié des affiliés fribourgeois consacrent près d'une soirée par semaine à la participation organisée.
- Bien que les motifs pour lesquels chacun tient à son activité dans les groupes organisés soient très variables, deux membres sur trois n'abandonneraient que difficilement cette sphère d'action.
- Bien que les proportions soient très variables selon les milieux, près de la moitié des participants estiment que leur action collective ne s'assimile pas à un loisir comme un autre mais représente, au contraire, un domaine important de l'existence, faisant partie intégrante du projet de vie, c'est-à-dire ayant à leurs yeux une signification à long terme évidente.

Ces faits montrent clairement que les associations justifient pleinement leur appellation de groupes intermédiaires entre la personne et la société globale. Il est illusoire de penser que dans l'état actuel des choses, le circuit commercial, la famille et les institutions étatiques puissent à eux seuls garantir l'adéquation entre la demande et l'offre sociales. Seules, pour le moment, les associations disposent à la fois de la souplesse et de l'organisation permettant un meilleur

ajustement des réponses sociales aux aspirations individuelles. C'est bien par ces groupes intermédiaires que passe une partie des besoins d'expression ou d'intervention des personnes.

Sur ce point donc, il nous paraît que les sociologues classiques ont eu raison de souligner l'importance du phénomène de l'associationnisme.

Il faut pourtant apporter quelques nuances à cette appréciation générale. Les associations sont de plus en plus concurrencées par le circuit commercial et par l'extension des mass-media. Les responsables des groupements se plaignent fréquemment de la désertion provoquée par cette concurrence. Dès lors, est-ce la fin de l'associationnisme ? Revenons à une remarque que nous faisons plus haut : les associations se justifient moins par le produit qu'elles élaborent que par le mode de production qu'elles emploient. Faisons avec A. Meister la distinction entre deux moments historiques de l'associationnisme des pays européens industrialisés : la phase de conquête (par exemple, les syndicalismes d'avant la première guerre) et la phase de gestion (les syndicalismes contemporains par exemple) ¹.

Il est certain que lors de la phase de conquête, l'associationnisme représentait une sorte de contre-projet par rapport à la société globale. Il était, d'une part, ainsi que nous l'avons vu avec Tocqueville, un nouveau mode de relation à autrui, il promouvait, d'autre part, des objectifs (économiques ou culturels) assez différents de ceux que visaient les institutions. En ce sens, il catalysait de multiples aspirations individuelles et collectives plus ou moins conscientes.

Cette spécificité de l'associationnisme n'est plus aussi évidente aujourd'hui. Une sorte de convergence s'opère. Plusieurs genres d'associations, et spécialement celles qui portent les aspirations les plus profondes des individus, se sont bureaucratisées, rejoignant ainsi les modes d'action que nous observons dans les entreprises ou les administrations. Nous reviendrons plus bas sur ce point. D'autre part, les entreprises ont enrobé leur mode d'action hiérarchique de toute une couche d'idéologie et de pratique associationniste. Le passage des entreprises familiales aux sociétés anonymes a largement encouragé ce phénomène.

L'associationnisme n'est plus aussi en avance sur son temps qu'il l'était. Jusqu'à ces dernières années (le tournant opéré dans les années soixante est visible), il n'a guère renouvelé son projet d'action, alors que la société comblait de plus en plus les vides que l'associationnisme avait pour fonction de remplir. Il est alors compréhensible qu'il soit plus sensible aux concurrences diverses qui se manifestent. Devant le choix de l'achat ou de la production collective d'un bien donné, l'individu accorde souvent la préférence au premier : c'est là une

¹ A. Meister, *op. cit.*

économie rationnelle de l'effort dans la mesure où les groupements, dans leur majeure partie, ne proposent pas une culture différente de celle que diffusent d'autres organes sociaux. C'est également une économie rationnelle dans la mesure où la relation à autrui vécue dans les associations diffère moins qu'un temps de la relation générale à autrui.

Toutefois, cette réserve n'infirme pas l'essentiel de la thèse voulant que les associations soient un mécanisme de transmission actuellement indispensable au fonctionnement social.

B. Reproduction et transformation

Les associations actuelles sont-elles un mécanisme de transformation ? En d'autres termes, est-ce par les associations que passe le changement social ? La réponse est ici beaucoup plus difficile à donner.

Dans la phase de consolidation du capitalisme, nous nous trouvons en présence de deux genres d'associationnisme :

- l'associationnisme de transformation, représenté principalement par le syndicalisme et certains mouvements idéologiques,
- l'associationnisme de reproduction, formé par les groupements religieux, militaires, de musique, etc.

A cette époque, l'associationnisme a été un agent de transformation important. Cela est vrai pour le syndicalisme, mais l'est également pour des secteurs tels que la promotion d'intérêts régionaux ou locaux, l'élaboration de doctrines sociales, la mise en œuvre de nouvelles formes de loisirs, etc.

Cette fonction de transformation est encore perceptible aujourd'hui, mais n'a plus l'importance qu'il fallait lui reconnaître. Donnons nos arguments.

Notre recherche a montré que les structures sociales ne s'arrêtaient pas au seuil des associations. Au contraire, elles les pénètrent fortement.

Tout d'abord, d'importantes fractions de la population sont en partie éliminées de l'action collective. Les sous-qualifiés, les migrants, les femmes, les étrangers n'entrent que difficilement dans la sphère de l'associationnisme. Or, ces populations marginales à divers points de vue sont précisément celles qui pourraient aider la société à percevoir la nécessité et les voies du changement. Accueillant surtout des personnes stables, de classes moyennes, assez bien intégrées culturellement et affectivement, l'associationnisme perçoit avec difficulté sur quels fronts il faut porter le combat, sous quelles devises il faut lutter. Permettons-nous cette métaphore trop caricaturale : rares sont les enfants de chœur qui portent la contestation dans l'Eglise.

A cela s'ajoute le fait, observé dans des contextes très différents, que les personnes au pouvoir dans la société globale sont également les leaders des associations. Nous avons vu clairement que les cadres sont sur-représentés dans la catégorie des meneurs de groupements. Nous avons, de plus, observé qu'ils adoptent, en général, une attitude beaucoup plus active que les ouvriers ou les employés subalternes. Nous avons mis en lumière le fait qu'ils préfèrent une organisation bureaucratique à une organisation égalitaire.

Leur influence sur l'orientation de l'associationnisme est donc manifeste. Bien que la corrélation entre situation socio-professionnelle et orientation politique ne soit pas parfaite, nous admettons cependant que cette prépondérance des couches dirigeantes dans les associations ne va pas dans le sens d'une tendance prononcée à la transformation radicale des structures sociales.

Ensuite, il y a le problème de l'aliénation. Le manque d'autonomie ou de pouvoir dans le travail, la précarité des situations financières et culturelles, qui constituent à des degrés divers des formes objectives d'aliénation à soi-même et au monde, ne s'accompagnent pas, ainsi que nous l'avons assez clairement montré, de projets d'action tendant à modifier cette situation objective. Au contraire, les perceptions de soi, de l'organisation comme mode d'action, de la société comme devenir, s'adaptent à la situation objective et renforcent ainsi l'aliénation. Les conséquences de ce fait sont que, d'une part, les personnes les plus dominées hésitent à entrer dans l'action collective, et que, d'autre part, lorsqu'elles s'y insèrent, elles tendent à limiter leur action à l'expressivité plutôt que de l'étendre à l'interventionnisme.

Cela réduit le potentiel de transformation de l'associationnisme. Certes, ce dernier n'est en somme pas responsable de cette limitation de ses chances objectives de transformation sociale. Ce sont bel et bien les structures qui ont une propension à se perpétuer, et non pas, en principe, les associations qui promeuvent cette reproduction.

Il est également vrai que la prépondérance des cadres dirigeants de la société dans les associations n'est pas le résultat de leur volonté dictatoriale, mais procède des jeux de la démocratie formelle. En ce sens, les associations seraient les victimes de la reproduction générale plutôt que ses agents.

Il faut pourtant apporter un correctif à cette affirmation. Il y a, dans le rapport des associations à la société globale, la même ambiguïté que celle que Marx soulignait à propos des intellectuels et de la classe ouvrière. Face aux problèmes que nous avons mentionnés (aliénation objective et subjective, désertion de l'action collective, etc.), les associations pourraient tenter de construire des idéologies et des stratégies (ou des modes d'action) visant l'insertion des dominés, recherchant un changement des rapports de domination, élaborant une culture moins adaptée aux seules classes moyennes. En d'autres termes, elles pourraient à nouveau se situer à l'avant-garde. Certaines d'entre

elles, notamment parmi les groupements religieux et culturels, ont compris ce problème et s'y attaquent. La majorité des associations restent néanmoins assez étrangères à ce débat.

Troisièmement, la mobilité géographique constitue un problème certain. Dans les contextes urbains éclatés¹, cette mobilité limite l'entrée dans l'action collective et réduit la propension à l'interventionnisme. Durkheim, qui voyait dans l'associationnisme un moyen d'atténuation des effets négatifs de cette mobilité, se trompe assez lourdement. Ce sont précisément les personnes chez qui ces effets se manifestent le plus qui s'abstiennent de la participation.

Plus la proportion de personnes mobiles sera grande, plus les chances de l'associationnisme comme agent de transformation seront faibles. Certes, il ne faut pas confondre les associations et leurs membres: le groupe en tant que tel peut avoir un projet interventionniste alors même que ses membres sont en majorité, conséquence de leur mobilité, orientés vers l'expression. Ce genre de rupture n'est pas rare. Mais il y a quand même un rapport certain entre les buts que se proposent les membres et ceux que vise le groupement. Une coupure trop grande entraîne la désaffection et le conflit interne, compromettant ainsi les chances de succès de l'action interventionniste du groupement.

Enfin, il y a la question de l'associationnisme comme mode d'action. Nous avons dit qu'il a constitué, très nettement, une innovation dans les rapports avec autrui. Cette rupture d'équilibre entre les relations sociales, en général, et les relations vécues dans l'association conduisait à percevoir la coopération comme projet possible pour la société globale. Les espoirs mis dans cette coopération se sont exprimés dans quantités d'idéologies. Or, cette rupture a aujourd'hui en partie disparu. Les associations ne constituent plus un contre-projet par rapport aux modes d'action dominants. Il est plus juste de dire, rendant en ceci raison aux auteurs qui ont parlé de l'effet d'apprentissage lié à la participation, que la participation intègre en rendant les mécanismes de la société globale plus familiers aux individus, plutôt qu'elle n'appelle, par son style d'action, à la transformation de cette société.

Tous ces éléments font que les chances de l'associationnisme comme agent de transformation se sont amenuisées.

Mais il serait faux d'en rester là. En effet, l'associationnisme se présente aussi comme l'outil le plus solide de transformation sociale. Voici pourquoi.

— Notre chapitre sur les incidences de la participation nous a montré qu'un des effets de la participation était la consolidation d'aspirations latentes des individus et le passage d'une conscience individualisante à une conscience

¹ Par opposition aux contextes traditionnels, où l'unité entre travail, résidence et loisir demeure.

du caractère essentiellement collectif des phénomènes sociaux. L'action collective renforce, en ce sens, les aspirations à la transformation.

- Les différents essais de dépassement du mode d'action associationniste, sur lesquels nous reviendrons plus bas, n'ont pas atteint jusqu'à aujourd'hui le stade d'une stratégie réaliste. La critique raisonnable de la bureaucratisation de l'associationnisme a mené à des actions sauvages spontanéistes, mais celles-ci ont rarement atteint les buts à long terme qu'elles visaient.

Nous sommes ainsi à un tournant de l'histoire de l'associationnisme : en même temps que ce mode d'action garantit une certaine efficacité des efforts, il compromet, étant le reflet des structures sociales, la pertinence de ses objectifs. Une telle dialectique ne se résout pas dans la théorie mais dans l'histoire.

C. Participation et anomie

Dans l'idée de Durkheim, les associations avaient pour but de réduire l'anomie des individus engendrée par la division du travail et par la mobilité géographique. Rappelons brièvement quels étaient les rôles des associations, plus spécialement des corporations, en cette matière.

- Elles devaient réduire l'isolement, augmentant ainsi le consensus.
- Elles devaient réduire la propension à la déviance par intégration des individus dans un cadre moral (au sens durkheimien).
- Elles devaient permettre la croissance de l'esprit civique.

Est-ce le cas ?

Une réponse générale est difficile. Il est absolument nécessaire de faire des distinctions.

Voyons d'abord quel sens nous donnerons ici au terme d'anomie. Nous admettons (sans nous prononcer sur le caractère positif ou négatif de l'anomie) que l'anomie consiste en l'absence d'intériorisation, par l'individu, des normes sociales. Il est utile, pour la suite de l'exposé, de faire le départ entre une anomie personnelle et une anomie sociale. La première fait référence au fait que l'individu ne dispose pas d'un système moral clair pour orienter sa vie quotidienne et la régir selon un code stable. Il a ainsi un comportement erratique, dont certains aspects peuvent relever de la déviance. La seconde consiste en la négation de la « vertu » chère à Montesquieu, ou si l'on préfère, en l'« individualisme » de Tocqueville. C'est donc une absence d'esprit civique, un repli sur les domaines privés de l'existence. Dans un autre système que celui de la démocratie, cela ne serait pas une forme d'anomie. Mais nous admettons (toujours sans préjuger de son caractère positif ou négatif) qu'un tel repli ne correspond pas aux attentes du système, qu'il est le refus explicite ou implicite

d'un rôle composé de normes, et donc une sorte d'anomie. L'anomie peut provenir (il est important de le dire) soit de carences dans la socialisation, soit de pressions contradictoires, soit d'une faille dans la conscience de l'identité personnelle, soit d'un manque d'intégration relationnelle, soit, bien sûr, d'une anomie sociétale. Ce dernier terme signifie que la société est à ce point désorganisée que plus aucun modèle d'action n'a cours, que le chaos règne.

Cela posé, nous commencerons à répondre à notre question sur la réduction de l'anomie par la participation à l'aide d'un paradoxe.

Dans le modèle d'allégeance, qui caractérisait l'ancien associationnisme, nous aurions volontiers répondu que la participation aux associations réduit l'anomie. Le fait que les associations symbolisent la localité et la sous-culture d'une région, le fait qu'elles soient nettement plurifonctionnelles pour les individus, le fait que des relations interpersonnelles assez intimes se tissent en leur sein : tout cela pouvait réduire l'isolement affectif et normatif de la personne. Mais nous avons dit que, précisément, cet associationnisme d'allégeance fleurissait sur des terrains où l'anomie n'était pas très marquée, et qu'il était progressivement remplacé par l'associationnisme de médiation.

En même temps que les structures sociales se transformaient, le visage de l'associationnisme changeait. Nous l'avons montré dans le deuxième chapitre de ce travail. Les associations se sont dégagées des structures-mères, les relations des membres au groupe et des affiliés entre eux se sont amenuisées, une partie des membres ne reconnaît guère d'importance à sa participation. En d'autres termes, la croissance de l'anomie s'accompagne d'une réduction de l'influence possible de la participation sur ce point.

C'est là le seul résultat général que nous dégagerons : le passage de l'allégeance à la médiation compromet pour l'ensemble des participants la réduction de l'anomie par la participation.

Il nous faut maintenant refuser les grandes affirmations simplistes et préciser pour qui et dans quels cadres la participation peut réduire l'anomie. Cela veut dire qu'il convient de distinguer des milieux sociaux et des genres d'associations. Reprenons pour cela les résultats obtenus dans le chapitre consacré à l'intensité de l'action.

Pour les *marginiaux de la société industrielle*, à savoir les manœuvres, le nombre d'affiliations est faible, le temps consacré est relativement peu important, l'attachement aux associations n'est pas très fort, le projet interventionniste s'exprime plus rarement que dans d'autres couches sociales. Dans ce cas, il est douteux que la participation soit vraiment un facteur de réduction de l'anomie personnelle.

Il est également douteux, à cause du caractère de contrainte de nombre d'affiliations dans ces couches sociales, que l'anomie sociale soit profondément entamée par la participation.

Or, c'est précisément dans ces cas, où l'absence quasi totale de pouvoir est associée aussi bien à des difficultés d'identification personnelle qu'à des propensions à la déviance, que la participation pourrait être, en suivant les idées de Durkheim, le plus utile.

C'est là une deuxième limite mise à l'influence macrosociale de la participation aux associations : les « malades » fuient le « médecin ».

Au contraire, dans le cas des *ouvriers qualifiés*, des *employés* et même des *cadres moyens*, nous voyons que les affiliations sont assez nombreuses, que le temps consacré est important, que l'attachement affectif est prononcé. Il paraît alors assez certain que la participation aux associations réduit l'isolement, constitue un terrain où s'exerce une forme pacifique de relation à autrui, permet la manifestation concrète d'intérêts personnels divers. Par là, la participation réduit l'anomie personnelle. L'intégration affective que permet une pratique suivie de l'associationnisme, les contacts avec autrui qu'elle suppose, les satisfactions diverses qui en résultent compensent en partie les tensions provoquées par la vie urbaine et la situation de travail. Mais, par ailleurs, il faut bien voir que cette réduction de l'anomie personnelle est en relation inverse avec l'intensité de la lutte pour la transformation sociale : satisfaisant les besoins individuels, la participation contribue en ce sens, et en ce sens seulement, à une certaine démobilisation.

Dans les *couches supérieures* (professions universitaires, directeurs d'entreprises, hauts fonctionnaires, etc.), le profil est différent. Le temps accordé à chaque affiliation est plus faible que dans les couches moyennes. Comparé au nombre important d'affiliations, l'attachement affectif est peu prononcé. Il est très vraisemblable que dans ce cas la participation ne réduit que très peu l'anomie personnelle. D'autre part, celle-ci est moins forte que dans les couches basses à cause du pouvoir objectif dont disposent les ressortissants de strates élevées et de la grande visibilité sociale de leurs rôles.

Mais d'autre part, plus que dans les autres strates sociales, l'anomie sociale, à savoir celle qui concerne les normes politiques, paraît combattue par la participation. Nous avons vu que les cadres estiment que leurs affiliations sont réellement importantes pour eux. Elles ne constituent pas un centre affectif, chacune d'entre elles ne requiert guère de temps, mais elles sont une partie essentielle du projet de vie des individus. C'est par elles qu'ils manifestent leur liaison à la société globale, qu'ils interviennent sur son devenir. Les normes politiques se renforcent ainsi par la participation.

Voyons maintenant si une analyse basée sur les modes de participation selon les genres de groupements nous amène aux mêmes résultats.

Nous avons distingué quatre grands genres d'associations en fonction des modes de participation.

Le premier (groupes de chant et de musique) correspond bien à l'idée de Durkheim. Le groupe véhicule par son activité une partie de la mémoire collective d'une région ou d'un pays, et les interactions entre ses membres sont très prononcées : elles sont fréquentes et intenses.

Mais ce genre de participation ne forme que 8 % de l'ensemble des affiliations de nos sujets fribourgeois. Il est alors très révélateur de voir que ces affiliations sont le fait, pour les quatre cinquièmes, d'employés et de cadres moyens (50 % pour les premiers et 31 % pour les seconds). Cela confirme ce que nous avons vu jusqu'à présent : les groupements du type allégeance ont une moindre importance qu'autrefois et ils sont dans leur grande majorité fréquentés par des ressortissants de classes moyennes.

La catégorie III (sport) est définie par l'importance du temps consacré, par l'absence relative de projet interventionniste et par l'idée, pour les participants, qu'il s'agit d'abord d'un loisir comme un autre et non pas d'un élément essentiel dans le projet de vie de l'individu. Ce groupe forme 21 % des affiliations. Les employés composent les 43 % de ces affiliations, les ouvriers et les cadres formant chacun environ les 20 % (respectivement 19,5 % et 23,5 %), alors que les manœuvres et les cadres n'interviennent guère dans ce cas. Dans ce genre de participation, c'est surtout l'isolement affectif et l'anomie qui peut en résulter qui sont réduits par la participation. Par contre, l'anomie sociale ne paraît guère touchée, contrairement au cas précédent, où le rôle de la mémoire collective est important.

La catégorie II (profession, politique, service social, religion) est caractérisée par la grande importance des affiliations dans le projet de vie des individus, par la présence assez forte de projets interventionnistes, mais par contre, par le faible nombre d'interactions : le temps consacré à ces affiliations est faible. Ce genre de participation regroupe 45 % des affiliations. La composition sociale de ces groupements est beaucoup plus équilibrée que dans les cas précédents. Nous trouvons toutefois une certaine prédominance des employés et des cadres supérieurs.

Dans ce cas, la faiblesse des interactions nous conduit à dire que c'est surtout l'anomie sociale qui sera affectée par la participation, l'anomie personnelle étant peu touchée.

Enfin, la catégorie IV (amicales et loisirs techniques) forme les 25 % des affiliations. Elle est caractérisée par la marginalité des affiliations : les membres leur accordent peu de temps, envisagent cette participation comme un loisir semblable aux autres et ne développent guère de projet interventionniste dans ce cadre. Nous pouvons donc postuler que ni l'anomie personnelle, ni l'anomie sociale ne seront affectées par ce genre d'affiliations. La composition sociale de ces deux genres de groupements est encore plus équilibrée que dans le cas précédent et n'amène à aucune conclusion particulière.

Le tableau ci-après résume l'ensemble de ces informations :

TABLEAU 90

Fribourg

Composition sociale des groupements

	<i>Manœuvres</i>	<i>Ouvriers qualifiés</i>	<i>Employés</i>	<i>Cadres moyens</i>	<i>Cadres supérieurs</i>	
<i>GROUPE I</i> (chant et musique)						
	4,6 %	9,5 %	50,0 %	31,0 %	4,8 %	N = 42 membres
<i>GROUPE II</i> (profession, politique, service social, religion)						
Prof.	19,5 %	18,2 %	30,8 %	18,2 %	13,3 %	N = 159 membres
Polit.	10,9 %	8,7 %	39,1 %	17,4 %	23,9 %	N = 46 membres
Serv.	12,5 %	8,3 %	33,3 %	16,7 %	29,2 %	N = 24 membres
Relig.	13,3 %	13,3 %	26,7 %	13,3 %	33,4 %	N = 15 membres
<i>GROUPE III</i> (sport)						
	8,8 %	19,5 %	42,5 %	23,9 %	5,3 %	N = 113 membres
<i>GROUPE IV</i> (amicales, loisirs techniques)						
Amical.	11,2 %	7,6 %	33,7 %	25,0 %	22,5 %	N = 80 membres
Lois.	13,3 %	13,4 %	22,2 %	28,9 %	22,2 %	N = 45 membres

(Ce tableau est basé sur le nombre de membres, qui ne correspond pas exactement au nombre d'affiliations, puisqu'un membre peut avoir plusieurs affiliations du même genre ; par ailleurs, il exclut les commerçants et artisans, ainsi que les personnes de profession inclassable.)

Nous voyons que ce type d'analyse confirme ce que nous disions plus haut. Dans le cas des employés, tant l'anomie personnelle que l'anomie sociale ont certaines chances d'être réduites par la participation.

Cela est vrai également des ouvriers, quoique l'impact de la participation soit probablement moins fort. Les manœuvres sont par contre à l'écart et les cadres supérieurs, peu représentés dans les groupes où l'anomie personnelle pourrait être combattue, sont en général sur-représentés dans ceux où l'anomie sociale est en cause. Nous sommes donc assez éloignés de l'optimisme d'un Durkheim. Il faudrait, aujourd'hui, pour traiter à fond de la réduction de l'anomie par diffusion des schèmes culturels, faire d'abord intervenir l'influence réelle des mass-media.

D. Participation et démocratie

Nous avons vu se dégager, dans les théories de Tocqueville, l'idée que l'associationnisme est un rouage indispensable de la démocratie. Cet auteur justifiait son point de vue en faisant valoir que dans la société démocratique, seules les

associations pouvaient créer une volonté collective apte à s'imposer à l'Etat et transformer l'individualisme en vertu civique.

Nous avons vu que Durkheim attribuait aux corporations la création d'une rationalité supérieure à celle des individus et qu'elles étaient en ce sens la chance de la démocratie.

L'associationnisme est-il vraiment une pièce maîtresse de la démocratie ? A nouveau, la généralité de la question nous force à envisager différents points de vue.

Commençons par la question du fédéralisme et de la subsidiarité.

La Confédération suisse, de même que les Etats-Unis, est un état fédératif. La philosophie politique qui gouverne un tel mode d'organisation comporte notamment deux principes :

- les institutions politiques doivent le plus souvent possible s'adapter aux spécificités régionales,
- le principe de subsidiarité guide la prise de décision : l'état central ne doit intervenir que si les cantons ne sont plus à même de le faire ; les cantons eux-mêmes n'agissent que lorsque les communes en sentent la nécessité et ces dernières s'inspirent des tendances et volontés émanant des groupes intermédiaires.

Cette philosophie politique s'inscrit par ailleurs clairement dans une idéologie libérale du laisser-faire dans le domaine économique et de la responsabilité individuelle dans le domaine de la vie personnelle.

L'adoption d'un tel point de vue conduit directement l'observateur à voir dans l'associationnisme un rouage indispensable de la démocratie. En effet, les associations prennent en charge nombre de besoins des individus et s'adaptent à la spécificité des contextes. L'ingérence de l'Etat en est réduite d'autant. Par ailleurs, les groupes intermédiaires élaborent des normes qui conviennent aux aspirations des individus plutôt que de s'imposer à eux comme des règles extérieures.

D'autre part, il est clair que quantité d'associations contribuent à la formation des décisions politiques¹ par différents modes de pressions exercés à partir d'idéologies et de stratégies élaborées en leur sein.

Enfin, nous avons pu montrer à quel point la volonté interventionniste des individus se manifeste dans quantité d'associations. Nous avons mis en lumière le fait que le lieu du politique n'est pas limité aux partis et aux syndicats, mais qu'au contraire, près de la moitié de l'action interventionniste passe par d'autres canaux. En ce sens, et si le terme de dépolitisation est pris dans son

¹ R. Dahl, *Qui gouverne ?*, Paris, 1971.

sens de désintérêt pour la chose publique, il est clair que cette désaffection est moins prononcée que ne le montre la seule observation de la participation électorale et il est également évident que l'associationnisme est un puissant mécanisme de la démocratie.

L'optimisme de Tocqueville trouve là des arguments de choix. Mais malheureusement la question est plus compliquée. Tentons de passer en revue les raisons qui renforcent la position des pessimistes.

- Ni Tocqueville, ni Durkheim, ni même Wirth, ne se sont préoccupés vraiment de la question des facteurs de la participation. Pour eux, cette dernière semblait, nous l'avons dit, aller de soi. L'individualisme pousse, selon Tocqueville, les démocrates à s'associer, l'attraction morale de la corporation motive, selon Durkheim, les individus à la participation. Or, nos observations, comme celles de bien d'autres chercheurs, ne vont pas toujours dans ce sens. Certes, le taux de participation aux associations est élevé. Mais la quantité globale d'affiliations par strate renforce la position des personnes au pouvoir dans la société, en général, plutôt qu'elle ne corrige les inégalités sociales. L'absence réelle de démocratie économique et culturelle n'est pas compensée ou ne l'est que très partiellement par l'associationnisme.
- Ensuite, nous avons pu voir que le leadership formel et informel des associations, bien que n'étant pas monopolisé par les couches supérieures de la société, révèle néanmoins leur prépondérance.
- Il découle de ces deux faits que les modèles culturels élaborés par les associations, c'est-à-dire leurs idéologies, leurs objectifs, leurs tactiques sont souvent le reflet de ceux que l'on trouve dans la société globale.
- De plus, l'organisation même des associations, bien que respectant les règles de la démocratie formelle, avantage en fait les cadres de la société au sens large. Ces derniers sont, par leurs responsabilités au niveau du travail, par leur niveau d'instruction, etc., mieux à même que les ouvriers ou les employés subalternes de faire passer leurs aspirations et orientations, quelquefois au détriment de celles des strates inférieures.
- La bureaucratisation certaine des grandes associations, qu'elles soient professionnelles, sportives ou politiques, limite fortement la communication entre la base et les meneurs ou les permanents éventuels. En ce sens, la démocratie interne cède le pas à un mode d'organisation plus autoritaire. A ces ruptures de rôles (base, permanents, dirigeants) correspondent clairement des cassures de consensus.

Cela nous amène, bien qu'il faille nuancer les affirmations qui précèdent, à comparer l'associationnisme à un mécanisme à double action : la démocratie formelle qui caractérise les statuts officiels facilite l'entrée des membres dans l'action collective, fournissant ainsi les effectifs indispensables aux associations ; la prépondérance des cadres est ensuite rendue plus aisée par cette impression de démocratie qui se dégage des associations. Voilà pour le rapport entre les aspects internes des associations et la démocratie dans la société globale.

Il nous faut maintenant considérer d'autres limites, plus extérieures aux associations, mises au renforcement de la démocratie par l'associationnisme.

- Nous avons dit que les associations auxquelles Durkheim faisait clairement référence ressortissaient surtout au modèle d'allégeance. Elles doivent, pour élaborer une rationalité qui garantisse le développement de la société démocratique aussi bien que pour combattre réellement les anomies personnelle et sociale, être en relation directe avec d'importants secteurs de la mémoire collective et diffuser les normes et valeurs de la conscience collective. Le passage de l'allégeance à la médiation limite l'impact possible de l'associationnisme dans le processus démocratique. Les buts des groupements étant, dans le deuxième cas, plus sectoriels que dans le premier, les relations des membres au groupe et des affiliés entre eux moins intenses, l'apport de la participation tant au consensus démocratique qu'à la formation des aspirations et opinions politiques se réduit.
- Il est indubitable que le développement des sociétés industrielles s'est accompagné d'une centralisation du pouvoir politique. Les fonctions publiques des communes diminuent au profit de celles des cantons, et ces derniers cèdent de plus en plus le pas à la Confédération. Ce phénomène instaure une dialectique nouvelle des rapports entre associationnisme, société globale et démocratie. Pour s'adapter à ce mouvement de concentration, les associations réagissent en se groupant et en se donnant des instruments de fonctionnement bureaucratiques. En cela, elles garantissent leur efficacité politique. Mais en même temps, elles tendent à affaiblir encore leurs rapports avec leurs membres et à diminuer, en conséquence, le caractère démocratique de leur fonctionnement, aussi bien que leur impact idéologique sur la base. Ce genre d'ambiguïté s'étend, en fait, à toute la société industrielle : tant les coopératives que les entreprises ou les administrations en font quotidiennement l'expérience.
- L'affaiblissement des rapports entre les associations et les communes où elles ont leur siège tend également à réduire l'impact possible de l'associationnisme comme facteur supplémentaire de démocratie ou comme compensations aux inégalités.

Notre conclusion sur ce point sera donc moins optimiste que celles de Tocqueville et Durkheim, et moins limitative que celle de Wirth. Tocqueville a eu le tort de voir la société démocratique comme un vaste rassemblement d'affiliés, égaux quant à l'influence de leurs opinions, d'accord sur les objectifs du groupe, formant dans leur ensemble l'action et le consensus démocratique. Durkheim, préoccupé par le mécanisme de communication que permettent les associations, a dû postuler un mode de liaison au groupe qui se fait de plus en plus rare et une multifonctionnalité des groupements secondaires qui ne correspond plus (d'ailleurs y correspondait-il au moment où cet auteur écrivait ?) à la réalité. Wirth est tombé, à nos yeux, dans le défaut inverse : il a vu le seul but officiel du groupement, but très unifonctionnel et étroitement utilitariste, sans mettre assez d'accent sur les incidences, peut-être inconscientes chez les affiliés, de la participation. Les associations, chances de la démocratie ? Oui, à condition d'admettre qu'elles sont devenues plus secondaires qu'un temps, et que leur contribution à la démocratie est toujours en réciprocity de perspective avec leur apport au renforcement d'une certaine aliénation. Il nous faut revenir ici au Gurvitch de « Déterminismes sociaux et liberté humaine » : il n'est point d'acte créateur qui ne s'accompagne de déterminismes. Création et déterminisme ne s'opposent pas comme le voudrait une perspective manichéiste. Ils s'appellent l'un l'autre ¹.

E. Asphyxie de la participation ?

Nous avons vu l'importance de l'associationnisme. Nous avons observé ses relations avec l'industrialisation et l'urbanisation.

La question se pose alors de savoir si l'importance quantitative de la participation se maintiendra. Pouvons-nous risquer certaines hypothèses, certaines extrapolations, à ce propos ?

Pour répondre à cette question, revenons tout d'abord aux grands facteurs de la participation.

Nous observons actuellement trois changements, parmi d'autres, dans les sociétés industrielles :

- un accroissement du niveau de formation scolaire et professionnelle, accompagné d'une moindre insertion des individus dans les postes les plus rebutants de la production ²,
- une mobilité géographique et sociale prononcée,

¹ G. Gurvitch, *Déterminismes sociaux et liberté humaine*, Paris, PUF, 1963.

² Cf. par exemple R. Girod, *Mobilité sociale*, Genève, Droz, 1971. Il faut souligner, par ailleurs, que dans le cas de la Suisse comme dans d'autres, les postes rebutants sont pris en charge par la main-d'œuvre étrangère.

— une nouvelle vague d'urbanisation, entendue dans son double sens de concentration démographique et de diffusion des schèmes de comportement urbains.

Si nous accordons quelque validité aux chiffres que nous avons mis en évidence, ainsi qu'à ceux d'autres chercheurs, il paraît évident que le premier phénomène (accroissement de la formation) encouragera la participation.

Nous pouvons affirmer, par ailleurs, toujours au vu de nos observations, que cette élévation du niveau d'instruction et du niveau de vie favorisera un mode de participation de type interventionniste. Nous avons, en effet, observé que l'absence de pouvoir social se traduit par un mode d'action collective de type plutôt expressif. Tout accroissement de pouvoir (culturel, économique, dans le travail) augmente la probabilité d'une participation interventionniste.

Mais cet aspect positif est battu en brèche par le deuxième phénomène : celui de la mobilité géographique et sociale.

Nous avons observé qu'il fallait, dans des contextes comme Genève, près de dix ans de résidence pour compenser les effets désintégrateurs de la mobilité géographique. Nous avons pu étendre cette observation à de nombreux autres contextes urbains.

Il est raisonnable de postuler que dans les années à venir, cette mobilité géographique s'accroîtra. Dès lors, la question se pose de savoir si une telle mobilité ne renforcera pas le paradoxe que nous avons déjà esquissé : la société industrielle suscite la naissance de quantité d'associations en même temps qu'elle met des barrières à la participation.

Nous avons de plus mis en lumière, toujours dans le cas de Genève, le fait que la participation de type interventionniste était spécialement affectée par la mobilité géographique, la participation expressive l'étant beaucoup moins. Nous pouvons donc en inférer qu'un accroissement de mobilité changera globalement la nature de l'associationnisme. Celui-ci se rapprochera, de plus en plus, du modèle envisagé par Wirth pour les mégapoles. Tout dépend finalement de la nature des villes qui « accueillent » les migrants, les mobiles.

Or, il faut bien admettre que l'urbanisation se fait souvent au mépris de l'intégration. La division fonctionnelle des aires géographiques, l'amorphisme social des cités satellites, l'importance des mouvements pendulaires, etc., compromettent, à la fois, l'intégration affective, la connaissance de la localité et l'intégration relationnelle des individus. La concentration démographique réduit dans ce cas considérablement la participation organisée. La ville asphyxiera-t-elle la participation ? Tout dépend finalement du genre de villes que l'on construit. Il n'y a pas, à considérer les forces économiques en lutte actuellement, trop de raisons d'être optimiste. Tout porte, au contraire, à une critique serrée des formes nouvelles d'urbanisation.

Quant aux aspects culturels de l'urbanisation, il n'y a pas de raison, à première vue, de penser qu'ils réduisent la participation. Nous n'avons pas trouvé de matériaux pour justifier une telle hypothèse. Il est, par contre, certain qu'ils en transforment la nature : le passage de l'allégeance à la médiation sous l'influence de l'urbanisation est visible.

Il faut ajouter à ces phénomènes celui de l'évolution démographique. Nous admettons qu'en Suisse comme ailleurs, les contingents du troisième âge s'accroissent¹. Plusieurs pays (la Suisse n'en fait pas partie) connaissent par ailleurs un gonflement de la proportion des effectifs compris dans la tranche d'âge de 18-24 ans. Ces changements dans la pyramide des âges affectent le montant global de participation. Ils correspondent, en effet, ainsi que nous l'avons vu plus haut, à une baisse d'intégration fonctionnelle. Or, cette dernière conditionne de manière importante la participation.

En résumé, il nous paraît que les facteurs qui bloquent la participation tendent à s'accroître plus rapidement que les forces qui l'encouragent. Mais en plus, nous sommes ramenés au problème soulevé dans le paragraphe relatif à l'associationnisme comme mécanisme de transmission. Dans la mesure où les associations ne représentent plus un contre-projet très clair, tant par rapport aux relations interpersonnelles urbaines que par rapport aux thèmes culturels diffusés par les mass-media, il est évident qu'elles seront plus sensibles aux concurrences diverses qui peuvent se manifester. Or, comme nous avons postulé une augmentation du niveau de vie et une influence positive de celle-ci sur la participation, il nous faut bien admettre que les substituts commerciaux de l'action collective pèseront, de plus en plus lourdement, sur la participation. Ces substituts sont, en effet, en relation directe avec le niveau de vie.

Asphyxie de l'associationnisme ? Nous avons omis, jusqu'à présent, une variable essentielle pour le raisonnement : c'est l'action des associations elles-mêmes. Ces dernières, dans les changements sociaux que nous esquissons ici, ne restent pas passives. Elles prennent progressivement conscience des défis qui leur sont lancés.

La crise de mai 1968 n'a pas laissé les syndicats indifférents. La formation de groupes informels à l'intérieur des partis préoccupe les dirigeants des groupements politiques. Les difficultés de recrutement rencontrées par les groupements culturels les ont portés à s'ouvrir sur l'extérieur.

En termes plus concis, quantité d'associations ont dû revoir leur stratégie, et cela le plus souvent dans l'optique d'un renouveau de leur spécificité par rapport aux relations interpersonnelles dans la société globale.

¹ Voir, par exemple, P. Gilliland, *Vieillesse démographique et planification hospitalière*, Lausanne, 1969.

C'est ici que se situe une des chances de l'associationnisme: la redéfinition de ses objectifs, c'est-à-dire, de sa situation et de son rôle dans la société globale, et le renouvellement de sa dynamique interne.

Il paraît évident qu'au fur et à mesure que les individus se préoccupent plus fortement des objectifs officiels du groupement (modèle de médiation), l'assiduité diminue. Le contrat entre l'association et le membre se rétrécit. L'affilié ne collabore plus qu'à certaines activités spécifiques. A l'inverse, de nombreuses personnes non affiliées souhaiteraient s'associer à telle action particulière d'un groupement, sans se lier de manière définitive. Cela nous amène à dire qu'il convient de redéfinir la notion de membre.

Actuellement, la grande majorité des groupes sont composés de membres stables et ne sont pas ouverts sur l'extérieur. Une des possibilités de transformation des associations consisterait à mettre l'accord sur un noyau relativement stable de personnes (comparable à un ensemble d'animateurs) dont la tâche consiste moins à recruter des adhérents qu'à promouvoir des actions auxquelles participeront à chaque fois des personnes en partie différentes. Dans ce cas, la frontière entre membres et non-membres disparaît en grande partie. Ce mode de fonctionnement permet en outre au groupe d'animation de savoir si oui ou non, il est en contact avec les aspirations des membres.

La deuxième possibilité de sursaut de l'associationnisme consiste en la redéfinition des contenus culturels qu'il transmet. Alors que, dans sa phase de conquête, l'associationnisme était marqué par l'innovation, il semble qu'il soit aujourd'hui un peu en retard sur son temps. Il date. Plusieurs groupements, conscients de ce fait, ont réagi en se mettant au goût du jour, c'est-à-dire en exploitant au maximum les thèmes de la culture de masse. A ce jeu, l'associationnisme est perdant. Ce n'est pas en créant des sous-groupes de peinture sur porcelaine que les partis politiques ou les syndicats relèveront le défi que la mobilité géographique et la consommation de masse leur jettent. C'est, au contraire, en élaborant une nouvelle culture, et surtout un nouveau mode de production culturelle, qu'ils y parviendront. Bien des aspirations de la population urbaine ne sont aujourd'hui satisfaites ni par les écoles-clubs, ni par les institutions. Il appartient aux associations de les découvrir, de les catalyser et de les transformer en action.

F. L'Institution et l'Explosion

Ces considérations nous conduisent à faire mention de deux genres de « dépassement » de l'associationnisme observables dans la société contemporaine.

En tant que mode d'action, l'association trouve difficilement son équilibre. Elle peut tomber soit dans une bureaucratisation telle que l'action collective

est, en fait, éliminée, soit dans une sorte d'anarchie qui compromet son efficacité. Ce double risque a toujours été le lot des groupements volontaires, mais il est particulièrement évident aujourd'hui. L'associationnisme est, en effet, amputé d'une partie de ses effectifs au profit de deux autres genres de participation que nous nommerons l'Institution et l'Explosion.

L'action collective envisagée tout au long de ce travail se définit, en plus du fait qu'elle est volontaire et non lucrative, par ceci qu'elle suppose une définition collective des objectifs du groupe et une participation active des membres aux tâches de l'association.

Or, nous l'avons dit à plusieurs reprises, un tel modèle tend à être battu en brèche dans plusieurs situations.

A cause de l'agrandissement des groupes, de la technicité croissante des moyens d'action, le lien entre la base et le commandement tend à s'amenuiser. Le groupement volontaire se transforme alors en agrégat. Les interactions entre les membres n'existent pour ainsi dire plus. La définition des objectifs est du ressort du seul comité, l'assemblée générale, souvent peu fréquentée, ne faisant qu'entériner passivement les décisions de l'exécutif.

Le modèle d'action dont nous parlions plus haut change alors de signification. Il s'apparente très largement au système commercial. En effet, le membre est principalement défini par le fait qu'il paye une cotisation. Cette dernière n'est plus conçue comme une contribution nécessaire à la bonne marche du groupe, mais comme l'établissement d'un droit à bénéficier d'avantages divers. Le groupe (mais faut-il encore parler de groupe ?) est, en somme, un magasin où l'affilié se procure certains biens, sans pour autant participer à leur création. Ainsi en va-t-il, pour prendre un exemple extrême, de certaines associations d'automobilistes. A leur naissance, elles étaient typiquement un groupe volontaire interventionniste. En même temps que leur puissance augmentait, et qu'elles devenaient mieux à même de défendre les intérêts de leurs affiliés, elles se bureaucratisaient à un point tel que la participation était évacuée. Nous retrouvons le processus dialectique que nous mentionnions plus haut : dans la société industrielle développée, l'efficacité de l'action collective dépend en partie de sa bureaucratisation, mais cette dernière creuse la fosse de la participation.

A la médiation succède l'institution. Ce passage s'observe dans plusieurs cas à l'intérieur des associations, mais il est également représenté par la naissance de toute une série de nouveaux organismes (certaines écoles-clubs par exemple) qui remplacent les groupements volontaires. Dans ce cas, le rassemblement de multiples individus en une sorte d'unité demeure nécessaire pour assurer la rentabilité d'une action ou d'une diffusion culturelle donnée. Par contre, le groupe n'a plus de création propre. Nous retrouvons la rupture entre consommation et production que l'associationnisme avait précisément pour tâche

de supprimer. C'est en ce sens que l'association n'est plus une alternative au modèle quotidien (c'est-à-dire aux relations que la personne tisse avec différents secteurs de la société globale), mais une copie conforme.

Une forme radicalement opposée de dépassement de l'association volontaire émerge également. L'action collective sauvage se développe. Son intérêt vient de ce qu'elle n'est pas limitée à un seul secteur d'action. Elle se retrouve dans les entreprises, dans les quartiers, dans les écoles et les universités.

L'analyse de ce nouveau mode d'action demanderait des centaines de pages. Aussi ne ferons-nous qu'en esquisser certains traits, dans le seul but de définir les limites historiques de l'associationnisme classique considéré jusqu'à présent.

L'émergence de l'action sauvage vient à nos yeux de l'éloignement des objectifs de l'action et de la privatisation des individus dans la société industrielle développée.

Par éloignement des objectifs, nous entendons que l'individu perçoit de moins en moins bien à quel niveau, ou sur quelle instance, il pourrait agir pour exprimer un projet interventionniste. L'Etat moderne, les villes, les centrales professionnelles, ont atteint des dimensions et une complexité telles qu'elles ne donnent plus, du moins aux yeux d'une partie de la population, prise à l'action. Où sont les tenants du pouvoir, où sont les brèches qui permettent l'action ? L'interdépendance des diverses organisations de la société globale, leur intransigeante logique fonctionnelle, font que les individus saisissent mal les possibilités d'action. D'autre part, il n'est plus guère de projet interventionniste qui n'implique de nombreux aspects techniques par rapport auxquels l'individu se sent assez démuni. Enfin, les défenseurs de principe des groupes particuliers (locataires, ouvriers, parents, etc.) sont eux-mêmes pris dans une logique du système qui les fait agir dans des directions que les affiliés trouvent souvent trop tièdes ou surtout trop lentes.

Par le terme de privatisation, nous faisons allusion au repli des individus sur les terrains de la quotidienneté, c'est-à-dire les cadres sociaux les plus proches de la personne (famille, amis) et les problèmes qui appellent les solutions les plus immédiates. Tocqueville a, à notre avis, tort de penser au dépassement de l'individualisme sans faire intervenir les questions de domination et de dépendance. En effet, cette privatisation est encouragée par l'absence du pouvoir objectif, qui aliène la perception des sujets, par la mobilité, qui fait que le migrant donne plus d'importance à l'instant qu'au long terme, et enfin, par la bureaucratisation des associations volontaires qui encourage la perception de l'organisation comme écran plutôt que comme médiation.

L'action sauvage vient de la rencontre de ces deux éléments et de l'importance croissante de problèmes sociaux très perceptibles pour chacun : les exemples tirés du domaine de logement, des nuisances, des rythmes de travail, des abus du système commercial, ne manquent pas.

Ce mode d'action collective a trois caractéristiques principales :

- il se situe en dehors des appareils organisés,
- il est profondément ancré dans la quotidienneté,
- il défie la notion de plan.

Le premier point se comprend aisément en fonction de ce que nous venons de dire. Par ancrage dans la quotidienneté, nous voulons dire que l'action se cantonne (au moment de sa naissance, tout au moins) dans une revendication très précise. C'est la vie concrète, de tous les jours, qui est violemment critiquée, et non pas un système économique ou un régime politique.

Un tel mode d'action défie la notion de plan en ceci qu'il se préoccupe peu du futur et encore moins du possible. Il est une exigence souveraine. Il s'embarrasse peu de formes et de diplomatie. Il est peu préoccupé (au départ en tout cas) par la stratégie. Il s'affirme comme une volonté intransigeante, fondée dans l'instant, mobilisatrice d'énergies insoupçonnées. Très momentanément peut-être, la personne s'identifie au groupe, vit par lui, redécouvre une unité entre le « je » et le « nous », entre la « politique » et la « fête ».

La société industrielle développée nous apparaît comme un système qui resserre sa logique fonctionnelle et crée par là des explosions d'action sauvage dont elle paraît capable de s'accommoder fort bien en pratique, son pouvoir de « récupération » étant considérable. A la fête de l'Explosion succèdent alors l'amertume et le désengagement. Dans ce jeu plutôt tragique, l'associationnisme peut soit prendre le relais des aspirations de l'action sauvage soit se retirer de l'avant-scène historique. Aurions-nous plus d'éléments à notre disposition que nous hésiterions encore à dire quelle voie il choisira : en ce domaine comme en d'autres, les sociologues-prophètes manquent trop souvent les rendez-vous de l'histoire.

Annexe I

RECENSEMENT DES ASSOCIATIONS LOCALES

Rappelons que ce recensement était destiné à décrire les traits les plus généraux de l'associationnisme en Suisse romande.

Nous désirions faire le compte des associations locales, à l'exception des groupements *faïtiers* qui regroupent de multiples associations dans différents buts, des syndicats et des *partis politiques*.

Plusieurs hypothèses relatives à la croissance de l'associationnisme nous conduisaient à penser que la proportion de groupements volontaires pour mille habitants variait considérablement selon la taille de la commune. C'est pourquoi nous avons procédé à l'aide d'un échantillon stratifié selon cette variable. Cette stratification permettait en principe une meilleure représentation des communes rurales. Il est évident que cette procédure rend l'extrapolation un peu plus difficile.

Nous nous sommes bornés aux communes de moins de 20 000 habitants. La raison en est que dans les localités plus grandes, un recensement précis est très compliqué. Les risques d'erreur sont considérables et peuvent difficilement être supprimés. Cela est beaucoup moins vrai dans les localités plus petites.

Nous avons constitué six strates selon la dimension des communes et décidé de prélever dans chacune un certain nombre de communes, à l'aide d'un échantillonnage probabiliste. La fraction sondée était variable : cela est dû au fait qu'une fraction sondée constante aurait conduit à des difficultés pratiques ou théoriques importantes. Si cette fraction était de 1/2 par exemple, le nombre important de communes de petite dimension en Suisse romande aurait rendu notre tâche de dépouillement très ardue. Si, au contraire, la fraction sondée avait été de 1/16 par exemple, nous n'aurions eu qu'une seule commune de 10 000 - 20 000 habitants, ce qui pose des problèmes certains : peut-on dire que cette commune ressemble aux autres ?

Rappelons comment étaient définies ces six strates et quelle a été la fraction sondée dans chaque cas.

Communes de	N (1960)	Fraction sondée	n (théorique)	n (échantillon final)
— 500 hab.	602	1/16	38	14
500 - 1000	135	1/8	17	13
1000 - 2000	107	1/8	14	15
2000 - 5000	50	1/2	25	20
5000 - 10 000	21	1/1	21	14
10 000 - 20 000	13	1/2	6	6

Au total, 82 communes figurent dans l'échantillon final. Selon le recensement de 1960, 282 512 personnes vivaient dans ces communes.

Le recensement s'est fait par trois procédures :

- 1) Une lettre aux autorités municipales leur demandait de nous faire parvenir une liste des groupements existant sur leur territoire et les noms et adresses des responsables de ces associations.

- 2) Le dépouillement des livres de comptes de chèques postaux a permis de compléter cet inventaire.
- 3) La consultation des annuaires téléphoniques a visé le même but.

Les associations ainsi recensées se distribuent de la manière suivante :

Genre	Nombre	Pourcentage
I. <i>Amicales</i>	616	24,6
1. scolaires et professionnelles	162	
2. militaires	77	
3. contemporains	354	
4. ethniques	22	
II. <i>Sport</i>	698	27,9
1. gymnastique	107	
2. sports individuels	195	
3. sports collectifs (sans football)	179	
4. football	75	
5. tir	142	
III. <i>Musique populaire</i>	313	12,5
1. fanfares	89	
2. chant	163	
3. instrumentation individuelle	37	
4. folklore	24	
IV. <i>Culture classique</i>	100	4,0
1. sociétés littéraires, théâtrales, ciné-clubs	66	
2. musique classique et jazz	34	
V. <i>Hobbies</i>	135	5,4
1. bricolage, modélisme	60	
2. sociétés de loisir s'occupant de végétaux ou d'animaux	75	
VI. <i>Sociétés de jeunesse</i>	125	5,0
1. scoutisme, unions cadettes	74	
2. sociétés de jeunesse à buts multiples	51	
VII. <i>Sociétés religieuses</i>	72	2,9
VIII. <i>Sociétés de plein-air</i>	62	2,5
IX. <i>Sociétés d'intervention sociale</i>	286	11,4
1. action sanitaire	98	
2. action gériatrique	18	
3. action juvénile	18	
4. action familiale	27	
5. protection des sites	37	
6. action de secours financier	37	
7. action de secours moral	22	
8. action scolaire	2	
9. action immobilière	2	
10. action parapolitique	25	
X. <i>Inclassables</i>	98	3,8
	2505	100,0

L'extrapolation à l'ensemble des communes de Suisse romande doit se faire par le biais d'une pondération, vu que la fraction sondée était différente dans chaque cas.

Nous obtenons la distribution suivante :

Communes	N	n (éch.)	Coefficient	Nombre d'ass. dans l'éch.	Nombre estimé
0 - 500 hab.	602	14	43,0	36	(1548)
500 - 1000	135	13	10,4	97	1007
1000 - 2000	107	15	7,1	157	1120
2000 - 5000	50	20	2,5	503	1257
5000 - 10 000	21	14	1,5	975	1462
10 000 - 20 000	13	6	2,2	537	1596
					7990

Nous avons mis le premier nombre estimé entre parenthèses à cause de la mauvaise concordance, dans cette catégorie de communes, entre plan de sondage et échantillon final.

Nous donnons ci-dessous le détail des nombres absolus d'associations *estimés* selon :

a) la grandeur des communes

b) le genre de groupements.

0-500	500-1000	1000-2000	2000-5000	5000-10 000	10 000-20 000			
43	125	128	222	362	552	Amicales	1432	17,9
645	363	371	410	376	392	Sport	2557	32,0
387	249	278	195	157	126	Musique populaire	1392	17,4
—	21	7	40	84	54	Culture classique	206	2,6
43	31	21	43	84	119	Hobbies	341	4,3
344	93	86	80	49	67	Jeunesse	719	9,0
43	21	57	20	47	48	Religion	236	3,0
—	10	21	20	48	39	Plein-air	138	1,7
43	73	107	148	200	154	Intervention	725	9,1
—	21	44	79	55	45	Inclassable	244	3,0
1548	1007	1120	1257	1462	1596	TOTAUX	7990	100,0

Annexe II

QUESTIONNAIRE SUR LES ASSOCIATIONS

Rappel : Ce questionnaire a été envoyé par poste aux dirigeants d'un échantillon d'associations tiré parmi celles que nous avons recensées dans les 82 communes de Suisse romande sur lesquelles portait notre essai de recensement.

* * *

Important : Si vous ne parvenez pas à répondre à toutes les questions, n'abandonnez pas pour autant le questionnaire. Mêmes incomplets, vos renseignements seront précieux.

Nous aimerions tout d'abord connaître les buts et les caractéristiques générales de votre société.

1. Quel est le nom exact de votre société ?
2. Quelle est la commune où elle a son siège ?
3. Quelle est sa date de fondation (si celle-ci n'est pas connue exactement, indiquez l'époque approximative) ?
4. Quels sont les buts de votre société ? (prière d'indiquer ces buts de manière détaillée).
5. Quelles sont les activités auxquelles se livre votre société ? Nous aimerions connaître toutes ces activités, même celles qui n'ont lieu qu'une fois par an, comme par exemple l'organisation de fêtes, de pique-niques, de concours, de sorties, etc. :
VOUS POUVEZ PRENDRE EXEMPLE SUR CE QUI S'EST FAIT CETTE ANNÉE DANS VOTRE SOCIÉTÉ.
A) Activités principales (régulières)
B) Activités secondaires (occasionnelles)

6. Quelle est la fréquence de vos réunions ? Si l'activité n'est régulière que pendant une ou deux saisons par an, prière de l'indiquer. Si votre société se divise en plusieurs sous-groupes, indiquer la fréquence pour chaque sous-groupe. Prière de répondre en nombre de fois par mois.

Nous aimerions maintenant faire connaissance avec vos membres.

7. Combien votre société compte-t-elle de membres ? Si le chiffre exact n'est pas connu, indiquer un nombre approximatif.
a) membres passifs ou honoraires
b) membres actifs
8. Dans votre société, y a-t-il des sous-groupes (par exemple pupilles ou juniors, 1^{re} et 2^e équipe, etc.) ? Si oui, pouvez-vous les énumérer ?
9. Quel est environ le nombre moyen de présents aux séances. Si nécessaire, indiquer aussi le nombre par sous-groupes.

10. Approximativement, quelles sont les catégories d'âges représentées dans votre société ? Entourer d'un cercle le pourcentage qui convient le mieux. Ne pas compter les membres passifs ou honoraires.

Les moins de 20 ans forment environ :	0 %	20 %	40 %	60 %	80 %	100 %		
20-30 ans	»	»	0	20	40	60	80	100
31-50 ans	»	»	0	20	40	60	80	100
plus de 50 ans	»	»	0	20	40	60	80	100

11. Dans votre société, les deux sexes sont-ils représentés ?

a) NON, notre société est exclusivement — masculine
— féminine

(souligner ce qui convient)

b) OUI, et il y a environ % de filles ou dames
..... % de garçons ou hommes

12. Pour quelles raisons principales pensez-vous que les gens adhèrent à votre société ? S'il y en a plusieurs, classez-les par ordre d'importance décroissant.

1.
2.
3.

13. Diriez-vous que dans votre société :

a) les membres restent en grande majorité inscrits et actifs durant de longues années ?
b) les membres restent en majorité un petit nombre d'années et se renouvellent souvent ?

Nous aimerions savoir maintenant comment est organisée votre société.

14. Votre société est-elle affiliée à des organismes locaux, régionaux, cantonaux ou fédéraux ? Si oui, lesquels ?

15. Avec quel budget annuel votre société fonctionne-t-elle ?

16. Comment ce budget est-il financé ?

— cotisations : environ francs
— subsides : » »
— collectes : » »
— dons isolés : » »
— autres : » »

17. Si votre société reçoit des subsides, de qui les reçoit-elle ?

18. Quels sont les différents rouages administratifs de votre société (assemblées, comités, commissions, etc.) ?

Quelles sont leurs tâches respectives ?

Quelle est la fréquence de leurs réunions ?

19. Beaucoup de sociétés ont, directement ou indirectement, un lien avec une confession. Est-ce le cas de la vôtre ? Si oui, avec quelle religion ?

20. Beaucoup de sociétés ont, directement ou indirectement, un lien avec une profession ou une branche commerciale. Est-ce le cas de la vôtre ? Si oui, pouvez-vous nous dire quel est ce lien ?

21. Beaucoup de sociétés ont, directement ou indirectement, un lien avec une unité militaire ou avec l'armée en général. Est-ce le cas de la vôtre ? Si oui, pouvez-vous préciser ce lien ?
22. Beaucoup de sociétés ont, directement ou indirectement, un lien avec des organisations politiques ou syndicales. Est-ce le cas de la vôtre ? Si oui, pouvez-vous préciser ce lien ?
23. Votre société participe-t-elle à des manifestations ou activités communales ? Si oui, auxquelles ? Prière d'indiquer à quelle occasion et sous quel patronage.
24. Votre société a-t-elle fait, dans les années qui précèdent, des démarches auprès des autorités communales pour obtenir divers avantages (de locaux, de fonds, de facilités pratiques, etc.). Si oui, pouvez-vous indiquer lesquelles et mentionner le résultat ?
25. Votre société possède-t-elle des locaux en propre ? Si oui, quel genre de locaux ?
26. Votre société est-elle dotée d'uniformes ou de costumes ?
27. Les membres de votre société ont-ils un signe de reconnaissance visible (insigne, cravate, casquette, etc.) ?

Nous aimerions maintenant avoir certains renseignements sur le passé de votre société.

28. Votre société a-t-elle joué ou joue-t-elle actuellement un rôle dans l'histoire de votre commune ? Si oui, de quelle manière ?
29. Dans les sociétés, un fait assez fréquent se remarque: au cours du temps, les buts ou les activités se modifient, quelquefois changent tout à fait, prennent des importances diverses. Est-ce le cas pour votre société ? Si oui, pouvez-vous nous décrire ces changements ?
30. Le nombre des membres actifs de votre société a-t-il été stable au cours du temps ou bien a-t-il varié de manière assez forte ? S'il a varié, en plus ou en moins, pouvez-vous nous décrire ces variations, à l'aide de quelques chiffres et de quelques dates ?

Enfin, nous serions heureux de connaître votre avis sur certains aspects plus généraux de votre société.

31. Diriez-vous que pour la *majorité* des membres :
 - votre société tient une assez grande place dans leur vie et ils y sont très attachés
 - votre société les intéresse et ils s'y plaisent mais sans que cette activité soit très importante pour eux
 - votre société les intéresse un peu, mais ça s'arrête là
 (*Entourez d'un cercle le tiret qui convient ; ne choisir qu'une seule possibilité.*)
32. Diriez-vous que les liens qui existent entre la *majorité* des membres sont :
 - des liens assez poussés d'amitié
 - des liens de camaraderie assez marqués
 - des liens de camaraderie, mais pas très forts
 - des liens de simple connaissance, sans autre
 - autre :

33. Dans la liste qui suit, pourriez-vous indiquer, à votre avis, ce que vos membres reçoivent le plus de votre société ? Indiquer trois rubriques au maximum, en les numérotant par ordre d'importance décroissant.
- plaisir de pratiquer une activité formatrice pour le corps ou l'esprit
 - sens de l'entraide
 - sens du dévouement aux autres
 - ouverture sur le monde
 - approfondissement spirituel
 - sens de l'effort
 - plaisir de la camaraderie et de l'amitié
 - sens patriotique et civique
 - autre :
 - autre :
34. Souhaiteriez-vous que votre société :
- s'agrandisse beaucoup
 - reste comme elle est
 - diminue d'envergure
- (Entourer d'un cercle le tiret qui convient.)
- Pourquoi ?
35. Pour beaucoup de sociétés, certains problèmes se posent à l'heure actuelle (par exemple, problèmes de locaux, de finances, de recrutement, de raison d'être, etc.). En ce qui concerne votre société, diriez-vous qu'en somme vous n'avez guère de problèmes ou diriez-vous que certaines questions importantes se posent ? Dans ce cas, pourriez-vous préciser ces problèmes et leur importance ?
36. Verriez-vous des modifications importantes à apporter à votre société ? Si oui, lesquelles ?
37. Quelle est selon vous l'utilité ou la raison d'être de sociétés telles que la vôtre ? A quelles nécessités humaines ou sociales répond-elle ?
38. Concernant l'attitude des membres, diriez-vous qu'ils sont en général :
- actifs, pleins d'idées, proposant souvent des expériences et activités nouvelles
 - quelques-uns sont actifs, mais la plupart se laissent conduire sans trop donner leur avis ou proposer des activités
 - plutôt passifs, ayant du mal à sortir d'eux-mêmes et souvent inertes
 - autre :

Nous vous remercions très vivement d'avoir bien voulu remplir ce questionnaire.

Tous les avis, opinions, problèmes que vous voudriez ajouter seront très bienvenus.

Annexe III

QUESTIONNAIRE SUR LA PARTICIPATION AUX ASSOCIATIONS (FRIBOURG)¹

Tout d'abord, afin de pouvoir mieux vous situer, nous aimerions avoir quelques renseignements sur votre âge, votre profession, etc.

1. Quelle est votre année de naissance ?
2. Depuis quelle année habitez-vous Fribourg ?
3. Pouvez-vous nous énumérer les villes ou villages dans lesquels vous avez résidé un an ou plus ?
.....
.....
.....
.....
4. Pensez-vous quitter Fribourg dans les 3-5 ans qui viennent ?
 1. certainement
 2. c'est assez probable
 3. peut-être, mais c'est assez peu probable
 4. non, je ne crois pas
 0. NSP
5. Quel est votre état civil ?
 1. célibataire
 2. marié
 3. veuf
 4. séparé ou divorcé
6. Concerne les personnes mariées : la famille de votre femme est-elle :
 1. fribourgeoise (ville)
 2. fribourgeoise (à l'exception de la ville)
 3. d'un autre endroit
7. A part votre femme si vous êtes marié, avez-vous de la parenté à Fribourg ?
 1. oui
 2. non
8. Combien avez-vous d'enfants ?
9. Concerne uniquement les personnes qui ont des enfants: certains de ces enfants sont-ils en âge de scolarité ?
 1. oui
 2. non

¹ Les instructions données à l'interviewer figurent sur un document non reproduit ici.

10. Quelles écoles avez-vous fréquentées ?
 1. école primaire
 2. école secondaire inférieure
 3. école secondaire supérieure ou école normale
 4. école professionnelle conduisant à une profession d'ouvrier qualifié ou assimilé
 5. école professionnelle conduisant à une profession d'employé ou assimilé
 6. école professionnelle conduisant à une profession d'ingénieur technicien ou assimilé
 7. université
 8. autres écoles :
11. Etes-vous en possession d'un des diplômes scolaires suivants ?
 1. maturité
 2. licence ou diplôme ou doctorat de l'université
12. Etes-vous en possession d'un ou plusieurs diplômes professionnels ?
 1. non
 2. oui : lesquels :
.....
13. Quelle est votre profession actuelle ?
ATTENTION : bien préciser cette profession. Ne pas se contenter d'un mot.
14. Au cours de votre vie professionnelle, avez-vous changé de métier ou changé de grade dans votre métier ?
 1. non
 2. oui

Si oui, pouvez-vous nous indiquer les changements majeurs qui sont intervenus dans votre vie professionnelle ?

.....

.....

.....
15. Pensez-vous changer de métier ou de grade dans la profession dans un avenir plus ou moins proche ?
 1. non
 2. oui
 0. NSP

Si oui, quel genre de travail pensez-vous exercer ?
16. A propos du travail que vous exercez, diriez-vous que :
 1. c'est un travail assez complet, varié, qui demande de l'imagination
 2. c'est un travail qui n'est pas très complet ni très varié, mais qui n'est quand même pas monotone
 3. sans être inintéressant, c'est un travail qui est assez parcellaire, peu varié et ne demande guère d'imagination
 4. c'est vraiment un travail qui ne présente guère d'intérêt
17. Quelle est la profession de votre père ? Si votre père n'exerce plus de profession, indiquer la dernière qu'il a exercée.
18. Depuis quelle année travaillez-vous dans l'entreprise où vous êtes actuellement ?
19. Au cours de votre vie professionnelle, combien de fois avez-vous changé d'entreprise ?
 1. 0
 2. 1-2
 3. 3-5
 4. 6-8
 5. 9 et plus

20. Votre femme exerce-t-elle actuellement un travail professionnel ?
1. non
 2. oui
- Si oui, lequel ?
21. Pouvez-vous nous indiquer dans quelle catégorie se situe votre revenu personnel et le revenu total de votre ménage (mari et femme)
- | | |
|------------------|---------------|
| Revenu personnel | Revenu ménage |
|------------------|---------------|
1. moins de 1000 francs
 2. 1000-1499
 3. 1500-1999
 4. 2000-2499
 5. 2500 et plus
22. Vos parents sont-ils (ou étaient-ils) de nationalité suisse ?
1. non
 2. oui
23. Quelle est votre langue maternelle ?
1. français
 2. allemand
 3. italien
 4. autre :
24. Etes-vous de religion :
1. catholique
 2. protestante
 3. autre :

Maintenant que nous vous connaissons un peu mieux, nous aimerions savoir si vous participez à des associations, des clubs, des syndicats ou autres groupements.

25. Pouvez-vous nous dire de quelles sociétés, associations, mouvements, amicales, syndicats ou partis (donc de tout groupe organisé) vous faites partie. **ATTENTION :** prière de bien réfléchir pour n'en oublier aucun. Mentionner aussi bien les groupements sportifs que les mouvements religieux ou politiques. Mentionner aussi les sociétés ou groupements où vous n'allez que rarement.

Année d'entrée

1.
2.
3.
4.
5.
6.
7.
8.
9.
10.

Remarque importante pour l'interviewer : reprendre un par un, et dans l'ordre où ils sont cités ici, les groupes dont l'interrogé fait partie et poser à propos de chacun d'eux les questions relatives au comportement de l'interrogé dans les groupements.

26. Pouvez-vous également nous citer les groupements, sociétés ou autres dont vous faisiez partie mais dont vous n'êtes plus membre actuellement. *Ne pas compter* ici les sociétés réservées à l'enfance ou à l'adolescence.

Année d'entrée

1.
2.
3.
4.

27. Quelle situation avez-vous dans chacun des groupements auxquels vous participez actuellement ?

	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8
simple membre								
cadre moyen								
cadre supérieur								

Remarque pour l'enquêteur : Le terme de cadre moyen signifie que l'interrogé occupe une responsabilité partielle dans l'association. Il n'est pas membre du comité, mais il est responsable de telle ou telle activité. Par exemple, il a la responsabilité d'organiser les locaux, il a la charge d'une commission, etc. Le terme de cadre supérieur veut dire que l'interrogé est membre du comité ou qu'il dirige l'association en tant que président.

28. Pourriez-vous nous dire combien de temps vous accordez à chacun des groupements dont vous êtes membre ? (Ne pas compter seulement les réunions, mais au besoin le temps que vous passez à rédiger des procès-verbaux, à préparer des réunions, envoyer des convocations, etc.) Pour les sociétés qui n'ont qu'une activité saisonnière, indiquer le temps passé pendant la saison d'activité.

	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8
moins de 2-3 heures par an								
2-3 heures par an								
2-3 heures par semestre								
2-3 heures par trimestre								
2-3 heures par mois								
2-3 heures par quinzaine								
2-3 heures par semaine								
plus de 2-3 heures par semaine								

29. A votre connaissance, votre père ou votre mère font-ils (ou faisaient-ils) partie d'une société, d'un groupement, ou d'une association professionnelle ?

1. non, je ne crois pas
2. oui : 1-2 groupements
3. oui : plus de deux groupements

30. Durant votre enfance ou votre adolescence, avez-vous fait partie d'une société ou d'un groupement (club de sport, scouts, groupements religieux, etc.)

1. non
2. oui

Si oui, pouvez-vous énumérer ces groupements et la durée approximative de votre affiliation ?

moins d'un an 2-3 ans plus de 3 ans

1.
2.
3.
4.

31. Pour ceux qui ont fait partie de groupements durant leur enfance ou leur adolescence :

Faisiez-vous volontiers partie de ces groupements ou bien était-ce plutôt une sorte d'obligation ?

	A1	A2	A3	A4
très volontiers				
assez volontiers				
assez peu volontiers				
peu volontiers				
ne sait pas				

32. Concerne les personnes mariées :

Votre femme fait-elle partie d'une ou plusieurs associations ?

1. non

2. oui : pouvez-vous les énumérer ?

33. Pourriez-vous nous dire quels sont les motifs qui, *au moment de votre affiliation*, vous ont poussé à participer aux groupes dont vous êtes membre. ATTENTION : nous ne parlons pas maintenant de l'intérêt que vous trouvez dans les groupes, mais bien des raisons qui, *à l'époque*, vous ont conduit à vous affilier.

A1	
A2	
A3	
A4	
A5	
A6	
A7	
A8	

34. Les groupes auxquels on participe peuvent être, pour quelqu'un, soit très importants soit une activité comme les autres ou même moins importante que les autres. Les groupes auxquels vous participez sont-ils pour vous :

ATTENTION : il ne s'agit pas ici du temps ou des efforts que vous accordez à ces groupes, mais de l'importance qu'ils occupent dans votre esprit, dans votre façon de voir les choses, etc.

	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8
vraiment important								
assez important								
ni important ni accessoire								
plutôt accessoire								
vraiment accessoire								
ne sait pas								

Commentaires éventuels :

35. Aux yeux des gens, certains groupes ont une importance pour la société tout entière : ils contribuent au progrès de la commune ou de la région, à son animation culturelle, etc. D'autres groupes n'ont pas ces fonctions : ils sont un simple loisir. Pour ce qui est des groupes auxquels vous participez, diriez-vous qu'ils ont une importance sociale ou non ?

	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8
aucune importance								
une certaine importance								
une grande importance								

36. En considérant cette fois-ci l'ensemble des activités que vous avez dans les groupes organisés auxquels vous participez, abandonneriez-vous ce genre d'activité :
1. très facilement
 2. assez facilement
 3. plutôt difficilement
 4. très difficilement
 0. NSP

Nous allons considérer maintenant les buts que vous poursuivez dans chacun des groupements dont vous êtes membre. Essayez de bien préciser, dans la liste qui suit, si les buts que vous poursuivez dans chaque groupement sont très différents l'un de l'autre ou non. Attention à la fatigue !

37. En participant à un groupement, on peut poursuivre plusieurs buts ou bien, au contraire, on peut n'en poursuivre qu'un seul. Pourriez-vous nous indiquer le ou les buts que vous poursuivez en participant aux groupements que vous avez cités ?

	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8
vous détendre								
pratiquer un loisir qui vous plaît								
fréquenter des amis, des camarades								
obtenir certains avantages ou facilités								
vous maintenir en forme, acquérir force, souplesse, améliorer votre goût, parvenir à mieux exprimer vos dons ou talents personnels, vous former l'esprit								
développer et améliorer votre façon de penser, de vivre votre vie								
maintenir vivants, encourager des liens créés ailleurs (école, armée, profession, etc.)								
maintenir certaines traditions, certaines façons de faire ou de s'exprimer								
soutenir une institution telle que la paroisse, l'armée, un organisme culturel, etc.								
développer une région, une commune, améliorer la vie communale ou de quartier								
améliorer la santé physique de la population, améliorer la santé morale de la population								
maintenir la solidarité entre les membres d'une commune, d'une profession, d'une classe sociale								
défendre les intérêts d'une catégorie de la population								
Autre :								
Autre :								

38. Par votre action dans les groupes auxquels vous participez, cherchez-vous à contribuer à changer l'avenir de la société (fribourgeoise, suisse, internationale) dans laquelle on vit, à contribuer à améliorer cet avenir ?

	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8
« J'y pense souvent et c'est ce qui donne son sens à mon action »								
« Oui, j'y pense assez souvent, mais ce n'est pas l'aspect essentiel de mon action »								
« J'y pense quelquefois, mais c'est un aspect accessoire de mon action »								
« Je ne crois pas que mon action dans ce cadre-là veuille contribuer à une amélioration »								
NSP								

39. A votre avis, les groupes auxquels vous participez contribuent-ils, directement ou indirectement :

		A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8
1. A votre information en matière politique et sociale ou en ce qui concerne la vie de la commune ou du quartier	assez un peu pas du tout								
2. A vous faire une opinion sur divers sujets (politiques et sociaux notamment)	assez un peu pas du tout								
3. A vous faire savoir comment marchent les comités, comment conduire une assemblée ou s'y exprimer, comment présenter et faire aboutir des idées	assez un peu pas du tout								
4. A vous sentir plus à l'aise, plus intégré dans votre ville	assez un peu pas du tout								
5. A vous procurer certains avantages, certaines facilités que vous devez aux personnes rencontrées dans les groupements	assez un peu pas du tout								

40. Dans les groupes auxquels vous participez, quelle est en général votre attitude ?

	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8
— vous laissez les autres prendre l'initiative et vous suivez si cela vous plaît								
— vous laissez les autres prendre l'initiative et vous donnez votre avis de temps en temps								
— vous laissez en général les autres prendre l'initiative, mais de temps en temps vous proposez quelque chose								
— vous prenez assez souvent l'initiative								

41. CONCERNE UNIQUEMENT LES PERSONNES QUI NE FONT PARTIE D'AUCUNE ASSOCIATION OU GROUPEMENT :

Pourriez-vous nous dire pourquoi vous ne participez pas à ces associations ou groupements ?

42. Vous est-il déjà arrivé :

	1 non	2 1-2 f	3 3-4 f	4 + souv.	0 NSP
1. de participer à une manifestation publique de soutien à une cause					
2. de donner de l'argent pour une cause politique					
3. de signer une pétition ou une initiative					
4. de collecter des signatures ou des fonds dans un but politique ou social					
5. de distribuer des revues, des tracts ou de placer des affiches					
6. d'essayer de rallier des connaissances à une cause politique ou sociale					
7. de participer à une séance d'information sur un sujet politique ou social					
8. autre :					

43. Lors des élections et votations, allez-vous voter ?

1. toujours, sauf impossibilité matérielle
2. trois fois sur quatre environ
3. deux fois sur quatre environ
4. une fois sur quatre environ
5. pour ainsi dire jamais

44. Diriez-vous que l'intérêt que vous portez actuellement aux choses de la vie politique et sociale constitue pour vous :
1. une des dimensions essentielles de votre existence
 2. une des dimensions importantes
 3. une des dimensions qui comptent, sans être importante
 4. une dimension accessoire
 5. une dimension négligeable

COMMENTAIRES ÉVENTUELS :

45. Parmi les différents milieux ci-dessous, pourriez-vous me dire quels sont ceux auxquels vous vous sentez attaché, auxquels vous tenez, avec lesquels vous avez des choses en commun ?

	1	2	3	4
	très att.	assez att.	peu att.	pas att.
1. Milieu de travail				
2. Amis				
3. Fribourg - ville				
4. Fribourg - canton				
5. Famille de naissance				
6. Unité militaire				
7. Paroisse				
8. Suisse				
9. Classe sociale				
10. Autres :				
11. Autres :				

46. A propos de l'entreprise (ou de l'établissement) dans laquelle vous travaillez, diriez-vous que :
1. c'est avant tout pour vous l'endroit où vous gagnez votre vie et c'est tout
 2. c'est principalement l'endroit où vous gagnez votre vie, mais vous vous intéressez aussi au développement et à l'amélioration de cette entreprise
 3. le fait que vous gagniez votre vie dans cette entreprise n'est qu'un aspect parmi d'autres : votre souci de développement de l'entreprise ainsi que vos amis ou relations de travail sont tout aussi importants
 4. cette entreprise est un peu « votre chose » : vous y êtes profondément attaché par de multiples aspects de votre existence
 0. NSP
47. A propos de la profession que vous exercez actuellement, diriez-vous que :
1. c'est une profession qui a beaucoup de prestige dans la population en général
 2. c'est une profession qui a assez de prestige
 3. c'est une profession qui a un prestige assez limité
 4. c'est une profession dont le prestige est très faible
 5. NSP
48. A propos de la ville de Fribourg, de ses habitants, de ses manières de vivre, diriez-vous que :
1. vous la connaissez vraiment bien
 2. vous la connaissez assez bien
 3. vous la connaissez en partie
 4. vous la connaissez assez peu
 5. vous ne la connaissez pour ainsi dire pas

49. Au cas où vous vous inscririez à une section d'une société quelconque, quelles dimensions aimeriez-vous que cette section ait (pour que vous vous y sentiez à l'aise, pour que vous puissiez donner le meilleur de vous-même) ?
1. ça m'est assez égal
 2. 3-5 personnes
 3. 6-15 personnes
 4. 16-35 personnes
 5. 26-40 personnes
 6. 41-75 personnes
 7. 76-150 personnes
 8. + de 150 personnes
 9. NSP
50. On peut concevoir divers moyens pratiques d'organiser une société. En voici trois. Pourriez-vous indiquer celui que vous auriez tendance à préférer en général ?
1. A. En général, le comité prépare les décisions importantes ; il les commente aux membres qui donnent leur avis ; ensuite le comité exécute la décision
 2. B. En général, les membres préparent et votent en réunion les décisions importantes ; ensuite le comité exécute ces décisions
 3. C. En général, le comité n'est là que pour les détails pratiques ; ce sont les membres qui préparent et exécutent les décisions
 4. D. Autre formule :
 5. NSP
51. Quelle est l'opinion qui se rapproche le plus de la vôtre : Quand il s'agit de trouver des idées ou de rechercher des solutions, le travail en groupe est :
1. très souvent plus efficace que le travail individuel
 2. assez souvent plus efficace
 3. ni plus ni moins efficace
 4. assez souvent moins efficace
 5. très souvent moins efficace
 6. NSP
52. On entend assez souvent l'opinion suivante : les groupes organisés (associations, clubs, sociétés, etc.) embrigadent les gens, en font un peu des moutons. A votre avis, cette opinion est-elle :
1. le plus souvent vraie
 2. assez souvent vraie
 3. vraie dans la moitié des cas, fausse dans l'autre
 4. assez souvent fausse
 5. le plus souvent fausse
 6. NSP
53. Dans les groupes auxquels vous participez, ou auxquels vous participeriez éventuellement, préféreriez-vous, si vous aviez le choix, que ces groupes soient composés :
1. de personnes de toutes les catégories sociales
 2. de personnes de toutes les catégories sociales, mais avec une majorité de gens qui vous ressemblent du point de vue social
 3. plutôt de personnes qui vous ressemblent du point de vue social
 4. pas d'importance
 5. NSP

54. Voici une liste de moyens possibles pour atteindre un but tel que l'amélioration des rapports entre Confédérés et étrangers en Suisse, ou la modification de l'aide suisse au Tiers-Monde. Pourriez-vous classer ces moyens d'abord selon qu'ils vous paraissent efficaces ou non, ensuite selon qu'ils conviennent ou non à votre tempérament personnel, à ce que, dans votre situation, vous pourriez faire ?

	Efficacité	Adaptation
1. agir dans le cadre des partis		
2. récolter des signatures		
3. donner de l'argent pour soutenir une action		
4. en parler avec amis et connaissances		
5. participer à une association spécialement vouée à cette question		
6. faire pression sur certains responsables politiques et sociaux		
7. participer à une manifestation publique		
8. faire une action d'éclat (grève, etc.)		
9. tenter d'améliorer la situation dans votre cadre de vie propre (entreprise, maison, quartier, etc.)		
10. faire de l'information		
11. autre :		

55. En parlant des dons que vous avez ou que vous auriez pour prendre des responsabilités dans un groupe auquel vous vous intéresseriez, diriez-vous que vous vous sentez :

1. en général bien doué
2. en général assez bien doué
3. en général pas trop doué
4. en général assez peu doué
5. en général très peu doué

56. Quel est votre avis par rapport à l'opinion suivante : dans les groupes, les associations, il est normal et souhaitable que ce soit les plus instruits qui prennent la plupart des responsabilités :

1. tout à fait d'accord
2. assez d'accord
3. plutôt pas d'accord
4. pas d'accord
5. PO

57. Que vous fassiez ou non partie des associations citées ci-dessous, diriez-vous qu'un homme comme vous a des chances de faire entendre son avis dans une organisation telle que :

	11	12	13	14
	une amicale	une ass. de loisir ou de sport	un syndicat ou ass. profess.	un parti
1. oui, vraiment				
2. oui, c'est probable				
3. c'est peu probable				
4. c'est très peu probable				
5. NSP				

Nous aimerions maintenant vous poser quelques questions relatives à vos opinions, à votre façon de voir les choses en ce qui concerne certains aspects de la société dans son ensemble.

58. Quel est votre avis concernant les opinions suivantes :

a) Cela devrait être une règle, pour des personnes comme moi, d'aller voter toutes les fois que c'est possible :

1. tout à fait d'accord
2. assez d'accord
3. plutôt pas d'accord
4. pas d'accord
5. NSP

b) Cela devrait être une règle pour des personnes comme moi d'avoir un engagement actif (autre que le simple fait de voter) dans la vie politique ou syndicale, ou encore dans un autre domaine :

1. tout à fait d'accord
2. assez d'accord
3. plutôt pas d'accord
4. pas d'accord
5. NSP

c) Etre informé sur les questions économiques, politiques, sociales, devrait être une nécessité pour des hommes comme moi :

1. tout à fait d'accord
2. assez d'accord
3. plutôt pas d'accord
4. pas d'accord
5. NSP

59. Selon vous, la participation à la vie sociale et politique devrait être, dans la vie d'un homme :

1. un élément essentiel
2. un élément important sans être essentiel
3. un élément pas trop important
4. un élément vraiment accessoire
0. NSP

60. En parlant de vous, diriez-vous que vous vous sentez :

1. assez engagé dans la vie sociale et politique
2. trop engagé dans la vie sociale et politique
3. pas assez engagé dans la vie sociale et politique
0. NSP

61. Diriez-vous qu'une participation plus directe et plus forte des ouvriers et employés aux décisions qui se prennent dans l'entreprise est une nécessité humaine et sociale ?

1. oui, tout à fait
2. oui, assez
3. peut-être dans certains cas
4. non, je ne crois pas
5. non, certainement pas
0. NSP

62. On constate aujourd'hui que beaucoup de gens se désintéressent de la politique. A votre avis, ce fait est-il :
1. vraiment très regrettable ; il faudrait essayer d'y remédier à tout prix
 2. assez regrettable ; il faudrait faire des efforts pour y remédier
 3. n'a finalement pas tellement d'importance
 4. est assez heureux
 5. est tout à fait heureux
63. Diriez-vous que la manière dont sont conduites les affaires politiques et sociales en Suisse :
1. vous satisfait tout à fait dans les grandes lignes
 2. vous satisfait, à deux ou trois problèmes près
 3. vous satisfait et vous déplaît à peu près dans les mêmes proportions
 4. vous laisse plutôt insatisfait
 5. vous laisse très insatisfait
 0. PO
64. Diriez-vous que vous êtes :
1. très attaché à votre religion
 2. assez attaché à votre religion
 3. peu attaché à votre religion
 4. pas attaché à votre religion

Pourriez-vous nous donner votre avis concernant les idées suivantes :

65. L'Histoire est un perpétuel recommencement :
1. tout à fait d'accord
 2. assez d'accord
 3. plutôt pas d'accord
 4. pas d'accord
 0. NSP
66. Bien plus que les volontés des hommes, c'est le destin qui mène le monde :
1. tout à fait d'accord
 2. assez d'accord
 3. plutôt pas d'accord
 4. pas d'accord
 0. NSP
67. Quoi qu'on fasse, il y aura toujours des guerres :
1. tout à fait d'accord
 2. assez d'accord
 3. plutôt pas d'accord
 4. pas d'accord
 0. NSP
68. Les inégalités entre les hommes seront toujours très grandes :
1. tout à fait d'accord
 2. assez d'accord
 3. plutôt pas d'accord
 4. pas d'accord
 0. NSP

69. Quand l'homme veut remplacer ou corriger la nature, il fait le plus souvent des erreurs :
1. tout à fait d'accord
 2. assez d'accord
 3. plutôt pas d'accord
 4. pas d'accord
 0. NSP
70. Le monde moderne est devenu tellement complexe que les hommes ne peuvent plus rien vraiment comprendre ou changer aux choses :
1. tout à fait d'accord
 2. assez d'accord
 3. plutôt pas d'accord
 4. pas d'accord
 0. NSP
71. Les différences d'intelligence entre les hommes expliquent bien les inégalités de profession, de revenu, etc. :
1. tout à fait d'accord
 2. assez d'accord
 3. plutôt pas d'accord
 4. pas d'accord
 0. NSP
72. Par rapport au passé, on peut parler de progrès technique ou scientifique, mais on ne peut pas dire que la société soit meilleure ou moins bonne qu'auparavant :
1. tout à fait d'accord
 2. assez d'accord
 3. plutôt pas d'accord
 4. pas d'accord
 0. NSP
73. L'homme est, par nature, égoïste :
1. tout à fait d'accord
 2. assez d'accord
 3. plutôt pas d'accord
 4. pas d'accord
 0. NSP
74. Diriez-vous que la façon dont est organisée la société, du point de vue politique et économique, a une certaine influence sur les manières de penser des gens ?
1. une influence fondamentale
 2. une influence assez importante
 3. une certaine influence, mais pas très importante
 4. une influence très restreinte
 5. pas d'influence
 0. NSP
75. Selon vous, est-il facile ou difficile de comprendre la vie économique et politique d'aujourd'hui, dans un pays comme la Suisse ?
1. c'est vraiment compliqué et difficile ; assez souvent, on n'arrive pas à bien comprendre
 2. c'est assez compliqué et difficile ; assez souvent on a du mal à comprendre
 3. c'est assez difficile, mais avec un léger effort, on comprend quand même assez souvent
 4. ce n'est pas trop difficile et on arrive en général à bien comprendre

Annexe IV

BIBLIOGRAPHIE

Abréviations :

AJS : American Journal of Sociology

ASR : American Sociological Review

JSI : Journal of Social Issues

SF : Social Forces

RS : Rural Sociology

On trouvera en outre l'abréviation *AES*, pour Agricultural Experiment Station. Nombre d'études, spécialement dans les années 40-50, sur les associations en contexte rural se sont greffées sur des plans de recherche plus généraux en matière de développement régional. Or ces plans dépendaient de ces « stations ».

L'abréviation *TNP* signifie thèse non publiée et est accompagnée de *MIC* qui réfère au microfilm du manuscrit.

Cette bibliographie ne comporte, à quelques exceptions près, que des références d'ouvrages ou d'articles traitant directement de la participation aux associations.

Nous n'avons pas jugé utile d'introduire ici les références plus générales n'ayant qu'un rapport très indirect avec notre problème.

- | | |
|----------------------------------|---|
| Almond G. A. et Verba S. | <i>The Civic Culture</i> , Princeton, Princeton University Press, 1963. |
| Alpert B. et Smith P. A. | <i>How participation works</i> , JSI, vol. V, N° 1, 1949. |
| Anders S. F. | <i>The social participation of married couples in Florida</i> , TNP, Mic. 55-676, Florida State University, 1955. |
| Anderson W. A. | <i>The family and individual social participation</i> , ASR, vol. 8, N° 4, août 1953. |
| Anderson W. A. | <i>Rural social participation and the family life cycle</i> , janvier 1953, Mémoire 318, Cornell University, AES, Ithaca, New York. |
| Anderson A. H. et Vergeron G. V. | <i>Rural communities and organizations</i> , AES, bulletin 351, juin 1948, North Dakota Agricultural College, Fargo, North Dakota. |
| Anderson R. T. et Anderson G. | <i>Voluntary Associations and urbanisation : a diachronic analysis</i> , AJS, novembre 1959, vol. 65, N° 3. |
| Axelrod M. | <i>Urban structure and social participation</i> , ASR, Vol. 21, N° 1, février 1956. |
| Bauder W. W. | <i>Objectives and activities of special-interest organizations in Kentucky</i> , AES, bulletin 639, University of Kentucky, Lexington, mars 1956. |

- Beal G. M. *Additional hypotheses in participation research*, RS, vol. 21, 1956.
- Bell W. et Force M. T. *Urban neighborhood types and participation in formal associations*, ASR, vol. 21, N° 1, février 1956.
- Bell W. et Boat M. D. *Urban neighborhood and informal social relations*, AJS, vol. 62, N° 4, 1957.
- Berelson B. R., Lazarsfeld P. F. et McPhee W. N. *Voting*, The University of Chicago Press, Chicago, 1954.
- Bernard J., Hecht C. A., Schwartz S., Levy S. et Schiele W. *The relationship between scores on the Bernreuter personality inventory and three indexes of participation in a college community*, RS, vol. 15, N° 3, septembre 1950.
- Bertrand A. L. *Rural locality groups, changing patterns, change factors and implications*, RS, vol. 19, 1954.
- Black T. R. *Formal social participation: method and theory*, RS, vol. 22, 1957.
- Blau P. M. et Scott W. R. *Formal organizations*, Chandler Publishing Company, San Francisco, 1962.
- Bottomore T. *Social stratification in voluntary organizations*, in Glass D. V. (ed): *Social Mobility in Britain*, Routledge and Kegan Paul, London, 1954.
- Brown E. J. *The Self as related to formal participation in three Pennsylvania rural communities*, RS, vol. 18, 1953.
- Brown E. J. *Informal participation of active and inactive formal participants*, RS, vol. 19, 1954.
- Buck R. C. et Ploch L. A. *Factors related to changes in social participation in a rural Pennsylvania community*, AES, bulletin 582, Pennsylvania State College, 1954.
- Cantril H. *The psychology of social movements*, John Wiley and Sons, New York, 1941.
- Cellard J. C., Labbe B. et Savitsky G. *Le programme Elisée, présentation et application*, Metra, vol. VI, N° 3, 1967.
- Centers R. *Children of the New Deal: social stratification and adolescent attitudes*, in Bendix R. et Lipset S. M. (eds): *Class, Status and Power*, New York, The Free Press, 10^e ed., 1965.
- Chambers R. C. *A study of three voluntary organizations*, in Glass D. V. (ed): *Social Mobility in Britain*, Routledge and Kegan Paul, London, 1954.
- Chapin F. S. *Experimental designs in sociological research*, édition revue, New York, Harper and Brothers, 1955.
- Christiansen J. R. et Black T. C. *Group participation and personality adjustment*, RS, vol. 19, 1954.
- Cohen Y. A. *Social structure and personality*, Holt, Reinehart and Winston, New York, 1961.
- Cole W. A. *Urban Society*, The Riverside Press, Cambridge, Massachusetts, 1958.
- Cooper H. C. *Perception of subgroup, power and intensity of affiliation with a large organization*, ASR, vol. 26, N° 2, avril 1961.

- Crichton A., James E. et Wakeford J. *Youth and leisure in Cardiff*, 1960, The sociological Review, vol. 10, N° 2, juillet 1962.
- Curtis R. F., Timbers D. M. et Jackson E. F. *Prejudice and urban social participation*, AJS, vol. 73, N° 2, septembre 1967.
- Curtis R. F. *Occupational Mobility and membership in formal voluntary associations*, ASR, vol. 24, N° 6, décembre 1959.
- Curtis R. F. *Note on occupational mobility and union membership in Detroit : a replication*, SF, vol. 38, N° 1, octobre 1959.
- Dewey R. *The rural-urban continuum : real but relatively unimportant*, AJS, vol. 66, N° 1, 1960.
- Dotson F. *Patterns of voluntary associations among urban working-class families*, ASR, vol. 16, N° 5, octobre 1951.
- Eisenstadt S. M. *Reference group behaviour and social integration, an explorative study*, ASR, vol. 19, N° 2, avril 1954.
- Erbe W. *Social involvement and political activity : a replication and elaboration*, ASR, vol. 29, N° 2, avril 1964.
- Evan W. M. *Dimensions of participation in voluntary associations*, SF, vol. 36, N° 2, décembre 1957.
- Fanelli A. A. *Extensiveness of communications contacts and perception of the community*, ASR, vol. 21, N° 4, août 1956.
- Flament C. *Théorie des graphes et structures sociales*, Mouton, Paris, 1965.
- Form W. H. et Danserau H. K. *Union member orientations and patterns of social integration*, Industrial and Labor Relations Review, vol. 11, N° 1, octobre 1957.
- Freeman H. E., Novak E. et Reeder L. G. *Correlates of membership in voluntary associations*, ASR, vol. 22, N° 5, octobre 1957.
- Gallagher O. R. *Voluntary associations in France*, SF, vol. 36, N° 2, décembre 1957.
- Gittler J. B. *Review of Sociology : analysis of a decade*, New York, John Wiley and Sons, 1957, particulièrement le chapitre de Chapin F. S. : *Social institutions and voluntary associations*, pp. 259-288.
- Goldhammer H. *Some factors affecting participation in voluntary associations*, in Burgess E. W. et Bogue D. J. : *Contributions to urban sociology*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 1964.
- Gordon C. W. et Babchuk N. *A typology of voluntary associations*, ASR, vol. 24, N° 1, février 1959.
- Greer S. et Orleans P. *The mass society and the parapolitical structure*, ASR, vol. 27, N° 5, octobre 1962.
- Gurvitch G. *La vocation actuelle de la sociologie*, tome I, Paris, Presses Universitaires de France, 1963.
- Harrison P. M. *Webers' categories of authority and voluntary associations*, ASR, vol. 25, N° 2, avril 1960.

- Hausknecht M. *The joiners, A sociological description of voluntary association membership in the United States*, The Bedminster Press, New York, 1962.
- Hay D. G. *The social participation of households in selected rural communities of the Northeast*, RS, vol. 15, N° 2, juin 1950.
- Hay D. G. *Social participation of individuals in four rural communities of the Northeast*, RS, vol. 16, N° 2, juin 1951.
- Hopper R. D. *The revolutionary process : a frame of reference for the study of revolutionary movements*, in Turner R. H. et Killian L. M. : *Collective Behaviour*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1957.
- Hyman H. H. *The value systems of different classes*, in Bendix R. et Lipset S. M. : *Class, Status and Power*, New York, Free Press, 10^e édition, 1965.
- Jacobson E. *The growth of groups in a voluntary organization*, SI, vol. 12, N° 2, 1956.
- Kaufman H. F. *Participation in organized activities in selected Kentucky localities*, AES, bulletin 528, University of Kentucky, Lexington, 1949.
- Keyes F. *The correlation of social phenomena with community size*, SF, vol. 36, N° 4, mai 1958.
- Komarovsky M. *The voluntary associations of urban dwellers*, ASR, vol. 11, décembre 1946.
- Lang K. et Lang G. E. *Collective dynamics*, New York, Thomas Y. Crowell Company, 1961.
- Lasswell H. D. *The structure and fonction of communication in society*, in Schramm W. : *Mass Communications*, 2^e édition, University of Illinois Press, Urbana, 1960.
- Lazarsfeld P. F., Berelson B. et Gaudet H. *The people's choice*, 5^e édition, New York, Columbia University Press, 1960.
- Lazerwitz B. *National Data on participation rates among residential belts in the United States*, ASR, vol. 27, N° 5, octobre 1962.
- Lensky G. E. *Social participation and status crystallization*, ASR, vol. 21, N° 4, août 1956.
- Levy A. *Psychologie sociale, textes fondamentaux*, Dunod, Paris, 1965.
- Litwak E. *Voluntary associations and neighborhood cohesion*, ASR, vol. 26, N° 2, avril 1961.
- Maccoby H. *The differential political activity of participants in a voluntary association*, ASR, vol. 23, N° 5, octobre 1958.
- Maccoby H. *The relationship between participation in the community self-help association and participation in political activity*, TNP, Mic. 55-930, Columbia University, 1955.
- Mangus A. R. et Cottam H. R. *Level of living, social participation and adjustment of Ohio farm people*, AES, bulletin 624, Wooster Ohio, 1941.

- March J. G. *Group norms and the active minority*, ASR, vol. 19, N° 6, décembre 1954.
- Marcus P. M. *Expressive and instrumental groups: toward a theory of group structure*, AJS, vol. 66, N° 1, 1960.
- Martin W. T. *A consideration of differences in the extent and location of the formal associational activities of rural-urban fringe residents*, ASR, vol. 17, N° 6, décembre 1952.
- Martin W. T. *The structuring of social relationships engendered by suburban residence*, ASR, vol. 21, N° 4, août 1956.
- Mayo S. C. et Bobbitt R. McD *Rural organizations: a restudy of locality groups in Wake County, North Carolina*, AES, bulletin 95, septembre 1951.
- Mayo S. C. et Marsh C. P. *Social participation in the rural community*, AJS, vol. 57, N° 3, novembre 1951.
- Mayo S. C. *Age profiles of social participation in rural areas*, RS, vol. 15, N° 3, septembre 1950.
- Meister A. *Participation organisée et participation spontanée*, Année sociologique, 1961.
- Meister A. *Participation, animation et développement*, Editions Anthropos, Paris, 1969.
- Meister A. *Vers une sociologie des associations*, Editions ouvrières, Paris, 1972.
- Merton R. K. *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 2^e édition, 1965.
- Miller S. M. *Planning for participation*, JSI, vol. V, N° 1, 1949.
- Neal A. G. et Seeman M. *Organizations and powerlessness: a test of the mediation hypothesis*, ASR, vol. 29, N° 2, avril 1964.
- Nisbet R. A. *Community and power* (formerly *The quest for community*), New York, Oxford University Press, 1962.
- Olmsted D. W. *Organizational leadership and social structure in a small city*, ASR, vol. 19, N° 3, juin 1954.
- Parsons T. *Eléments pour une sociologie de l'action*, Paris, Plon, 1955.
- Payne R. *Some comparisons of participation in rural Mississippi, Kentucky, Ohio, Illinois and New York*, RS, vol. 18, 1953.
- Piaget J. *Etudes sociologiques*, Droz, Genève, 1965.
- Queen S. A. *The concepts of social disorganization and social participation*, ASR, vol. 6, N° 3, juin 1941.
- Rémond R. *Participation électorale et participation organisée*, in *La dépolitisation: mythe ou réalité*, Armand Colin, Paris, 1962.
- Reissman L. *Class, leisure and social participation*, ASR, vol. 19, février 1954.

- Richardson P. D. et Bauder W. W. *Participation in organized activities in a Kentucky rural community*, AES, bulletin 598, University of Kentucky, Lexington, juin 1953.
- Roper M. W. *The city and the primary group*, in Burgess E. W. et Bogue D. J. : *Contributions to urban sociology*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 1964.
- Rose A. *Voluntary associations in Sweden*, Archives internationales de la coopération, 20, 1966.
- Rose A. *Theory and method in the social sciences*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1954.
- Rose A. *Alienation and participation : a comparison of group leaders and « the mass »*, ASR, vol. 27, N° 6, décembre 1962.
- Rosen H. et Rosen R. A. *The Union member speaks*, New York, Prentice Hall, 1955.
- Rosow I. *Forms and functions of adult socialization*, SF, vol. 44, N° 1, septembre 1965.
- Scott J. C. *Membership and participation in voluntary associations*, ASR, vol. 22, N° 3, juin 1957.
- Scott W. A. *Values and organizations*, Chicago, Rand McNally and Company, 1965.
- Sills D. L. *The Volunteers*, Glencoe, Illinois, The Free Press, 1957.
- Sills D. L. *Voluntary associations, instruments and objects of change*, Human Organization, vol. 18, N° 6, printemps 1959.
- Simmel G. *The sociology of secret societies*, in Turner R. H. et Killian L. M. : *Collective behaviour*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1957.
- Simpson R. L. et Gulley W. H. *Goals, environmental pressures and organizational characteristics*, ASR, vol. 27, N° 3, juin 1962.
- Spinrad W. *Correlates of Trade Union participation : a summary of the literature*, ASR, vol. 25, N° 2, avril 1960.
- Tannenbaum A. S. et Kahn R. L. *Participation in Union locals*, Row, Peterson and Company, Evanston, Illinois, 1958.
- Taietz P. et Larson O. F. *Social participation and old age*, RS, vol. 21, 1956.
- Tompkins J. H. *Reference groups and status values as determinants of behaviour : a study of women's voluntary association behaviour*, TNP, Mic. 55-2236, State University of Iowa, 1955.
- Touraine A. *Sociologie de l'action*, Seuil, Paris, 1965.
- Turner R. A. et Killian L. M. *Collective behaviour*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1957.
- Wilensky H. L. *Life cycle, work situation and participation in formal associations*, in Kleemeier R. W. (ed) : *Ageing and leisure*, New York, Oxford University Press, 1961.

- Wilensky H. L. *Orderly careers and social participation : the impact of work history on social integration in the middle Mass*, ASR, vol. 26, N° 4, août 1961.
- Wirth L. *Urbanization as a way of life*, in Hatt P. K. et Reiss A. J. : *Cities and Society*, The Free Press, Glencoe, Illinois, 2^e édition, 1957 (article repris de AJS, vol. 44, 1938).
- Wright C. R. et Hyman H. H. *Voluntary association membership of American adults : evidence from national sample surveys*. ASR, vol. 23, juin 1958.
- Young J. N. et Mayo S. C. *Manifest and latent participators in a rural community action programm*, SF, vol. 38, N° 2, décembre 1959.
- Young R. C. et Larson O. F. *The contribution of voluntary organization to community structure*, AJS, vol. LXX, N° 2, septembre 1965.
- Zimmer B. G. *Farm background and urban participation*, AJS, vol. 61, N° 5, mars 1956.
- Zimmer B. G. et Hawley A. H. *The significance of membership in associations*, AJS, vol. 65, N° 2, septembre 1959.
- Zimmer B. G. *Adjustment of migrants in the urban area : a study of participation in the urban community in relation to migration experience*, TNP, Mic. A54-1868, University of Michigan, 1954.
- Znaniecki H. L. *The function of voluntary associations in an ethnic community*, in Burgess E. W. et Bogue D. J. : *Contributions to urban sociology*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 1964.

Annexe V

MODE DE CONSTITUTION DES INDICES

Les questions auxquelles ces indices renvoient sont celles du questionnaire sur la participation aux associations (Fribourg).

Les indices utilisés avaient en général pour but de condenser en une seule donnée l'information recueillie dans plusieurs questions.

- La constitution des indices a suivi deux voies différentes, l'une et l'autre très simples :
- a) *addition de « traits »* : on recueille, a propos d'un concept donné, divers indicateurs qui forment autant de traits présents ou absents chez le sujet. Le total des traits présents forme le score de l'individu. Si, au point de vue de sa signification, une telle technique est claire (on sait en effet que le sujet partage 0, 1... n des caractéristiques supposées reliées à tel concept), sa limite vient de la non-pondération des caractéristiques, qui se voient toutes attribuer la même importance. D'autre part, certains traits peuvent, sinon logiquement, du moins dans les faits, en impliquer d'autres. L'addition est alors plus discutable. Mentionnons que nous avons cherché à éviter, à l'aide de l'enquête pilote, ces implications.
 - b) *addition et pondération* : à nouveau, on recueille un ensemble d'indicateurs à propos d'un concept. Chaque indicateur permet plusieurs réponses (entre lesquelles le sujet choisit) rangées selon une échelle de plus ou moins grand accord avec la proposition. C'est là par exemple le procédé de base d'une échelle de Likert. L'addition des scores à chaque indicateur donne le score total. L'inconvénient bien connu de cette technique vient du fait qu'on attribue des intervalles égaux à des possibilités de réponse qui sont certes ordonnées mais qui ne supposent pas nécessairement cette égalité d'intervalles.

1. *Indice d'intégration culturelle*

Composé des questions 22, 23, 24.

Addition simple :

parents de nationalité suisse	=	1
langue maternelle française	=	1
religion catholique	=	1
		3

Les résultats possibles sont 0, 1, 2, 3 points.

Les catégories 1 et 2 ne font pas l'objet de distinctions selon que les points obtenus proviennent de l'un ou l'autre item.

2. *Indice de participation socio-politique générale*

(Cet indice n'inclut pas la question du vote.)

Composé de la question 42.

Procède à la pondération suivante : l'activité mentionnée a été effectuée :

0 fois	=	0 point
1-2 fois	=	1 point
3-4 fois	=	2 points
plus	=	3 points

Le score est formé de l'addition des scores relatifs à chaque activité.

3. *Indice d'intégration affective*

Composé des items 1, 2, 3, 4, 7, 8, de la question 45. Les items 5 et 6 ont été exclus parce que non discriminatoires, l'item 9 également parce que non explicite.

La pondération suivante a été adoptée :

très attaché	=	1 point
assez attaché	=	2 points
peu attaché	=	3 points
pas attaché	=	4 points

Le score total vient de l'addition des scores à chaque item. L'échelle est orientée dans ce sens parce que notre but premier était de tester la désintégration affective.

4. *Indice de perception de soi : aptitude à faire entendre son avis*

Composé de la question 57.

La pondération est effectuée ainsi :

On regroupe en deux catégories les possibilités de réponse 1 et 2 et 3 et 4. On attribue 1 point à la réponse 1-2, 0 point à la réponse 3-4. On fait ensuite l'addition des scores pour les 4 items.

5. *Indice des normes de participation politique*

Composé de la question 58.

Chaque possibilité de réponse est pondérée ainsi :

tout à fait d'accord	=	1 point
assez d'accord	=	2 points
plutôt pas d'accord	=	3 points
pas d'accord	=	4 points

L'indice est constitué par l'addition des scores aux 3 items.

6. *Indice de perception du social*

Composé des questions 65-74.

On attribue les points suivants :

tout à fait d'accord	=	1 point
assez d'accord	=	2 points
plutôt pas d'accord	=	3 points
pas d'accord	=	4 points

Les « sans opinion » sont cotés 2,5.

L'indice est le total des points obtenus à chaque item.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
<i>Chapitre I : Les associations dans la société industrielle</i>	16
A. Tocqueville : L'observation d'un nouveau type de sociabilité	18
B. Durkheim : L'individu, l'Etat et la morale sociale	23
C. Warner : L'intégration des individus	29
D. Une perspective plus limitative	32
<i>Chapitre II : L'entrée dans la vie collective</i>	42
A. Première approche	42
B. Bilan des travaux et problèmes nouveaux	47
1. Contexte écologique et participation aux organisations volon- taires	47
2. Milieu social et participation à l'action collective	50
3. Les processus d'influence du milieu social	54
4. Intégration et action collective	61
5. Intégration fonctionnelle et participation à l'action collective	62
6. Intégration relationnelle et participation à l'action collective	67
7. Intégration affective	71
8. Quelques problèmes pour une étude empirique	72
<i>Chapitre III : Milieu social et participation aux associations</i>	74
A. Les enquêtes de Fribourg et Genève : techniques et résultats géné- raux	74
B. Le statut social actuel et la participation aux associations	83
C. Interprétation du rapport entre milieu social et participation	91
<i>Chapitre IV : Intégration et participation</i>	109
A. Intégration fonctionnelle et participation	110
B. Intégration relationnelle et participation	120
C. L'intégration affective	126
D. L'intégration culturelle	131
<i>Chapitre V : Evaluation statistique d'ensemble</i>	136
A. La technique de partition	137
B. La méthode de Schellhorn	145

<i>Chapitre VI : Les modalités de la participation : Activité, prise de pouvoir et attachement</i>	154
A. Le temps consacré aux associations	156
B. La prise de pouvoir	161
C. Vie et sommeil des associations	169
D. L'attachement aux associations : l'intensité subjective de l'action	170
 <i>Chapitre VII : Les modalités de la participation : l'orientation de l'action</i>	180
A. L'orientation « objective » : affiliations interventionnistes et expressives	181
B. Les significations subjectives de l'action	188
C. Les orientations subjectives de l'action selon les groupements	198
D. Esquisse d'une typologie des modes de participation	202
 <i>Chapitre VIII : Les effets individuels de la participation</i>	208
A. L'effet d'intégration ou de médiation	208
B. L'effet d'apprentissage	216
C. L'effet politique	219
 <i>Chapitre IX : Conclusions</i>	224
A. Les associations : organes de transmission ?	224
B. Reproduction et transformation	227
C. Participation et anomie	230
D. Participation et démocratie	234
E. Asphyxie de la participation ?	238
F. L'Institution et l'Explosion	241
 Annexe I : Recensement des associations locales	245
Annexe II : Questionnaire sur les associations	248
Annexe III : Questionnaire sur la participation aux associations	252
Annexe IV : Bibliographie	266
Annexe V : Mode de constitution des indices	273

Le présent volume
publié par les Editions Payot Lausanne
dans leur collection « Situations et Perspectives »
a été achevé d'imprimer le 25 mars 1974
sur les presses de
l'Imprimerie des Arts et Métiers SA
à Lausanne (Suisse)

